

# BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2015 DE LA NOUVELLE-CALEDONIE

## BUDGET PRINCIPAL

\*  
\*      \*

### INTRODUCTION

L'exercice 2014 du budget principal s'est clôturé sur un résultat excédentaire de 3,2 Mds F en fonctionnement et un solde de la section d'investissement de 3,5 Mds F. Comptablement, le report des résultats antérieurs amène à un résultat cumulé de 19 Mds F utilisé d'abord au financement des **reports accordés en mars 2015 par l'ordonnateur**.

Ceux-ci représentent 15,8 Mds F en dépenses et 8,5 Mds F en recettes toutes sections confondues, dont 3,2 Mds F en dépenses de fonctionnement sur le seul budget propre contre 81 MF de recettes de fonctionnement.

La présentation des comptes 2014 a permis de mettre en lumière :

- Une section de fonctionnement du budget propre négative de 4,2 Mds F ;
- Un niveau dégradé de provisions pour créances irrécouvrables face à un stock croissant de recettes non acquises ;
- Une trésorerie exsangue.

Dans ces conditions, les dépenses inscrites au budget supplémentaire doivent être prioritairement affectées aux **dépenses obligatoires** (ajustement des dotations des collectivités et dotations aux amortissements) et aux **opérations de mise en conformité des recettes titrées** (provision pour créances irrécouvrables, dégrèvements, et restitutions de taxes).

Un **réajustement des recettes** est également prévu afin de tenir compte notamment de l'impact sur le budget principal de la réforme de la taxe sur les spectacles et sur les produits des jeux (TSPJ). Cette réforme entraînera une baisse de l'assiette des dotations et donc des versements à effectuer en faveur des provinces, les communes étant protégées par la clause de sauvegarde prévue à l'article 49 de la Loi Organique.

Les **mesures nouvelles** proposées concernent l'inscription prioritaire des crédits aux autorisations d'engagement données au BP 2015 et antérieurs, et de nouvelles allocations de crédits permises grâce aux économies réalisées par certaines institutions / directions et quelques établissements publics.

La proposition d'équilibre du budget supplémentaire 2015 qui vous est proposée est donc la suivante :

<b>BUDGET PRINCIPAL : CA2014 - Reports</b>	<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>	<b>Cumul</b>
<b>Résultat de l'exercice 2014</b>	<b>3 151 751 915</b>	<b>3 531 711 357</b>	<b>6 683 463 272</b>
Résultats cumulés antérieurs	12 853 866 132	-431 294 167	12 422 571 965
<b>Nouveau Résultat cumulé par section</b>	<b>16 005 618 047</b>	<b>3 100 417 190</b>	<b>19 106 035 237</b>
Restes à réaliser - reports 2014 en recettes	81 223 874	8 457 476 264	8 538 700 138
Restes à réaliser - reports 2014 en dépenses	-4 816 975 643	-11 027 867 662	-15 844 843 305
<b>Solde d'exécution après reports</b>	<b>11 269 866 278</b>	<b>530 025 792</b>	<b>11 799 892 070</b>
<b>PROPOSITION D'EQUILIBRE DU BS 2015</b>	<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>	<b>Solde après affectation dépenses</b>
<b>Sode d'exécution après reports 2014 sur 2015</b>	<b>11 269 866 278</b>	<b>530 025 792</b>	<b>11 799 892 070</b>
Restes à réaliser antérieur - budget de répartition (FIP E 2012)	-88 559 336		11 711 332 734
Remboursement trop-versés Provinces 2013*	518 914 562		12 230 247 296
Ajustement des dotations 2014	-2 231 100 288		9 999 147 008
Effet cliquet communes individuelles	-52 238 897		9 946 908 111
Annulation recette FIP Etat 2015	-51 312 649		9 895 595 462
Annulation dépense FIP Etat 2015	51 312 649		9 946 908 111
Provision pour garantie communes niveau 2014	-561 315 168		9 385 592 943
Sortie TSPJ sur 9 mois	-2 160 000 000		7 225 592 943
Réduction dotations Provinces sortie TSPJ	1 198 800 000		8 424 392 943
Dotations aux amortissements	-2 339 718 057	2 339 718 057	8 424 392 943
AE antérieures à 2015	-159 853 763		8 264 539 180
AE Votées au BP 2015	-600 000 000		7 664 539 180
Création AE DITTT (contre rendu 75 MF)	-49 923 726		7 614 615 454
Dégrèvements	-2 082 000 000		5 532 615 454
Réajustement restitutions taxes	-83 000 000		5 449 615 454
Propositions réductions des directions	1 138 143 199	241 634 748	6 829 393 401
Ajustement recettes directions (DAC - BCI-DASS)	-113 646 678		6 715 746 723
Provisions pour créances irrécouvrables (ANV)	-2 667 051 025		4 048 695 698
Admission en non valeur fiscale	-300 000 000		3 748 695 698
Demandes complémentaires directions hors AE	-637 317 101	<b>-1 115 561 290</b>	1 995 817 307
Emprunts		-1 995 817 307	0
<b>SOLDE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	

### *Les dotations aux amortissements*

Non inscrites au BP 2015, ces dotations sont rendues obligatoires depuis le passage à la M52 et inscrites en dépenses obligatoires au titre de l'article 183 de la Loi Organique. L'inscription des dotations aux amortissements, dépense de fonctionnement, contribuera par l'inscription parallèle d'une recette d'investissement de même montant à réduire le niveau d'emprunt aux niveaux annoncés par nos partenaires financiers.

L'agence française de développement (AFD) a marqué le 10 juillet un accord, sous condition suspensive, pour un emprunt de 48 M€ (c/v. 5,7 Mds F) sur 20 ans et la caisse des dépôts et consignment (CDC) est toujours en cours d'instruction pour un montant de l'ordre de 2,5 Mds F.

### *L'ajustement des dotations*

L'ajustement des dotations recueillerait l'accord des exécutifs provinciaux sur le remboursement des trop-versés en 2013. Un versement complémentaire de 2,2 Mds F devra toutefois être effectué au vu des recouvrements nets de l'exercice 2014. Enfin, la garantie des dotations individuelles aux communes au titre de l'article 49 de la loi organique nécessitera une dotation complémentaire de 52 MF sur les recouvrements 2014 pour compenser les trop-versés à certaines communes en faveur de celles dont la dotation individuelle décroît par rapport à 2013. L'Etat demande par ailleurs à ce que soit inscrit dès à présent le versement de 561 MF aux communes leur permettant en 2015 d'obtenir a minima les dotations 2014 (clause de sauvegarde), malgré le retrait du principal de la TSPJ de l'assiette des dotations.

### *L'ajustement des recettes*

Les prévisions de recettes sont revues à la baisse en raison de la réforme de la TSPJ qui va priver le budget principal de 2,160 Mds F au profit du budget annexe de reversement. Les exécutifs provinciaux auraient pris en compte le caractère exceptionnel de cet événement qui réduit structurellement l'assiette des dotations. Ils auraient marqué leur accord pour ajuster les versements des dotations 2015 à l'assiette finale estimée des dotations, permettant de réduire la dépense budgétaire d'autant et d'inscrire les crédits nécessaires à honorer les « autorisations d'engagement » données aux BP 2015 et antérieurs.

### *Les dépenses de mise en conformité des recettes titrées*

Eu égard au niveau de provision sur créances irrécouvrables, aux événements post-BP (recettes titrées tardivement mais à recouvrement incertain) et à l'impact de la conjoncture sur le niveau économique des entités soumises à l'impôt, trois inscriptions méritent d'être ajustées :

- L'apurement des créances désormais considérées comme irrécouvrables impose l'inscription d'une dépense complémentaire au titre des ANV et la reconstitution des provisions pour créances irrécouvrables. Une provision complémentaire pour créances irrécouvrables de 2,7 Mds F, permet de reconstituer le niveau au bilan de 4,7 Mds F ce qui permet de couvrir une part significative, mais pas totale, du risque identifié et présenté au congrès le 25 juin 2015 ;
- L'annulation de recettes indument titrées doit également être prévues par des inscriptions complémentaires au titre des dégrèvements (recettes titrées à annuler) ;
- Enfin, le rythme élevé des restitutions sur le début de l'année (2,6 Mds F) nécessite une inscription complémentaire de 83 MF (remboursement de recouvrements indus) par rapport à la somme déjà prévue au BP de 3,1 Mds F.

### *Les mesures nouvelles*

Hormis le financement des AE, quelques mesures nouvelles sollicitées par les directions pourraient faire l'objet de financement, la priorité étant donnée aux opérations engagées par autrui (remboursement) ou qui relèvent de mesures de sécurité. Le solde ne permet pas, de faire face à la couverture des déficits des régimes sociaux.

La validation de l'ensemble de ces prévisions aboutirait à un **budget 2015 de fonctionnement révisé** comme suit par grandes familles de charges :

BUDGET PRINCIPAL Recettes de fonctionnement en MF CFP	2014			2015		
	Budget	CA	% exécut°	BP + Reports	BS	Bud 2015
002 - Report résultat fonctionnement	12 854	0		0	16 006	16 006
70 - Produits des services, du domaine et ventes	10 643	10 794	101%	11 619	-114	11 506
73 - Impôts et taxes	118 653	126 635	107%	116 780	-2 160	114 620
74 - Dotations, subventions et participations	8 049	6 491	81%	6 572		6 572
75 - Autres produits de gestion courant	234	136	58%	119		119
76 - Produits financiers	506	519	103%	502		502
77 - Produits exceptionnels	49	399	818%	51	519	570
Atténuation de charges	0	27				0
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>150 988</b>	<b>145 001</b>		<b>135 643</b>	<b>14 251</b>	<b>149 894</b>
Opérations d'ordre	2 667	319		400		400
<b>Total recettes de fonctionnement</b>	<b>153 655</b>	<b>145 320</b>	<b>0</b>	<b>136 043</b>	<b>14 251</b>	<b>150 294</b>

BUDGET PRINCIPAL Dépenses de fonctionnement par nature en MF CFP	p.m. 2014			2015		
	Budget	CA	% exécut°	BP + Reports	BS	Bud 2015
Charges à caractère général	13 377	9 778	73%	11 613		11 613
Charges de personnel et frais assimilés	15 202	14 769	97%	15 096		15 096
Autres charges d'activité - interventions	109 196	105 221	96%	107 029	2 043	109 073
Frais de fonctionnement des gpes d'élus	211	171	81%	257		257
Charges financières	444	367	83%	453		453
Charges exceptionnelles	9 889	8 745	88%	4 400	2 165	6 565
Régularisation stock tabac	400	279	70%	400		400
<b>Dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>148 720</b>	<b>139 330</b>		<b>139 248</b>	<b>4 208</b>	<b>143 457</b>
Opérations d'ordre (dotations/provisions)	2 842	2 838	100%		5 307	5 307
Virement à la section d'investissement	2 093	0	0%	1 530		1 530
<b>Total dépenses de fonctionnement</b>	<b>153 655</b>	<b>142 168</b>		<b>140 778</b>	<b>9 515</b>	<b>150 294</b>
<b>Solde réel fonctionnement</b>	<b>2 268</b>	<b>5 671</b>		<b>-3 606</b>	<b>10 043</b>	<b>6 437</b>
<b>Solde section fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>3 152</b>		<b>-4 736</b>	<b>4 736</b>	<b>0</b>

Direction des affaires sanitaires et sociales

-----  
**Service de la protection sociale**  
-----

3 bis angle des rues République et du général Galliéni  
BP N4  
98851 Nouméa cedex  
-----

Nouméa, le 10 juillet 2015

## **Les comptes sociaux 2014 de la Nouvelle-Calédonie**

### **Les comptes des branches du régime général de sécurité sociale gérées par la CAFAT (Cf. tableau en page 3)**

Les comptes annuels de la CAFAT intègrent les cinq branches du régime général de sécurité sociale de la Nouvelle-Calédonie : le RUAMM, les accidents du travail-maladies professionnelles, la vieillesse-veuvage, les prestations familiales, le chômage, mais également le régime des prestations familiales de solidarité.

Les comptes annuels 2014 de la CAFAT ont été arrêtés le 26 juin 2015. Le résultat consolidé est excédentaire de 1,8 milliards F CFP, il est en nette diminution par rapport à 2013 (6,4 milliards F CFP) et 2012 (4,5 milliards F CFP).

La majorité des branches affichent un déficit :

- 654 millions F CFP pour la branche accident du travail et maladie professionnelles ;
- 307 millions F CFP pour la branche chômage ;
- 398 millions F CFP pour le régime des allocations familiales de solidarité ;
- 4 087 millions F CFP pour le RUAMM.

On notera la forte dégradation du résultat du RUAMM en raison d'une stagnation des encaissements de cotisations et de l'absence de subvention d'équilibre.

Les prestations familiales et la retraite restent excédentaires.

Les réserves des branches et régimes s'élèvent à 54,1 milliards F CFP contre 57 milliards F CFP fin 2013. Les réserves globales diminuent en raison du déficit RUAMM. Les réserves sont principalement celles de la branche retraite (45,2 milliards F CFP). La réglementation du régime de sécurité sociale (Loi du pays n° 2001-016 modifiée du 11 janvier 2002 et arrêtés spécifiques) encadre les modalités de constitution et d'utilisation de ces réserves. Les réserves retraites ne peuvent pas être utilisées pour combler les déficits des autres branches.

Les produits financiers (intérêts perçus sur les fonds de réserve placés en comptes à terme : 44 720 millions F CFP) se sont élevés à 1 037 millions F CFP contre 1 560 millions F CFP en 2013. Le taux de rendement brut (2,32%) diminue en raison de la baisse des taux d'intérêt monétaires.

A ce jour la CAFAT place ses réserves sur des comptes à terme et n'effectue aucun placement financier en bourse. Les disponibilités (comptes courants et comptes à terme) de l'ensemble des branches sont en diminution : 57,1 milliards F CFP fin 2014 contre 59,4 milliards F CFP fin 2013.

Au 31/12/2014 le nombre de cotisants par catégorie est de :  
76 278 pour les salariés (+ 0,8 % contre + 2,3 % en 2013) ;  
15 447 pour les fonctionnaires (+ 1,7% contre +1,9 % en 2013) ;  
23 244 pour les travailleurs indépendants (+ 2,7% contre +5,7 % en 2013).

En 2014 l'effectif des salariés et des travailleurs indépendants enregistre un taux de progression nettement inférieur à 2013, cette évolution reflète la détérioration du contexte économique.

Les cotisations et majorations encaissées en 2014 n'ont quasiment pas évolué : elles s'élèvent à 101,6 milliards F CFP en 2014 contre 101,2 milliards F CFP en 2013.

La Nouvelle-Calédonie a pris en charge des cotisations en compensant intégralement les abattements de cotisations consentis à certains secteurs (aidés) et cotisants (TI) pour un montant de 11,09 milliards F CFP.

Les cotisations et pénalités encaissées en 2014 sont ventilées comme suit :  
- salariés de droits privé : 83 354 millions F CFP (+ 0,4 %) ;  
- fonctionnaires : 12 924 millions F CFP (+3,95 %) ;  
- travailleurs indépendants : 4 969 millions F CFP (-7,96 %) ;  
- retraités : 738 millions F CFP (cotisations prélevées sur retraite + 2,38 %).

La masse salariale ne s'est que légèrement accrue suite à la revalorisation des plafonds de cotisations (+0,74%) et des SMG et SMAG (+1,3%) intervenue en début d'année 2014.

Le taux de recouvrement passe de 95,97 % en 2013 à 96,71 % en 2014. Une partie de cette évolution est liée au retour à la normale sur le recouvrement du secteur public (en 2013 le recouvrement s'était détérioré en raison de difficultés du logiciel RH des forces armées).

Le financement des 5 branches gérées par la CAFAT s'appuie essentiellement sur les cotisations sociales (près de 90 %).

12,5 milliards F CFP des recettes fiscales (TSS et CSA) ont été reversées au travers de l'ASSNC dont 1,4 milliard F CFP pour compenser les minimas retraite, 11,09 milliards F CFP pour compenser les abattements liés aux mesures de soutien à l'économie.

Aucune subvention d'équilibre n'a été versée pour le RUAMM ( 2,6 milliards F CFP en 2013).

Les allègements des charges sociales ont été chiffrés par la CAFAT à 11 095 millions F CFP (chiffre provisoire, dans l'attente de la validation des opérations de régularisation de la convention financière au titre de l'année 2014):

- la réduction sur les bas salaires pour 2 448 millions F CFP ;
- le taux de cotisation minoré au RUAMM des travailleurs indépendants pour 4 542 millions F CFP ;
- les abattements et exonérations des cotisations des secteurs aidés pour 4 105 millions F CFP.

Ces allègements de charges sont intégralement compensées par la Nouvelle-Calédonie via l'ASSNC dans le cadre de la convention financière du 8 octobre 2014. Cette convention a été dénoncée le 30 juin 2015 afin d'inscrire l'intégralité des compensations (y compris PF retraite, AT, chômage) sur le RUAMM à compter du second semestre 2015.

**RESULTAT 2014**  
**DES BRANCHES DU REGIME GENERAL DE LA CAFAT ET DES AFS**  
*Chiffres en milliers de F.CFP*

	Résultats 2012 arrêtés le 3/7/2012	Résultats 2013 arrêtés le 30/6/2014	Résultats 2014 arrêtés le 26/6/2015	Réserves au 31.12.14	Prévisions 2015 budget CAFAT
<b>Accidents du travail</b> « Gestion A »				2 742	
recettes	4 608	4 780	4 719	dont disponibilités	5 248
dépenses	4 680	4 959	5 374	2 617	4 753
<b>résultat</b>	<b>-72</b>	<b>- 178</b>	<b>- 654</b>		<b>- 495</b>
<b>Chômage</b> « Gestion D »				3 234	
recettes	3 979	4 114	4000	dont disponibilités	4 068
dépenses	3 201	3 711	4 307	3 210	5 289
<b>résultat</b>	<b>777</b>	<b>403</b>	<b>- 307</b>		<b>-1 222</b>
<b>Prestations familiales</b> « Gestion F »				9 570	
recettes	13 361	13 569	13 376	dont > disponibilités: 5 894 > avances au RUAMM 3 072	12 656
dépenses	11 750	11 905	12 587		12 661
<b>résultat</b>	<b>1 610</b>	<b>1 664</b>	<b>789</b>		<b>- 5</b>
(1) <b>AFS</b> « Gestion FS »				1 743	
recettes	377	231	2 199	dont 1 200 non mobilisable (créance suite à compensation avance de trésorerie RUAMM)	54
dépenses	2 583	2 545	2 596		2 923
<b>résultat</b>	<b>- 2 206</b>	<b>-2 313</b>	<b>-398</b>	A ce jour les réserves sont épuisées	<b>- 2 869</b>
(2) <b>RUAMM</b> « Gestion M »				- 4 557	
recettes	63 382	69 757	68 138	Rappel du mini réglementaire	71 604
dépenses	64 505	68 719	72 225	20 188	75 403
<b>résultat</b>	<b>-1 122</b>	<b>1 037</b>	<b>- 4 087</b>		<b>- 3 800</b>
(3) <b>Retraite</b> « Gestion V »				46 769	
recettes	38 754	40 087	39 387	dont disponibilités	33 623
dépenses	33 056	34 261	36 523	45 255	31 503
<b>résultat</b>	<b>5 697</b>	<b>5 826</b>	<b>2 864</b>		<b>2 120</b>

- (1) Les AFS : les recettes de 2 199 millions F CFP proviennent de l'ASSNC. Pour rappel la CSA initialement dédiée au financement des AFS a été réaffectée à l'ASSNC depuis 2012.
- (2) Le RUAMM : le résultat 2013 intègre une subvention d'équilibre de 2,6 milliards F CFP dont 1,1 destinée à la reprise du déficit de 2013. Le résultat « corrigé » du RUAMM 2012 et 2013 est en fait équilibré grâce à la subvention d'équilibre de 2,6 milliards comptabilisée dans les comptes 2013. En 2014 le résultat du RUAMM affiche un déficit important car les cotisations n'ont pas augmenté (+0,02 %) alors que les prestations ont augmenté (+4,78%). De plus aucune subvention d'équilibre n'a pu être attribuée par l'ASSNC.  
Rappel : l'endettement du RUAMM s'élève à 5 472 millions F CFP (avances de trésorerie de la NC et des prestations familiales)
- (3) Retraite : les réserves de 46,7 milliards représentent un peu plus de 15 mois de dépenses du régime retraite.  
Le montant à rembourser suite aux intégrations de contractuels dans la fonction publique s'élèvent au 31/12/2014 à 6,3 milliards F CFP.

## **La branche accidents du travail et maladies professionnelles**

En 2014 la branche affiche un déficit de 654 millions F CFP (178 millions F CFP en 2013).

La dégradation du résultat s'explique par une augmentation des charges de 6,38 % alors que les produits sont en baisse de 1,28 %.

Les dépenses de prestations (notamment les indemnités journalières et les rentes) continuent de progresser à un rythme soutenu : 3 319 millions F CFP de prestations ont été versées en 2014 contre 3 065 millions F CFP en 2013 ce qui représente un taux de progression de + 8,2 %. Les provisions pour couvrir le risque de non recouvrement des cotisations sont également en forte augmentation : elles sont passées de 39 millions F CFP fin 2013 à 145 millions F CFP fin 2014.

Les cotisations sociales s'élèvent à 3 878 millions F CFP, elles sont en diminution de 3,92 %.

Les frais de gestion de 303 millions F CFP représentent 8,7 % des prestations. La CAFAT a diminué sensiblement les frais de gestion imputés à la branche (-132 millions F CFP) suite à une modification de sa clef de répartition des coûts.

Les réserves s'élèvent à 2 742 millions F CFP et sont inférieures au minimum réglementaire de 3 582 millions F CFP correspondant à 8/12ème des dépenses. Le niveau minimum devrait être rétabli par virement des excédents du fond inter-régime (prestations familiales).

Les prévisions budgétaires 2015 prévoient un résultat déficitaire de 495 millions F CFP.

## **La branche chômage**

En 2014 la branche affiche un déficit de 307 millions F CFP (en 2013 la branche était en excédent de 403 millions F CFP).

La détérioration du contexte économique s'est traduit par une augmentation du nombre de chômeurs indemnisés de 14 % (2 509 chômeurs en moyenne mensuelle).

Les dépenses de prestations s'élèvent à 2 812 millions F CFP contre 2 441 millions F CFP en 2013, elles sont en augmentation de 15,2 % par rapport à 2013. Les cotisations ont quant à elle diminué de 2,2 %.

Ces deux évolutions combinées ont généré un déficit de 307 millions F CFP (contre un excédent de 403 millions F CFP en 2013).

Les frais de gestion s'élèvent à 243 millions F CFP soit 8,6 % des prestations.

Les réserves du régime s'élèvent à 3 234 millions F CFP au 31 décembre 2014. Elles excèdent le maximum réglementaire de 363 millions F CFP. Le conseil d'administration devra décider de l'affectation de cet excédent (viré au fonds inter-régime ou rester dans la branche).

Pour l'année 2015, la caisse prévoit un résultat déficitaire de 1 222 millions F CFP.

## **La branche famille (prestations familiales)**

La branche dégage un excédent de 789 millions F CFP (1 664 millions F CFP en 2013).

Les dépenses de prestations (essentiellement les allocations familiales) progressent légèrement, elles s'élèvent à 11 025 millions F CFP contre 10 841 millions F CFP, soit une progression de 1,7 %.

La valeur du point a été revalorisée au 1<sup>er</sup> avril 2014 de 2% mais le nombre d'enfants bénéficiaires continue à diminuer (61 564 en 2014 contre 61 673 en 2013) ce qui explique des dépenses en faible augmentation.

Les frais de gestion s'élèvent à 602 millions F CFP (contre 443,7 millions F CFP en 2013) soit 5,4 % des prestations.

Le fonds de réserve se chiffre à 9 570 millions F CFP, il dépasse de 1 179 millions F CFP le maximum réglementaire fixé à 8 391 millions.

Pour 2014, les prévisions budgétaires de la CAFAT prévoient un déficit de 5 millions F CFP ce qui rapporté aux sommes en jeu constitue un résultat à l'équilibre.

## **Le régime des allocations familiales de solidarité (AFS)**

Ce régime enregistre en 2014 un déficit de 398 millions F CFP (2 314 millions F CFP en 2013).

Son financement reposait lors de sa création en 2005 sur la CSA (contribution sociale additionnelle) qui lui était affectée. Depuis que la CSA a été réaffectée à l'ASSNC (en 2011) le régime des AFS a dû puiser dans ses réserves pour financer les prestations.

En cours d'année 2014 les réserves des AFS se sont avérées insuffisantes pour couvrir le besoin de financement, l'ASSNC a donc versé des subventions à hauteur de 2 150 millions F CFP.

Les charges des AFS se sont élevées à 2 596 millions F CFP dont 2 498 millions F CFP de prestations versées en 2014 (en progression de 6,6 %).

Le nombre d'enfants bénéficiaires est stable : 14 367 enfants en 2014 contre 14 303 en 2013.

Les frais de gestion s'élèvent à 85 millions F CFP contre 177,3 millions F CFP en 2013 soit 3,2 % des prestations.

Au 31/12/2014 les réserves effectivement disponibles (543 millions F CFP) sont au minimum et représentent deux mois et demi de prestations.

A partir de 2015 c'est la contribution sociale additionnelle (CCS instaurée au 1/1/2015) qui doit permettre d'assurer le financement des AFS.

## **Le RUAMM**

Avec des charges de 72 225 millions F CFP et des ressources de 68 138 millions F CFP le résultat de l'exercice 2014 est déficitaire de 4 087 millions F CFP (alors que le résultat 2013 affichait un excédent de 1 038 millions F CFP « en trompe l'œil » car intégrait une subvention de reprise de déficit antérieur).

Schématiquement le déficit 2014 résulte d'un effet ciseau entre l'évolution des charges (+5,1 %) et des produits (-2,32%).

Du côté des charges après avoir été contenues en 2012 et 2013 à un taux proche de 3%, les dépenses de santé repartent à la hausse pour atteindre un taux de l'ordre de 5 %. Les dépenses de prestations (données statistiques du rapport d'activité) ont atteint 58 016 millions F CFP en 2014 contre 55 292 millions F CFP en 2013. Les soins hors territoires sont en augmentation importante (14,5 %). Les dotations aux provisions pour dépréciation des créances cotisants sont également en forte augmentation (+ 797 millions F CFP) en raison de la détérioration économique.

Du côté des produits, les cotisations ne progressent pas, elles restent à hauteur de 55 100 million F CFP en raison du contexte économique morose. Alors qu'en 2013 Le RUAMM avait perçu des subventions d'équilibre à hauteur de 2 665 millions F CFP, aucune subvention n'a pu être octroyée en 2014 par l'ASSNC. Par contre l'ASSNC a intégralement compensé les dispositifs d'allègement des cotisations (travailleurs indépendants, réduction bas salaires, secteurs aidés) à hauteur de 7 357 millions F CFP. Ce dispositif constitue une prise en charge de cotisations sociales par les pouvoirs publics qui permet de soutenir l'emploi et l'activité des secteurs concernés.

Fin 2014 les réserves sont négatives de 4 557 millions F CFP ce qui traduit un déficit non apuré. La trésorerie du RUAMM « a pu tenir » grâce aux avances de trésorerie de la Nouvelle-Calédonie ( 2 400 millions F CFP) et des prestations familiales ( 3072 millions F CFP) et en différant certains paiements vis-à-vis des hôpitaux ( 3 260 millions F CFP ) et des provinces (3 134 millions F CFP). Ces sommes constituent aujourd'hui une dette qui nécessite un plan d'apurement.

Faute de réserves, la trésorerie du RUAMM a été très tendue tout au long de l'année 2014.

Dans son BP 2014, la caisse avait évalué le déficit du RUAMM à 3 644 millions F CFP, l'arrêté des comptes laisse apparaître un déficit de 4 087 millions F CFP.

Les charges de gestion s'élèvent à 3 031 millions F CFP soit 4,7 % des prestations dont 2 413 millions F CFP de charges administratives (+ 3%), et 618 millions F CFP de charges liées au contrôle médical unifié (+2,3%).

La population couverte par la CAFAT RUAMM est en progression contenue : elle s'élève à 256 922 personnes fin 2014 contre 253 595 fin 2013 soit une augmentation de 1,3%.

Pour 2015 la caisse évalue le déficit à 3 800 millions F CFP. Le régime est en déséquilibre structurel, il nécessite un plan de redressement immédiat pour assurer sa pérennité et permettre d'intégrer le surcoût à venir lié aux nouvelles installations hospitalières privées (cliniques) et publiques (Koutio et Nord).

## **La branche assurance vieillesse et veuvage**

Avec des charges de 36 523 millions F CFP et des produits de 39 387 millions F CFP le résultat est excédentaire de 2 864 millions F CFP (5 826 millions F CFP en 2013).

Les données du compte de résultat laissent apparaître des charges en augmentation de 6,6% et des produits en diminution de 1,75 %. Ces évolutions expliquent que le résultat tout en restant excédentaire baisse sensiblement.

Les données du rapport d'activité font apparaître des prestations de 27 597 millions F CFP en augmentation de 3 %. La valeur du point a été revalorisée au 1er avril 2014 de 1%.

Une provision de 6 289 millions F CFP est bien intégrée dans les comptes afin de constater la dette de la caisse vis-à-vis des régimes de retraite de la fonction publique suite à validation des « périodes de services précaires » de 3 422 contractuels intégrés dans la fonction publique.

Les produits financiers s'élèvent à 949 millions F CFP, il s'agit pour l'essentiel d'intérêts perçus sur les réserves (38 430 millions F CFP) placées en comptes à terme soit un taux de rendement brut (avant IRDCD) de 2,47 %.

Les frais de gestion de 579 millions F CFP représentent 2 % du montant des pensions légales inscrites au compte de résultat (27 946 millions F CFP). Les frais de gestion ont été sensiblement augmentés (+ 143 millions F CFP) en raison de la modification de la clé de répartition des charges.

Les pertes de cotisations résultant de l'abattement pour les secteurs aidés et de la réduction sur les bas salaires représentent 2 023 millions F CFP et ont été intégralement pris en charge par la Nouvelle Calédonie via l'ASSNC.

La part non-contributive des minima retraite de « l'ancien dispositif » (remplacé par le complément retraite de solidarité depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007) s'élève à 1 453 millions F CFP, elle est intégralement prise en charge par la Nouvelle-Calédonie via l'ASSNC.

Fin 2014 le nombre de pensions servies est de 31 649 au 31/12/2014 dont 25 841 pensions de retraite et 5 633 pensions de réversion. Au 31 décembre 2014 le fonds de réserve s'élève à 46 769 millions F CFP soit 15 mois de dépenses (le minimum réglementaire est de 12 mois).

Pour 2015 les prévisions de la CAFAT affichent un excédent de 2 120 millions F CFP.

## **Le minimum Vieillesse**

Ce dispositif est géré par les provinces, la Nouvelle-Calédonie prend en charge une partie du financement. La dépense 2014 s'élève à 3 224 millions F CFP pour 4 498 bénéficiaires.

La part prise en charge par la Nouvelle-Calédonie en 2014 s'est élevée à 2 284 millions F CFP, ce montant comparable à 2013 (2 355 millions F CFP). En 2014 le financement de la Nouvelle-Calédonie a été effectué via l'ASSNC sur la base de la CSA (contribution sociale additionnelle).

Pour 2015 le montant de la part de la Nouvelle-Calédonie est estimé à 2 424 millions F CFP.

A partir de 2015 c'est la contribution calédonienne de solidarité (CCS instaurée par la LP 2014-20 du 31/12/2014 ) qui doit permettre de contribuer au financement du minimum vieillesse.

## **Le complément retraite de solidarité**

Le complément retraite de solidarité (CRS) est géré par la CAFAT depuis sa création en 2007.

Il est intégralement financé par la Nouvelle-Calédonie via l'ASSNC.

La dépense 2014 s'est élevée à 3 310 millions F CFP pour un nombre de bénéficiaires de 5 517 fin 2014. La dépense est en diminution par rapport à 2013 (4 117 millions F CFP) qui intégrait un rappel rétroactif suite à l'élargissement des conditions d'éligibilité au dispositif.

Pour 2015 le montant des dépenses du CRS est estimé à 3400 millions F CFP.

A partir de 2015 c'est la contribution calédonienne de solidarité (CCS instaurée par la LP 2014-20 du 31/12/2014 ) qui doit permettre de contribuer au financement du CRS.

## **Le régime d'aide en faveur des personnes en situation handicap et en perte d'autonomie**

Avec des charges de 5 418 millions F CFP et des recettes de 4 506 millions F CFP le régime du handicap est en déficit de 913 millions F CFP (en 2013 excédent de 44,5 millions F CFP).

Les charges du régime progressent de 13,28 % en raison de l'augmentation du nombre de bénéficiaires. C'est la croissance du nombre de bénéficiaires qui explique cette progression des charges. Fin 2014 on dénombre 4 620 bénéficiaires contre 4 256 fin 2013 et 3510 fin 2012.

Suite au désengagement des provinces du financement, c'est la Nouvelle-Calédonie (via l'ASSNC) qui supporte l'intégralité du financement en 2014.

En 2014 le régime a été exclusivement financé par l'ASSNC pour un total de 4 503 millions F CFP :

Les frais de gestion s'élèvent à 159 millions F CFP et représentent 3 % des prestations.

Le montant des dépenses 2015 devrait dépasser les 6 100 millions F CFP compte tenu de la progression du nombre de bénéficiaires, de l'intégration du financement de nouveaux établissements médico-sociaux et des récentes revalorisations tarifaires des prix de journée des établissements et services.

## Les comptes de la mutuelle des fonctionnaires

Le résultat global des comptes annuels arrêtés au 30 juin 2014 est excédentaire et s'élève à 163 millions F CFP (109 millions CFP en 2013)

Ce résultat global de 163 millions F CFP se décompose de la manière suivante :

- + 446 millions F CFP excédent de l'assurance maladie (420 millions F CFP en 2013) ;
- - 283 millions F CFP déficit des réalisations sanitaires et sociales (- 311 millions F CFP en 2013).

Les réalisations sanitaires et sociales sont déficitaires en raison des tarifs préférentiels accordés aux adhérents. Les cabinets dentaires et médicaux et de la pharmacie sont en déficit de 207 millions F CFP ; les centres (Enfantasia, Poé, et Trianon) en déficit de 104 millions F CFP.

Les produits financiers (87 millions F CFP) représentent la moitié de l'excédent 2014.

Les prestations s'élèvent à 2 944 millions F CFP et sont stables (+ 0,4 %). Cette stabilité des prestations résulte du gel des tarifs des professionnels de santé, de la baisse du prix des médicaments et le remboursement sur la base du générique.

Les cotisations s'élèvent à 3 608 millions F CFP, elles progressent de 2,2 %.

Les charges de personnel s'élèvent à 948 millions F CFP et sont en augmentation de 3,47 %.  
Les frais de gestion représentent 6 % des cotisations.

Les réserves s'élèvent à 2 930 millions F CFP (+ 3,86 %) et couvrent une année de prestations.  
Le nombre de bénéficiaires est de 67 618 au 30 juin 2014.

## Les comptes de l'aide au logement

Les dépenses de l'aide au logement ont poursuivi leur croissance à un rythme soutenu ( 18,3%).

Le dispositif a bénéficié en 2014 à 7 539 ménages (6 581 en 2013, 5 764 en 2012).

Les prestations servies s'élèvent à 2 420 millions F CFP (2 045 millions F CFP en 2013, 1 774 millions F CFP en 2012).

Cette forte croissance des dépenses est directement liée à l'augmentation du nombre de bénéficiaires (14,5%) elle-même corrélée à la livraison des nouveaux logements par les bailleurs sociaux.

Le FSH (gestionnaire du régime) assure le fonctionnement du dispositif avec des frais de fonctionnement de 60,8 millions F CFP soit 2,5 % des prestations versées.

Les provinces se sont retirées du financement, c'est donc la Nouvelle-Calédonie qui a assuré le financement en complément du FSH.

- le FSH à hauteur de 517,5 millions F CFP (contribution plafonnée) ;
- la Nouvelle-Calédonie au travers de l'ASSNC pour 1 957 millions F CFP.

Pour 2015 les dépenses de l'aide au logement sont estimées à 3 100 millions F CFP dont 2 562 millions F CFP à la charge de la Nouvelle-Calédonie.

## Mission M01 Relations financières avec les collectivités locales et établissements publics

REPORTS :	DEPENSES :	1 732 521 638 F
	RECETTES :	38 186 157 F
<b>MESURES NOUVELLES :</b>	<b>DEPENSES :</b>	<b>1 745 916 141 F</b>
	<b>RECETTES :</b>	<b>-1 692 398 087 F</b>
TOTAL BS 2015 :	DEPENSES :	3 478 437 779 F
	RECETTES :	-1 654 211 930 F



### Financements réglementaires

La mission M01 d'assurer le financement réglementaire des collectivités territoriales et à assurer le soutien financier exceptionnel aux collectivités locales lorsque la conjoncture ou l'intérêt général l'impose.

Le budget de la Nouvelle-Calédonie est un budget de répartition dans le sens où la Nouvelle-Calédonie assure le recouvrement des impôts, droits et taxes perçus ainsi que les recettes de la régie des tabacs qui sont réparties entre les collectivités. Elle détermine l'assiette du budget de répartition et en prélève une quote-part qui représente 74,25 %. Sur cette quote-part, elle reverse aux provinces 55,5 % et aux communes 16,75 %, après avis ou décision des comités de gestion du fond intercommunal de péréquation (FIP) équipements et fonctionnement dont elle assure le secrétariat.

Outre les financements des collectivités locales, la Nouvelle-Calédonie assure également le reversement des taxes affectées et centimes additionnels aux Etablissements publics, collectivités et organismes bénéficiaires.

Budget supplémentaire 2015  
 Relations financières avec les collectivités locales  
 et établissements publics

Historique des moyens financiers

Dépenses :

M01 - Relations financières avec les collectivités locales et établissements publics						
Programmes	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
P0101 Financements réglementaires	90 843 067 662	88 850 713 524	88 486 764 538	1 629 302 635	1 568 362 143	91 684 429 316
P0102 Soutien exceptionnel aux collectivités locales	513 929 162	226 864 933	173 220 000	103 219 003	177 553 998	453 993 001
<b>Total</b>	<b>91 356 996 824</b>	<b>89 077 578 457</b>	<b>88 659 984 538</b>	<b>1 732 521 638</b>	<b>1 745 916 141</b>	<b>92 138 422 317</b>

Recettes :

M01 - Relations financières avec les collectivités locales et établissements publics						
Programmes	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
P0101 Financements réglementaires	127 130 092 649	134 840 752 814	126 158 900 937	38 186 157	-1 692 398 087	124 504 689 007
P0102 Soutien exceptionnel aux collectivités locales	0	0	-	0	0	0
<b>Total</b>	<b>127 130 092 649</b>	<b>134 840 752 814</b>	<b>126 158 900 937</b>	<b>38 186 157</b>	<b>-1 692 398 087</b>	<b>124 504 689 007</b>

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>1 629 302 635 F</b>
		<b>Recettes</b>	<b>38 186 157 F</b>
<b>Programme P0101</b>	<b>Mesures</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>1 568 362 143 F</b>
<b>Financements</b>	<b>nouvelles</b>	<b>Recettes</b>	<b>-1 692 398 087 F</b>
<b>réglementaires</b>		<b>Dépenses :</b>	<b>3 197 664 778 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Recettes</b>	<b>-1 654 211 930 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

Les dotations aux provinces et aux communes étant versées conformément à la prévision faite au budget primitif de l'année N, le budget supplémentaire de l'année N+1 permet de réajuster le montant de ces dotations conformément aux recettes réellement recouvrées. Le recouvrement net des recettes fiscales de l'exercice 2014 ayant été supérieur de 3 088 MF par rapport aux prévisions, un versement supplémentaire doit être effectué pour les communes à hauteur de 517,2 MF et pour les provinces à hauteur de 1 713,8 MF. En contrepartie, le trop perçu des provinces au titre de l'exercice 2013, soit 518,9 MF, sera remboursé et inscrit en recettes.

Le montant des recettes douanières liquidées au 30 juin 2015 s'élève à 21,3 milliards. Le taux de réalisation par rapport aux prévisions budgétaires (42,6 milliards) est pour l'instant de 50%. Les taux de réalisation les plus conséquents concernent les droits de port hors Nouméa (59,40%), la taxe sur les produits pétroliers hors SMTU-SMTI (50,2%). Sur la même période relative à 2014 et 2015, le montant des recettes a augmenté de 1%, les importations ont progressé en valeur de 5,98%, le montant des exonérations a, quant à lui, baissé de -3,25%

Concernant les recettes fiscales, l'année 2015 a vu l'entrée en vigueur des mesures fiscales nouvelles avec :

- la création des centimes additionnels provinciaux sur une partie du produit de la taxe sur les spectacles et les produits des jeux votés en début d'année 2015 entraînant une réallocation au profit du budget annexe d'une part conséquente du rendement de la taxe ;
- la réforme de l'impôt sur le revenu de valeurs mobilières adoptées en fin d'année 2014 générant des distributions exceptionnelles sur la même période et induisant sur le début d'année 2015 des changements de comportement qui restent à confirmer ;
- la mise en place de la contribution calédonienne de solidarité votée en décembre 2014 supprimant la contribution exceptionnelle de solidarité.

*Budget supplémentaire 2015*  
**Relations financières avec les collectivités locales  
et établissements publics**

Suivi des recettes au 30/06/2015

	BP+BS+DM	Droits constatés Surfi au 30/06/2015	Recouvrements bruts DSF-DOU- PAIERIE au 30/06/2015
Contribution additionnelle à l'IS	0	171 164 228	171 164 228
Contribution des Patente (principal)	3 500 000 000	77 868 554	2 524 392 755
Contribution exceptionnelle de Solidarité	1 700 000 000	428 074 683	411 395 294
Contribution foncière (principal)	1 200 000 000	1 227 790 666	434 384 946
Contribution sécurité immobilière	140 000 000	87 588 439	87 588 439
Contribution téléphonique (principal)	75 000 000	25 178 359	25 178 359
Droit de francisation, de navigation et de passeport-DAN	0	0	0
Droit de navigation intérieure	13 000 000	7 520 845	7 760 303
Droit de port	50 000 000	35 408 821	36 849 596
Droit de quai	160 000 000	102 231 639	105 853 523
Droits afférents aux autorisations personnelles minières	300 000	0	0
Droits de douane	6 200 000 000	3 243 790 157	3 275 396 886
Droits de licences (principal)	145 000 000	563 512	6 860 805
Droits de timbre	200 000 000	94 896 410	94 896 410
Droits d'enregistrement (principal)	4 000 000 000	2 220 273 666	1 922 140 220
Formation Professionnelle Continue	220 000 000	17 169 114	0
Impôt forfaitaire Annuel	0	6 349 193	6 349 193
Impôt sur le Revenu des Créances, Dépôts et Cautionnements	700 000 000	282 099 447	280 410 521
Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques	22 000 000 000	21 639 088 527	6 944 344 795
Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières	4 500 000 000	2 148 376 222	1 420 847 348
Impôt sur les Sociétés à 30%	31 000 000 000	14 141 087 790	12 320 028 879
Impôt sur les Sociétés à 35%	0	412 114 999	412 114 999
Prélèvement forfaitaire 25% voies péage	0	0	0
Produits de la vente des vignettes pour véhicules automobiles 83%	0	0	0
RANV	0	40 772	3 864 003
Tabacs recettes	9 770 000 000	4 446 648 305	4 446 648 305
Taxe additionnelle sur les produits pétroliers	2 300 000 000	1 098 654 405	1 110 920 281
Taxe Conjoncturelle de Protection des Productions Locales	800 000 000	442 477 169	437 292 067
Taxe de base à l'importation	6 800 000 000	3 503 932 217	3 512 678 630
Taxe de Consommation Intérieure	560 000 000	311 088 060	311 088 060
Taxe de consommation intérieure sur les produits importés	1 700 000 000	773 744 645	859 223 834
Taxe de péage - 20%	335 000 000	163 663 943	164 477 495
Taxe Générale à l'Importation	19 000 000 000	9 218 771 882	9 096 053 531
Taxe Générale sur les Services-TGPS	0	0	75 000
Taxe hypothécaire	270 000 000	183 668 073	183 732 665
Taxe sur les fermetures tardives	0	0	0
Taxe sur les licences pêche professionnelle	0	0	0
Taxe sur les opérations financières	700 000 000	322 833 874	322 833 874
Taxe sur les produits pétroliers	5 288 288 288	2 711 447 669	2 740 089 560
Taxe sur les spectacles et les jeux	840 000 000	823 709 418	823 709 418
Taxe sur les transferts de licence	1 000 000	62 590	402 556
<b>Total recettes de l'assiette</b>	<b>124 167 588 288</b>	<b>70 369 378 293</b>	<b>54 501 046 778</b>

## Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme financements réglementaires est la suivante :

### En dépenses

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
Action A0101-00 - Recettes de l'assiette de répartition	1 844 999 000	1 485 383 726	1 780 981 851	0	0	1 780 981 851
Action A0101-01 - Dotations aux communes FIP (Etat)	21 890 962 457	20 261 659 822	20 111 546 187	1 629 302 635	1 115 806 558	22 144 178 145
Action A0101-02 - Dotations aux provinces	66 701 442 900	66 701 442 900	66 468 236 500	0	515 055 585	67 663 177 522
Action A0101-04 - Taxes affectées	65 163 305	65 163 305	-	0	0	0
Action A0101-05 - Fonds de concours	340 500 000	337 063 771	126 000 000	0	-62 500 000	63 500 000
<b>Total</b>	<b>90 843 067 662</b>	<b>88 850 713 524</b>	<b>88 486 764 538</b>	<b>1 629 302 635</b>	<b>1 568 362 143</b>	<b>91 651 837 518</b>

### En recettes :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
Action A0101-00 - Recettes de l'assiette de répartition	127 078 780 000	134 834 189 568	126 107 588 288	0	-2 160 000 000	123 947 588 288
Action A0101-01 - Dotations aux communes FIP (Etat)	51 312 649	6 563 246	51 312 649	38 186 157	-51 312 649	38 186 157
Action A0101-02 - Dotations aux provinces	0	0	-	0	518 914 562	518 914 562
<b>Total</b>	<b>127 130 092 649</b>	<b>134 840 752 814</b>	<b>126 158 900 937</b>	<b>38 186 157</b>	<b>-1 692 398 087</b>	<b>124 504 689 007</b>

## Les compléments d'actions pour 2015

**Action A0101-00 – Recettes de l'assiette de répartition**      **Recettes :      - 2 160 MF**

**Taxes sur les spectacles et les produits des jeux (TSPJ)      - 2 160MF**

La création de centimes provinciaux sur une partie du produit de la taxe impacte les recettes du budget de répartition pour près de 2,2 milliards de F.CFP. La part restante au budget de répartition est ainsi de 840 MF.

**Action A0101-01 - Dotations aux communes : FIP**      **Dépenses :      1 115,8 MF**  
**équipement et fonctionnement**      **Recettes :      - 51,3 MF**

**Le fonds intercommunal de péréquation pour**      **Dépenses :      1 055,4 MF**  
**le fonctionnement des communes (FIP fonctionnement)**

### FIP 2014

Le recouvrement net des recettes de l'assiette s'est élevé en 2014 à 123 270 MF pour une prévision de 120 182 MF ce qui conduit à un ajustement des dotations de 494,1 MF pour le fonctionnement des communes.

*Budget supplémentaire 2015*  
**Relations financières avec les collectivités locales  
 et établissements publics**

D'autre part, l'article 49 de la loi organique prévoit la clause de sauvegarde suivante : « le montant définitif de la dotation versée à chaque commune par le fonds est chaque année au moins équivalent au montant définitif de la dotation versée par le fonds au titre de l'année précédente ». Ce réajustement a deux limites toutefois :

- que la progression des recettes entre N-2 et N-1 n'excède pas 10 % ;
- qu'il n'entraîne pas un pourcentage supérieur à 18 % de l'assiette des dotations.

L'application de cette clause de sauvegarde en 2014 fait apparaître une situation inédite pour 3 communes (Koné, Belep et Poembout) qui se retrouvent avec des dotations initiales 2014 (dotations versées en 2014 sur la base du BP 2014) plus importantes que leur dotations finales 2014 de 52,2 MF. Si la Nouvelle-Calédonie reverse strictement le réajustement global 2014, cela implique un remboursement par ces communes de 52,2 MF. Lors du comité de gestion du 23/07/2015, les membres ont demandé au gouvernement d'inscrire une dotation complémentaire de 52,2 MF, ce qui porte le réajustement 2014 à 546,3 MF au lieu de 494 MF (**voir action A0102-01**).

FIP 2015

Si la clôture de l'exercice 2015 présente une réalisation parfaite du budget primitif 2015 avec l'ajustement de la TSPJ, l'application de la clause de sauvegarde implique, eu égard à la dotation finale du FIP 2014, l'obligation d'inscrire le complément de dotations que la Nouvelle-Calédonie devra verser aux communes, soit 561,3 MF. Il convient par conséquent de prévoir cette somme en complément de la dotation initiale votée au budget primitif 2015. Cette somme correspond à la différence entre la dotation finale 2014 (19 723 MF) et la dotation initiale 2015 (19 162 MF) sachant qu'avec l'ajustement à la baisse de la TSPJ, la dotation finale prévisionnelle 2015 sera de 18 816 MF (soit un montant inférieur à la dotation finale 2014).

**Le fonds intercommunal de péréquation pour l'équipement  
 des communes (FIP Investissement)**

**Dépenses : 60,4 MF**  
**Recettes : - 51,3 MF**

Les montants des dotations d'investissement des communes sont modifiées comme suit :

- ajustement de la dotation finale 2014 à hauteur de 23,2 MF ;
- inscription d'un reste à réaliser de 88,6 MF au titre du FIP équipement 2012 (non reporté);
- réduction de la dotation du FIP équipement 2015 à hauteur de 51,3 MF, correspondante au montant de la participation de l'Etat qui a été annulée.

Situation comparative des FIP définitif entre 2012 et 2014 :

<i>En FCFP</i>	2012	2013	2014	Evolution 13/14
Fonctionnement	21 009 154 271	19 707 030 383	19 723 329 293	16 298 910
Equipement	984 804 106	923 767 049	924 531 061	764 011
Part Etat	74 582 339	51 312 649	0	-51 312 649
<b>TOTAL</b>	<b>22 068 540 716</b>	<b>20 682 110 081</b>	<b>20 647 860 354</b>	<b>-34 249 728</b>

**Action A0101-02 - Dotations aux provinces  
 (reversement)**

**Dépenses : 515 MF**  
**Recettes : 518,9 MF**

Les montants des dotations aux provinces sont modifiés comme suit :

- ajustement de la dotation finale de fonctionnement et d'équipement (+ 1 713,8 MF), le recouvrement net des recettes de l'assiette 2014 étant supérieur à la prévision ;

*Budget supplémentaire 2015*  
**Relations financières avec les collectivités locales  
 et établissements publics**

- prise en compte de l'impact de la diminution de la taxe sur les jeux sur le calcul de la dotation de l'exercice 2015 (- 1 198,8 MF) ;

Une recette est également inscrite afin de prendre en compte le remboursement des provinces au titre du trop-perçu de la dotation de fonctionnement et d'équipement de l'exercice 2013 (518,9 MF).

**Les dotations de fonctionnement** **Dépenses :** 477,9 MF  
**Recettes :** 482,8 MF

**Réajustement de la dotation de fonctionnement 2014  
des provinces** **Dépenses :** 1 590,3 MF

En FCFP	BS 2013	BS 2014	BS 2015	Evolution 2014/2015
Province Sud 50 %	3 379 812 796	0	795 167 231	795 167 231
Province Nord 32 %	2 163 080 189	0	508 907 028	508 907 028
Province Iles Loyauté 18 %	1 216 732 607	0	286 260 203	286 260 203
<b>TOTAL</b>	<b>6 759 625 592</b>	<b>0</b>	<b>1 590 334 462</b>	<b>1 590 334 462</b>

Le montant de la dotation définitive de fonctionnement est en diminution constante depuis 2013. Cette évolution s'explique par la baisse des ressources fiscales constatées en 2013 et la réduction de 53,5% à 51,5% en 2014 de la quote-part des impôts, droits et taxes perçues au profit des provinces.

Dotation de fonct définitive en FCFP	2012	2013	2014	Evolution 2014/2013
Province Sud 50 %	35 124 679 796	32 947 691 421	31 742 233 081	-1 205 458 340
Province Nord 32 %	22 479 795 069	21 086 522 510	20 315 029 172	-771 493 338
Province des Iles Loyauté 18 %	12 644 884 727	11 861 168 912	11 427 203 909	-433 965 003
<b>TOTAL</b>	<b>70 249 359 592</b>	<b>65 895 382 843</b>	<b>63 484 466 161</b>	<b>-2 410 916 682</b>

**Réajustement de la dotation de fonctionnement 2015  
des provinces (contrepartie de la baisse de recettes TSPJ)** **Dépenses :** - 1 112,4 MF

En FCFP	Dotation BP 2015	Ajustement baisse TSPJ	Dotation 2015 ajustée
Province Sud 50 %	30 838 866 484	-556 200 000	30 282 666 484
Province Nord 32 %	19 736 874 550	-355 968 000	19 380 906 550
Province Iles Loyauté 18 %	11 101 991 934	-200 232 000	10 901 759 934
<b>TOTAL</b>	<b>61 677 732 968</b>	<b>-1 112 400 000</b>	<b>60 565 332 968</b>

**Remboursement du trop-perçu au titre de la dotation de fonctionnement 2013  
des provinces** **Recettes :** 482,8 MF

Budget supplémentaire 2015  
Relations financières avec les collectivités locales  
et établissements publics

En FCFP	Dotation 2013 versée	Dotation 2013 finale	Excédent de versement
Province Sud 50 %	33 189 099 500	32 947 691 421	241 408 079
Province Nord 32 %	21 241 023 680	21 086 522 510	154 501 170
Province Iles Loyauté 18 %	11 948 075 820	11 861 168 912	86 906 908
<b>TOTAL</b>	<b>66 378 199 000</b>	<b>65 895 382 843</b>	<b>482 816 157</b>

Les dotations d'équipement

Dépenses : 37,1 MF

Recettes :

36,1 MF

Réajustement de la dotation d'équipement 2014  
des provinces

Dépenses :

123,5 MF

En FCFP	BS 2013	BS 2014	BS 2015	Evolution 2014/2013
Province Sud 50 %	202 157 027	0	49 408 449	49 408 449
Province Nord 32 %	202 157 027	0	49 408 449	49 408 449
Province Iles Loyauté 18 %	101 078 514	0	24 704 225	24 704 225
<b>TOTAL</b>	<b>505 392 568</b>	<b>0</b>	<b>123 521 123</b>	<b>123 521 123</b>

Après une diminution constatée sur 2013 (-325,5 MF), le montant de la dotation définitive d'équipement reste stable en 2014 (+ 4 MF). La quote-part des impôts, droits et taxes perçues au profit du budget de la Nouvelle-Calédonie affectée au financement de la dotation reste inchangée à 4%, son niveau « plancher ».

Dotation d'équipement définitive en FCFP	2012	2013	2014	Evolution 2014/2013
Province Sud 50 %	2 100 915 427	1 970 703 038	1 972 332 929	1 629 891
Province Nord 32 %	2 100 915 427	1 970 703 038	1 972 332 929	1 629 891
Province des Iles Loyauté 18 %	1 050 457 714	985 351 519	986 166 465	814 946
<b>TOTAL</b>	<b>5 252 288 568</b>	<b>4 926 757 596</b>	<b>4 930 832 323</b>	<b>4 074 727</b>

Réajustement de la dotation d'équipement 2015

des provinces (contrepartie de la baisse de recettes TSPJ)

Dépenses :

- 86,4 MF

En FCFP	Dotation BP 2015	Ajustement baisse TSPJ	Dotation 2015 ajustée
Province Sud 50 %	1 916 201 413	-34 560 000	1 881 641 413
Province Nord 32 %	1 916 201 413	-34 560 000	1 881 641 413
Province Iles Loyauté 18 %	958 100 706	-17 280 000	940 820 706
<b>TOTAL</b>	<b>4 790 503 532</b>	<b>-86 400 000</b>	<b>4 704 103 532</b>

Remboursement du trop-perçu au titre de la dotation  
de fonctionnement 2013 des provinces

Recettes :

36,1 MF

En FCFP	Dotation 2013 versée	Dotation 2013 finale	Excédent de versement
Province Sud 50 %	1 985 142 400	1 970 703 038	14 439 362
Province Nord 32 %	1 985 142 400	1 970 703 038	14 439 362
Province Iles Loyauté 18 %	992 571 200	985 351 519	7 219 681
<b>TOTAL</b>	<b>4 962 856 000</b>	<b>4 926 757 595</b>	<b>36 098 405</b>

**Action A0101-05 – Fonds de concours** **Dépenses : - 62,5 MF**

---

**Contrat de développement inter-collectivités 2011-2015** **-62,5 MF**

**Opération « Bouclage du Nord »**

Une enveloppe est allouée au fonds au travers du contrat inter-collectivités 2011-2015 regroupant l'État, la province Nord et la Nouvelle-Calédonie. Cette enveloppe globale s'élève à hauteur de 750 MF de francs et est destinée à l'électrification rurale des communes de Hienghène, Pouébo, Poum, Ouegoa et Koumac.

Le montant total inscrit au budget du fonds pour l'électrification rurale (FER) s'élève à 937,5 MF. Il est donc proposé de réduire ce budget de 187,5 MF au BS 2015, tant en dépenses qu'en recettes. L'annulation de ces recettes représente une diminution de dépenses pour le budget principal de la Nouvelle-Calédonie de 62,5 MF.

Budget supplémentaire 2015  
 Relations financières avec les collectivités locales  
 et établissements publics

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>103 219 003 F</b>
<b>Programme P0102</b>	<b>Mesures</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>177 553 998 F</b>
<b>Soutien exceptionnel aux collectivités locales</b>	<b>nouvelles</b>		
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>280 773 001 F</b>

**Contexte et bilan à mi-parcours**

**Les moyens**

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme soutien exceptionnel aux collectivités locales est la suivante :

**En dépenses**

En XPF	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
Action A0102-01 - Financements exceptionnels de projets	513 929 162	226 864 933	173 220 000	103 219 003	177 553 998	464 654 104
<b>Total</b>	<b>513 929 162</b>	<b>226 864 933</b>	<b>173 220 000</b>	<b>103 219 003</b>	<b>177 553 998</b>	<b>464 654 104</b>

**Les compléments d'actions pour 2015**

<b>Action A0102-01 – Financements exceptionnels de projets</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>177,6 MF</b>
--	-------------------	-----------------

**Fonctionnement : 56,7 MF**

Une subvention exceptionnelle de 52,2 MF est accordée aux communes dans le cadre du FIP pour compenser le trop perçu des communes de Belep (4 MF), Koné (40,7 MF) et Pouembout (7,5 MF) au titre de la dotation de l'exercice 2014 (**Cf commentaire de l'action A0101-01**).

Un complément de 4,5 MF est inscrit pour le fonctionnement du SIVM Sud.

<b>AE P0102-2012/2-SOUTIEN AU SIVM SUD</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	37 700 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>37 700 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	33 220 000
CP inscrits au BS	4 480 000
<b>Total CP</b>	<b>37 700 000</b>
Reste à financer	0

**Investissement : 120,8 MF**

Hors AE

Des subventions de **21,6 MF** sont accordées aux communes, dont 4 MF pour la TNT et 17,6 MF pour la mairie de Maré en réparation des dommages matériels occasionnés par le passage du cyclone PAM.

En AE

**99,2 MF** de subventions d'équipement aux communes sont inscrits et correspondent à des engagements envers les collectivités dont 9,9 MF concernent la TNT.

<b>AP P0102-2008/1-SUBVENTIONS EQUIPEMENTS AUX COMMUNES</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	1 000 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>1 000 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	900 764 899
CP inscrits au BS	99 235 101
<b>Total CP</b>	<b>1 000 000 000</b>
Reste à financer	0

Relations financières avec les collectivités locales  
et établissements publics  
**Synthèse des crédits par programme et par chapitre**

**Synthèse des crédits par programme et par chapitre**

<i>En XPF</i>	<b>Programmes dépenses</b>		
<b>Chapitre</b>	<b>P0101 Financements réglementaires</b>	<b>P0102 Soutien exceptionnel aux collectivités locales</b>	<b>Total</b>
<b>905</b>	0	17 600 000	17 600 000
<b>907</b>	0	103 235 101	103 235 101
<b>Ss total Investissement</b>	<b>0</b>	<b>120 835 101</b>	<b>120 835 101</b>
<b>931</b>	0	4 480 000	4 480 000
<b>932</b>	0	0	0
<b>942</b>	1 630 862 143	52 238 897	1 683 101 040
<b>943</b>	-62 500 000	0	-62 500 000
<b>Ss total Fonctionnement</b>	<b>1 568 362 143</b>	<b>56 718 897</b>	<b>1 625 081 040</b>
<b>Total mesures nouvelles</b>	<b>1 568 362 143</b>	<b>177 553 998</b>	<b>1 745 916 141</b>
<b>Pour mémoire reports</b>	1 629 302 635	103 219 003	1 732 521 638
<b>Total BS 2015</b>	<b>3 197 664 778</b>	<b>280 773 001</b>	<b>3 478 437 779</b>

<i>En XPF</i>	<b>Programmes recettes</b>		
<b>Chapitre</b>	<b>P0101 Financements réglementaires</b>	<b>P0102 Soutien exceptionnel aux collectivités locales</b>	<b>Total</b>
<b>941</b>	-2 219 000 000	0	-2 219 000 000
<b>942</b>	-51 312 649	0	-51 312 649
<b>Ss total Fonctionnement</b>	<b>-2 270 312 649</b>	<b>0</b>	<b>-2 270 312 649</b>
<b>Total mesures nouvelles</b>	<b>-2 270 312 649</b>	<b>0</b>	<b>-2 270 312 649</b>
<b>Pour mémoire reports</b>	38 186 157	0	38 186 157
<b>Total BS 2015</b>	<b>-2 232 126 492</b>	<b>0</b>	<b>-2 232 126 492</b>

### Synthèse des crédits par regroupement des articles à trois chiffres

En dépense :

XPF	CA 2013	CA 2014	Budget 2014	BP + Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	BS 2015	Budget 2015
<b>Fonctionnement</b>	<b>103 640 411 535</b>	<b>90 962 672 726</b>	<b>88 885 728 804</b>	<b>88 509 984 538</b>	<b>1 633 282 294</b>	<b>1 625 081 040</b>	<b>3 258 363 334</b>	<b>91 768 347 872</b>
602 - Achats stockés - Autres approvisionnements	1 374 596 948	1 844 999 000	1 485 383 726	1 780 981 851	0	0	0	1 780 981 851
655 - Contributions obligatoires	101 726 919 651	88 592 405 357	86 963 102 722	86 579 782 687	1 629 302 635	1 630 862 143	3 260 164 778	89 839 947 465
656 - Participations	496 000 000	405 663 305	402 227 076	126 000 000	0	-62 500 000	-62 500 000	63 500 000
657 - Subventions	7 700 000	18 800 000	18 800 000	6 720 000	0	4 480 000	4 480 000	11 200 000
674 - Subventions exceptionnelles	35 194 936	100 805 064	16 215 280	16 500 000	3 979 659	52 238 897	56 218 556	72 718 556
<b>Investissements</b>	<b>330 758 411</b>	<b>394 324 098</b>	<b>191 849 653</b>	<b>150 000 000</b>	<b>99 239 344</b>	<b>120 835 101</b>	<b>220 074 445</b>	<b>370 074 445</b>
204 - Subventions d'équipement versées	330 758 411	394 324 098	191 849 653	150 000 000	99 239 344	120 835 101	220 074 445	370 074 445
<b>Total</b>	<b>103 971 169 946</b>	<b>91 356 996 824</b>	<b>89 077 578 457</b>	<b>88 659 984 538</b>	<b>1 732 521 638</b>	<b>1 745 916 141</b>	<b>3 478 437 779</b>	<b>92 138 422 317</b>

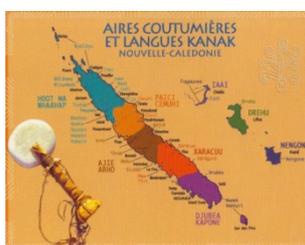
### Synthèse des crédits par regroupement des articles à trois chiffres

En recette :

xpf	CA 2013	CA 2014	Budget 2014	BP + Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	BS 2015	Budget 2015
<b>Fonctionnement</b>	<b>133 551 878 548</b>	<b>127 130 092 649</b>	<b>134 840 752 814</b>	<b>126 158 900 937</b>	<b>38 186 157</b>	<b>-1 692 398 087</b>	<b>-1 654 211 930</b>	<b>124 504 689 007</b>
708 - Autres produits	8 813 701 706	8 800 000 000	8 863 146 058	9 770 000 000	0	0	0	9 770 000 000
731 - Contributions directes	71 824 431 676	65 426 000 000	71 678 723 847	63 675 000 000	0	0	0	63 675 000 000
732 - Droits et taxes à l'importation	42 583 381 750	42 433 520 000	43 279 819 808	42 423 288 288	0	0	0	42 423 288 288
733 - Droits d'enregistrement et de timbre	4 269 961 965	4 600 000 000	5 648 577 821	4 610 000 000	0	0	0	4 610 000 000
734 - Impôts et taxes liés aux activités de service	3 070 234 658	3 111 000 000	2 677 933 909	3 146 000 000	0	-2 160 000 000	-2 160 000 000	986 000 000
735 - Impôts et taxes sectoriels	263 761 213	218 260 000	293 046 212	223 300 000	0	0	0	223 300 000
738 - Autres impôts et taxes	2 674 247 366	2 490 000 000	2 392 941 913	2 260 000 000	0	0	0	2 260 000 000
747 - Participations	52 158 214	51 312 649	6 563 246	51 312 649	38 186 157	467 601 913	505 788 070	557 100 719
<b>Total</b>	<b>133 551 878 548</b>	<b>127 130 092 649</b>	<b>134 840 752 814</b>	<b>126 158 900 937</b>	<b>38 186 157</b>	<b>-1 692 398 087</b>	<b>-1 654 211 930</b>	<b>124 504 689 007</b>

## Mission M02 Pouvoirs publics et institutions

REPORTS	DEPENSES :	306 093 197 F
	RECETTES :	49 900 F
MESURES NOUVELLES	DEPENSES :	-16 273 000 F
TOTAL BS 2015	DEPENSES :	289 820 197 F
	RECETTES :	49 900 F



### Congrès

### Gouvernement

### Sénat coutumier

### Conseils coutumiers et autorités coutumières

### Conseil économique et social

La mission M02 regroupe l'ensemble des crédits destinés au bon fonctionnement des pouvoirs publics et institutions de la Nouvelle-Calédonie au sens de l'article 2 de la loi organique n° 99-209 modifiée.

Budget supplémentaire 2015  
Pouvoirs publics et Institutions

Historique des moyens financiers

Dépenses

M02-Pouvoirs publics et institutions						
Programmes	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
P0201 Congrès	1 583 679 076	1 285 316 411	1 240 185 175	157 856 533	10 665 000	1 408 706 708
P0202 Gouvernement	1 042 452 504	880 416 680	794 012 500	91 207 839	-25 000 000	860 220 339
P0203 Sénat coutumier	283 454 242	263 871 818	235 322 600	17 673 416	-227 000	252 769 016
P0204 Conseils et autorités coutumières	213 340 395	173 575 149	249 177 674	5 553 482	-1 711 000	253 020 156
P0205 Conseil économique, social et environnemental	207 070 023	158 263 670	169 230 000	33 801 927	0	203 031 927
<b>Total Mission 02</b>	<b>3 329 996 240</b>	<b>2 761 443 728</b>	<b>2 687 927 949</b>	<b>306 093 197</b>	<b>-16 273 000</b>	<b>2 977 748 146</b>

Recettes

M02-Pouvoirs publics et institutions						
Programmes	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
P0201 Congrès	0	5 315 838	0	0	0	0
P0202 Gouvernement	0	7 394 692	0	0	0	0
P0203 Sénat coutumier	700 000	49 900	0	49 900	0	49 900
P0205 Conseil économique, social et environnemental	0	351 764	0	0	0	0
<b>Total Mission 02</b>	<b>700 000</b>	<b>13 112 194</b>	<b>0</b>	<b>49 900</b>	<b>0</b>	<b>49 900</b>

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>157 856 533 F</b>
<b>Programme P0201</b>	<b>Mesures</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>10 665 000 F</b>
<b>Congrès</b>	<b>nouvelles</b>		
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>168 521 533 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

### Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0201-01</b> - Parc immobilier du congrès	114 066 970	52 868 270	83 600 000	61 198 700	0	144 798 700
<b>Action A0201-02</b> - Parc équipement du congrès	65 686 839	43 061 669	15 000 000	22 625 170	0	37 625 170
<b>Action A0201-03</b> - Personnel du congrès	836 872 220	767 331 574	811 885 200	9 898 319	0	821 783 519
<b>Action A0201-04</b> - Formation du congrès	21 018 528	16 453 982	11 203 225	4 483 686	0	15 686 911
<b>Action A0201-05</b> - Soutien et pilotage du congrès	436 349 280	366 833 115	297 396 750	36 758 585	10 665 000	344 820 335
<b>Action A0201-06</b> - Communication & Partenariats Institutionnels	102 351 539	38 138 101	20 250 000	17 188 073	0	37 438 073
<b>Action A0201-07</b> - Comité consultatifs de l'environnement	7 333 700	629 700	850 000	5 704 000	0	6 554 000
<b>Total</b>	<b>1 583 679 076</b>	<b>1 285 316 411</b>	<b>1 240 185 175</b>	<b>157 856 533</b>	<b>10 665 000</b>	<b>1 408 706 708</b>

Par nature de dépenses, la répartition est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	442 150 352	357 686 114	205 209 661	58 865 488	19 165 000	283 240 149
012- Charges de personnel et frais assimilés	645 986 220	608 650 858	640 225 200	664 930	0	640 890 130
65-Autres charges de gestion courante	104 579 503	51 785 231	38 024 033	5 147 866	0	43 171 899
6586-Frais de fonctionnement des groupes d'élus	211 033 946	171 114 269	247 799 000	9 354 379	-5 500 000	251 653 379
67- Charges exceptionnelles	175 246	150 000	10 327 281	0	-3 000 000	7 327 281
Dépenses d'investissement	179 753 809	95 929 939	98 600 000	83 823 870	0	182 423 870
<b>Total</b>	<b>1 583 679 076</b>	<b>1 285 316 411</b>	<b>1 240 185 175</b>	<b>157 856 533</b>	<b>10 665 000</b>	<b>1 408 706 708</b>
<b>Recettes (pour mémoire)</b>	<b>0</b>	<b>5 315 838</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## Les compléments d'actions pour 2015

Action A0201-05 – Soutien et pilotage du congrès Dépenses : 10,67 MF

---

### Fonctionnement : 10,7 MF

Les dépenses réelles de fonctionnement, hors frais de personnel, représentent 393,8 MF (budget primitif et reports de crédits). L'effort de réduction budgétaire de 3,5 % envisagé par la Nouvelle-Calédonie est également respecté par le congrès de la Nouvelle-Calédonie. Ainsi, 13,78 MF de réduction sont opérées sur les postes de dépenses.

Cependant, des crédits doivent être sollicités au travers de ce budget supplémentaire, afin de permettre à l'institution d'honorer ses obligations contractuelles conformément au bail de location à usage de bureaux pour l'immeuble « Le Phare ». Dans la mesure où la livraison de cet immeuble s'opérera dès le mois d'octobre 2015, c'est-à-dire plus tôt qu'à l'échéance annoncée initialement, le congrès devra s'acquitter de 3 mois de loyers à raison de 8,14 MF par mois (dès le dernier trimestre de cet exercice). En conséquence, 24,45 MF seront nécessaires pour respecter cet engagement contractuel conformément au bail signé, par acte notarié, le 07 février 2014 sous la mandature 2009-2014.

En définitive, un crédit supplémentaire de 10,6 MF est donc sollicité. Cette somme résulte des réductions budgétaires à hauteur de - 3,5 % hors masse salariale (- 13,78 MF) et de la mesure nouvelle (+ 24,45 MF).

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>91 207 839 F</b>
<b>Programme P0202 Gouvernement</b>	<b>Mesures nouvelles</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-25 000 000 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>66 207 839 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

Dans un contexte budgétaire très dégradé, le Président du gouvernement, élu le 1er avril 2015, a affirmé la volonté de l'Exécutif de maîtriser ses dépenses et de réduire son train de vie. « Faire mieux avec moins ! ».

A cette fin, deux circulaires ont été transmises à l'ensemble des membres du gouvernement et des directions ainsi que des établissements de la Nouvelle-Calédonie pour leur rappeler les règles budgétaires d'engagement des dépenses et la nécessité d'une gestion rigoureuse des deniers publics.

Par ailleurs, pour répondre à l'effort budgétaire demandé, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie propose de réduire les dépenses dans les propositions suivantes.

### Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme gouvernement est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0202-02 - Subventions</b>	200 461 440	171 237 805	131 825 000	16 034 677	-5 000 000	142 859 677
<b>Action A0202-03 - Soutien et pilotage du gouvernement</b>	747 514 234	633 431 078	607 687 500	65 749 408	-18 000 000	655 436 908
<b>Action A0202-04 - Communication</b>	79 476 830	60 747 797	51 500 000	9 423 754	-2 000 000	58 923 754
<b>Action A0202-05 - Francophonie</b>	15 000 000	15 000 000	3 000 000	0	0	3 000 000
<b>Total</b>	<b>1 042 452 504</b>	<b>880 416 680</b>	<b>794 012 500</b>	<b>91 207 839</b>	<b>-25 000 000</b>	<b>860 220 339</b>

Budget supplémentaire 2015  
Pouvoirs publics et Institutions

Par nature de dépenses, les propositions sont :

En XPF	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	637 488 070	509 173 711	501 946 982	74 453 062	-20 000 000	556 400 044
65-Autres charges de gestion courante	322 796 757	294 264 372	275 715 518	15 331 084	-5 000 000	286 046 602
67- Charges exceptionnelles	24 474 677	21 978 557	7 000 000	1 291 493	0	8 291 493
Dépenses d'investissement	57 693 000	55 000 040	9 350 000	132 200	0	9 482 200
<b>Total</b>	<b>1 042 452 504</b>	<b>880 416 680</b>	<b>794 012 500</b>	<b>91 207 839</b>	<b>-25 000 000</b>	<b>860 220 339</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	0	7 394 692	0	0	0	0

Les compléments d'actions pour 2015

**Action A0202-02 – Subventions**

Dépenses : -5 MF

Fonctionnement : - 5 MF

Le montant des subventions à octroyer est revu à la baisse de 5 MF.

**Action A0202-03 - Soutien et pilotage du  
gouvernement**

Dépenses : -18 MF

Fonctionnement : - 18 MF

Une baisse de 18 MF est prévue sur les postes suivants :

- entretien des bâtiments : 1 MF,
- frais d'étude et de recherches -5 MF,
- autres prestations de service : 1 MF,
- honoraires et rémunérations d'intermédiaires : 6 MF,
- transport de personnes extérieures à la collectivité : 5 MF.

Ces propositions d'ajustement de crédits sont basées sur l'exécuté 2014.

**Action A0202-04 - Communication**

Dépenses : -2 MF

Fonctionnement : - 2 MF

Le poste « autres prestations services cellule communication » est revu à la baisse pour 2 MF.

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>17 673 416 F</b>
		<b>Recettes :</b>	<b>49 900 F</b>
<b>Programme P0203</b>	<b>Mesures</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-227 000 F</b>
<b>Sénat coutumier</b>	<b>nouvelles</b>		
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>17 446 416 F</b>
		<b>Recettes :</b>	<b>49 900 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

### Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme sénat coutumier est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0203-01</b> - Institutions coutumières	145 227 269	141 957 681	136 680 000	3 161 492	0	139 841 492
<b>Action A0203-02</b> - Manifestations coutumières et missions	80 658 898	71 530 763	60 343 744	9 056 595	0	69 400 339
<b>Action A0203-03</b> - Soutien et pilotage du sénat coutumier	57 568 075	50 383 374	38 298 856	5 455 329	-227 000	43 527 185
<b>Total</b>	<b>283 454 242</b>	<b>263 871 818</b>	<b>235 322 600</b>	<b>17 673 416</b>	<b>-227 000</b>	<b>252 769 016</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	150 060 653	135 080 683	108 672 600	14 890 890	-227 000	123 336 490
012-Charges de personnel	2 672 526	0	8 378 648	2 672 526	0	11 051 174
65-Autres charges de gestion courante	128 721 063	128 612 967	115 771 352	0	0	115 771 352
Dépenses d'investissement	2 000 000	178 168	2 500 000	110 000	0	2 610 000
<b>Total</b>	<b>283 454 242</b>	<b>263 871 818</b>	<b>235 322 600</b>	<b>17 673 416</b>	<b>-227 000</b>	<b>252 769 016</b>
<b>Recettes (pour mémoire)</b>	<b>700 000</b>	<b>49 900</b>	<b>0</b>	<b>49 900</b>	<b>0</b>	<b>49 900</b>

### Les compléments d'actions pour 2015

<b>Action A0203-03 - Soutien et pilotage du sénat coutumier</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-0,2 MF</b>
---	-------------------	----------------

**Fonctionnement : - 0,2 MF**

Il s'agit d'une diminution de dépenses courantes.

Budget supplémentaire 2015  
Pouvoirs publics et Institutions

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>5 553 482 F</b>
<b>Programme P0204 Conseils coutumiers et autorités coutumières</b>	<b>Mesures nouvelles</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-1 711 000 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>3 842 482 F</b>

Contexte et bilan à mi-parcours

Les moyens

La répartition par action des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme conseils coutumiers et autorités coutumières est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + DepI 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
Action A0204-01 - Aire Ajië Aro	24 519 285	21 292 723	20 037 168	164 555	-400 000	19 801 723
Action A0204-02 - Aire Drehu	26 829 500	22 276 310	24 887 000	704 626	0	25 591 626
Action A0204-03 - Aire Drubea-Kapumë	26 736 360	18 997 437	25 741 500	312 804	600 000	26 654 304
Action A0204-04 - Aire Hoot Ma Whaap	41 260 000	38 035 416	34 398 848	1 313 434	-300 000	35 412 282
Action A0204-05 - Aire Iaai	15 761 300	12 058 154	14 664 520	375 359	0	15 039 879
Action A0204-06 - Aire Nengone	17 866 350	16 109 754	21 679 638	217 668	-300 000	21 597 306
Action A0204-07 - Aire Paicî Cëmuhi	33 040 000	25 745 336	35 265 000	1 475 190	-600 000	36 140 190
Action A0204-08 - Aire Xârâcùù	23 327 600	19 060 019	42 504 000	989 846	-711 000	42 782 846
Action A0204-09 - Cohesion sociale en tribus	4 000 000	0	30 000 000	0	0	30 000 000
<b>Total</b>	<b>213 340 395</b>	<b>173 575 149</b>	<b>249 177 674</b>	<b>5 553 482</b>	<b>-1 711 000</b>	<b>253 020 156</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + DepI 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	100 937 281	67 632 010	122 741 456	5 553 482	-1 311 000	126 983 938
65-Autres charges de gestion courante	111 505 614	105 923 239	112 869 718	0	0	112 869 718
Dépenses d'investissement	897 500	19 900	13 566 500	0	-400 000	13 166 500
<b>Total</b>	<b>213 340 395</b>	<b>173 575 149</b>	<b>249 177 674</b>	<b>5 553 482</b>	<b>-1 711 000</b>	<b>253 020 156</b>
<b>Recettes (pour mémoire)</b>	<b>0</b>	<b>351 764</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## Les compléments d'actions pour 2015

### Action A0204-01 - Aire Ajië Aro

Dépenses : -0,4 MF

---

#### Investissement : - 0,4 MF

Dans un contexte budgétaire et de trésorerie difficile, le conseil coutumier Ajië Aro réduit son budget actuel de - 400 000 F en section investissement.

### Action A0204-03 - Aire Drubea-Kapumë

Dépenses : 0,6 MF

---

#### Fonctionnement : 0,6 MF

Pour terminer l'année, il est sollicité l'inscription des sommes suivantes :

- 0,1 MF pour l'entretien des locaux de l'aire.
- 0,1 MF pour l'équipement des deux véhicules de fonctions.
- 0,1 MF pour l'entretien ou réparation des biens mobiliers.
- 0,3 MF pour la convention ADCK/CCDK sur la collecte du patrimoine culturel oral de l'aire DRUBEA KAPUME

### Action A0204-04 - Aire Hoot Ma Whaap

Dépenses : -0,3 MF

---

#### Fonctionnement : - 0,3 MF

Dans un contexte budgétaire et une situation de trésorerie difficiles, le conseil coutumier Hoot Ma Whaap, procédera à une réduction de ses dépenses réelles de fonctionnement de -3,5%, hors masse salariale, au regard de son budget actuel de 9,9 MF.

Cette réduction qui s'élève à 0,3 MF, concernera les charges à caractère général :

- frais d'études et de recherches : - 0,1 MF,
- entretien de matériel, outillage et mobilier : - 0,1 MF,
- loyers pour matériel, outillage et mobilier : - 0,1 MF.

En définitive, le budget actuel de l'Institution s'élèvera à 9,6 MF, après l'application de la déduction de -3,5% de ses dépenses réelles de fonctionnement.

### Action A0204-07 - Aire Paicî Cèmuhi

Dépenses : -0,6 MF

---

#### Fonctionnement : - 0,6 MF

Un véhicule réformé et un en attente de réparation : - 0,3 MF  
Congrès de la jeunesse à Poum : - 0,3 MF

**Action A0204-08 - Aire Xârâcùù**

Dépenses : -0,7 MF

---

**Fonctionnement : - 0,7 MF**

Le Conseil Coutumier Xârâcùù participe également à renflouer la trésorerie de la Nouvelle-Calédonie par la diminution de son budget supplémentaire 2015.

Les principales réductions de dépenses réelles de fonctionnement de -3,5% ont été effectuées de la manière suivante :

- En frais de location de matériels de transport du conseil : - 0,2 MF
- En frais d'acquisition de petit matériel du conseil : - 0,1 MF
- En frais d'impression (calendrier, journal) de l'institution : - 0,2 MF
- En frais de télécommunication : - 0,2 MF

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>33 801 927 F</b>
<b>Programme P0205 Conseil économique, social et environnemental</b>	<b>Mesures nouvelles</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>0 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>33 801 927 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

La mandature 2010-2015 du conseil économique social et environnemental (CESE) a pris fin le 11 mai 2015. L'institution s'est depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à cette date réunie à 65 reprises en commissions et 9 fois en séance plénière pour rendre 2 avis et 4 vœux.

Le CESE atteint au 15 juin 2015 un taux global d'exécution de 40 % conformément à ses prévisions de fin de mandature.

Le renouvellement de la nouvelle mandature ayant pris un peu de retard faute de désignation de certains conseillers, le CESE continue son exécution budgétaire de façon réduite (charges à caractère général) jusqu'à la reprise de son activité normale.

Dans ce contexte et comme à son habitude le CESE ne formulera aucune demande au budget supplémentaire 2015.

### Les moyens

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0205-01 - Conseil économique et social</b>	207 070 023	158 263 670	169 230 000	33 801 927	0	203 031 927
<b>Total</b>	<b>207 070 023</b>	<b>158 263 670</b>	<b>169 230 000</b>	<b>33 801 927</b>	<b>0</b>	<b>203 031 927</b>

Par nature de dépenses, la répartition est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	106 068 196	94 295 751	84 030 000	5 250 376	0	89 280 376
012- Charges de personnel et frais assimilés	56 680 000	34 133 997	55 200 000	22 546 003	0	77 746 003
65-Autres charges de gestion courante	24 385 447	20 307 150	17 000 000	1 078 000	0	18 078 000
Dépenses d'investissement	19 936 380	9 526 772	13 000 000	4 927 548	0	17 927 548
<b>Total</b>	<b>207 070 023</b>	<b>158 263 670</b>	<b>169 230 000</b>	<b>33 801 927</b>	<b>0</b>	<b>203 031 927</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	0	0	0	0	0	0

### Les compléments d'actions pour 2015

Ce programme ne comporte aucune mesure nouvelle au budget supplémentaire 2015.

### Synthèse des crédits par programme et par chapitre

En XPF		Programmes Dépenses					
Chapitre	P0201 Congrès	P0202 Gouv	P0203 Sénat coutumier	P0204 Conseils et autorités coutumières	P0205 Conseil économique, social et environnemental	Total	
<b>900</b>	0	0	0	-400 000	0	-400 000	
<b>Ss total Investissement</b>	0	0	0	-400 000	0	-400 000	
<b>930</b>	16 165 000	-25 000 000	-227 000	-1 311 000	0	-10 373 000	
<b>944</b>	-5 500 000	0	0	0	0	-5 500 000	
<b>945</b>	0	0	0	0	0	0	
<b>Ss total Fonctionnement</b>	10 665 000	-25 000 000	-227 000	-1 311 000	0	-15 873 000	
<b>Total mesures nouvelles</b>	10 665 000	-25 000 000	-227 000	-1 711 000	0	-16 273 000	
<b>Pour mémoire Report</b>	157 856 533	91 207 839	17 673 416	5 553 482	33 801 927	306 093 197	
<b>Total BS 2015</b>	<b>168 521 533</b>	<b>66 207 839</b>	<b>17 446 416</b>	<b>3 842 482</b>	<b>33 801 927</b>	<b>289 820 197</b>	

En XPF		Programmes Recettes					
Chapitre	P0201 Congrès	P0202 Gouv	P0203 Sénat coutumier	P0204 Conseils et autorités coutumières	P0205 Conseil économique, social et environnemental	Total	
<b>Pour mémoire Report</b>	0	0	49 900	0	0	49 900	
<b>Total BS 2015</b>	0	0	49 900	0	0	49 900	

**Synthèse des crédits par regroupement des articles à trois chiffres (en Dépenses) :**

XPF	CA 2013	CA 2014	Budget 2014	BP + Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	BS 2015	Budget 2015
<b>Fonctionnement</b>	<b>2 679 578 184</b>	<b>2 600 788 909</b>	<b>3 069 715 551</b>	<b>2 550 911 449</b>	<b>217 099 579</b>	<b>-15 873 000</b>	<b>201 226 579</b>	<b>2 752 138 028</b>
606 - Achats non stockés de matières et fournitures	96 967 861	96 706 088	114 979 255	89 779 160	9 131 131	-938 000	8 193 131	97 972 291
612 - Redevances de crédit-bail	773 910	1 535 208	1 603 134	2 665 946	32 200	0	32 200	2 698 146
613 - Locations	286 236 199	286 118 094	305 058 738	262 836 012	5 629 640	24 150 000	29 779 640	292 615 652
614 - Charges locatives et de copropriété	7 692 758	7 186 257	7 680 155	5 521 000	62 264	0	62 264	5 583 264
615 - entretien et réparations	66 902 093	62 875 588	82 839 505	53 686 235	13 579 727	-2 000 000	11 579 727	65 265 962
616 - Primes d'assurances	7 693 220	9 052 926	9 098 798	9 451 568	0	0	0	9 451 568
617 - études et recherches	41 800 441	20 606 715	40 084 706	50 144 439	10 126 360	-4 800 000	5 326 360	55 470 799
621 - Personnel extérieur au service	45 595	0	0	0	0	0	0	0
622 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	68 355 930	54 229 269	73 204 489	66 153 082	12 653 855	-6 000 000	6 653 855	72 806 937
623 - Publicité, publications, relations publiques	260 113 182	249 122 974	321 966 780	173 811 863	43 249 434	-500 000	42 749 434	216 561 297
624 - Transports de biens et transports collectifs	166 593 480	121 567 522	153 873 469	107 743 814	18 646 315	-5 300 000	13 346 315	121 090 129
625 - Déplacements et missions	30 142 072	25 522 992	30 378 963	15 414 292	1 404 994	0	1 404 994	16 819 286
626 - Frais postaux et frais de télécommunications	65 201 313	64 841 774	75 901 102	52 150 490	7 657 487	-200 000	7 457 487	59 607 977
633 - Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)	4 843 143	3 666 343	3 700 000	5 200 000	0	0	0	5 200 000
641 - Rémunérations du personnel	456 238 782	492 207 383	533 421 220	528 486 000	23 210 933	0	23 210 933	551 696 933
645 - Charges de sécurité sociale et de prévoyance	128 353 918	142 042 192	162 267 526	164 217 848	2 672 526	0	2 672 526	166 890 374
647 - Autres charges sociales	4 456 500	4 868 937	5 950 000	5 900 000	0	0	0	5 900 000
653 - Indemnités, frais de mission et de formation des élus, des membres des institutions et chefs coutumiers	452 280 265	454 679 559	475 634 122	431 555 621	6 813 766	0	6 813 766	438 369 387
656 - Participations	33 000 000	35 000 000	47 000 000	26 825 000	0	0	0	26 825 000
657 - Subventions	110 524 980	111 213 400	169 354 262	101 000 000	14 743 184	-5 000 000	9 743 184	110 743 184
658 - Charges diverses de gestion courante	170 995 208	171 114 269	211 033 946	247 799 000	9 354 379	-5 500 000	3 854 379	251 653 379
671 - Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 901 688	3 229 152	3 254 398	10 327 281	0	-3 000 000	-3 000 000	7 327 281
674 - Subventions exceptionnelles	59 550 000	18 899 405	21 395 525	7 000 000	1 291 493	0	1 291 493	8 291 493
618 - Divers services extérieurs	48 694 300	51 814 007	66 373 254	44 915 071	4 881 728	-3 000 000	1 881 728	46 796 799
628 - Divers autres services extérieurs	107 221 346	112 688 855	153 662 204	88 327 727	31 958 163	-3 785 000	28 173 163	116 500 890
<b>Investissements</b>	<b>81 900 113</b>	<b>160 654 819</b>	<b>260 280 689</b>	<b>137 016 500</b>	<b>88 993 618</b>	<b>-400 000</b>	<b>88 593 618</b>	<b>225 610 118</b>
203 - Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion	1 760 955	4 604 940	30 038 039	53 600 000	25 433 099	0	25 433 099	79 033 099
204 - Subventions d'équipement versées	1 875 000	25 625 000	26 625 000	0	0	0	0	0
205 - Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	2 976 536	3 549 602	17 641 552	8 820 804	13 664 677	0	13 664 677	22 485 481
212 - Agencements et aménagements de terrains	0	0	5 390 381	94 500	5 390 381	0	5 390 381	5 484 881
213 - Constructions	7 896 193	40 814 242	63 259 132	1 905 500	22 444 890	0	22 444 890	24 350 390
215 - Installations, matériel et outillage techniques	184 990	72 160	650 280	8 717 870	35 280	-200 000	-164 720	8 553 150
216 - Collections et œuvres d'art	1 018 000	3 652 950	5 181 198	3 000 000	1 528 248	0	1 528 248	4 528 248
218 - Autres immobilisations corporelles	55 050 436	81 790 975	105 305 471	35 877 826	14 852 357	-200 000	14 652 357	50 530 183
231 - Immobilisations corporelles en cours	11 138 003	544 950	6 189 636	25 000 000	5 644 686	0	5 644 686	30 644 686
<b>Total</b>	<b>2 761 478 297</b>	<b>2 761 443 728</b>	<b>3 329 996 240</b>	<b>2 687 927 949</b>	<b>306 093 197</b>	<b>-16 273 000</b>	<b>289 820 197</b>	<b>2 977 748 146</b>

Pouvoirs publics et Institutions  
Synthèse des crédits par article à trois chiffres

Synthèse des crédits par regroupement des articles à trois chiffres (en Recettes) :

XP	CA 2013	CA 2014	Budget 2014	BP + Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	BS 2015	Budget 2015
<b>Fonctionnement</b>	<b>6 684 912</b>	<b>13 112 194</b>	<b>700 000</b>	<b>0</b>	<b>49 900</b>	<b>0</b>	<b>49 900</b>	<b>49 900</b>
629 - Rabais, remises et ristournes obtenus sur autres services extérieurs.	1 338 215	0	0	0	0	0	0	0
641 - Rémunérations du personnel	0	2 289 165	0	0	0	0	0	0
647 - Autres charges sociales	20 344	0	0	0	0	0	0	0
658 - Charges diverses de gestion courante	0	2 458 833	0	0	0	0	0	0
748 - Compensations, attributions et autres participations	314 600	0	0	0	0	0	0	0
758 - Produits divers de gestion courante	108 941	0	700 000	0	49 900	0	49 900	49 900
771 - Produits exceptionnels sur opérations de gestion	4 458 899	2 809 132	0	0	0	0	0	0
773 - Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	443 913	5 045 064	0	0	0	0	0	0
775 - Produits des cessions d'immobilisations	0	510 000	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>6 684 912</b>	<b>13 112 194</b>	<b>700 000</b>	<b>0</b>	<b>49 900</b>	<b>0</b>	<b>49 900</b>	<b>49 900</b>

## Mission M03

# Coordination de l'action publique, gestion des ressources et moyens généraux

REPORTS	DEPENSES :	780 366 428 F
	RECETTES :	1 725 945 F
MESURES NOUVELLES	DEPENSES :	32 084 238 F
TOTAL BS 2015	DEPENSES :	812 450 666 F
	RECETTES :	1 725 945 F



**Coordination administrative, transferts  
de compétences**

**Relations extérieures**

**Aménagement et prospective**

**Affaires juridiques**

**Fonction publique**

**Gestion des ressources humaines de  
la Nouvelle-Calédonie**

**Moyens généraux et gestion  
patrimoniale  
Technologies et systèmes  
d'information**

La mission M03 regroupe l'ensemble des moyens humains et matériels mis à la disposition des directions opérationnelles pour exercer leurs missions.

Dans l'évolution du plan de performance des politiques publiques, il est prévu que ces charges qui concourent indirectement à l'accomplissement des missions, puissent être ventilées afin de donner une vision plus fine du coût réel de chacune des missions, et plus particulièrement les dépenses de personnel.

Sont également incluses dans cette mission les charges liées à la coordination de l'administration avec notamment les frais de fonctionnement du secrétariat général.

## Budget supplémentaire 2015 Coordination de l'action publique

### Historique des moyens financiers

#### Dépenses

M03-Coordination de l'action publique						
Programmes	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
P0301 Coordination administrative, transferts de compétences	497 641 273	325 319 621	188 310 580	52 771 949	9 931 538	251 014 067
P0302 Relations extérieures	853 551 535	743 067 100	706 208 915	25 866 737	-12 400 000	719 675 652
P0303 Aménagement et prospective	173 118 244	127 652 173	55 995 950	9 038 500	-2 000 000	63 034 450
P0304 Affaires juridiques	154 527 810	119 840 161	53 925 000	5 213 769	-13 000	59 125 769
P0305 Fonction publique	68 174 873	53 462 881	47 040 900	0	-2 930 700	44 110 200
P0306 Gestion des ressources humaines de la Nouvelle-Calédonie	14 522 486 053	14 124 143 998	14 148 104 930	264 782 815	0	14 412 887 745
P0307 Moyens généraux et gestion patrimoniale	2 899 443 551	2 123 910 069	1 496 646 461	262 678 005	39 621 400	1 798 945 866
P0308 Technologies et systèmes d'information	872 689 798	477 983 587	411 564 834	160 014 653	-125 000	571 454 487
<b>Total Mission 03</b>	<b>20 041 633 137</b>	<b>18 095 379 590</b>	<b>17 107 797 570</b>	<b>780 366 428</b>	<b>32 084 238</b>	<b>17 920 248 236</b>

#### Recettes

M03-Coordination de l'action publique						
Programmes	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
P0301 Coordination administrative, transferts de compétences	31 000 000	33 078 075	33 000 000	0	0	33 000 000
P0303 Aménagement et prospective	0	12 250	0	12 250	0	12 250
P0305 Fonction publique	11 300 000	18 810 985	12 000 000	0	0	12 000 000
P0306 Gestion des ressources humaines de la Nouvelle-Calédonie	512 077 460	492 824 980	443 361 460	0	0	443 361 460
P0307 Moyens généraux et gestion patrimoniale	39 000 000	45 159 763	43 000 000	1 713 695	0	44 713 695
P0308 Technologies et systèmes d'information	593 377 460	150 289 456	161 260 000	0	0	161 260 000
<b>Total Mission 03</b>	<b>1 186 754 920</b>	<b>740 175 509</b>	<b>692 621 460</b>	<b>1 725 945</b>	<b>0</b>	<b>694 347 405</b>

	<b>Reports :</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>52 771 949 F</b>
<b>Programme P0301</b>	<b>Mesures</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>9 931 538 F</b>
<b>Coordination</b>	<b>nouvelles :</b>		
<b>administrative, transferts de</b>			
<b>compétences</b>			
	<b>Total BS 2015 :</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>62 703 487 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

Les crédits du SCAI sont inscrits sur deux actions (A0301-01 et A0301-02).

A mi-juin 2015, le taux de consommation a atteint les 52%.

En 2015, neuf directions de la Nouvelle-Calédonie sont engagées dans le projet « Démarche Qualité » relatif à la cartographie et la rédaction de leurs processus métiers, accompagnées par des prestataires de service. Etant donné, la restriction de l'enveloppe budgétaire pour 2015, il est impossible d'intégrer de nouvelles directions dans la « Démarche Qualité » pour l'instant.

Le budget de l'antenne des services du gouvernement à Koné est consommé à 67% et celui de la direction de mission de transfert de compétences est consommé à 27 %.

Le budget de fonctionnement global alloué aux services de la Direction des affaires administratives et du secrétariat général adjoint est consommé à 71 %. Les reports de crédits sollicités n'ayant pas été autorisés, une part importante du budget primitif a été consommée. Cette situation grève les crédits disponibles et il est difficile (voir impossible) d'assurer le paiement des dépenses incompressibles ou réglementaires jusqu'à la fin de l'année.

### Les moyens

La répartition par actions des crédits au budget supplémentaire 2015 pour le programme coordination administrative, transferts de compétences est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0301-01</b> - Gestion et simplification des flux administratifs	5 256 560	5 013 352	3 713 757	0	-400 000	3 313 757
<b>Action A0301-02</b> - Elaborer, maintenir et évaluer le système qualité	15 171 822	4 864 113	7 100 000	1 409 024	0	8 509 024
<b>Action A0301-03</b> - Antenne de Koné	180 317 828	127 931 837	25 105 500	47 502 162	-7 739 962	64 867 700
<b>Action A0301-04</b> - Préparer et organiser les transferts de compétences	77 397 461	23 114 964	21 973 000	0	0	21 973 000
<b>Action A0301-06</b> - Soutien et Pilotage	219 497 602	164 395 355	130 418 323	3 860 763	18 071 500	152 350 586
<b>Total</b>	<b>497 641 273</b>	<b>325 319 621</b>	<b>188 310 580</b>	<b>52 771 949</b>	<b>9 931 538</b>	<b>251 014 067</b>

Budget supplémentaire 2015  
Coordination de l'action publique

Par nature de dépenses, les résultats sont le suivant:

En XPF	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	303 807 056	202 577 081	183 214 922	5 269 787	-1 228 500	187 256 209
65-Autres charges de gestion courante	18 544 567	349 672	0	0	18 200 000	18 200 000
67- Charges exceptionnelles	4 100 000	4 026 246	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	171 189 650	118 366 622	5 095 658	47 502 162	-7 039 962	45 557 858
<b>Total</b>	<b>497 641 273</b>	<b>325 319 621</b>	<b>188 310 580</b>	<b>52 771 949</b>	<b>9 931 538</b>	<b>251 014 067</b>
Recettes (pour mémoire)	31 000 000	33 078 075	33 000 000	0	0	33 000 000

### Les compléments d'actions pour 2015

**Action A0301-01 – Gestion et simplification des flux administratifs** Dépenses : **-0,4 MF**

**Fonctionnement : -0,4 MF**

Une réduction de -0,4MF en fonctionnement est proposée pour participer à la réduction des dépenses publiques de la collectivité.

**Action A0301-03 – Antenne de Koné** Dépenses : **7,74 MF**

**Fonctionnement : -0,7 MF**

L'antenne de Koné réduit ses dépenses de fonctionnement pour l'année 2015 de 0,7 MF

**Investissement : -7,0 MF**

L'antenne de Koné réduit ses dépenses d'investissement de 7 MF afin de participer à la réduction des dépenses publiques de la collectivité.

AP P0301-2004/1-ANTENNE DES SERVICES DU GNC A KONE (54/04)	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	560 500 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>560 500 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	560 472 969
CP inscrits au BS	-7 039 962
<b>Total CP</b>	<b>553 433 007</b>
Reste à financer	7 066 993
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	7 066 993
CP 2017	0
CP 2018	0
CP 2019	0

**Action A0301-06 - Soutien et pilotage**

**Dépenses : 18,07 MF**

---

**Fonctionnement : 18,07 MF**

Conformément aux dispositions de l'article 198 de la loi organique n° 209-99 du 19 mars 1999 qui prévoient que la Nouvelle-Calédonie prend en charge les dépenses provenant des opérations faites par la commission de propagande ainsi que celles qui résultent de son fonctionnement, 18,2 MF avaient été inscrits sur le budget 2014, année d'élection des membres du congrès et des assemblées de province.

Il s'avère que les factures relatives à ces dépenses sont parvenues à la direction du budget et des affaires financières après la clôture de l'exercice budgétaire 2014 et que les crédits disponibles n'ont pu être reportés.

Afin de pouvoir liquider ces dépenses sur l'exercice 2015, il est proposé de réinscrire les crédits au budget supplémentaire.

Une réduction -0,13 MF en frais de fonctionnement a été faite pour participer à la réduction des dépenses publiques de la collectivité.

	<b>Reports :</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>25 866 737 F</b>
<b>Programme P0302</b> <b>Relations extérieures</b>	<b>Mesures</b> <b>nouvelles :</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-12 400 000 F</b>
	<b>Total BS 2015 :</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>13 466 737 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

Au 10 juin 2015, la feuille de route de l'année en cours du Service de la coopération régionale et des relations extérieures est en grande partie respectée. Au titre de la coopération bilatérale, le nouvel accord de coopération entre la Nouvelle-Calédonie et la Vanuatu a été conclu en février dernier. Sa première commission mixte devrait se réunir début juillet. Les premiers mois de l'année ont été marqués par l'importante mobilisation de la Nouvelle-Calédonie pour porter assistance au gouvernement et aux populations du Vanuatu à la suite du Passage du cyclone PAM.

En matière de commerce extérieur, le groupe export, réuni au début de l'année à l'initiative du Président du gouvernement, devrait présenter son projet de stratégie export au début du mois de juillet.

En matière de coopération multilatérale, la Nouvelle-Calédonie a pris part activement à d'importantes réunions internationales et régionales, notamment dans la perspective de la préparation de la COP 21 – Sommet de la convention cadre des Nations Unies sur le changement Climatique à Paris en décembre. Elle a ainsi notamment participé à la Conférence de Sendaï sur la réduction des risques de catastrophes et à la table-ronde sur les changements climatiques du Programme régional Océanien pour l'environnement (PROE). La Nouvelle-Calédonie a par ailleurs organisé le 3ème sommet Oceania 21 qui a permis l'adoption de la « déclaration de Lifou » fédérant 15 Etats et territoires autour d'un message de mobilisation dans la perspective de la COP 21. Il convient enfin de mentionner le lancement récent des activités du comité de gestion du Parc Marin de la Mer de Corail dont le troisième pilier concerne sa vocation régionale.

Enfin, cette première partie de l'année aura permis de progresser dans la programmation du 11ème FED territorial consacré aux secteurs de l'emploi et de l'insertion et du 11ème FED régional consacré à la gestion des ressources naturelles dont les deux sous-thématiques ont été validées lors du Forum UE-PTOM de février 2015 (biodiversité et changement climatique). Sur la mise en œuvre des programmes en cours, la Stratégie Territoriale à l'Innovation, financée par le 10ème FED thématique progresse également avec une livraison de la stratégie prévue en fin d'année, tout comme la mise en œuvre d'actions concrètes au sein des pilotes du programme INTEGRE (10ème FED régional) sur la gestion des zones côtières. Enfin, la feuille de route 2015 en matière de programmes de l'Union est en grande partie respectée avec d'une part des premiers projets validés ainsi que des actions de lobby menées à Bruxelles qui devraient permettre de favoriser une meilleure participation de la Nouvelle-Calédonie aux différents programmes (BEST, Erasmus +, H2020, etc.). La Nouvelle-Calédonie poursuit également ses actions à Bruxelles en assurant la vice-présidence de l'association des PTOM (OCTA).

## Les moyens

La répartition par actions des crédits au budget supplémentaire 2015 pour le programme relations extérieures est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0302-01</b> – Participer à l'élaboration de la politique extérieure et à sa mise en œuvre	853 551 535	743 067 100	706 208 915	25 866 737	-12 400 000	721 175 652
<b>Action A0302-02</b> - Veille stratégique et coordination	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>853 551 535</b>	<b>743 067 100</b>	<b>706 208 915</b>	<b>25 866 737</b>	<b>-12 400 000</b>	<b>721 175 652</b>

Par nature de dépenses, les résultats sont les suivants :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	98 632 847	51 232 566	58 362 920	5 880 000	-3 384 005	60 142 920
012- Charges de personnel et frais assimilés	1 000 000	1 000 000	1 000 000	0	0	1 000 000
65-Autres charges de gestion courante	589 702 203	558 177 330	576 215 995	19 986 737	-9 015 995	589 402 732
67- Charges exceptionnelles	2 950 485	1 395 986	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	161 266 000	131 261 218	70 630 000	0	0	70 630 000
<b>Total</b>	<b>853 551 535</b>	<b>743 067 100</b>	<b>706 208 915</b>	<b>25 866 737</b>	<b>-12 400 000</b>	<b>721 175 652</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	0	0	0	0	0	0

## Les compléments d'actions pour 2015

**Action A0302-01 – Participer à l'élaboration de la politique extérieure et à sa mise en œuvre**

**Dépenses : -12,40 MF**

**Fonctionnement : -12,4 MF**

Pour ce qui relève du service de la coopération régionale et des relations extérieures (en dehors de l'ADECAL, de la MNC et du CREIPAC), l'effort consenti au programme relations extérieures au titre du BS 2015 s'élève à -10,9 MF.

Le CREIPAC pour sa part, participe à l'effort de réduction en diminuant la participation de la Nouvelle-Calédonie à ses charges de fonctionnement de 1,5 MF.

	<b>Reports :</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>9 038 500 F</b>
		<b>Recettes :</b>	<b>12 250 F</b>
<b>Programme P0303 Aménagement et prospective</b>	<b>Mesures nouvelles :</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-2 000 000 F</b>
	<b>Total BS 2015 :</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>7 038 500 F</b>
		<b>Recettes :</b>	<b>12 250 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

Le schéma d'aménagement et de développement de la Nouvelle-Calédonie « NC2025 » est toujours sur le bureau du congrès et dans la mesure où aucune sollicitation de ce dernier n'est intervenue, il n'y a dès lors pas eu d'étude supplémentaire engagée.

Concernant le schéma global des transports et de la mobilité (SGTM), un comité technique s'est tenu en février 2015 mais le contexte institutionnel n'a pas permis la tenu du comité de pilotage qui est reporté au 14 septembre 2015, juste avant le forum de la mobilité prévu le 15 septembre 2015. Le paiement de la troisième phase aura lieu fin septembre.

Le SAP a pu concentrer son implication dans le projet visant à élaborer une stratégie territoriale de l'innovation ainsi que dans le projet visant à proposer au gouvernement une politique d'adaptation aux changements climatiques. Le SAP a également poursuivi ses efforts sur la structuration du service en approfondissant avec la DTSI la mise en place d'un centre de ressources et en mettant en place une démarche qualité.

En outre, s'agissant des contrats de développement Etat-Nouvelle-Calédonie et intercollectivités 2011 – 2015, le SAP a notamment mobilisé son action pour la préparation des avenants de prolongation en 2016 aux contrats précités de façon à permettre la poursuite des engagements et mandatements des opérations inscrites.

Les crédits inscrits au BP ne permettant pas de couvrir le fonctionnement courant du service sur l'ensemble de l'année, des redéploiements de crédits ont été opérés.

### Les moyens

La répartition par actions des crédits au budget supplémentaire 2015 pour le programme aménagement et prospective est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0303-01</b> - Proposer et conduire la politique d'aménagement du territoire	173 118 244	127 652 173	55 995 950	9 038 500	-2 000 000	63 034 450
<b>Total</b>	<b>173 118 244</b>	<b>127 652 173</b>	<b>55 995 950</b>	<b>9 038 500</b>	<b>-2 000 000</b>	<b>63 034 450</b>

Par nature de dépenses, les résultats sont les suivants :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	168 996 244	126 223 609	49 995 950	9 038 500	-2 000 000	57 034 450
Dépenses d'investissement	4 122 000	1 428 564	6 000 000	0	0	6 000 000
<b>Total</b>	<b>173 118 244</b>	<b>127 652 173</b>	<b>55 995 950</b>	<b>9 038 500</b>	<b>-2 000 000</b>	<b>63 034 450</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	0	12 250	0	12 250	0	12 250

### Les compléments d'actions pour 2015

**Action A0303-01 – Proposer et conduire la politique d'aménagement du territoire**      **Dépenses : -2,00 MF**

#### Fonctionnement : -2,0 MF

Compte tenu des restrictions budgétaires, tant au BP que lors des reports ou pour le BS, aucune opération supplémentaire n'est prévue et il est proposé de réduire les frais d'honoraires de 2MF.

En matière de prospective, la réponse aux sollicitations potentielles du congrès de la Nouvelle-Calédonie dans le prolongement de l'instruction du schéma d'aménagement et de développement (NC2025), se fera dans la limite des moyens disponibles.

Concernant le schéma global des transports et de la mobilité (SGTM) il ne pourra pas y avoir toutes les études complémentaires envisagées, et le forum de la mobilité prévu en septembre 2015 devra être revu pour tenir dans un budget beaucoup plus limité.

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>5 213 769 F</b>
<b>Programme P0304</b> <b>Affaires juridiques</b>	<b>Mesures</b> <b>nouvelles</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>- 13 000 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>5 200 769 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

La direction des affaires juridiques (DAJ) doit faire face à une série de contentieux de plus en plus nombreux.

Les procédures engagées devant les juridictions administratives nécessitent souvent, conformément au code de justice administrative, de recourir à un avocat au conseil dont les honoraires peuvent parfois être élevés compte tenu de la nature et de l'enjeu des recours introduits.

Les recours engagés contre la Nouvelle-Calédonie peuvent également aboutir à la condamnation de la collectivité au paiement de dommages et intérêts parfois importants.

Au BP 2015, des crédits dédiés aux frais d'actes contentieux et aux honoraires des auxiliaires de justice ont été pourvus à hauteur de 11 MF soit une baisse de 3 MF par rapport au budget 2014.

Un peu plus de la moitié des crédits ont déjà été utilisés pour le paiement de contentieux (frais irrépétibles et condamnation de la NC...). Il reste ainsi 4,6 MF. Il est très difficile de connaître à l'avance le nombre de contentieux que la Nouvelle-Calédonie aura à traiter. La DAJ n'a donc pas la maîtrise de ses dépenses contentieuses.

### Les moyens

La répartition par actions des crédits au budget supplémentaire 2015 pour le programme affaires juridiques est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0304-01</b> - Etudes juridiques	700 000	284 947	327 500	0	0	327 500
<b>Action A0304-03</b> - Préparer les transferts de compétences du droit civil et du droit commercial	5 000 000	0	0	2 500 000	0	2 500 000
<b>Action A0304-05</b> - Accessibilité du droit applicable	7 000 000	0	0	2 122 313	0	2 122 313
<b>Action A0304-06</b> - Contentieux non fiscal	97 817 810	91 911 980	14 990 000	0	-13 000	14 977 000
<b>Action A0304-9</b> - Soutien aux actions juridiques	44 010 000	27 643 234	38 607 500	591 456	0	39 198 956
<b>Total</b>	<b>154 527 810</b>	<b>119 840 161</b>	<b>53 925 000</b>	<b>5 213 769</b>	<b>-13 000</b>	<b>59 125 769</b>

Par nature de dépenses, les résultats sont les suivants :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	63 700 000	48 275 913	42 665 000	591 456	-13 000	43 243 456
012- Charges de personnel et frais assimilés	7 160 000	0	7 160 000	0	0	7 160 000
65-Autres charges de gestion courante	2 500 000	0	0	2 500 000	0	2 500 000
67- Charges exceptionnelles	74 167 810	71 564 248	4 100 000	0	0	4 100 000
Dépenses d'investissement	7 000 000	0	0	2 122 313	0	2 122 313
<b>Total</b>	<b>154 527 810</b>	<b>119 840 161</b>	<b>53 925 000</b>	<b>5 213 769</b>	<b>-13 000</b>	<b>59 125 769</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

### Les compléments d'actions pour 2015

**Action A0304-06 - Contentieux non fiscal**

**Dépenses : -0,01 MF**

**Fonctionnement : -0,01 MF**

A noter qu'il existe un mouvement en négatif (- 13 000 frs) qui correspond à un virement pour le règlement d'une amende impayée d'un véhicule de service de la direction.

<b>Programme P0305</b>	<b>Mesures</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>- 2 930 700 F</b>
<b>Fonction publique</b>	<b>nouvelles</b>		
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>- 2 930 700 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

Ce programme comprend, outre le fonctionnement de la fonction publique (l'organisation des concours et gestion des instances paritaires), 2 projets importants : la modernisation de la fonction publique et le baromètre social de la collectivité Nouvelle-Calédonie.

Le baromètre social a fait l'objet d'une convention avec les prestataires sélectionnés pour le réaliser. La phase de recueillement et d'analyse des données RH précédant celle de l'expression des agents est en cours. Prochainement, devraient être organisés des groupes d'échanges pour les directions de taille moyenne minimum ainsi que la mise à disposition de questionnaires en ligne auxquels l'ensemble des personnels sera invité à répondre. Le résultat est attendu début 2017 et sera accompagné de préconisations pour le plan d'actions à mettre en œuvre, à l'issue et à deux niveaux (au niveau global et par direction).

S'agissant du chantier sur la modernisation de la fonction publique, 4 groupes de travail ont été constitués à l'issue du séminaire organisé en novembre 2014 et de la mise en place d'un comité de coordination composé des partenaires sociaux pour le suivi de ce projet. Les travaux sont en cours selon l'agenda social arrêté dont le calendrier est respecté. Un bilan d'étape a été présenté au comité de coordination le 02 juillet 2015.

### Les moyens

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0305-01 - Rénover la fonction publique</b>	24 102 253	15 675 198	22 110 900	0	-2 930 700	19 180 200
<b>Action A0305-02 - Piloter le dialogue social</b>	3 000 000	0	3 500 000	0	0	3 500 000
<b>Action A0305-03 - Gestion des conventions de service et prestations</b>	41 072 620	37 787 683	21 430 000	0	0	21 430 000
<b>Total</b>	<b>68 174 873</b>	<b>53 462 881</b>	<b>47 040 900</b>	<b>0</b>	<b>-2 930 700</b>	<b>44 110 200</b>

Par nature de dépenses, la répartition est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	58 834 873	51 911 409	47 040 900	0	-2 930 700	44 110 200
65-Autres charges de gestion courante	9 340 000	1 551 472	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>68 174 873</b>	<b>53 462 881</b>	<b>47 040 900</b>	<b>0</b>	<b>-2 930 700</b>	<b>44 110 200</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	<i>11 300 000</i>	<i>18 810 985</i>	<i>12 000 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>12 000 000</i>

## Les compléments d'actions pour 2015

Action A0305-01 - Rénover la fonction publique

Dépenses : -2,93 MF

---

**Fonctionnement : -2,93 MF**

Dans un souci d'économie, la DRHFPNC a proposé des solutions pour limiter les dépenses de fonctionnement nécessaires à l'avancée des travaux sur la modernisation de la fonction publique, notamment en termes de salles de réunion, honoraires et réceptions. Il est donc proposé de restituer les crédits votés à cet effet au budget primitif.

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>262 678 005 F</b>
		<b>Recettes :</b>	<b>1 713 695 F</b>
<b>Programme P0307</b>	<b>Mesures</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>39 621 400 F</b>
<b>Moyens généraux et gestion</b>	<b>nouvelles</b>		
<b>patrimoniale</b>			
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>302 299 405 F</b>
		<b>Recettes :</b>	<b>1 713 695 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

Compte tenu des restrictions budgétaires, le budget global arbitré et dédié à l'acquisition de mobilier, de matériel et de véhicules est de 80 MF, soit une réduction de 54 % par rapport au projet de budget primitif. Sur instruction du SG, les nouveaux achats de véhicules sont suspendus et la mutualisation du parc roulant disponible est en cours de structuration. Le reliquat des budgets alloués à la fourniture d'équipements (mobilier et matériel) d'un montant de 21,8 MF sert principalement à l'aménagement de nouveaux locaux ou aux remplacements de biens usés. Vu les difficultés financières rencontrées par la collectivité, une priorisation des objectifs a été opérée par chaque direction et service pour diminuer les dépenses. A ce jour, le budget global est consommé à 33 %.

Le programme moyens généraux et gestion patrimoniale centralise les moyens techniques concourant à l'action de la Nouvelle-Calédonie et permettant la gestion de son patrimoine mobilier et immobilier. Il préfigure la définition d'une politique patrimoniale et une programmation pluriannuelle des investissements à venir.

La DTSI est concernée par trois programmes :

- 1) Le P0307-05, est essentiellement dédié au fonctionnement du service de l'édition. Avec un taux d'exécution de 79%, les réalisations marquantes sont les suivantes :  
A la fin du 2eme trimestre 2015, approximativement 300.000 documents ont déjà été imprimés, façonnés et mis sous plis, dont 170.000 bulletins de payes pour 57 bureaux de soldes et 73.836 avis de déclaration sur le revenu (contre 104.471 en 2014. Cette baisse est due à l'utilisation par les citoyens des téléservices impots.nc). Ces travaux représentent actuellement 18MF de recettes à fin mai 2015 pour une prévision annuelle de 51 MF.
- 2) Le P0307-06, concerne la gestion centralisée des moyens informatiques comprenant l'achat de matériels informatiques et de logiciels aussi bien pour des besoins nouveaux que des réformes, ainsi que le cablage et les liaisons spécialisées. Avec un taux de réalisation global de 61%, l'exécution budgétaire de ce programme est plus forte pour cet exercice que le précédent à la même période. Parmi les opérations déjà réalisées, on constate la commande d'une centaine de postes bureautiques dans un contexte de rationalisation des équipements (50 % de moins que 2014) et la poursuite de l'évolution des postes de travail du gouvernement vers Windows7 (+ de 1.400 postes au total seront migrés dont 300 en 2016), d'une trentaine de micro ordinateurs portables et de quelques imprimantes et postes téléphoniques fixes pour les réformes ou le remplacement de matériels défectueux. L'ensemble des abonnements en liaisons spécialisées informatiques a été financé pour le premier semestre tout comme les travaux de cablages divers prévus mais un complément de crédits sera néanmoins nécessaire au budget supplémentaire pour couvrir la dépense connectique jusqu'à la fin de l'année.

- 3) Le P0307-07, est quant à lui destiné à la maintenance matérielle et logicielle contractualisée et hors contrat. Déjà consommés à 70%, les lignes de crédit de ce programme sont insuffisantes pour satisfaire à l'ensemble des contrats d'entretien.

Service Constructions – DITTT (+42 MF)

Cette action supporte les opérations de construction et d'entretien du patrimoine immobilier et roulant de la Nouvelle Calédonie.

Les travaux d'extension des directions DITTT et DIMENC se poursuivent suivant le calendrier initial, envisageant une réception au premier trimestre 2016. L'étude sur le devenir du terrain et des bâtiments du CHT après libération du site ainsi que le recensement des implantations des directions de la Nouvelle Calédonie sont en cours de restitution.

L'entretien et les travaux de réparations importantes sur les bâtiments, les logements et les terrains se déroulent tout au long de l'année selon les besoins déclarés. C'est également le cas pour l'entretien et les réparations des véhicules des institutions et services administratifs.

Service Affaires Administratives Financières Informatique – DITTT (-0,088MF)

La consommation des frais généraux (eau, électricité) des bâtiments de la DITTT sur les trois dernières années combinées aux paiements effectués début 2015 ont amené la direction à solliciter la réduction des crédits mobilisés à cet effet.

**Les moyens**

La répartition par actions des crédits au budget supplémentaire 2015 pour le programme moyens généraux et gestion patrimoniale est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0307-01</b> - Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la construction de bâtiments de la Nouvelle-Calédonie	1 353 487 740	1 017 489 570	763 316 550	100 004 663	31 460 670	894 781 883
<b>Action A0307-02</b> - Entretien des bâtiments publics et logements administratifs	232 847 905	175 152 192	167 252 500	0	-10 738 770	156 513 730
<b>Action A0307-03</b> - Grosses réparations et amélioration des bâtiments publics et logements administratifs pour maintenir la valeur	256 467 260	149 137 291	112 229 163	55 444 483	-22 300 000	145 373 646
<b>Action A0307-04</b> - Entretien du parc de véhicules et remise en état des véhicules accidentés	84 945 434	77 363 375	60 122 600	246 500	13 199 500	73 568 600
<b>Action A0307-05</b> - Traitement automatisé des éditions	71 289 592	61 311 634	43 824 000	0	0	43 824 000
<b>Action A0307-06</b> - Fourniture des matériels et logiciels informatiques	212 308 404	190 124 920	118 850 994	6 483 969	0	125 334 963
<b>Action A0307-07</b> - Maintenance des matériels et évolution des matériels informatiques	276 076 229	202 960 891	137 994 562	37 160 359	28 000 000	203 154 921
<b>Action A0307-08</b> - Matériels	129 168 024	64 233 372	10 296 092	31 397 380	0	41 693 472
<b>Action A0307-09</b> - Mobiliers	99 261 963	40 576 990	32 760 000	13 000 000	0	45 760 000
<b>Action A0307-10</b> - Véhicules	183 591 000	145 559 834	50 000 000	18 940 651	0	68 940 651
<b>Total</b>	<b>2 899 443 551</b>	<b>2 123 910 069</b>	<b>1 496 646 461</b>	<b>262 678 005</b>	<b>39 621 400</b>	<b>1 798 945 866</b>

## Budget supplémentaire 2015

### Coordination de l'action publique

Par nature de dépenses, les résultats sont les suivants :

En XPF	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	727 948 090	573 596 685	443 412 512	37 160 359	30 460 730	514 534 501
Dépenses d'investissement	2 171 495 461	1 550 313 384	1 045 233 949	225 517 646	9 160 670	1 279 912 265
<b>Total</b>	<b>2 899 443 551</b>	<b>2 123 910 069</b>	<b>1 488 646 461</b>	<b>262 678 005</b>	<b>39 621 400</b>	<b>1 794 446 766</b>
Recettes (pour mémoire)	39 000 000	45 159 763	43 000 000	1 713 695	0	44 713 695

### Les compléments d'actions pour 2015

**Action A0307-01- Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la construction de bâtiment de la N.-C. Dépenses : 31,4 MF**

**Investissement : 31,4 MF**

Extension DITTT-DIMENC : augmentation de l'AP P0307-2007/1 de 50 MF et demande de **20 MF** de crédits de paiement pour prendre en compte les évolutions de l'opération suivantes :

- câblage informatique qui n'est plus pris en compte par la DTSI depuis cette année ;
- local onduleur y compris équipements de la DIMENC pour protéger les matériels onéreux ;
- fosses provisoires d'épuration demandées par la ville de Nouméa conformément au permis de construire en raison du retard de raccordement par la ville de Nouméa ;
- mobiliers supplémentaires notamment pour l'accueil des usagers de la DITTT (permis de conduire et cartes grises).

AP P0307-2007/1-RESTRUCTURATION DIMENC DITTT	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	1 190 000 000
Révision au BS	50 000 000
<b>Total autorisation</b>	<b>1 240 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	728 525 417
CP inscrits au BS	20 000 000
<b>Total CP</b>	<b>748 525 417</b>
Reste à financer	491 474 583
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	480 000 000
CP 2017	11 474 583
CP 2018	0
CP 2019	0

Aménagement locaux DSF : les crédits de paiement sollicités (**6,8 MF**) représentent les aléas de l'opération d'aménagement des locaux du RDC et du R+4 de la DSF, qui n'ont pas été engagés mais qui faisaient partie des reports de crédits 2014 sollicités mais non retenus. Ces crédits vont permettre de prendre en compte les travaux modificatifs apparus en cours de chantier.

<b>AP P0307-2002/3-ACHAT DE LOCAUX POUR LA DSF (30/02)</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	341 328 020
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>341 328 020</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	333 803 363
CP inscrits au BS	6 811 738
<b>Total CP</b>	<b>340 615 101</b>
Reste à financer	712 919
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	712 919
CP 2017	0
CP 2018	0
CP 2019	0

Extension des locaux du Service de la Marine Marchande et des Pêches Maritimes (DAM) : les crédits de paiement sollicités (**0,1 MF**) vont permettre de solder le marché d'études avec le cabinet d'architecte.

<b>AP P0307-2010/4-EXTENSION SERVICE MARINE MARCHANDE ET PECHES MARITIMES</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	70 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>70 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	60 856 374
CP inscrits au BS	100 000
<b>Total CP</b>	<b>60 956 374</b>
Reste à financer	9 043 626
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	0
CP 2017	0
CP 2018	0
CP 2019	0

Rénovation des locaux de l'ETFPA : le décompte général définitif du marché n° 042M13 et de la convention 2012C11BCP sont à solder. Les crédits de paiement sollicités (**1,04 MF**) représentent les travaux supplémentaires repris dans un avenant qui n'avaient pas été engagés mais qui faisaient partie des reports de crédits 2014 sollicités mais non retenus.

Restauration des bâtiments classés : les crédits de paiement sollicités (**3,5 MF**) représentent les aléas de l'opération de rénovation des bâtiments du CREIPAC (maison du commandant et chapelle) qui n'ont pas été engagés mais qui faisaient partie des reports de crédits 2014 sollicités mais non retenus.

**Action A0307-02- Entretien des bâtiments publics et logements administratifs**      **Dépenses : -10,7 MF**

**Fonctionnement : -10,7 MF**

**Entretien logements et bâtiments administratifs** : Les crédits d'entretien des bâtiments et logements administratifs ont été réduits de 23,94 MF (crédits d'entretien bâtiments et logements administratifs, parcs et jardins...) conformément à la circulaire sur la préparation du budget supplémentaire 2015. Un supplément de 2,2 MF est sollicité pour les frais d'électricité.

Sur ces 23,94 MF restitués, 7,9 MF, (soit environ 1/3), sont financés sur AE, répartis comme suit :

- 3,2 MF sur l'entretien des terrains,

<b>AE P0307-2012/1-AMENAGEMENT DU DOMAINE PUBLIC DE LA N-C "NOUVILLE"</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	30 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>30 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	8 684 940
CP inscrits au BS	-3 164 922
<b>Total CP</b>	<b>5 520 018</b>
Reste à financer	24 479 982
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	8 000 000
CP 2017	9 000 000
CP 2018	7 479 982
CP 2019	0

- 4,8 MF pour l'entretien des bâtiments et logements administratifs

<b>AE P0307-2012/3-ENTRETIEN GENERALE DES BÂTIMENTS ET LOGEMENTS ADMINISTRATIFS DE LA N-C.</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	200 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>200 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	158 237 606
CP inscrits au BS	-4 798 370
<b>Total CP</b>	<b>153 439 236</b>
Reste à financer	46 560 764
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	21 150 000
CP 2017	25 410 764
CP 2018	0
CP 2019	0

La location des locaux est en augmentation de 11,1 MF pour permettre de payer le loyer des locaux DITTT-DIMENC-DSCGR auprès de la province Sud jusqu'à la fin 2015.

<b>AE P0307-2013/2-LOCATION DE LOCAUX POUR DITTT ET DIMENC</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	120 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>120 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	100 297 000
CP inscrits au BS	11 092 000
<b>Total CP</b>	<b>111 389 000</b>
Reste à financer	8 611 000
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	8 611 000
CP 2017	0
CP 2018	0
CP 2019	0

**Service transversal** : - 0,1 MF, La remise en état d'un onduleur situé à la direction Vallée du Tir pour 0,6 MF et une restitution de 0,7 MF conformément à la circulaire du BS2015. (Frais généraux : consommation eau direction et frais de télécommunications)

**Action A0307-03 - Grosses réparations et amélioration des bâtiments publics et logements administratifs**      **Dépenses :**                      **-22,3 MF**

---

**Investissement : -22,3 MF**

Les crédits des grosses réparations et améliorations des bâtiments publics et logements administratifs ont été réduits conformément à la circulaire sur la préparation du budget supplémentaire 2015.

**Action A0307-04 - Entretien du parc de véhicules et remise en état des véhicules accidentés**      **Dépenses :**                      **13,2 MF**

---

**Fonctionnement : 13,2 MF**

Les crédits d'entretien du parc de véhicules et remise en état des véhicules accidentés ont été augmentés pour permettre les interventions jusqu'à la fin de l'année 2015. Ces crédits tiennent compte d'une réduction substantielle du parc des véhicules de la Nouvelle Calédonie d'ici la fin de l'année 2015.

**Action A0307-07 - Maintenance matérielle et évolutions des matériels informatiques**      **Dépenses :**                      **28 MF**

---

**Fonctionnement : 28 MF**

Il est proposé 28 MF pour la maintenance des grands logiciels métiers et techniques, dont la criticité est maximale pour la continuité du système d'information des directions, ce poste avait été insuffisamment doté lors du budget primitif 2015.

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>160 014 653 F</b>
<b>Programme P0308 Technologies et systèmes d'information</b>	<b>Mesures nouvelles</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>- 125 000 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>159 889 653 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

Les objectifs de ce programme sont orientés vers le développement du système d'information automatisé du gouvernement et plus particulièrement :

- d'assurer la gestion des données et des communications en sein du système d'information (SI) de la Nouvelle-Calédonie. Dans ce cadre, ont pu être réalisés la configuration, l'adaptation et l'ouverture d'un outil de gestion d'espaces collaboratifs dénommé e-lien.gouv.nc ainsi que la préparation et la migration de l'outil de messagerie du GNC (client Web iNotes9) ;
- de participer à la conception et à la construction du système d'information pour les besoins du gouvernement, de ses partenaires et des citoyens. C'est ainsi que le portail www.service-public.nc a été finalisé et ouvert au public, et que la campagne de déclaration d'impôts sur le revenu en ligne 2015 s'est réalisée avec succès pour plus de 40.000 citoyens déclarants. Le Système d'Information des Ressources Humaines a également migré vers sa dernière version (tiarhé V9) pour une meilleure ergonomie et facilité d'usage des modules de gestion RH.
- de contribuer à l'amélioration de la connaissance et de la gestion du territoire et de ses ressources, avec l'évolution des logiciels de gestion cartographique du cadastre, ainsi que la finalisation du logiciel de suivi des bovins;
- de maintenir le système d'information dans des conditions opérationnelles conformes aux besoins et aux attentes de ses utilisateurs sur l'ensemble des sites du gouvernement, avec la fin du déploiement du WiFi sécurisé dans les directions et de la téléphonie sur réseau informatique (to IP).
- de proposer une architecture informatique efficace et perenne tout en optimisant ses coûts de fonctionnement, avec l'évolution des matériels de stockage de la solution de sauvegarde du Gouvernement couplée à l'extinction de l'ancien système centralisé IBM , et la poursuite de la conception d'un plan de reprise d'activité dans un site sécurisé;

Toutes ces opérations ont été menées dans un nouveau cadre de gouvernance des systèmes d'information de la Nouvelle Calédonie, prenant systématiquement en compte les enjeux stratégiques du gouvernement, les gains administratifs et financiers des projets ainsi que les moyens financiers et humains disponibles à la DTISI et dans les directions métiers. Ainsi, le choix des projets d'informatisation à réaliser à court ou moyen terme est à présent effectué par une nouvelle organisation, créé dès le mois d'avril 2015, le Comité de Pilotage Stratégique des systèmes d'Information, qui est constitué des représentants du président, des membres du gouvernement chargés d'animer les secteurs du développement numérique et de la modernisation de l'administration, associés au Secrétariat Général et aux directions support.

Au final, l'ensemble des objectifs de ce programme qui concernent principalement les actions de pilotage du système d'information et de la DTISI, ainsi que les opérations techniques nécessaires à la continuité du service et aux développements des nouvelles applications métiers, ont été engagés à hauteur de 61% du budget.

La cellule des marchés publics a effectué ses dépenses ces douze derniers mois sur l'assistance à maîtrise d'ouvrage avec la collaboration d'un prestataire externe. A ce jour, la maîtrise d'ouvrage a coûté 1,6 MF en prestation ponctuelle. Pour la deuxième partie de l'année, la cellule des marchés publics prévoit des formations pour les agents de la NC, ainsi que les administrateurs des collectivités (PS, PN, PIL, syndicats mixtes, EPA, EPIC...etc) sur l'utilisation de la plateforme de dématérialisation des marchés publics. Dans la continuité du projet, la cellule sollicitera le prestataire externe pour l'AMO. Une hotline sera mise en place pour l'assistance des directions de la NC, les opérateurs économiques et les collectivités de la NC. La poursuite du projet nécessite un budget d'environ 5 MF pour l'année 2015. A noter que la cellule a fait une demande 2MF au BS 2015 en fonctionnement pour liquider ses dépenses jusqu'au 31/12/2015.

### Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme technologies et systèmes d'information est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0308-01</b> - Définition de la gouvernance des systèmes d'information N.-C.	14 667 073	13 319 873	15 512 916	1 197 050	0	5 255 551
<b>Action A0308-02</b> - Pilotage système d'information de la Nouvelle-Calédonie	151 613 676	133 925 320	110 142 237	3 632 780	0	129 730 567
<b>Action A0308-03</b> - Modernisation du service public (outils et services de nature informatique, d'édition et de géomatique/télétection)	70 166 902	13 430 120	27 766 147	768 600	0	25 450 747
<b>Action A0308-04</b> - Architecture logicielle et réalisation d'outils informatiques	330 700 555	152 973 896	146 295 488	82 648 237	2 000 000	224 777 207
<b>Action A0308-05</b> - Coordination de la collecte et exploitation de la diffusion des données géographiques	65 002 778	21 307 249	23 713 665	16 196 086	0	39 809 751
<b>Action A0308-06</b> - Conception et maintenance de l'infrastructure technique de données spatiales	44 832 755	19 900 220	14 766 500	15 573 982	0	28 440 482
<b>Action A0308-07</b> - Exploitation du service intérieur (performance, fiabilité et disponibilité)	173 903 318	117 217 509	66 567 881	38 769 418	-2 125 000	99 141 249
<b>Action A0308-10</b> - Rationalisation des coûts de fonctionnement informatiques Nouvelle-Calédonie	21 802 741	5 909 400	6 800 000	1 228 500	0	8 028 500
<b>Total</b>	<b>872 689 798</b>	<b>477 983 587</b>	<b>411 564 834</b>	<b>160 014 653</b>	<b>-125 000</b>	<b>560 634 054</b>

## Budget supplémentaire 2015 Coordination de l'action publique

Par nature de dépenses, les résultats sont les suivants :

En XPF	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	288 672 941	209 424 071	181 801 378	20 410 817	-125 000	191 266 762
012- Charges de personnel et frais assimilés	12 293 045	0	12 811 393	0	0	12 811 393
65-Autres charges de gestion courante	19 440 492	18 857 322	15 300 000	0	0	15 300 000
67- Charges exceptionnelles	6 123 493	6 123 493	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	546 159 827	243 578 701	201 652 063	139 603 836	0	341 255 899
<b>Total</b>	<b>872 689 798</b>	<b>477 983 587</b>	<b>411 564 834</b>	<b>160 014 653</b>	<b>-125 000</b>	<b>560 634 054</b>
Recettes (pour mémoire)	140 560 075	150 289 456	161 260 000	0	0	161 260 000

### Les compléments d'actions pour 2015

**Action A0308-04 - Architecture logicielle et réalisation d'outils informatiques** Dépenses : **2 MF**

#### Fonctionnement : 2 MF

Dans le cadre du suivi de la plate-forme de dématérialisation des marchés publics, en place depuis plus de 2 ans, une enveloppe budgétaire de **2 MF** est demandée pour la prise en charge de prestations de services divers sur l'AE dématérialisation des marchés publics.

AE P0308-2013/1-DEMATÉRIALISATION MARCHES PUBLICS	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	26 800 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>26 800 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	20 256 814
CP inscrits au BS	2 000 000
<b>Total CP</b>	<b>22 256 814</b>
Reste à financer	4 543 186
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	3 000 000
CP 2017	2 038 186
CP 2018	0
CP 2019	0

Il est proposé une réduction des dépenses de fonctionnement telles que les prestations d'accompagnement au développement de projets informatiques pour un montant global de **6,2 MF**.

Action A0308-07 - Exploitation des systèmes  
d'information (SI)

Dépenses : -2,13 MF

Fonctionnement : -2,13 MF

Il est proposé une réduction des dépenses de fonctionnement telles que les prestations d'accompagnement et de soutien aux équipes des infrastructures pour un montant global de 2,1 MF en AE.

AE P0308-2014/2-SOUTIEN AU SERVICE DES INFRASTRUCTURES	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	160 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>160 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	22 750 000
CP inscrits au BS	-2 125 000
<b>Total CP</b>	<b>20 625 000</b>
Reste à financer	139 375 000
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	40 000 000
CP 2017	40 000 000
CP 2018	40 000 000
CP 2019	19 375 000

**Synthèse des crédits par programme et par chapitre (en dépenses)**

En XPF	Programmes - Dépenses								
Chapitre	P0301 Coordination administrative, transferts de compétences	P0302 Relations extérieures	P0303 Aménagement et prospective	P0304 Affaires juridiques	P0305 Fonction Publique	P0306 Gestion des ressources humaines de la N.-C.	P0307 Moyens généraux et gestion patrimoniale	P0308 Technologie et systèmes d'information	Total
<b>900</b>	-7 039 962	0	0	0	0	0	4 611 738	0	-2 428 224
<b>903</b>	0	0	0	0	0	0	3 507 692	0	3 507 692
<b>924</b>	0	0	0	0	0	0	1 041 240	0	1 041 240
<b>Ss Total Investissement</b>	<b>-7 039 962</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9 160 670</b>	<b>0</b>	<b>2 120 708</b>
<b>930</b>	16 971 500	-12 400 000	0	-13 000	-2 930 700	-737 000 000	30 960 730	-125 000	-704 536 470
<b>931</b>	0	0	0	0	0	55 000 000	0	0	55 000 000
<b>932</b>	0	0	0	0	0	101 000 000	0	0	101 000 000
<b>933</b>	0	0	0	0	0	10 000 000	0	0	10 000 000
<b>934</b>	0	0	0	0	0	21 500 000	0	0	21 500 000
<b>935</b>	0	0	0	0	0	44 000 000	0	0	44 000 000
<b>936</b>	0	0	0	0	0	5 000 000	0	0	5 000 000
<b>937</b>	0	0	-2 000 000	0	0	17 500 000	0	0	15 500 000
<b>938</b>	0	0	0	0	0	300 000 000	-500 000	0	299 500 000
<b>939</b>	0	0	0	0	0	183 000 000	0	0	183 000 000
<b>Ss Total Fonctionnement</b>	<b>16 971 500</b>	<b>-12 400 000</b>	<b>-2 000 000</b>	<b>-13 000</b>	<b>-2 930 700</b>	<b>0</b>	<b>30 460 730</b>	<b>-125 000</b>	<b>29 963 530</b>
<b>Total mesures nouvelles</b>	<b>9 931 538</b>	<b>-12 400 000</b>	<b>-2 000 000</b>	<b>-13 000</b>	<b>-2 930 700</b>	<b>0</b>	<b>39 621 400</b>	<b>-125 000</b>	<b>32 084 238</b>
<b>Pour mémoire Report</b>	52 771 949	25 866 737	9 038 500	5 213 769	0	264 782 815	262 678 005	160 014 653	780 366 428
<b>Total BS 2015</b>	<b>62 703 487</b>	<b>13 466 737</b>	<b>7 038 500</b>	<b>5 200 769</b>	<b>-2 930 700</b>	<b>264 782 815</b>	<b>302 299 405</b>	<b>159 889 653</b>	<b>812 450 666</b>

### Synthèse des crédits par programme et par chapitre (en recettes)

En XPF									
Programmes - Recettes									
Chapitre	P0301 Coordination administrative, transferts de compétences	P0302 Relations extérieures	P0303 Aménagement et prospective	P0304 Affaires juridiques	P0305 Fonction Publique	P0306 Gestion des ressources humaines de la N.-C.	P0307 Moyens généraux et gestion patrimoniale	P0308 Technologie et systèmes d'information	Total
900	0	0	0	0	0	0	0	0	0
907	0	0	0	0	0	0	0	0	0
923	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Ss Total Investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
930	0	0	0	0	0	0	0	0	0
907	0	0	0	0	0	0	0	0	0
923	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Ss Total Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<i>Total mesures nouvelles</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<b>Pour mémoire Report</b>	0	0	12 250	0	0	0	1 713 695	0	<b>1 725 945</b>
<b>Total BS 2015</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>12 250</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 713 695</b>	<b>0</b>	<b>1 725 945</b>

Coordination de l'action publique  
Synthèse des crédits par article à trois chiffres

Synthèse des crédits par regroupement des articles à trois chiffres (en Dépenses de Fonctionnement) :

XPF	CA 2013	CA 2014	Budget 2014	BP + Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	BS 2015	Budget 2015
<b>Fonctionnement</b>	<b>15 130 379 759</b>	<b>16 979 819 989</b>	<b>16 049 850 891</b>	<b>15 788 245 900</b>	<b>365 620 471</b>	<b>29 963 530</b>	<b>395 584 001</b>	<b>16 183 829 901</b>
606 - Achats non stockés de matières et fournitures	102 860 296	140 427 663	99 366 962	106 371 792	1 364 744	206 383	1 571 127	107 942 919
613 - Locations	151 376 364	260 735 307	222 582 848	169 307 556	1 483 348	7 885 774	9 369 122	178 676 678
614 - Charges locatives et de copropriété	4 730 389	7 281 250	5 118 223	5 288 780	6 080	0	6 080	5 294 860
615 - entretien et réparations	371 353 028	530 119 493	395 020 481	317 045 711	38 312 816	23 964 700	62 277 516	379 323 227
616 - Primes d'assurances	202 512	459 855	327 065	466 404	0	0	0	466 404
617 - études et recherches	18 907 727	138 381 369	92 639 219	56 382 085	7 077 024	-3 258 500	3 818 524	60 200 609
618 - Divers	101 536 905	146 318 197	106 584 982	66 936 627	11 442 315	-315 000	11 127 315	78 063 942
621 - Personnel extérieur au service	110 340 079	11 688 665	4 525 665	22 747 000	0	0	0	22 747 000
622 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	220 204 549	303 993 293	181 795 780	173 671 926	28 943 861	-3 761 379	25 182 482	198 854 408
623 - Publicité, publications, relations publiques	30 714 885	48 381 731	31 369 507	27 627 931	652 181	-1 030 700	-378 519	27 249 412
624 - Transports de biens et transports collectifs	133 308 283	130 430 307	94 014 541	73 359 639	12 389 815	-2 370 983	10 018 832	83 378 471
625 - Déplacements et missions	35 622 193	45 594 590	34 438 044	33 695 591	0	-651 621	-651 621	33 043 970
626 - Frais postaux et frais de télécommunications	113 283 542	138 708 570	127 978 696	99 971 983	2 100	-188 000	-185 900	99 786 083
627 - Services bancaires et assimilés.	59 536	0	0	0	0	0	0	0
628 - Divers	52 507 881	78 414 090	64 705 302	76 578 917	2 827 479	298 851	3 126 330	79 705 247
633 - Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)	86 781 540	92 959 890	92 959 890	95 200 199	0	0	0	95 200 199
635 - Autres impôts, taxes et versements assimilés (administration des impôts).	167 064	246 850	176 850	100 000	0	0	0	100 000
638 - Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)	13 757 335	13 850 000	12 590 480	13 040 140	0	0	0	13 040 140
641 - Rémunérations du personnel	9 738 684 761	10 506 540 540	10 358 843 271	9 625 747 564	119 661 677	-5 999 990	113 661 687	9 739 409 251
645 - Charges de sécurité sociale et de prévoyance	2 923 763 409	3 269 682 336	3 222 230 564	3 015 294 265	44 418 436	0	44 418 436	3 059 712 701
647 - Autres charges sociales	190 663 776	210 273 000	201 507 514	202 752 518	4 574 921	0	4 574 921	207 327 439
648 - Autres charges de personnel	0	130 062 629	0	982 764 318	69 976 937	5 999 990	75 976 927	1 058 741 245
651 - Aides directes à la personne	2 547 810	5 656 518	5 646 985	4 500 000	0	0	0	4 500 000
655 - Contributions obligatoires	74 530 557	94 760 557	76 233 829	75 215 995	0	17 484 005	17 484 005	92 700 000
656 - Participations	50 162 074	55 491 490	43 905 090	55 300 000	8 050 723	-2 000 000	6 050 723	61 350 723
657 - Subventions	565 785 589	487 867 893	457 389 555	466 500 000	14 436 014	-6 300 000	8 136 014	474 636 014
658 - Charges diverses de gestion courante	0	5 857 322	5 857 322	0	0	0	0	0
671 - Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	18 235 922	103 053 544	91 087 439	22 171 500	0	0	0	22 171 500
673 - Titres annulés (sur exercices antérieurs)	10 385 296	15 532 555	15 532 555	207 459	0	0	0	207 459
674 - Subventions exceptionnelles	7 906 457	2 950 485	1 395 986	0	0	0	0	0
678 - Autres charges exceptionnelles	0	4 100 000	4 026 246	0	0	0	0	0

**Synthèse des crédits par regroupement des articles à trois chiffres (en Dépenses d'Investissement) :**

XPF	CA 2013	CA 2014	Budget 2014	BP + Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	BS 2015	Budget 2015
<b>Investissements</b>	<b>1 296 355 189</b>	<b>2 045 528 699</b>	<b>3 061 813 148</b>	<b>1 328 761 670</b>	<b>414 745 957</b>	<b>2 120 708</b>	<b>416 866 665</b>	<b>1 745 628 335</b>
131 - Subventions d'équipement transférables	1 304 224	0	0	0	0	0	0	0
203 - Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion	57 592 540	8 426 402	76 896 640	60 907 008	16 923 892	-4 029 762	12 894 130	73 801 138
204 - Subventions d'équipement versées	74 275 038	130 000 000	160 000 103	70 000 000	0	0	0	70 000 000
205 - Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	176 583 689	131 849 412	313 359 943	201 262 996	53 971 382	0	53 971 382	255 234 378
208 - Autres immobilisations incorporelles	2 010 192	3 615 000	26 818 380	87 454	15 038 635	0	15 038 635	15 126 089
211 - Terrains	0	0	0	0	0	0	0	0
212 - Agencements et aménagements de terrains	4 405 548	24 323 145	64 923 845	10 320 427	7 031 850	0	7 031 850	17 352 277
213 - Constructions	55 415 712	929 868 722	965 446 013	245 277 110	32 114 215	-9 210 258	22 903 957	268 181 067
214 - Constructions sur sol d'autrui	0	0	150 000	316 134	0	0	0	316 134
215 - Installations, matériel et outillage techniques	18 213 570	25 938 937	49 935 815	3 784 425	4 497 121	0	4 497 121	8 281 546
216 - Collections et œuvres d'art	2 900 000	223 000	223 000	0	0	0	0	0
218 - Autres immobilisations corporelles	527 886 190	428 182 389	634 061 002	169 032 084	99 881 081	-2 472 970	97 408 111	266 440 195
231 - Immobilisations corporelles en cours	324 816 375	298 698 453	652 366 864	552 616 263	133 181 319	16 792 458	149 973 777	702 590 040
232 - Immobilisations incorporelles en cours	2 091 600	63 857 239	115 577 054	15 157 769	51 639 213	0	51 639 213	66 796 982
458 - Opérations sous mandat (à subdiviser par mandat)	48 860 511	546 000	2 054 489	0	467 249	1 041 240	1 508 489	1 508 489
<b>Total</b>	<b>16 426 734 948</b>	<b>20 041 633 137</b>	<b>18 095 379 590</b>	<b>17 117 007 570</b>	<b>780 366 428</b>	<b>32 084 238</b>	<b>812 450 666</b>	<b>17 929 458 236</b>

Coordination de l'action publique  
**Synthèse des crédits par article à trois chiffres**

**Synthèse des crédits par regroupement des articles à trois chiffres (en Recettes) :**

XPF	CA 2013	CA 2014	Budget 2014	BP + Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	BS 2015	Budget 2015
<b>Fonctionnement</b>	<b>827 261 716</b>	<b>740 175 509</b>	<b>733 937 535</b>	<b>692 621 460</b>	<b>1 725 945</b>	<b>0</b>	<b>1 725 945</b>	<b>694 347 405</b>
641 - Rémunérations du personnel	13 903 826	22 112 696	0	0	0	0	0	0
645 - Charges de sécurité sociale et de prévoyance	3 256 566	0	0	0	0	0	0	0
704 - Travaux	2 888 390	1 679 650	0	0	0	0	0	0
706 - Prestations de services	138 983 048	148 260 081	140 260 000	161 260 000	0	0	0	161 260 000
708 - Autres produits	524 925 906	450 496 940	476 961 460	446 161 460	0	0	0	446 161 460
733 - Droits d'enregistrement et de timbre	2 043 500	2 895 000	2 000 000	2 000 000	0	0	0	2 000 000
747 - Participations	50 231 200	60 014 605	54 200 000	58 200 000	1 713 695	0	1 713 695	59 913 695
752 - Revenus des immeubles	20 015 694	26 764 666	30 216 000	25 000 000	0	0	0	25 000 000
758 - Produits divers de gestion courante	0	0	30 000 000	0	0	0	0	0
771 - Produits exceptionnels sur opérations de gestion	9 324 467	544 397	0	0	0	0	0	0
773 - Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	61 298 018	27 107 399	0	0	12 250	0	12 250	12 250
775 - Produits des cessions d'immobilisations	0	300 075	300 075	0	0	0	0	0
778 - Autres produits exceptionnels	391 101	0	0	0	0	0	0	0
<b>Investissements</b>	<b>952 178</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
274 - Prêts	952 178	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>828 213 894</b>	<b>740 175 509</b>	<b>733 937 535</b>	<b>692 621 460</b>	<b>1 725 945</b>	<b>0</b>	<b>1 725 945</b>	<b>694 347 405</b>

# Mission M04

## Aménagement, urbanisme, environnement et prévention des risques

REPORTS : DEPENSES : 1 110 101 531 F

MESURES NOUVELLES : DEPENSES : 198 091 793 F

TOTAL BS 2015 : DEPENSES : 1 308 193 324 F



**Gestion domaniale et  
urbanisme**

**Météorologie**

**Gestion de l'eau**

**Sécurité sanitaire des aliments  
et biosécurité**

**Prévention des pollutions et  
risques industriels**

**Energie**

La mission M04 regroupe l'ensemble des moyens de la Nouvelle-Calédonie concourant à l'aménagement, l'environnement et la prévention des risques. Elle regroupe des actions de la direction des affaires vétérinaires, alimentaires et rurales, du service de la météorologie et de la direction de l'industrie, des mines et de l'énergie

Budget supplémentaire 2015  
Aménagement, urbanisme, environnement  
et prévention des risques

Historique des moyens financiers

En dépenses

M04-Aménagements urbanisme environnement et prévention des risques						
Programmes	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
P0401 Economie verte, gestion domaniale et urbanisme	324 260 303	204 504 689	129 806 450	55 154 897	66 128 793	251 090 140
P0402 Météorologie	181 566 296	115 822 846	75 409 350	27 071 383	7 997 000	110 477 733
P0403 Gestion de l'eau	640 346 510	216 876 061	180 536 730	352 947 734	-14 500 000	518 984 464
P0404 Sécurité sanitaire des aliments et biosécurité	1 336 581 159	409 077 145	671 533 011	373 308 995	-10 700 000	1 031 681 501
P0405 Prévention des pollutions et risques industriels	18 260 061	15 819 163	15 032 500	0	2 714 000	17 746 500
P0406 Energie	65 452 035	36 432 599	36 455 000	26 929 642	-2 000 000	61 384 642
P0407 Gestion des risques	1 098 892 976	222 809 091	893 337 600	274 688 880	148 452 000	1 316 184 480
<b>Total Mission 04</b>	<b>3 665 359 340</b>	<b>1 221 341 594</b>	<b>2 002 110 641</b>	<b>1 110 101 531</b>	<b>198 091 793</b>	<b>3 307 549 460</b>

En recettes

M04-Aménagements urbanisme environnement et prévention des risques						
Programmes	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
P0401 Economie verte, gestion domaniale et urbanisme	144 500 000	232 063 266	5 000 000	0	0	5 000 000
P0402 Météorologie	2 530 000	1 412 314	2 000 000	0	0	2 000 000
P0404 Sécurité sanitaire des aliments et biosécurité	30 000 000	25 422 753	30 000 000	0	0	30 000 000
P0405 Prévention des pollutions et risques industriels	2 050 000	9 331 950	4 080 000	0	0	4 080 000
P0406 Energie	28 000 000	127 317 943	20 000 000	0	0	20 000 000
P0407 Gestion des risques	663 824 074	20 245 700	267 000 000	0	0	267 000 000
<b>Total Mission 04</b>	<b>870 904 074</b>	<b>415 793 926</b>	<b>328 080 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>328 080 000</b>

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>55 154 897 F</b>
<b>Programme P0401 Gestion domaniale et urbanisme</b>	<b>Mesures nouvelles</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>66 128 793 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>121 283 690 F</b>

### **Contexte et bilan à mi-parcours**

#### Direction de l'action économique :

L'AP « économie verte » concerne les subventions d'équipement au profit des communes, des associations et des promoteurs privés.

Une enveloppe globale de 28 MF a été engagée pour les 17 communes n'ayant pas encore bénéficié de l'aide au financement pour l'acquisition de plants qui seront mis en terre lors des journées « plantation citoyenne ».

Le sommet océanien du développement durable dénommé « OCEANIA 21 MEETINGS » s'est déroulé du 28 au 30 avril 2015. Les prévisions de dépenses s'élèvent pour l'instant à 24,9 MF dont 7,8 MF pour le transport aérien des délégations des régions du Pacifique, 4,6 MF pour le transport terrestre, 1,2 MF pour l'interprétariat, 2,9 MF pour l'hébergement, 3,5 MF pour la restauration et 4,8 MF pour les prestations diverses d'organisation du colloque.

#### Service Topographique - DITTT

Les investissements liés à la modernisation des outils et des équipements suivent leurs plannings respectifs : mise en œuvre mi 2015 de la version 2 du SIG cadastre et lancement en juillet de l'appel d'offres relatif à l'acquisition de nouveaux récepteurs GPS pour le réseau BANIAN.

En cartographie, les chantiers 1/10.000° engagés en 2014 sont en fin d'intégration dans la BDTOPO-NC. Les 7 cartes complétant la collection de 26 cartes au 1/50.000° du pays ont été livrées et sont commercialisées depuis le mois d'avril.

Les crédits de fonctionnement nécessaires aux travaux fonciers sur le domaine sont consommés au fil des dossiers que nous confie la DSF.

#### Service Constructions - DITTT

La mission portant sur la mise en place d'un système normatif en Nouvelle Calédonie dans le domaine du BTP (produits et procédés de mise en œuvre) effectuée par AFNOR / STANDARDS AUSTRALIA est en cours. Les premières propositions pourraient intervenir avant la fin de l'année 2015.

**Budget supplémentaire 2015**  
**Aménagement, urbanisme, environnement**  
**et prévention des risques**

**Les moyens**

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme gestion domaniale et urbanisme est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0401-01</b> - Contribution à la prévention et à la lutte contre les incendies	21 786 309	21 786 309	0	0	0	0
<b>Action A0401-03</b> - Contribution à la préservation de la biodiversité et des écosystèmes remarquables	400 000	0	250 000	0	0	250 000
<b>Action A0401-04</b> - Systèmes de localisation géographique de précision	68 087 581	58 620 529	39 528 000	96 628	-2 200 000	37 424 628
<b>Action A0401-05</b> Production d'une cartographie terrestre de référence	63 726 021	32 639 016	12 000 000	1 135 000	2 400 000	15 535 000
<b>Action A0401-07</b> - Production et diffusion de la donnée cartographie	10 391 398	4 186 207	7 190 000	1 500 000	-814 500	7 875 500
<b>Action A0401-08</b> - Production de la donnée cadastrale	12 624 775	7 362 945	4 520 000	4 862 550	-4 520 000	4 862 550
<b>Action A0401-09</b> - Instruction des demandes d'études et préparation des documents fonciers à la rédaction des actes	7 000 000	3 979 500	3 685 000	0	-1 463 000	2 222 000
<b>Action A0401-10</b> - Réglementation et sécurité des bâtiments	4 432 882	4 432 882	9 633 450	0	0	9 633 450
<b>Action A0401-11</b> - Economie verte	135 811 337	71 497 301	53 000 000	47 560 719	72 726 293	173 287 012
<b>Total</b>	<b>324 260 303</b>	<b>204 504 689</b>	<b>129 806 450</b>	<b>55 154 897</b>	<b>66 128 793</b>	<b>251 090 140</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	125 989 813	86 671 728	65 006 450	2 534 719	-1 971 207	65 569 962
65-Autres charges de gestion courante	4 000 000	4 000 000	11 300 000	0	700 000	12 000 000
67- Charges exceptionnelles	576 920	1 920	0	0	70 000 000	70 000 000
Dépenses d'investissement	193 693 570	113 831 041	53 500 000	52 620 178	-2 600 000	103 520 178
<b>Total</b>	<b>324 260 303</b>	<b>204 504 689</b>	<b>129 806 450</b>	<b>55 154 897</b>	<b>66 128 793</b>	<b>251 090 140</b>
<b>Recettes (pour mémoire)</b>	<b>144 500 000</b>	<b>232 063 266</b>	<b>5 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 000 000</b>

**Les compléments d'actions pour 2015**

**Action A0401-04 – Système de localisation géographique de précision**

**Dépenses : -2,2 MF**

**Fonctionnement : 1 MF**

Les crédits votés au BP2015 ne permettant pas de payer toutes les factures liées au fonctionnement courant du réseau BANIAN (communications, maintenance, etc.), une augmentation de 1 MF de crédits de paiement est nécessaire.

**Investissement : -3,20 MF**

Suite aux consignes de réduction des dépenses, il a été décidé d'étaler l'acquisition des récepteurs GPS sur 2015 et 2016.

**Action A0401-05 – Production d'une cartographie terrestre de référence** **Dépenses : 2,4 MF**

---

**Investissement : 2,4 MF**

Une demande de report de crédits 2014 non retenue a contraint le service topographique à financer un chantier cartographique de 2014 avec des crédits de paiement 2015. Aucun nouveau chantier ne sera initié en 2015.

Les 2,4 MF sollicités serviront à mettre en œuvre la phase 5 de la BDRROUTE-NC. Cette base de données géographique est un prérequis pour la mise en place d'une centrale de mobilité en Nouvelle-Calédonie, projet prévu dans le cadre du schéma global des transports et de la mobilité.

<b>AP P0401-2014/1-MISE A JOUR IMAGERIE AERIENNE ET BASE DONNEES TOPO-NC</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	200 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>200 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	5 388 506
CP inscrits au BS	2 400 000
<b>Total CP</b>	<b>7 788 506</b>
Reste à financer	192 211 494
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	25 000 000
CP 2017	58 000 000
CP 2018	58 000 000
CP 2019	51 211 494

**Action A0401-07 – Production et diffusion de la donnée cartographique** **Dépenses : -0,81 MF**

---

**Fonctionnement : -0,81 MF**

Fonctionnement courant : suite aux consignes de réduction des dépenses le projet de numérisation des cartes anciennes et autres archives a été suspendu (-1,51 MF).

**Participation au GIE SERAIL (\*)** : 0,7 MF correspondant au solde de la cotisation annuelle de la Nouvelle-Calédonie au GIE SERAIL (3,3 MF déjà alloués au BP2015 sur les 4MF de cotisation annuelle).

(\*) Ligne de crédit habituellement domiciliée à la DBAF. Décision concertée de la transférer à la DITTT qui représente la Nouvelle-Calédonie au sein de ce GIE.

Budget supplémentaire 2015  
Aménagement, urbanisme, environnement  
et prévention des risques

**Action A0401-08 - Production de la donnée cadastrale** Dépenses : -4,5 MF

---

**Fonctionnement : -2,72 MF**

Suite aux consignes de réduction des dépenses le projet de numérisation des archives foncières a été suspendu.

**Investissement : -1,80 MF**

Suite aux consignes de réduction des dépenses, la commande du SIG Cadastre version 3 initialement envisagée en novembre 2015 est décalée à janvier 2016.

AP P0401-2015/1-OUTILS INFORMATIQUE DE GESTION CADASTRALE	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	15 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>15 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	1 800 000
CP inscrits au BS	-1 800 000
<b>Total CP</b>	<b>0</b>
Reste à financer	15 000 000
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	7 000 000
CP 2017	4 000 000
CP 2018	3 000 000
CP 2019	1 000 000

**Action A0401-09 – Instruction des demandes d'études** Dépenses : -1,5 MF

---

**Fonctionnement : -1,5 MF**

La prochaine commission des terres ne devant se tenir qu'en juillet 2015, les travaux fonciers nécessaires à la gestion du domaine de la Nouvelle-Calédonie ne pourront pas être payés d'ici la fin de l'exercice budgétaire, ce qui permet une diminution de 1,5 MF

**Action A0401-11– Economie verte** Dépenses : 72,7 MF

---

**Fonctionnement : 72,7 MF**

Une subvention d'équilibre de **70 MF** est inscrite au profit de la CANC.

Par ailleurs des dépenses supplémentaires concernant les colloques et séminaires pour **2,7 MF** sont proposées.

L'AE « économie verte » a pour objet l'accompagnement du projet « 1 jour, 1 arbre, 1 vie » et la participation au colloque Oceania 21 Meeting.

L'AE a été augmentée de 25 MF en 2015, avec l'inscription de 30 MF de CP. Afin de régulariser les dépenses de l'évènement tenu sur l'année 2014, il est proposé d'inscrire

2,7 MF supplémentaires de CP.

<b>AE P0401-2012/3-ECONOMIE VERTE (FONCT)</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	140 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>140 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	113 821 683
CP inscrits au BS	2 726 293
<b>Total CP</b>	<b>116 547 976</b>
Reste à financer	23 452 024
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	5 863 006
CP 2017	5 863 006
CP 2018	5 863 006
CP 2019	5 863 006

**Budget supplémentaire 2015**  
**Aménagement, urbanisme, environnement**  
**et prévention des risques**

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>27 071 383 F</b>
<b>Programme P0402</b>	<b>Mesures</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>7 997 000 F</b>
<b>Météorologie</b>	<b>nouvelles</b>		
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>35 068 383 F</b>

**Contexte et bilan à mi-parcours**

Les opérations relevant du service de la météorologie se déroulent en tenant compte des contraintes budgétaires. Quelques difficultés pourraient apparaître avec les retards de mandatement de certaines factures notamment d'investissement.

Une mission de fin de garantie de notre réseau foudre est actuellement en cours.

La recette usine du robot-sonde commandé par la Nouvelle-Calédonie vient d'être faite avec le concours des services de Météo-France et des négociations sont actuellement en cours pour l'achat d'un générateur d'hydrogène afin que la Nouvelle-Calédonie puisse bénéficier des tarifs accordés à Météo-France. Le montage de l'opération se fera suivant la date du vote du BS et les crédits accordés.

Le gel budgétaire d'une partie des crédits de fonctionnement risque de limiter nos moyens d'interventions sur les équipements météorologiques installés sur la grande terre et les îles.

Sur ce programme, la DRHFPNC verse la subvention annuelle à Météo France en application de la convention cadre. Il est, en effet, prévu que les dépenses prévisionnelles de 4 personnels de l'Etat identifiés seraient pris en charge par la Nouvelle-Calédonie (40,5 MF environ). Généralement, l'avis des sommes à payer est émis au mois d'août 2015 et son montant fait l'objet d'un versement unique.

**Les moyens**

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme météorologie est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0402-01</b> - Opération du réseau de mesure (installation, maintenance, télécom)	126 042 330	65 629 076	28 263 193	24 039 299	8 700 000	61 002 492
<b>Action A0402-03</b> - Développement de nouveaux services	8 194 989	3 211 095	1 800 000	2 983 294	0	4 783 294
<b>Action A0402-04</b> - Conservation de la mémoire du climat	3 896 607	3 823 484	2 590 528	9 000	0	2 599 528
<b>Action A0402-05</b> - Réalisation de produits adaptés	54 500	54 500	0	0	0	0
<b>Action A40402-06</b> - Installations et maintenance des équipements de mesure sur aéroport	1 181 622	1 181 622	120 000	0	0	120 000
<b>Action A0402-08</b> - Direction, Finance, Secrétariat, RH, Eco-responsabilité	42 191 578	41 918 939	42 618 029	39 790	-703 000	41 954 819
<b>Action A0402-10</b> -Infrastructure et bâtiment	4 670	4 130	17 600	0	0	17 600
<b>Total</b>	<b>181 566 296</b>	<b>115 822 846</b>	<b>75 409 350</b>	<b>27 071 383</b>	<b>7 997 000</b>	<b>110 477 733</b>

Par nature de dépenses, la répartition est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	26 878 000	20 541 070	17 089 350	5 102 663	-703 000	21 489 013
012-Charges de personnel	40 500 000	40 321 156	40 500 000	0	0	40 500 000
Dépenses d'investissement	114 188 296	54 960 620	17 820 000	21 968 720	8 700 000	48 488 720
<b>Total</b>	<b>181 566 296</b>	<b>115 822 846</b>	<b>75 409 350</b>	<b>27 071 383</b>	<b>7 997 000</b>	<b>110 477 733</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	<i>2 530 000</i>	<i>1 412 314</i>	<i>2 000 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>2 000 000</i>

### Les compléments d'actions pour 2015

**Action A0402-01 - Opération du réseau de mesure (installations, maintenance, télécom)      Dépenses :      8,7 MF**

#### Investissement : 8,7 MF

Dans le cadre de cette action, il avait été demandé et obtenu une autorisation de programme pour l'acquisition et l'installation d'un générateur d'hydrogène. Cet équipement permettra d'alimenter le robot sonde que la Nouvelle-Calédonie a commandé l'an dernier et qui permettra d'automatiser le radiosondage. Il a été fait une estimation de 11 MF avec un étalement des versements sur 2015 et 2016.

Cette opération devait avoir lieu avec le concours de Météo-France qui a lancé un appel d'offres pour les générateurs d'hydrogènes devant équiper ses directions interrégionales métropolitaines et outre-mer. A ce jour, Météo-France a signé son accord cadre et son prestataire est prêt à faire bénéficier la Nouvelle-Calédonie des mêmes conditions tarifaires. Son offre s'élève donc à 12 MF et selon ses propositions, l'opération pourrait être réalisée entièrement cette année.

Si l'AP a été votée, le montant des crédits accordés pour cette année est de 3,3 MF au lieu des 5,5 MF initialement demandés.

En conséquence, il est sollicité :

- un complément de 2,2 MF pour cette année pour commencer l'opération, et la terminer en 2016 avec des crédits d'un montant de 6,5 MF demandés au BP ;
- la totalité de la somme nécessaire à savoir 8,7 MF (c'est-à-dire 2 200 000 + 6 500 000) pour finaliser la dépense cette année. Cette option est de loin préférable afin d'assurer l'installation complète du système en 2015.

Budget supplémentaire 2015  
Aménagement, urbanisme, environnement  
et prévention des risques

AP P0402-2015/1-AQUISITION GENERATEUR HYDROGENE	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	11 000 000
Révision au BS	1 000 000
<b>Total autorisation</b>	<b>12 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	3 300 000
CP inscrits au BS	8 700 000
<b>Total CP</b>	<b>12 000 000</b>
Reste à financer	0
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	0
CP 2017	0
CP 2018	0
CP 2019	0

**Action A0402-08 - Direction, Finance, Secrétariat, RH, Eco-responsabilité**      **Dépenses :**      **-0,7 MF**

---

**Fonctionnement : - 0,7 MF**

Cette diminution de 0,7 MF répond à une demande de la Nouvelle-Calédonie de réduction de 3,5% du budget de fonctionnement de la MTO.

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>352 947 734 F</b>
<b>Programme P0403</b>	<b>Mesures</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-14 500 000 F</b>
<b>Gestion de l'eau</b>	<b>nouvelles</b>		
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>338 447 734 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

Une attention particulière a été portée sur la réactualisation du corpus réglementaire relatif à la gestion de la ressource en eau (hydroélectricité, prélèvement, domaine public fluvial).

### Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme gestion de l'eau est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0403-01</b> - Protection et disponibilité de la ressource en eau et gestion du domaine public fluvial de la Nouvelle Calédonie	596 968 397	193 052 940	149 176 680	343 738 280	-14 500 000	478 414 960
<b>Action A0403-02</b> - Connaissance et suivi de la ressource eau	43 378 113	23 823 121	31 360 050	9 209 454	0	40 569 504
<b>Total</b>	<b>640 346 510</b>	<b>216 876 061</b>	<b>180 536 730</b>	<b>352 947 734</b>	<b>-14 500 000</b>	<b>518 984 464</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	465 561 998	155 882 292	152 488 997	242 105 859	-14 500 000	380 094 856
65-Autres charges de gestion courante	3 800 000	3 600 000	3 647 733	0	0	3 647 733
Dépenses d'investissement	170 984 512	57 393 769	24 400 000	110 841 875	0	135 241 875
<b>Total</b>	<b>640 346 510</b>	<b>216 876 061</b>	<b>180 536 730</b>	<b>352 947 734</b>	<b>-14 500 000</b>	<b>518 984 464</b>
<b>Recettes (pour mémoire)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### Les compléments d'actions pour 2015

<b>Action A0403-01 - Protection et disponibilité de la ressource en eau et gestion du domaine public fluvial de la Nouvelle-Calédonie</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-14,5 MF</b>
---	-------------------	-----------------

**Fonctionnement : - 14,5 MF**

Il s'agit d'une réduction des dépenses inscrites au budget 2015 (BP+report) relatives à l'hydraulique et l'entretien des cours d'eau en province Nord.

**Budget supplémentaire 2015**  
**Aménagement, urbanisme, environnement**  
**et prévention des risques**

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>373 308 995 F</b>
<b>Programme P0404</b>			
<b>Sécurité sanitaire des</b>	<b>Mesures</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-10 700 000 F</b>
<b>aliments et biosécurité</b>	<b>nouvelles</b>		
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>362 608 995 F</b>

**Contexte et bilan à mi-parcours**

Une demande de suspension de l'accréditation du LNC a été entérinée par le COFRAC. Quantitativement, 100 dossiers d'analyses supplémentaires ont été enregistrés par rapport à la même période de 2014.

Déroulement conforme, en agro-alimentaire, des plans de contrôle de résidus animaux et végétaux et en zoo-sanitaire, des enquêtes babésiose, canines et équine ainsi que du suivi des maladies de la reproduction bovine et du botulisme bovin. Il convient de noter que le marché tiquicide passé cette année atteint quasiment le plafond programmé de 20 MFCP.

La découverte de la présence du virus du Nipah a nécessité une demande globale de financement complémentaire de 7 MF dans le cadre de la préparation du BS pour assurer le financement des frais d'enquêtes et d'analyses.

**Les moyens**

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme sécurité sanitaire des aliments et biosécurité est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0404-01</b> - Sécurité sanitaire des aliments	50 044 457	40 224 198	48 802 902	3 698 912	-2 500 000	50 001 814
<b>Action A0404-02</b> - Santé animale	80 374 986	51 398 216	104 541 248	22 500 000	400 000	127 441 248
<b>Action A0404-03</b> - Installation quarantenaïres et bio-sécurité	915 462 930	82 735 206	295 653 926	317 422 902	-1 000 000	612 076 828
<b>Action A0404-04</b> - Protection des végétaux	23 731 421	7 667 730	14 532 910	14 628 483	-1 000 000	28 161 393
<b>Action A0404-05</b> - Inspection aux frontières	47 734 442	37 784 175	41 903 991	4 020 317	-1 000 000	44 924 308
<b>Action A0404-06</b> - Développement des protocoles réalisation d'analyses	8 252 293	7 991 474	0	0	0	0
<b>Action A0404-07</b> - Réalisation d'analyses	154 412 279	141 301 142	120 071 074	4 141 984	-3 600 000	120 613 058
<b>Action A0404-09</b> - Fonctions supports et dépenses communes	56 568 351	39 975 004	46 026 960	6 896 397	-2 000 000	50 923 357
<b>Total</b>	<b>1 336 581 159</b>	<b>409 077 145</b>	<b>671 533 011</b>	<b>373 308 995</b>	<b>-10 700 000</b>	<b>1 034 142 006</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	272 369 728	197 801 999	240 938 111	26 226 143	-10 700 000	256 464 254
65-Autres charges de gestion courante	96 450 000	73 911 217	120 510 000	22 500 000	0	143 010 000
Dépenses d'investissement	967 761 431	137 363 929	310 084 900	324 582 852	0	634 667 752
<b>Total</b>	<b>1 336 581 159</b>	<b>409 077 145</b>	<b>671 533 011</b>	<b>373 308 995</b>	<b>-10 700 000</b>	<b>1 034 142 006</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	<i>30 000 000</i>	<i>25 422 753</i>	<i>30 000 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>30 000 000</i>

### Les compléments d'actions pour 2015

**Action A0404-01 – Sécurité sanitaire des aliments** **Dépenses : -2,5 MF**

---

**Fonctionnement : - 2,5 MF**

Il s'agit d'une réduction des dépenses inscrites au budget 2015 (BP+report) relatives aux prestations, honoraires, rémunérations d'intermédiaires et missions MAAF.

**Action A0404-02 – Santé animale** **Dépenses : 0,4 MF**

---

**Fonctionnement : 0,4 MF**

Il s'agit d'une part d'une augmentation de crédits pour la réalisation des analyses destinées à rechercher la présence du virus NIPAH dans les populations de roussettes, de porcs d'élevage et de cochons sauvages (+ 2 MF) et d'autre part d'une réduction de crédits relatifs aux prestations de comptage des animaux atteints de la babésiose (- 1,6 MF).

**Action A0404-03 – Installation quarantaines et biosécurité** **Dépenses : -1 MF**

---

**Fonctionnement : - 1 MF**

Il s'agit d'une réduction des dépenses inscrites au budget 2015 (BP+report) relatives à l'alimentation des animaux.

**Action A0404-04 – Protection des végétaux** **Dépenses : -1 MF**

---

**Fonctionnement : - 1 MF**

Il s'agit d'une réduction des dépenses diverses inscrites au budget 2015 (BP+report) : fret et transport de matériel, achats de fournitures et produits pharmaceutiques...

*Budget supplémentaire 2015*  
**Aménagement, urbanisme, environnement  
et prévention des risques**

**Action A0404-05 – Inspection aux frontières** **Dépenses :** **-1 MF**

---

**Fonctionnement : - 1 MF**

Il s'agit d'une réduction des dépenses inscrites au budget 2015 (BP+report) relatives à la destruction des déchets à risque.

**Action A0404-07 – Réalisation d'analyses** **Dépenses :** **-3,6 MF**

---

**Fonctionnement : - 3,6 MF**

Il s'agit d'une réduction des dépenses inscrites au budget 2015 (BP+report) relatives à l'achat de consommables de laboratoire.

**Action A0404-09 – Fonction supports et dépenses communes** **Dépenses :** **-2 MF**

---

**Fonctionnement : - 2 MF**

Il s'agit d'une réduction des dépenses inscrites au budget 2015 (BP+report) relatives à l'entretien ménager des locaux du SIVAP et autres prestations.

<b>Programme P0405</b> <b>Prévention des pollutions et</b> <b>risques industriels</b>	<b>Mesures</b> <b>nouvelles</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>2 714 000 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>2 714 000 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

Participation au budget de fonctionnement de SCAL AIR

La participation de la Nouvelle Calédonie attendue par SCAL AIR en 2015 s'élève à 17 144 000 francs, 12 853 500 francs ont été versés à l'association, ce qui correspond à environ 75% du montant de la participation annuelle, tels que la convention, signée par les parties, en prévoit la possibilité. La production des justificatifs par l'association étant conforme, le solde de la subvention sera versée après le vote du BS par lequel 2 714 000 francs viendront compléter l'inscription initiale, correspondant à un redéploiement de crédits opéré sur le budget de la DIMENC.

### Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme Prévention des pollutions et risques industriels est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0405-03</b> - Elaboration d'une réglementation en matière de qualité de l'air et participation au suivi de la qualité de l'air	15 800 000	15 800 000	14 400 000	0	2 714 000	17 114 000
<b>Action A0405-04</b> - Application et mise à jour de la réglementation ICPE (province)	2 460 061	19 163	0	0	0	0
<b>Action A0405-11</b> - Cadre réglementaire et inspection poids et mesures (instruction, contrôle, évolution, réglementaire)	0	0	632 500	0	0	632 500
<b>Total</b>	<b>18 260 061</b>	<b>15 819 163</b>	<b>15 032 500</b>	<b>0</b>	<b>2 714 000</b>	<b>17 746 500</b>

Par nature de dépenses, la répartition est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	2 460 061	19 163	632 500	0	0	632 500
65-Autres charges de gestion courante	15 800 000	15 800 000	14 400 000	0	2 714 000	17 114 000
<b>Total</b>	<b>18 260 061</b>	<b>15 819 163</b>	<b>15 032 500</b>	<b>0</b>	<b>2 714 000</b>	<b>17 746 500</b>
<b>Recettes (pour mémoire)</b>	<b>2 050 000</b>	<b>9 331 950</b>	<b>4 080 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 080 000</b>

## Les compléments d'actions pour 2015

<b>Action A0405-03 – Elaboration d'une réglementation en matière de qualité de l'air et participation</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>2,7 MF</b>
---	-------------------	---------------

---

**Fonctionnement : 2,7 MF**

### Participation au financement de l'association de surveillance de la qualité de l'air Scal-Air

Scal-Air est une association loi 1901 à laquelle la Nouvelle-Calédonie a été autorisée à adhérer par la délibération du congrès n° 78 du 15 juin 2005. Sont également membres la province Sud, la mairie de Nouméa, le secteur associatif ainsi que les industriels concernés.

En 2013, dans la perspective de la préparation de la réglementation « qualité de l'air », le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a exprimé le souhait de renforcer sa participation au financement de l'association à 16 MF par an pendant 3 ans (convention trisannuelle 2013-2015). La part contractuelle de la Nouvelle-Calédonie pour l'exercice 2015 s'élève à 17 114 000 F.

Les réductions budgétaires du BP 2015 n'ont pas permis d'atteindre cette inscription. La part manquante de 2 714 000 F est financée ici par redéploiement des crédits de différents programmes de la DIMENC (P0406-A0406 pour 2MF et P1306- A1306-01 pour 0.7MF).

*Budget supplémentaire 2015*  
**Aménagement, urbanisme, environnement  
et prévention des risques**

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>26 929 642 F</b>
		<b>Recettes :</b>	
<b>Programme P0406</b>	<b>Mesures</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-2 000 000 F</b>
<b>Energie</b>	<b>nouvelles</b>		
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>24 929 642 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

La fin des travaux sur le schéma et l'étiquetage énergétique va permettre de présenter 7 287 784 FCFP sous 2 mois au mandatement. Par ailleurs, une consultation est en cours pour la réalisation d'un audit de l'opérateur gazier dans le but de réviser ses revenus : ainsi un montant proche de 4 MF sera engagé en août puis mandaté avant fin septembre.

Une difficulté persiste : le service des essences des armées n'émet pas les factures relative aux analyses des produits pétroliers, par conséquent les crédits, bien que régulièrement reportés, restent inemployés.

### Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme énergie est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0406-06</b> - Promotion de la maîtrise de la demande énergétique et du développement des énergies renouvelables	45 848 813	25 828 567	20 978 983	18 181 048	0	39 160 031
<b>Action A0406-07</b> - Information et sensibilisation des industriels et de la population sur la situation énergétique de la Nouvelle Calédonie	2 923 624	2 422 432	2 276 017	250 596	0	2 526 613
<b>Action A0406-09</b> - Contrôle de la conformité technique de l'implantation des lignes et de la qualité des produits pétroliers mis sur le marché	8 497 998	0	0	8 497 998	0	8 497 998
<b>Action A0406-13</b> - Application et mise à jour des structures tarifaires des carburants, du gaz et de l'électricité et contrôle de leur bonne application	8 181 600	8 181 600	13 200 000	0	-2 000 000	11 200 000
<b>Total</b>	<b>65 452 035</b>	<b>36 432 599</b>	<b>36 455 000</b>	<b>26 929 642</b>	<b>-2 000 000</b>	<b>61 384 642</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	59 452 035	30 432 599	36 455 000	26 929 642	-2 000 000	61 384 642
65-Autres charges de gestion courante	6 000 000	6 000 000	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>65 452 035</b>	<b>36 432 599</b>	<b>36 455 000</b>	<b>26 929 642</b>	<b>-2 000 000</b>	<b>61 384 642</b>
<b>Recettes (pour mémoire)</b>	<b>28 000 000</b>	<b>127 317 943</b>	<b>20 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>20 000 000</b>

*Budget supplémentaire 2015*  
**Aménagement, urbanisme, environnement  
et prévention des risques**

**Les compléments d'actions pour 2015**

**Action A0406-13 – Application et mise à jour des  
structures tarifaires des carburants, du gaz et de  
l'électricité et contrôle de leur bonne application**

---

**Dépenses : -2 MF**

**Fonctionnement : - 2 MF**

2 MF sont redéployés vers l'action A0405-03 (Elaboration d'une réglementation en matière de qualité de l'art et participation) afin de financer partiellement les 2,7 MF qui manquent pour honorer la participation 2015 de la Nouvelle-Calédonie à l'association Scal-Air. Pour mémoire, les réductions budgétaires du BP 2015 n'ont pas permis d'atteindre cette inscription sur l'action A0405-03.

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>274 688 880 F</b>
<b>Programme P0407</b>			
<b>Prévention gestion des risques</b>	<b>Mesures nouvelles</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>148 452 000 F</b>
		<b>Recettes :</b>	<b>F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>423 140 880 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

La DSCGR a été créée le 1er janvier 2014. Elle est donc une direction en plein développement dont les missions et la réalité de son budget ne seront stabilisés qu'après deux ou trois années de recul.

Entre 2014 et 2015, le cadre budgétaire de la direction a été revu afin de coller plus précisément aux différentes missions de ses services et à son plan de développement stratégique 2014-2016.

Les crédits sollicités au BS 2015 ne concernent que la section de fonctionnement et sont de quatre ordres :

1/ Les crédits d'ajustement pour le fonctionnement courant de la direction, minorés lors de la préparation du BP 2015 soit par manque de visibilité annuelle, soit pour contribuer solidairement à l'équilibre général (c'est notamment le cas des crédits nécessaires au financement des hélicoptères bombardiers d'eau et d'interventions).

On peut noter dans cette catégorie :

- l'augmentation des CP nécessaires au financement des hélicoptères bombardier d'eau et d'interventions pour un total de 125 MF. Cette augmentation portera les crédits dédiés à cette action à 217 MF annuels intégralement couverts par une dotation annuelle de l'APICAN de 228 MF.

2/ Les crédits nécessaires au "remboursement" des actions engagées dans le cadre de l'opération "Pam-Vanuatu", "avancés" sur les crédits de fonctionnement de la direction et dont le montant s'élève à 37,7 MF, conformément à l'autorisation adoptée par le gouvernement de la Nouvelle Calédonie en mars dernier.

3/ Les crédits non prévus au BP 2015 pour la réalisation de projets issus du plan stratégique 2014-2015. Il s'agit notamment de financer pour la somme de 16 MF, la mise en place d'un diplôme interuniversitaire entre l'Université de la Nouvelle-Calédonie et l'Université de Paris V Descartes sur la "gestion des risques" afin d'améliorer les compétences locales sur cette thématique.

4/ Les crédits non prévus au BP 2015 pour la réalisation de nouveaux projets non connus lors de la préparation du budget primitif 2015. Il s'agit notamment de financer pour 30 MF, un projet de modélisation de l'impact des tsunamis dans le lagon calédonien afin de mieux prévoir les zones de submersion côtières. Ce projet est porté par l'IRD.

Les deux premiers ordres sont d'une importance primordiale pour permettre le fonctionnement de la direction sur l'année et l'accomplissement de ses missions courantes.

## Budget supplémentaire 2015 Aménagement, urbanisme, environnement et prévention des risques

A noter que le vote des crédits proposés dans le cadre du BS 2015 porterait le budget de fonctionnement de la DSCGR à 566 MF qui est couvert à 58 % par des recettes pérennes estimées à 332 MF (dotation APICAN (228 MF), compensation Etat (89 MF), et recettes propres du centre de formation (15 MF))."

### Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme prévention gestion des risques est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0407-01</b> - Prévention des risques technologiques et naturels	12 700 000	0	12 841 300	12 700 000	0	25 541 300
<b>Action A0407-02</b> - Formation des acteurs de sécurité civile	0	0	142 143 138	0	-2 500 000	139 643 138
<b>Action A0407-03</b> - Opération et gestion de crise	132 000 000	75 046 647	545 989 805	51 157 353	124 056 000	721 203 158
<b>Action A0407-04</b> - Soutien et pilotage	374 192 976	147 762 444	-77 136 643	210 831 527	28 896 000	162 590 884
<b>Action A0407-05</b> - Assistance des acteurs de sécurité civile	580 000 000	0	269 500 000	0	-2 000 000	267 500 000
<b>Total</b>	<b>1 098 892 976</b>	<b>222 809 091</b>	<b>893 337 600</b>	<b>274 688 880</b>	<b>148 452 000</b>	<b>1 316 478 480</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	288 385 161	167 161 409	256 901 849	102 478 092	150 837 000	510 216 941
012- Charges de personnel et frais assimilés	25 627 815	24 216 736	48 219 151	0	-2 500 000	45 719 151
65- Autres charges de gestion courante	15 400 000	0	11 000 000	4 831 210	-2 000 000	13 831 210
67- Charges exceptionnelles	0	0	616 600	0	0	616 600
Dépenses d'investissement	769 480 000	31 430 946	576 600 000	167 379 578	2 115 000	746 094 578
<b>Total</b>	<b>1 098 892 976</b>	<b>222 809 091</b>	<b>893 337 600</b>	<b>274 688 880</b>	<b>148 452 000</b>	<b>1 316 478 480</b>
<b>Recettes (pour mémoire)</b>	<b>663 824 074</b>	<b>20 245 700</b>	<b>267 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>267 000 000</b>

### Les compléments d'actions pour 2015

**Action A0407-02 – Formation des acteurs de sécurité civile**      Dépenses :      **-2,5 MF**

Fonctionnement : **-2,5 MF**

Cela correspondant à des économies réalisées sur les dépenses de la direction.

**Action A0407-03 – Opération et gestion de crise**      Dépenses :      **124,1 MF**

Fonctionnement : **121,9 MF**

Cela correspondant aux inscriptions suivantes :

- -4MF sur l'entretien des sirènes tsunami,
- **53 MF** : prestations d'hélicoptère sécurité civile (HSC) (révision de l'AE P0407-2014/2), (Tanna) suite au passage du cyclone PAM en mars 2015. L'AE est révisée pour tenir compte du nouveau marché qui porte l'intervention annuelle à 105 MF,

<b>AE P0407-2014/2-PRESTATION AERIENNE SECURITE CIVILE-HELICOPTERE SECURITE CIVILE HSC</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	156 000 000
Révision au BS	159 000 000
<b>Total autorisation</b>	<b>315 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	52 000 000
CP inscrits au BS	53 000 000
<b>Total CP</b>	<b>105 000 000</b>
Reste à financer	210 000 000
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	105 000 000
CP 2017	105 000 000
CP 2018	0
CP 2019	0

- **72 MF** : révision de l'AE P0407-2014/3 pour les prestations d'hélicoptère bombardier d'eau (HBE). L'AE est révisée pour tenir compte d'un nouveau marché qui porte l'intervention annuelle à 112 MF

<b>AE P0407-2014/3-PRESTATION AERIENNE HELICOPTERE BOMBARDIER D'EAU-HBE</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	240 000 000
Révision au BS	222 204 000
<b>Total autorisation</b>	<b>462 204 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	166 204 000
CP inscrits au BS	72 000 000
<b>Total CP</b>	<b>238 204 000</b>
Reste à financer	224 000 000
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	112 000 000
CP 2017	112 000 000
CP 2018	0
CP 2019	0

**Investissement : 2,1 MF**

- **2,1 MF** : dépenses d'investissement engagées pour la mission d'aide au Vanuatu (Tanna) suite au passage du cyclone PAM en mars 2015.

*Budget supplémentaire 2015*  
**Aménagement, urbanisme, environnement  
 et prévention des risques**

- Augmentation de l'enveloppe destinée à l'achat d'équipements et d'engins de sécurité pour tenir compte de l'acquisition de véhicules réalisée avant l'ouverture de l'AP en question (pas d'inscription de CP complémentaires).

<b>AP P0407-2015/3-EQUIPEMENTS ET ENGIN DE SECURITE CIVILE</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	750 000 000
Révision au BS	101 450 156
<b>Total autorisation</b>	<b>851 450 156</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	331 450 156
CP inscrits au BS	0
<b>Total CP</b>	<b>331 450 156</b>
Reste à financer	520 000 000
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	230 000 000
CP 2017	159 000 000
CP 2018	107 000 000
CP 2019	24 000 000

**Action A0407-04 – Soutien et pilotage**

**Dépenses : 28,9 MF**

**Fonctionnement : 28,9 MF**

Cela correspondant aux inscriptions suivantes :

- prestations pour le vagemestre et de collecte d'ordures,
- électricité aux villas et à l'immeuble Castex,
- carburant pour le parc roulant,
- assurance pour le parc roulant,
- frais de télécommunications,
- frais d'affranchissement,
- locations immobilières (loyers locaux de l'immeuble Castex et villa à Koné)
- dépenses engagées pour la mission d'aide au Vanuatu (Tanna) suite au passage du cyclone PAM en mars 2015.

**Action A0407-05 – Assistance aux acteurs de sécurité civile**

**Dépenses : -2 MF**

**Fonctionnement : -2 MF**

Cela correspondant aux inscriptions suivantes :

- - 2 MF d'abandon de crédit sur AE.

AE P0407-2014/4-AIDE A L'ELABORATION DES PLANS COMMUNAUX DE SAUVEGARDE-PCS	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	40 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>40 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	5 000 000
CP inscrits au BS	-2 000 000
<b>Total CP</b>	<b>3 000 000</b>
Reste à financer	37 000 000
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	9 250 000
CP 2017	9 250 000
CP 2018	9 250 000
CP 2019	9 250 000

Aménagement, urbanisme, environnement  
et prévention des risques  
Synthèse des crédits par programme et par chapitre

Synthèse des crédits par programme et par chapitre

En XPF		Programmes dépenses							
Chapitre	P0401 Gestion domaniale & urbanisme	P0402 Météorologie	P0403 Gestion de l'eau	P0404 Sécurité aliments & biosécurité	P0405 Prévention des pollutions & risques industriels	P0406 Energie	P0407 Gestion des risques	Total	
901	0	0	0	0	0	0	2 115 000	2 115 000	
907	-2 600 000	8 700 000	0	0	0	0	0	6 100 000	
<b>Ss total Investissement</b>	<b>-2 600 000</b>	<b>8 700 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 115 000</b>	<b>8 215 000</b>	
930	0	0	0	0	0	0	0	0	
931	0	0	0	0	0	0	146 337 000	146 337 000	
937	-3 997 500	-703 000	-14 500 000	0	2 714 000	-2 000 000	0	-18 486 500	
939	72 726 293	0	0	-10 700 000	0	0	0	62 026 293	
<b>Ss total Fonctionnement</b>	<b>68 728 793</b>	<b>-703 000</b>	<b>-14 500 000</b>	<b>-10 700 000</b>	<b>2 714 000</b>	<b>-2 000 000</b>	<b>146 337 000</b>	<b>189 876 793</b>	
Total mesures nouvelles	66 128 793	7 997 000	-14 500 000	-10 700 000	2 714 000	-2 000 000	148 452 000	198 091 793	
Pour mémoire Report	55 154 897	27 071 383	352 947 734	373 308 995	0	26 929 642	274 688 880	1 110 101 531	
<b>Total BS 2015</b>	<b>121 283 690</b>	<b>35 068 383</b>	<b>338 447 734</b>	<b>362 608 995</b>	<b>2 714 000</b>	<b>24 929 642</b>	<b>423 140 880</b>	<b>1 308 193 324</b>	

*Aménagement, urbanisme, environnement et prévention des risques*  
**Synthèse des crédits par article à trois chiffres**

**Synthèse des crédits par regroupement des articles à trois chiffres (en Dépenses) :**

XP	CA 2013	CA 2014	Budget 2014	BP + Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	BS 2015	Budget 2015
<b>Fonctionnement</b>	<b>810 046 155</b>	<b>1 449 251 531</b>	<b>826 361 289</b>	<b>1 019 705 741</b>	<b>432 708 328</b>	<b>189876793</b>	<b>622 585 121</b>	<b>1 642 290 862</b>
604 - Achats d'études, prestations de services	0	0	0	1 622 601	0	0	0	1 622 601
606 - Achats non stockés de matières et fournitures	104 831 380	156 668 156	122 351 542	140 419 652	19 162 726	-3300000	15 862 726	156 282 378
613 - Locations	10 706 100	24 428 791	17 485 313	31 400 018	30 225	0	30 225	31 430 243
614 - Charges locatives et de copropriété	0	312 250	312 250	871 400	0	0	0	871 400
615 - Entretien et réparations	24 982 833	78 975 903	39 227 275	72 779 312	27 608 092	-7300000	20 308 092	93 087 404
616 - Primes d'assurances	631 199	6 437 502	6 389 978	3 635 694	0	0	0	3 635 694
617 - études et recherches	76 576 027	84 141 389	37 327 180	59 959 730	29 352 053	-500000	28 852 053	88 811 783
618 - Divers	10 370 309	41 459 229	24 227 768	29 568 563	3 844 485	2726293	6 570 778	36 139 341
621 - Personnel extérieur au service	0	40 500 000	40 321 156	40 500 000	0	0	0	40 500 000
622 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	315 426 417	409 120 531	240 800 528	277 217 621	110 072 829	119643500	229 716 329	506 933 950
623 - Publicité, publications, relations publiques	28 724 405	39 303 967	27 424 137	18 595 258	3 488 897	-1303000	2 185 897	20 781 155
624 - Transports de biens et transports collectifs	12 603 263	23 690 223	18 451 258	26 496 276	94 585	26496000	26 590 585	53 086 861
625 - Déplacements et missions	7 339 708	10 981 744	8 267 500	7 766 440	0	0	0	7 766 440
626 - Frais postaux et frais de télécommunications	14 478 229	24 593 128	19 064 240	21 718 968	196 921	1000000	1 196 921	22 915 889
627 - Services bancaires et assimilés.	1 171	5 000	0	0	0	0	0	0
628 - Divers	68 759 156	340 978 983	97 181 291	77 448 147	211 526 305	-16500000	195 026 305	272 474 452
641 - Rémunérations du personnel	0	22 927 815	21 577 603	43 715 841	0	-2500000	-2 500 000	41 215 841
645 - Charges de sécurité sociale et de prévoyance	0	2 700 000	2 639 133	4 126 265	0	0	0	4 126 265
647 - Autres charges sociales	0	0	0	377 045	0	0	0	377 045
652 - Aides indirectes à la personne	0	200 000	0	47 733	0	0	0	47 733
656 - Participations	26 807 170	23 550 000	23 511 217	21 450 000	0	3414000	3 414 000	24 864 000
657 - Subventions	107 754 366	117 700 000	79 800 000	139 360 000	27 331 210	-2000000	25 331 210	164 691 210
658 - Charges diverses de gestion courante	53 699	0	0	0	0	0	0	0
671 - Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	723	0	0	0	0	0	0	0
673 - Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0	1 920	1 920	629 177	0	0	0	629 177
674 - Subventions exceptionnelles	0	575 000	0	0	0	7000000	70 000 000	70 000 000
<b>Investissements</b>	<b>2 276 971 632</b>	<b>2 216 107 809</b>	<b>394 980 305</b>	<b>979 944 395</b>	<b>677 393 203</b>	<b>8215000</b>	<b>685 608 203</b>	<b>1 665 552 598</b>
203 - Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion	51 722 949	100 180 317	28 353 491	13 872 575	39 272 250	0	39 272 250	53 144 825
204 - Subventions d'équipement versées	1 882 154 000	740 400 000	72 474 000	259 000 000	97 926 000	0	97 926 000	356 926 000
205 - Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	9 088 500	15 112 137	10 045 459	4 919 332	4 862 550	-1800000	3 062 550	7 981 882
208 - Autres immobilisations incorporelles	42 594 671	54 917 167	32 639 016	9 925 244	0	2400000	2 400 000	12 325 244
212 - Agencements et aménagements de terrains	0	1 087 863	892 863	5 673 421	0	0	0	5 673 421
213 - Constructions	215 060	6 428 657	6 118 584	869 731	0	0	0	869 731
215 - Installations, matériel et outillage techniques	64 214 736	207 744 539	125 777 876	400 047 414	43 860 510	7615000	51 475 510	451 522 924
218 - Autres immobilisations corporelles	9 063 052	167 390 089	26 560 255	-5 405 171	135 812 964	0	135 812 964	130 407 793
231 - Immobilisations corporelles en cours	217 805 657	916 588 051	88 871 066	290 741 849	352 675 635	0	352 675 635	643 417 484
232 - Immobilisations incorporelles en cours	71 599	5 894 989	2 911 695	0	2 983 294	0	2 983 294	2 983 294
275 - Dépôts et cautionnements versés	41 408	364 000	336 000	300 000	0	0	0	300 000
<b>Total</b>	<b>3 087 017 787</b>	<b>3 665 359 340</b>	<b>1 221 341 594</b>	<b>1 999 650 136</b>	<b>1 110 101 531</b>	<b>198091793</b>	<b>1 308 193 324</b>	<b>3 307 843 460</b>

Aménagement, urbanisme, environnement et prévention des risques  
Synthèse des crédits par article à trois chiffres

Synthèse des crédits par regroupement des articles à trois chiffres (en Recettes) :

XPF	CA 2013	CA 2014	Budget 2014	BP + Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	BS 2015	Budget 2015
<b>Fonctionnement</b>	<b>267 812 418</b>	<b>415 793 926</b>	<b>340 080 000</b>	<b>328 080 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>328 080 000</b>
704 - Travaux	3 664 672	948 942	2 500 000	2 000 000	0	0	0	2 000 000
706 - Prestations de services	35 033 356	74 391 312	79 550 000	74 080 000	0	0	0	74 080 000
708 - Autres produits	51 948	13 584	30 000	0	0	0	0	0
747 - Participations	228 000 000	240 000 000	258 000 000	252 000 000	0	0	0	252 000 000
771 - Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 060 511	422 338	0	0	0	0	0	0
773 - Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	1 931	100 017 750	0	0	0	0	0	0
<b>Investissements</b>	<b>1 000 000 000</b>	<b>0</b>	<b>530 824 074</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
131 - Subventions d'équipement transférables	0	0	530 824 074	0	0	0	0	0
274 - Prêts	1 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>1 267 812 418</b>	<b>415 793 926</b>	<b>870 904 074</b>	<b>328 080 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>328 080 000</b>

# Mission M05

## Coordination et développement des transports

REPORTS :	DEPENSES :	487 690 718 F
	RECETTES :	316 858 237 F
MESURES NOUVELLES :	DEPENSES :	146 687 021 F
	RECETTES :	-46 263 060 F
TOTAL BS 2015 :	DEPENSES :	634 377 739 F
	RECETTES :	270 595 177 F



### Contrôle et exploitation aériens

### Développement du transport aérien

### Infrastructures et sécurité routières

Le programme contrôle et exploitation aériens regroupe les activités de la direction de l'aviation civile (DAC) en Nouvelle-Calédonie en matière de prestations de services de navigation aérienne, incluant l'installation et la maintenance des systèmes techniques de navigation aérienne.

Ce programme regroupe les missions de régulations économique et juridique en matière d'aéroport, de transports aériens et d'environnement, ainsi que l'ensemble de l'ingénierie aéronautique.

Le programme infrastructures et sécurité routières comporte deux volets :

- le volet infrastructures : routes et bâtiments,
- le volet transports terrestres et circulation routière.

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme infrastructures et sécurité routières, pour le volet infrastructures, la DITTT construit, aménage et entretient les infrastructures telles que :

- les routes pour faciliter les déplacements des personnes et des biens dans les conditions de sécurité, et de régularité du

## Transports et activités maritimes

temps de parcours adaptées aux besoins de la population ;

- les bâtiments destinés à recevoir les services publics liés à la sécurité routière.

Pour le volet transports terrestres et circulation routière, la DITTT est chargée de faire appliquer la réglementation en la matière (permis de conduire, autorisation de circuler, cartes professionnelles...) et de définir une politique stratégique quinquennale de sécurité routière.

Cette mission M05 permet à la direction des affaires maritimes de la Nouvelle-Calédonie (DAMNC) de mener ses actions en matière de gestion administrative des gens de mer, de sécurité des navires et de navigation maritime. Par le biais du budget qui lui est alloué, la DAMNC s'attache également à organiser et à soutenir le transport maritime et plus particulièrement les dessertes au niveau du Territoire.

Le budget supplémentaire 2015 permet d'ajuster les dépenses et recettes prévues pour 2015 au plus près des dernières estimations. Deux domaines sont concernés, en fonctionnement comme en investissement :

- la continuité territoriale maritime (réévaluation de la participation du gouvernement et annulation pour 2015 de l'aide à la construction d'une barge à Poum)
- le sauvetage en mer (réduction de la dotation liée à un trop-perçu en 2014 et participation au renouvellement du canot de sauvetage de Nouméa)

La DITTT, quant à elle, contribue à la sécurité des routes maritimes et à la sauvegarde de l'environnement marin de la Nouvelle-Calédonie par la mise en place et l'entretien du balisage et la participation au plan POLMAR. La compétence en matière de signalisation maritime et d'hydrographie du lagon est transférée depuis 1er janvier 2011.

## Historique des moyens financiers

### En Dépenses

M05-Coordination et développement des transports						
Programmes	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
P0501 Contrôle et exploitation aériens	220 824 152	84 358 499	61 221 880	88 199 911	0	149 421 791
P0502 Régulation économique du transport aérien et continuité territoriale	2 334 310 785	1 821 475 417	1 286 254 217	166 835 292	192 449 000	1 645 538 509
P0503 Infrastructures et sécurité routières	4 278 140 325	3 552 676 097	3 809 572 746	232 387 920	-55 861 979	3 986 098 687
P0504 Transports et activités maritimes	153 949 319	140 449 923	174 890 750	267 595	10 100 000	185 258 345
<b>Total Mission 05</b>	<b>6 987 224 581</b>	<b>5 598 959 936</b>	<b>5 331 939 593</b>	<b>487 690 718</b>	<b>146 687 021</b>	<b>5 966 317 332</b>

### En Recettes

M05-Coordination et développement des transports						
Programmes	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
P0501 Contrôle et exploitation aériens	14 916 088	2 764 177	17 717 000	0	0	17 717 000
P0502 Régulation économique du transport aérien et continuité territoriale	129 602 992	2 12 625 365	147 366 000	32 705 682	12 925 000	192 996 682
P0503 Infrastructures et sécurité routières	537 052 555	2 19 608 788	193 500 000	282 752 555	-61 035 060	415 217 495
P0504 Transports et activités maritimes	1 400 000	0	0	1 400 000	1 847 000	3 247 000
<b>Total Mission 05</b>	<b>682 971 635</b>	<b>434 998 330</b>	<b>358 583 000</b>	<b>316 858 237</b>	<b>-46 263 060</b>	<b>629 178 177</b>

Budget supplémentaire 2015  
Coordination et développement des transports

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>88 199 911 F</b>
<b>Programme P0501</b>			
<b>Contrôle et exploitation aériens</b>	<b>Mesures nouvelles</b>	<b>Dépenses :</b>	
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>88 199 911 F</b>

**Contexte et bilan à mi-parcours :**

Exécution sur le programme : 72,80 %

Les opérations habituelles de maintenance des équipements de navigation aérienne se sont déroulées de manière nominale avec principalement des actions préventives sur les sites de Koné, Touho, Koumac et Lifou, ainsi qu'à Ouvéa, Maré, Ile des Pins et bien sûr à Magenta. Côté investissement, le remplacement de la chaîne radio se déroulera cette année ; les équipements sont en cours d'expédition, de même que le groupe énergie de Lifou. L'année sera difficile à clôturer sur certaines dépenses récurrentes de ce programme (2 MF) pour lesquelles des modifications de répartitions de crédits devront être opérées.

**Les moyens**

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 concernant le programme contrôle et exploitation aériens est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0501-01</b> – Certifications et sécurité	11 216 973	3 261 153	0	2 112 171	0	2 112 171
<b>Action A0501-02</b> – Formation	3 281 250	2 343 750	2 500 000	937 500	0	3 437 500
<b>Action A0501-03</b> – Soutien et pilotage	46 128 810	9 629 634	6 954 115	347 498	0	7 301 613
<b>Action A0501-04</b> – Exploitation opérationnelle et technique	160 197 119	69 123 962	51 767 765	84 802 742	0	136 570 507
<b>Total</b>	<b>220 824 152</b>	<b>84 358 499</b>	<b>61 221 880</b>	<b>88 199 911</b>	<b>0</b>	<b>149 421 791</b>

Par nature de dépenses, les propositions se répartissent comme suit :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	51 517 309	43 505 998	40 199 880	4 332 040	0	44 531 920
65-Autres charges de gestion courante	3 281 250	2 343 750	2 500 000	937 500	0	3 437 500
Dépenses d'investissement	166 025 593	38 508 751	18 522 000	82 930 371	0	101 452 371
<b>Total</b>	<b>220 824 152</b>	<b>84 358 499</b>	<b>61 221 880</b>	<b>88 199 911</b>	<b>0</b>	<b>149 421 791</b>
<b>Recettes (pour mémoire)</b>	<b>14 916 088</b>	<b>2 764 177</b>	<b>17 717 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>17 717 000</b>

**Les compléments d'actions pour 2015**

Ce programme ne comporte aucune mesure nouvelle au budget supplémentaire 2015.

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>166 835 292 F</b>
		<b>Recettes :</b>	<b>32 705 682 F</b>
<b>Programme P0502</b>	<b>Mesures</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>192 449 000 F</b>
<b>Régulation économique du</b>	<b>nouvelles</b>	<b>Recettes :</b>	<b>12 925 000 F</b>
<b>transport aérien</b>		<b>Dépenses :</b>	<b>359 284 292 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Recettes :</b>	<b>45 630 682 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

#### Exécution sur le programme : 55,54 %

Le programme (1453 MF dont 702,9 MF d'investissement) sera bien réalisé au cours du second semestre avec des aménagements de parkings, la création de bureaux en apprentis et lancement du chantier aérogare de fret à Magenta (augmentation d'AP de 100 MF), la poursuite des aménagements à Koné (aires de stationnement, études pour le déplacement de l'aérogare au nord de la piste) et des travaux divers (ex : vitrage Lifou, abris SSLIA Koné).

L'aboutissement de la réflexion sur l'avenir de Magenta nous permet de relancer le dossier de mise aux normes code 3 de Magenta comprenant le déplacement de la RP 14 (AP 1 500MF).

Sur la tutelle de la CCI pour la gestion de Magenta, environ 60 MF peuvent être restituées par la CCI en raison du décalage dans le temps de la mise en place du parking éloigné et de la prise en charge des pompiers, ramenant la subvention d'équilibre 2015 à environ 140 MF. Le dispositif continuité Pays continue de progresser au rythme de l'augmentation du trafic de la compagnie et 251 MF supplémentaires sont nécessaires pour le financement du dispositif sur l'année 2015.

Le dossier de nouvelle aérogare de Lifou (avec ses opérations liées comme la construction de logements sur le site) prend du retard en raison des difficultés de validation des étapes du projet (ex jury de concours) et en l'absence de crédits de paiement.

### Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 concernant le programme régulation économique du transport aérien est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0502-03</b> – Développer l'aéroport de Koné	653 171 430	599 286 715	158 500 000	42 000 000	0	200 500 000
<b>Action A0502-04</b> – Adapter les infrastructures à l'évolution du trafic	228 305 628	5 385 428	210 210 000	1 403 704	5 000 000	216 613 704
<b>Action A0502-05</b> – Gérer les aéroports territoriaux	699 933 164	465 317 489	507 834 297	122 256 588	-64 251 000	565 839 885
<b>Action A0502-06</b> – Exercer la tutelle économique sur les compagnies aériennes locales	169 115 000	167 940 000	8 000 000	1 175 000	0	9 175 000
<b>Action A0502-07</b> – Contribuer à la continuité territoriale	583 785 563	583 545 785	401 709 920	0	251 700 000	653 409 920
<b>Total</b>	<b>2 334 310 785</b>	<b>1 821 475 417</b>	<b>1 286 254 217</b>	<b>166 835 292</b>	<b>192 449 000</b>	<b>1 645 538 509</b>

*Budget supplémentaire 2015*  
**Coordination et développement des transports**

Par nature de dépenses, les propositions sont :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	104 369 340	65 796 876	92 685 217	27 568 508	8 527 000	128 780 725
65-Autres charges de gestion courante	860 138 079	822 865 079	572 000 000	37 273 000	191 602 000	800 875 000
67- Charges exceptionnelles	251 930 070	239 249 338	8 000 000	12 680 732	-12 680 000	8 000 732
Dépenses d'investissement	1 117 873 296	693 564 124	613 569 000	89 313 052	5 000 000	707 882 052
<b>Total</b>	<b>2 334 310 785</b>	<b>1 821 475 417</b>	<b>1 286 254 217</b>	<b>166 835 292</b>	<b>192 449 000</b>	<b>1 645 538 509</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	<i>129 602 992</i>	<i>212 625 365</i>	<i>147 366 000</i>	<i>32 705 682</i>	<i>12 925 000</i>	<i>192 996 682</i>

**Les compléments d'actions pour 2015**

**Action A0502-04 - Adapter les infrastructures à l'évolution du trafic**

**Dépenses : 5,0 MF**

**Investissement : 5 MF**

Une AP d'1,5 MMF est proposée à l'ouverture pour financer l'opération d'adaptation de l'aérodrome de Magenta à l'exploitation de l'ATR72.

L'inscription de cette AP au BS 2015 vaut engagement de la Nouvelle-Calédonie à réaliser la mise aux normes de code 3 de l'aérodrome de Magenta, cet engagement étant un élément indispensable à la poursuite de l'exploitation de l'ATR72 sur l'aérodrome de Magenta.

En effet, les dispositions réglementaires pour ce type d'aéronef (de code de référence 3) imposent de doter cet aérodrome d'une bande de 150m de large, soit 75m de part et d'autre de la piste, destinée principalement à réduire les risques de dommage pour un aéronef qui sortirait accidentellement de la piste.

Actuellement, la partie nord-ouest de cette bande ne satisfait pas à ces dispositions en raison de la proximité de la route provinciale n°14 (RP14) qui à cet endroit longe l'aérodrome à une distance d'environ 50m du bord de piste.

Ainsi, l'aérodrome de Magenta, dans sa configuration actuelle ne peut recevoir que des aéronefs de code 2 (type ATR 42). L'accueil de l'ATR 72 (avion de code 3) avait été autorisé en 2011 par l'État par dérogation jusqu'en 2016 et conditionné par une limitation de masse et une formation spécifique des pilotes.

La dérogation s'appuyait sur le projet de déplacement de la route qui était à cette époque engagé pour aboutir dans les 5 ans. Le trafic alors constaté était de 6000 mouvements ATR72/an et les années de 2010 à 2013 ont bien vu 6000 mouvements d'ATR72 par an.

La réglementation impose à l'autorité de surveillance de revoir cette dérogation en cas de changement des conditions d'octroi, c'est-à-dire : augmentation du trafic ou modification des conditions physiques.

Or, aujourd'hui, ces deux conditions ne sont plus satisfaites :

- le projet de déplacement de la RP 14 n'a pas été engagé (l'AP initiale de 800 MF a été quasiment annulée au BP 2014)
- le nombre de vols des ATR72 a fortement augmenté (plus de 8000 mouvements d'ATR72 réalisés en 2014 à Magenta).

Les conditions d'octroi de la dérogation ne sont donc plus réunies.

Une mise aux normes de code 3 permettrait la poursuite de l'exploitation des ATR72 sur cet aérodrome et *in fine* la fin des limitations en termes de nombre de mouvements. Elle nécessite principalement :

- le déplacement de la RP14 au-delà des 75m de l'axe de piste,
- le réaménagement et l'élargissement de la bande de piste à 75m par rapport à l'axe de piste, sur les emprises libérées par la déviation de la RP14,
- la mise aux normes des aires de sécurité d'extrémité de piste (RESA) qui ont actuellement une longueur réduite (41m) et devraient mesurer au moins 90m.

S'agissant des emprises foncières nécessaires pour le déplacement de la RP14 :

- 4 terrains privés ont été achetés en 2003 par la Nouvelle-Calédonie (soit au total 1ha 63a 10 ca pour 87 MF),
- 2 parcelles (soit 16a 98ca) ont été cédées en 2013 par l'Etat à la Nouvelle-Calédonie à titre gratuit, dans le cadre de la régularisation du foncier de l'aérodrome de Magenta,
- il reste un foncier communal à acquérir (d'environ 1ha 68a) sur lequel est implantée l'association hippique La Gourmette. Un projet de protocole d'accord tripartite (commune de Nouméa / association La Gourmette / Nouvelle-Calédonie) avait été mis au point en 2013 et approuvé par l'association et la commune, qui prévoyait la prise en charge par la Nouvelle-Calédonie du réaménagement des installations de l'association impactées par le projet de déviation en contrepartie de la cession à titre gratuit du foncier communal à la Nouvelle-Calédonie. Compte tenu des changements d'exécutifs intervenus en 2014, les dispositions de ce projet de protocole restent à confirmer.

Le montant de l'autorisation de programme à mettre en place pour cette opération s'élève à 1,5 Mds de F CFP et se décompose en :

- 900 MF pour la déviation de la RP14
- 400 MF pour le réaménagement et l'élargissement de la bande
- 100 MF pour les autres travaux de mise aux normes (dont les RESA)
- 100 MF de provisions pour aléas et révision des prix

*Budget supplémentaire 2015*  
**Coordination et développement des transports**

Les prévisions de dépenses annuelles sont les suivantes :

- 2015 : 5 MF
- 2016 : 400 MF
- 2017 : 500 MF
- 2018 : 400 MF
- 2019 : 195 MF

Création AP P0502-2015/1-MISE AUX NORMES CODE 3 AERODROME MAGENTA					
Montant de l'autorisation au BS	CP inscrits au BS 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP 2019
1 500 000 000	5 000 000	400 000 000	500 000 000	400 000 000	195 000 000

L'AP ouverte pour l'extension du parking de Magenta est révisée et sera proposée à la clôture au CA 2015 (achèvement des travaux en 2015).

<b>AP P0502-2011/3-A MENAGEMENT ET EXTENSION PARKING VOITURES MAGENTA</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	100 000 000
Révision au BS	-39 581 246
<b>Total autorisation</b>	<b>60 418 754</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	60 418 754
CP inscrits au BS	0
<b>Total CP</b>	<b>60 418 754</b>
Reste à financer	0
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	0
CP 2017	0
CP 2018	0
CP 2019	0

**Action A0502-05 - Gérer des aéroports territoriaux**

**Dépenses : -64,2 MF**  
**Recettes :**

**Fonctionnement : -64,2 MF**

La gestion de l'aérodrome de Magenta est assurée par la CCI dans le cadre d'une convention pluriannuelle. L'AE correspondante est révisée pour tenir compte de cette convention et portée à 900 MF.

Il est proposé de réajuster les CP 2015 à 140 MF soit une réduction de **60,1 MF** de la subvention à la CCI.

<b>AE P0502-2014/6-DELEGATION SCE PUB GESTION AERODROME MAGENTA - CCI</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	365 000 000
Révision au BS	535 000 000
<b>Total autorisation</b>	<b>900 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	324 000 000
CP inscrits au BS	-60 098 000
<b>Total CP</b>	<b>263 902 000</b>
Reste à financer	636 098 000
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	226 098 000
CP 2017	205 000 000
CP 2018	205 000 000
CP 2019	0

Le marché de gardiennage de l'aérodrome de Lifou n'est toujours pas attribué. Son attribution est décalée et **7,7 MF** peuvent être rendus.

Le marché d'entretien des espaces verts de la plateforme est également décalé. **2 MF** peuvent être rendus.

Il est proposé de restituer **12,7 MF** sur les titres annulés sur exercices antérieurs.

En revanche, il est sollicité d'inscrire **18,3 MF** pour financer l'étude relative à la création d'une société de gestion aéroportuaire à Tontouta.

<b>Action A0502-07 - Contribuer à la continuité territoriale</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>251,7 MF</b>
	<b>Recettes :</b>	<b>12,92 MF</b>

**Fonctionnement : 251,7 MF**

Sur les 580 MF d'aide à la continuité territoriale estimée pour l'exercice 2015, 400 MF ont été alloués au budget primitif 2015. Compte tenu du trafic observé sur ces six premiers mois, le budget annuel nécessaire a été revu à la hausse. La demande formulée au budget supplémentaire porte sur 251,7 MF.

*En parallèle, les recettes attendues sur le remboursement de la quote-part des provinces (25%) sont révisées à la hausse et s'élèvent à 12,92 MF.*

Budget supplémentaire 2015  
Coordination et développement des transports

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>232 387 920 F</b>
		<b>Recettes :</b>	<b>282 752 555 F</b>
<b>Programme P0503</b>	<b>Mesures</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-55 861 979 F</b>
<b>Infrastructure et sécurité</b>	<b>nouvelles</b>	<b>Recettes :</b>	<b>-61 035 060 F</b>
<b>routières</b>		<b>Dépenses :</b>	<b>176 525 941 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Recettes :</b>	<b>221 717 495 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

#### Service Constructions - DITTT

L'opération concernant la construction du bâtiment des contrôleurs de Rivière Salée a été retardée en raison de modification des besoins et par le tracé de Néobus. Les études vont donc reprendre au second semestre 2015 pour un démarrage des travaux en 2016. Des crédits ont été restitués au BS 2015.

La réalisation du futur Centre de Contrôle Technique des Véhicules de Canala est en stand-by suite au changement de terrain d'assiette, le premier site étant désormais en zone maritime. Après recherche d'un terrain potentiel en accord avec la commune, les études pourraient reprendre au second semestre 2015. Des crédits ont été restitués au BS 2015, les travaux ne devant se dérouler qu'à partir de 2016.

Le lancement de l'appel d'offres pour l'acquisition d'une centrale de mobilité sera lancé au 2e semestre. Les premiers paiements interviendront à la fin d'année 2015 et ne mobiliseront pas l'ensemble des crédits alloués en 2015. Des crédits ont été restitués au BS 2015.

#### Service des Routes - DITTT

Le PQI Routier continu d'être mis en œuvre. Certaines opérations importantes sont achevées depuis le début de l'année, d'autres sont en cours ou devraient être engagées dans les prochaines semaines.

On peut notamment souligner la fin du chantier de renforcement de la RT1 au nord de Bourail.

Par ailleurs, des opérations de réhabilitation des couches de roulement sont en cours, on peut citer le renforcement de la RT1 entre Pouembout et Koné, la poursuite des campagnes d'enrobés sur la RT3 entre la RT1 et Houaïlou, de part et d'autre du col des Roussettes. A venir dans les prochaines semaines, le renforcement de la RT1 à la sortie nord de la FOA.

Par ailleurs, l'opération d'aménagement de la traversée de Koumac se poursuit et devrait être achevée d'ici à 2016.

Enfin des marchés importants sont en cours d'attribution et/ou de signature : l'opération de construction du pont de la Ouenghi, les travaux du créneau de Camp Brun sur la RT1 ainsi que l'aménagement de la RT3 dans les traversées de 4 tribus situées sur les communes de Houaïlou et Ponérihouen.

#### Service Sécurité Circulation Routière - DITTT

Pour la partie recettes, le nombre d'actes payants délivrés à ce jour (duplicata, transfert de cartes grises, etc.) correspond aux moyennes mensuelles habituelles. Le montant prévisionnel devrait donc être atteint en fin d'année.

Pour la partie dépenses, le taux de consommation reste faible à ce jour, notamment en raison de projet d'acquisitions de matériel de sécurité routière en phase de demande de devis, du dispositif PPE 2015 qui est en cours de démarrage (signature des contrats avec les nouveaux bénéficiaires en cours) et de subventions à des associations ou des communes non encore versées, car les conventions sont en cours de signature.

Service Affaires Administratives Financières Informatique - DITTT

La réorganisation de certaines missions (ex : déplacement des agents) tout comme la non conduite d'opérations en 2015 (ex : CCTV de Canala) ou la mutualisation des moyens (entretien des bâtiments géré au niveau de la Nouvelle-Calédonie et non plus au niveau direction) permettent de proposer une réduction des crédits sur ces postes.

**Les moyens**

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme Infrastructures et sécurité routières est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0503-01</b> – Politique de sécurité routière	136 507 363	74 616 496	93 787 322	19 751 863	20 980 051	134 519 236
<b>Action A0503-02</b> – Délivrance des permis de conduire	8 571 220	826 550	2 035 878	7 402 333	100 000	9 538 211
<b>Action A0503-05</b> – Aptitude des conducteurs	113 232 926	35 891 038	157 892 500	51 031 922	-104 950 000	103 974 422
<b>Action A0503-06</b> – Sécurité des véhicules	168 837 382	32 774 931	64 068 627	100 028 416	-20 300 000	143 797 043
<b>Action A0503-07</b> – Réseau inter provincial	21 380 815	9 303 336	20 000 000	0	-10 000 000	10 000 000
<b>Action A0503-08</b> – Aménagement et entretien des routes	3 731 891 806	3 339 348 866	3 418 561 496	48 085 337	57 889 470	3 524 536 303
<b>Action A0503-09</b> – soutien et pilotage	97 718 813	59 914 880	53 226 923	6 088 049	418 500	59 733 472
<b>Total</b>	<b>4 278 140 325</b>	<b>3 552 676 097</b>	<b>3 809 572 746</b>	<b>232 387 920</b>	<b>-55 861 979</b>	<b>3 986 098 687</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	602 568 472	442 142 521	562 895 237	30 477 350	-14 786 012	578 586 575
65-Autres charges de gestion courante	98 035 379	39 464 627	63 510 000	46 900 000	-33 000 000	77 410 000
67- Charges exceptionnelles	70 770 695	25 051 316	21 495 013	7 500 000	0	28 995 013
Dépenses d'investissement	3 506 765 779	3 046 017 633	3 161 672 496	147 510 570	-8 075 967	3 301 107 099
<b>Total</b>	<b>4 278 140 325</b>	<b>3 552 676 097</b>	<b>3 809 572 746</b>	<b>232 387 920</b>	<b>-55 861 979</b>	<b>3 986 098 687</b>
<b>Recettes (pour mémoire)</b>	<b>537 052 555</b>	<b>219 608 788</b>	<b>193 500 000</b>	<b>282 752 555</b>	<b>-61 035 060</b>	<b>415 217 495</b>

**Les compléments d'actions pour 2015**

**Action A0503-01 – Politique de sécurité routière** **Dépenses : 21 MF**

**Investissement : 13,4 MF**

Centre d'éducation routière à Koumac: les crédits de paiement sollicités (5,4 MF) représentent les travaux complémentaires, clôture et portail, de l'opération de construction du centre d'éducation routière de Koumac, qui n'ont pas été engagés mais qui faisaient partie des reports de crédits 2014 sollicités mais non retenus. Ces crédits vont permettre de réaliser les travaux de sécurisation du site et d'accueil des usagers du centre.

Budget supplémentaire 2015  
 Coordination et développement des transports

AP P0503-2006/2-CENTRE D'EDUCATION ROUTIERE A KOUMAC (118/06)	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	93 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>93 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	82 872 813
CP inscrits au BS	5 380 051
<b>Total CP</b>	<b>88 252 864</b>
Reste à financer	4 747 136
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	4 747 136
CP 2017	0
CP 2018	0
CP 2019	0

Sécurité routière : Dans le cadre du plan quinquennal de sécurité routière 2014-2018, il est nécessaire de renforcer la dotation en matériel. 8 MF de CP sont sollicitées pour l'achat d'un autochoc, d'une voiture tonneau et d'un simulateur de conduite.

**Fonctionnement : 7,6 MF**

Sécurité routière : mener des actions de sécurité et de prévention routière demeure une priorité, toutefois au vu de la consommation à ce jour, une réduction respectivement de 4,4 MF peut être engagée.

La subvention de 12 MF pour le CHT Gaston BOURRET correspond à la mise à disposition d'un chromatographe (recherche de la présence de stupéfiants) dans le cadre de la lutte contre l'insécurité routière, objet d'une convention pluriannuelle entre la Nouvelle Calédonie et le CHT.

**Action A0503-02 – Délivrance des permis de conduire**      Dépenses :      **0,1 MF**

---

**Investissement : 0,6 MF**

Guiche unique : Acquisition de 2 tampons à sec pour le guichet unique sur le site de la Vallée du Tir pour la production des cartes grises et des permis de conduire.

**Fonctionnement : -0,5 MF**

Service transversal : Restitution 0,5 MF de crédits de paiement conformément à la circulaire du BS 2015. (Frais d'impression et de reliure pour permis de conduire)

**Action A0503-05 - Aptitude des conducteurs**      Dépenses :      **-105 MF**

---

**Investissement : -61 MF**

Transfert des pistes PC : l'opération concerne le bâtiment des contrôleurs (contrôleurs techniques de véhicules et des transports terrestres) situé à Rivière Salée. Suite à une modification des besoins imposée par la réorganisation de la DITTT, la résiliation du marché

d'études doit être ordonnée au profit de la passation d'un nouveau marché sur la base d'un programme augmenté. La résiliation du premier marché a été retardée du fait des changements institutionnels. Les études vont donc reprendre en 2015 pour un démarrage des travaux au 1er trimestre 2016. Par conséquent, il est proposé la restitution de **53 MF** au BS 2015.

<b>AP P0503-2006/1-TRANSFERT DES PISTES PERMIS DE CONDUIRE (121/06)</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	175 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>175 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	117 858 837
CP inscrits au BS	-53 000 000
<b>Total CP</b>	<b>64 858 837</b>
Reste à financer	110 141 163
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	110 141 163
CP 2017	0
CP 2018	0
CP 2019	0

Education routière : Le montant de crédits avait été inscrit en prenant pour hypothèse un équipement en 2015 de l'ensemble des communes du territoire en radars pédagogiques. A ce jour compte tenu du nombre de retours officiels, le montant inscrit sur cette ligne de crédits dépasse le besoin nécessaire en 2015 d'où la restitution proposée de **8 MF** de crédits de paiement.

**Fonctionnement : -43,95 MF**

Code rousseau : document support indispensable pour tout candidat à un permis de conduire, le code rousseau est un document de référence en matière d'éducation routière. Plus de 6 000 ont été vendus par l'imprimerie administrative en 2014, 200 environ sont vendus par semaine, générant des recettes pour la Nouvelle-Calédonie. Dans la mesure où 6 mois sont nécessaires entre la commande et la livraison, il convient d'ores et déjà de prévoir **2,5 MF** pour une nouvelle commande de 7 500 exemplaires au second semestre 2015.

Permis pour l'emploi : depuis la reprise en gestion directement par la DITTT mi-2014 de ce dispositif, environ 320 personnes l'ont intégré. A ce jour, environ 50 personnes ont sollicité cette aide pour l'année 2015. Pour autant, sa gestion administrative et financière est telle qu'elle ne peut se faire autrement qu' « au fil de l'eau », c'est-à-dire au fur et à mesure des inscriptions des candidats, de leur assiduité aux cours et de leur réussite aux examens. Ainsi, il apparaît aujourd'hui plus opportun de garantir l'engagement de cette dépense de fonctionnement via une AE de 80 MF, et d'échelonner la dépenses sur 2015-2016, permettant ainsi une réduction des crédits de paiement pour l'année 2015 (- **45 MF**).

<b>Création AE P0503-2015/1-PERMIS POUR L'EMPLOI NOUVELLE-CALEDONIE (PPE NC)</b>					
Montant de l'autorisation au BS	CP inscrits au BS 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP 2019
80 000 000	19 923 726	60 076 274	0	0	0

Service transversal : Restitution de **1,45 MF** conformément à la circulaire du BS 2015. (Frais généraux : télécommunications, transport et frais déplacements personnels)

**Action A0503-06 – Sécurité des véhicules**

Dépenses : -20,3 MF

**Investissement : - 15 MF**

CCTV de Canala : l'opération concerne le centre de contrôle technique des véhicules de Canala. Les études en cours indiquent un surcoût de terrassement important dû à la nature du terrain. Après analyse et prise de décision, les études vont donc reprendre dans les prochaines semaines en vue d'une consultation des travaux au dernier trimestre 2015. Par conséquent, il est proposé la restitution de **15 MF** au BS 2015, les travaux ne devant débuter qu'à partir de 2016.

AP P0503-2013/4-CENTRE CONTROLE TECHNIQUE VEHICULE A CANALA	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	160 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>160 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	25 495 400
CP inscrits au BS	-15 000 000
<b>Total CP</b>	<b>10 495 400</b>
Reste à financer	149 504 600
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	145 000 000
CP 2017	4 504 600
CP 2018	0
CP 2019	0

**Fonctionnement : -5,3 MF**

Service transversal : Restitution de **4,8 MF** de crédits de paiement conformément à la circulaire du BS 2015. (Frais généraux : électricité, loyers, nettoyage locaux, transport et frais déplacements personnels)

Centre de contrôle technique des véhicules : Restitution de **0,5 MF** de crédits de paiement conformément à la circulaire du BS 2015 qui concerne l'entretien de matériel.

**Action A0503-07 – Réseau interprovincial**

Dépenses : -10 MF

**Investissement : - 10,0 MF**

Centrale de mobilité : l'appel d'offres pour l'acquisition d'une centrale de mobilité sera lancé au 2<sup>e</sup> semestre. Les premiers paiements interviendront à la fin d'année et ne mobiliseront pas l'ensemble des crédits alloués en 2015. Il est donc proposé de diminuer l'enveloppe budgétaire de l'opération de moitié, soit - **10 MF**.

AP P0503-2013/3-CREATION CENTRALE	
MOBILITE	
Autorisation	
Montant de l'autorisation	60 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>60 000 000</b>
Crédits de paiement	
CP inscrits avant BS	20 000 000
CP inscrits au BS	-10 000 000
<b>Total CP</b>	<b>10 000 000</b>
Reste à financer	50 000 000
Echéancier prévisionnel	
CP 2016	30 000 000
CP 2017	20 000 000
CP 2018	0
CP 2019	0

**Action A0503-08 – Aménagement et entretien des routes**

**Dépense : 57,9 MF**  
**Recettes : -61 MF**

**Investissement : 63,9 MF**

- **150 MF** en crédits de paiement sont proposés en 2015 pour la participation au financement de 2 bretelles pour l'échangeur des Erudits nécessaires à l'ouverture du médipôle fin 2016. Cette subvention nécessite la création d'une AP 2015/2 à hauteur 250 MF au bénéfice de la SECAL. 100 MF de crédits de paiement resteront à financer en 2016.

Création AP P0503-2015/2-PARTICIPATION AU FINANCEMENT DE L'ECHANGEUR DES ERUDITS					
Montant de l'autorisation au BS	CP inscrits au BS 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP 2019
250 000 000	150 000 000	100 000 000	0	0	0

- Diminution de **85,6 MF** pour le report du paiement de la subvention à la ville de Nouméa pour la réalisation de l'échangeur de Berthelot. Le montant total des CP est réajusté à 377,40 MF pour l'AP 2012/3 dont le montant est de 600 MF.

AP P0503-2012/3-AMENAGEMENT AXE ROUTIER "ROND POINT BERTHELOT"	
Autorisation	
Montant de l'autorisation	600 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>600 000 000</b>
Crédits de paiement	
CP inscrits avant BS	463 000 000
CP inscrits au BS	-85 600 000
<b>Total CP</b>	<b>377 400 000</b>
Reste à financer	222 600 000
Echéancier prévisionnel	
CP 2016	222 600 000
CP 2017	0
CP 2018	0
CP 2019	0

*Budget supplémentaire 2015*  
**Coordination et développement des transports**

- Diminution de **0,5 MF** après solde de la convention de transfert de la bretelle de raccordement entre la VE2 et RT1 au profit de la commune de Païta. Le montant total des CP est réajusté à 4 258,47 MF pour l'AP 2007/1 dont le montant est de 4 440,25 MF.

<b>AP P0503-2007/1-PROGRAMME ROUTIER ANTERIEUR</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	4 440 253 875
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>4 440 253 875</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	4 258 927 005
CP inscrits au BS	-456 018
<b>Total CP</b>	<b>4 258 470 987</b>
Reste à financer	181 782 888
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	181 782 888
CP 2017	0
CP 2018	0
CP 2019	0

- Révision du programme routier 2013/2018 pour le porter à 5 710 MF en vue de revaloriser les opérations créneau de Camp Brun (115 MF) et Traversées de tribus (150 MF)

<b>AP P0503-2013/1-PROGRAMME ROUTIER 2013/2018</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	5 445 000 000
Révision au BS	265 000 000
<b>Total autorisation</b>	<b>5 710 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	1 407 950 441
CP inscrits au BS	0
<b>Total CP</b>	<b>1 407 950 441</b>
Reste à financer	4 302 049 559
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	1 302 049 559
CP 2017	1 500 000 000
CP 2018	1 500 000 000
CP 2019	0

**Fonctionnement : -6 MF**

Restitution de **6 MF** sur les crédits d'entretien routier conformément à la circulaire du BS 2015.

*Les recettes de l'opération de la traversée du village de KONE sont réduites de **61 MF**.*

**Action A0503-09 - Soutien et pilotage**

**Dépenses : 0,4 MF**

---

**Fonctionnement : 0,4 MF**

Service transversal :

- Restitution de 3,6 MF conformément à la circulaire du BS 2015. (0,18 MF dépannage informatique, 3,4 MF frais généraux : électricité, documentation, nettoyage locaux, transport personnels)
- Formation des inspecteurs du permis de conduire pour les groupes lourds, les motos et les actions de sécurité routière nécessitant des crédits de paiement à hauteur de 4 MF.

Budget supplémentaire 2015  
Coordination et développement des transports

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>267 595 F</b>
			<b>1 400 000 F</b>
<b>Programme P0504</b>	<b>Mesures</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>10 100 000 F</b>
<b>Transport et activités</b>	<b>nouvelles</b>	<b>Recettes</b>	<b>1 847 000 F</b>
<b>maritimes</b>		<b>Dépenses :</b>	<b>10 367 595 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>		<b>3 247 000 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

L'effort de maîtrise des dépenses a conduit à sous-évaluer la participation du gouvernement à la continuité territoriale maritime entre la grande terre, l'île des Pins et les îles Loyauté. A l'inverse, il y a lieu d'intégrer dans les prévisions budgétaires d'une part, le concours auquel s'était engagée la province sud dans ce dossier, (1,847 MF) d'autre part, un trop-perçu par la SNSM en subvention de fonctionnement (5,5 MF).

S'agissant des investissements, les modifications par rapport au budget initial portent en premier lieu sur l'aide à l'acquisition d'une barge à Poum, qui est reportée dans le temps, et en second lieu, sur la participation au renouvellement de la flotte de secours en mer (projet d'acquisition d'un canot de 1ère catégorie à Nouméa, en remplacement de l'actuel canot de 2<sup>nd</sup>e catégorie, Croix du Sud, devenu sous-dimensionné compte tenu de l'accroissement des besoins). Ce projet appelle une subvention du gouvernement de 20 MF en 2015, et 48 MF en 2016.

#### Service Phares et Balises

En mettant en œuvre cette action A0504-09 - Développement, modernisation et entretien du balisage, la DITTT contribue directement à la sécurité des routes maritimes et à la sauvegarde de la vie humaine en mer de la Nouvelle-Calédonie par la mise en place et l'entretien du balisage. L'objectif est de garantir la sécurité des routes maritimes par un balisage conforme et fiable. Cette première partie d'exercice 2015 a permis d'acquérir du nouveau matériel flottant (5 Balises Mouillage Tendu et 5 balises aluminium) et de maintenir en condition opérationnelle la flotte du service. Par ailleurs, les missions biannuelles de maintenance des feux du Nord et du lagon Sud ont été réalisées ainsi que celle concernant l'archipel des Loyautés, réalisée après le cyclone PAM, et qui a permis notamment de rétablir le balisage en baie de Chépénéhé à LIFOU. De même, une visite de l'ensemble des ESM sur le chenal côte Est a permis de récupérer la bouée bâbord du passage de Maméré déradée de sa position et de rétablir l'allumage de plusieurs feux en panne. La BFI bâbord du récif To a été remise à sa position et il est prévu avant la fin de l'année de repositionner la BFI cardinale Nord de Uitoé. Les travaux de rénovation de la rambarde du phare Amédée sont en voies de finition.

Il est prévu de réaliser début juillet la révision des 8000 heures des deux moteurs principaux du baliseur « Louis HENIN ».

## Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme transport et activités maritimes est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0504-01</b> - Droits du travail et inspection du travail maritime	46 200	46 200	37 500	0	0	37 500
<b>Action A0504-02</b> - Tutelle académique sur la formation professionnelle maritime	570 000	181 024	570 000	145 345	0	715 345
<b>Action A0504-03</b> - Contrôle de la conformité des navires aux règles de sécurité	953 800	613 935	677 750	122 250	0	800 000
<b>Action A0504-05</b> - Sécurité, police et réglementation de la circulation maritime dans les eaux	24 090 000	23 991 400	13 000 000	0	14 500 000	27 500 000
<b>Action A0504-09</b> - Développement, modernisation et entretien du balisage	93 089 319	80 559 914	85 330 500	0	-200 000	85 130 500
<b>Action A0504-10</b> - Réalisation des travaux d'hydrographie dans les eaux territoriales	1 200 000	1 057 450	1 275 000	0	-200 000	1 075 000
<b>Action A0504-11</b> - Contribuer à la continuité territoriale maritime	34 000 000	34 000 000	74 000 000	0	-4 000 000	70 000 000
<b>Total</b>	<b>153 949 319</b>	<b>140 449 923</b>	<b>174 890 750</b>	<b>267 595</b>	<b>10 100 000</b>	<b>185 258 345</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	72 400 000	64 186 060	87 100 750	122 250	-400 000	86 823 000
012-Charges de personnel	570 000	181 024	570 000	145 345	0	715 345
65-Autres charges de gestion courante	51 001 014	50 519 212	36 290 000	0	20 500 000	56 790 000
67- Charges exceptionnelles	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	29 978 305	25 563 627	50 930 000	0	-10 000 000	40 930 000
<b>Total</b>	<b>153 949 319</b>	<b>140 449 923</b>	<b>174 890 750</b>	<b>267 595</b>	<b>10 100 000</b>	<b>185 258 345</b>
<b>Recettes (pour mémoire)</b>	<b>1 400 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 400 000</b>	<b>1 847 000</b>	<b>3 247 000</b>

## Les compléments d'actions pour 2015

**Action A0504-05 – Sécurité, police et réglementation de la circulation maritime dans les eaux**      **Dépenses : 14,5 MF**

### Investissement : 20 MF

En investissement, la demande de la SNSM d'acquisition d'un canot de 1ère catégorie s'élève à 20 MF en 2015 et 48 MF en 2016.

### Fonctionnement : -5,5 MF

La Nouvelle-Calédonie prend en charge une partie des frais de fonctionnement de la Société Nationale de Sauvetage en Mer. La subvention annuellement accordée à la SNSM prend en compte les autres concours publics dont l'association a bénéficié dans l'année. Pour 2014, il apparaît que ces concours s'élèvent à 5,5 MF, qui peuvent donc être retranchés de la dotation prévue pour 2015.

<b>Action A0504-09 - Développement, modernisation et entretien du balisage</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-0,2 MF</b>
--	-------------------	----------------

---

**Fonctionnement : -0,2 MF**

Service transversal : Restitution 0,2 MF conformément à la circulaire du BS2015. (Frais de télécommunications)

<b>Action A0504-10 – Réalisation des travaux d'hydrographie dans les eaux territoriales</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-0,2 MF</b>
---	-------------------	----------------

---

**Fonctionnement : -0,2 MF**

Service transversal : Restitution 0,2 MF conformément à la circulaire du BS2015. (Remboursement frais personnels BHNC)

<b>Action A0504-11 – Contribuer à la continuité territoriale maritime</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-4 MF</b>
	<b>Recettes :</b>	<b>1,85 MF</b>

---

**Investissement : -30 MF**

Il apparaît que l'acquisition d'une barge à Poum est reportée.

**Fonctionnement : 27,8 MF**

La dotation initialement prévue de 20 MF se révélera insuffisante eu égard au besoin (46 MF en 2014). Précisons que la Nouvelle-Calédonie est engagée envers la société SUDILES par convention annuelle dont le renouvellement pour 2015 est à la signature au gouvernement.

A plus le long terme, dans le cadre de la continuité pays par voie maritime, la Nouvelle-Calédonie souhaite s'engager dans une délégation de service public concernant la desserte maritime de ses îles. Cette démarche doit faire l'étude d'une réflexion sur le type de délégation à mettre en œuvre et sur le contenu de la convention à établir entre le délégant et le délégataire. Pour ce faire, une mission d'expertise juridique et technique est souhaitée. Un appel d'offres a été lancé dans ce cadre le 5 mai 2015. Les résultats de cette mise en concurrence sont attendus pour fin juin – début juillet.

*En recettes, la province Sud devrait participer au financement de cette opération en ce qui concerne la desserte de l'île des Pins. Sur la base des données 2014, la recette correspondante peut être évaluée à 1,85 MF. Son concours peut être évalué à 3 ou 4 MF annuels.*

### Synthèse des crédits par programme et par chapitre

En XPF	Programmes en dépenses				
Chapitre	P0501	P0502	P0503	P0504	Total Dépenses
	Contrôle & exploitation aériens	Régulation économique du transport aérien & continuité territoriale	Infrastructures & sécurité routières	Transports & activités maritimes	
<b>901</b>	0	0	0	20 000 000	<b>20 000 000</b>
<b>908</b>	0	5 000 000	-8 075 967	-30 000 000	<b>-33 075 967</b>
<b>Sous total Investissement</b>	<b>0</b>	<b>5 000 000</b>	<b>-8 075 967</b>	<b>-10 000 000</b>	<b>-13 075 967</b>
<b>931</b>	0	0	0	-5 500 000	<b>-5 500 000</b>
<b>938</b>	0	187 449 000	-47 786 012	25 600 000	<b>165 262 988</b>
<b>Sous total Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>187 449 000</b>	<b>-47 786 012</b>	<b>20 100 000</b>	<b>159 762 988</b>
<b>Total mesures nouvelles</b>	<b>0</b>	<b>192 449 000</b>	<b>-55 861 979</b>	<b>10 100 000</b>	<b>146 687 021</b>
<b>Pour mémoire Report</b>	88 199 911	166 835 292	232 387 920	267 595	487 690 718
<b>Total BS 2015</b>	<b>88 199 911</b>	<b>359 284 292</b>	<b>176 525 941</b>	<b>10 367 595</b>	<b>634 377 739</b>

En XPF	Programmes en recettes				
Chapitre	P0501	P0502	P0503	P0504	Total recettes
	Contrôle & exploitation aériens	Régulation économique du transport aérien & continuité territoriale	Infrastructures & sécurité routières	Transports & activités maritimes	
<b>924</b>	0	0	-61 035 060	0	<b>-61 035 060</b>
<b>Sous total Investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-61 035 060</b>	<b>0</b>	<b>-61 035 060</b>
<b>938</b>	0	12 925 000	0	1 847 000	<b>14 772 000</b>
<b>Sous total Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>12 925 000</b>	<b>0</b>	<b>1 847 000</b>	<b>14 772 000</b>
<b>Total mesures nouvelles</b>	<b>0</b>	<b>12 925 000</b>	<b>-61 035 060</b>	<b>1 847 000</b>	<b>-46 263 060</b>
<b>Pour mémoire Report</b>	0	32 705 682	282 752 555	1 400 000	316 858 237
<b>Total BS 2015</b>	<b>0</b>	<b>45 630 682</b>	<b>221 717 495</b>	<b>3 247 000</b>	<b>270 595 177</b>

Coordination et développement des transports  
Synthèse des crédits par article à trois chiffres

Synthèse des crédits par regroupement des articles à trois chiffres (en Dépenses) :

XP	CA 2013	CA 2014	Budget 2014	BP + Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	BS 2015	Budget 2015
<b>Fonctionnement</b>	<b>1 860 604 198</b>	<b>2 166 581 608</b>	<b>1 795 305 801</b>	<b>1 487 246 097</b>	<b>167 936 725</b>	<b>159 762 988</b>	<b>327 699 713</b>	<b>1 814 945 810</b>
606 - Achats non stockés de matières et fournitures	88 027 915	88 273 758	63 529 289	72 295 048	5 351 227	-2 700 000	2 651 227	74 946 275
613 - Locations	28 778 819	44 715 282	31 793 156	37 810 137	74 400	-2 700 000	-2 625 600	35 184 537
615 - entretien et réparations	776 212 390	484 095 893	382 988 322	495 030 037	28 166 649	-8 737 512	19 429 137	514 459 174
617 - études et recherches	22 612 779	11 099 699	10 004 838	3 250 000	0	0	0	3 250 000
618 - Divers	3 703 709	16 021 146	6 057 601	8 265 846	5 695 776	6 225 000	11 920 776	20 186 622
621 - Personnel extérieur au service	0	570 000	181 024	570 000	145 345	0	145 345	715 345
622 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	34 339 962	61 536 140	38 618 779	64 279 996	13 132 950	15 300 000	28 432 950	92 712 946
623 - Publicité, publications, relations publiques	29 020 011	23 382 810	10 810 146	17 178 122	4 260 143	-500 000	3 760 143	20 938 265
624 - Transports de biens et transports collectifs	8 292 592	10 459 588	7 555 088	8 524 074	260 100	-496 500	-236 400	8 287 674
625 - Déplacements et missions	13 122 876	19 051 642	13 042 675	15 733 389	70 450	-1 500 000	-1 429 550	14 303 839
626 - Frais postaux et frais de télécommunications	17 898 300	21 223 310	15 324 008	15 351 558	680 288	-650 000	30 288	15 381 846
628 - Divers	84 067 784	50 995 853	35 907 553	45 162 877	4 808 165	-10 900 000	-6 091 835	39 071 042
652 - Aides indirectes à la personne	0	47 485 379	367 382	36 380 000	46 900 000	-45 000 000	1 900 000	38 280 000
657 - Subventions	721 209 000	964 970 343	914 825 286	637 920 000	38 210 500	224 102 000	262 312 500	900 232 500
671 - Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	16 573 178	34 133 213	4 000 000	29 433 213	7 500 000	0	7 500 000	36 933 213
673 - Titres annulés (sur exercices antérieurs)	4 244 883	214 430 070	201 749 338	61 800	12 680 732	-12 680 000	732	62 532
674 - Subventions exceptionnelles	12 500 000	63 333 482	48 137 316	0	0	0	0	0
678 - Autres charges exceptionnelles	0	10 804 000	10 414 000	0	0	0	0	0
<b>Investissements</b>	<b>3 723 342 755</b>	<b>4 820 642 973</b>	<b>3 803 654 135</b>	<b>3 844 693 496</b>	<b>319 753 993</b>	<b>-13 075 967</b>	<b>306 678 026</b>	<b>4 151 371 522</b>
203 - Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion	93 000 562	377 939 506	101 337 771	303 640 095	10 045 970	-5 000 000	5 045 970	308 686 065
204 - Subventions d'équipement versées	711 965 000	74 570 000	17 890 000	387 220 000	0	45 943 982	45 943 982	433 163 982
205 - Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	5 436 972	3 865 920	439 400	7 509 658	3 277 220	0	3 277 220	10 786 878
208 - Autres immobilisations incorporelles	0	27 883 000	4 699 800	13 725 322	18 612 779	0	18 612 779	32 338 101
211 - Terrains	0	36 050 000	32 551 150	33 844 000	0	0	0	33 844 000
212 - Agencements et aménagements de terrains	6 715 430	15 135 507	8 562 750	12 436 360	6 572 685	0	6 572 685	19 009 045
213 - Constructions	44 404 596	44 756 246	17 882 005	8 080 900	19 573 544	0	19 573 544	27 654 444
215 - Installations, matériel et outillage techniques	67 460 029	148 546 146	75 895 216	75 245 575	61 350 425	0	61 350 425	136 596 000
216 - Collections et œuvres d'art	0	25 000	25 000	5 000 000	0	0	0	5 000 000
218 - Autres immobilisations corporelles	6 174 487	62 777 629	13 398 504	47 540 342	46 508 444	8 600 000	55 108 444	102 648 786
231 - Immobilisations corporelles en cours	2 785 576 429	3 736 804 312	3 480 972 539	2 900 451 244	62 383 940	-62 619 949	-236 009	2 900 215 235
232 - Immobilisations incorporelles en cours	598 500	0	0	0	0	0	0	0
238 - Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles	0	50 000 000	50 000 000	50 000 000	0	0	0	50 000 000
454 - Travaux effectués d'office pour le compte de tiers	0	288 727	0	0	0	0	0	0
458 - Opérations sous mandat (à subdiviser par mandat) (1)	2 010 750	242 000 980	0	0	91 428 986	0	91 428 986	91 428 986
<b>Total</b>	<b>5 583 946 953</b>	<b>6 987 224 581</b>	<b>5 598 959 936</b>	<b>5 331 939 593</b>	<b>487 690 718</b>	<b>146 687 021</b>	<b>634 377 739</b>	<b>5 966 317 332</b>

Coordination et développement des transports  
Synthèse des crédits par article à trois chiffres

Synthèse des crédits par regroupement des articles à trois chiffres (en Recettes) :

XPF	CA 2013	CA 2014	Budget 2014	BP + Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	BS 2015	Budget 2015
<b>Fonctionnement</b>	<b>565 742 327</b>	<b>351 919 080</b>	<b>434 972 139</b>	<b>358 583 000</b>	<b>34 105 682</b>	<b>14 772 000</b>	<b>48 877 682</b>	<b>407 460 682</b>
703 - Redevances et recettes d'utilisation du domaine	28 457 309	0	2 863 314	0	0	0	0	0
706 - Prestations de services	183 559 800	195 000 000	187 070 120	183 500 000	0	0	0	183 500 000
708 - Autres produits	56 585 461	11 441 180	13 023 052	10 441 000	0	0	0	10 441 000
738 - Autres impôts et taxes	153 534 965	11 736 131	11 736 131	0	0	0	0	0
747 - Participations	121 400 388	122 316 088	193 315 533	162 717 000	34 105 682	14 772 000	48 877 682	211 594 682
752 - Revenus des immeubles	18 526 618	1 925 681	0	1 925 000	0	0	0	1 925 000
771 - Produits exceptionnels sur opérations de gestion	3 645 733	0	20 592 008	0	0	0	0	0
773 - Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	32 053	9 500 000	6 371 981	0	0	0	0	0
<b>Investissements</b>	<b>95 559</b>	<b>331 052 555</b>	<b>26 191</b>	<b>0</b>	<b>282 752 555</b>	<b>-61 035 060</b>	<b>221 717 495</b>	<b>221 717 495</b>
231 - Immobilisations corporelles en cours	95 559	0	26 191	0	0	0	0	0
458 - Opérations sous mandat (à subdiviser par mandat) (1)	0	331 052 555	0	0	282 752 555	-61 035 060	221 717 495	221 717 495
<b>Total</b>	<b>565 837 886</b>	<b>682 971 635</b>	<b>434 998 330</b>	<b>358 583 000</b>	<b>316 858 237</b>	<b>-46 263 060</b>	<b>270 595 177</b>	<b>629 178 177</b>

## Mission M06 Santé

REPORTS :	DEPENSES :	7 375 106 178 F
	RECETTES :	8 059 723 709 F
MESURES NOUVELLES :	DEPENSES :	45 436 333 F
TOTAL BS 2015 :	DEPENSES :	7 420 542 511 F
	RECETTES :	8 059 723 709 F



### Offre et qualité de soins

### Prévention, veille, surveillance Expertise et alerte

### Santé environnementale

### Médipôle et hôpital de Koné

Au travers d'un dispositif hospitalier public et privé disposant des matériels les plus modernes, de personnels de santé hautement qualifiés, d'une politique en matière de prévention sanitaire et de santé environnementale, la Nouvelle-Calédonie compétente dans le domaine de la santé, a engagé, de façon constante, une action forte pour préserver la santé de ses concitoyens et pour améliorer leur prise en charge en cas d'accident de santé.

La concrétisation aux alentours de 2016 du projet de construction d'un nouvel hôpital à Koutio et à Koné, la mise en œuvre de nouveaux schémas territoriaux d'organisation sanitaire, socles d'une répartition spatiale plus efficiente au bénéfice de la population, la poursuite d'un programme ambitieux en matière de prévention sanitaire et de santé environnementale qui passe par la poursuite de la politique de vaccination, la lutte contre les maladies à forte morbidité ou l'amélioration des données naturelles telles que l'eau, l'air ou l'amiante environnementale, la modernisation et l'extension de sa réglementation en matière de protection sociale sont autant d'éléments démontrant la haute priorité du secteur de la santé dans la politique publique conduite par la Nouvelle-Calédonie.

## Historique des moyens financiers

### En dépenses

M06-Santé						
Programmes	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
P0601 Offre et qualité de soins	928 898 185	812 941 142	668 736 556	56 251 077	-106 025 016	618 962 617
P0602 Prévention, veille, surveillance, expertise et alerte	173 899 711	110 330 362	114 674 132	55 152 855	-16 476 155	153 350 832
P0603 Santé environnementale	315 269 839	163 510 488	216 785 499	124 320 072	167 225 204	508 330 775
P0604 Médipôle et hôpital de Koné	19 919 546 626	12 753 203 367	9 391 690 000	7 139 382 174	712 300	16 531 784 474
<b>Total Mission 06</b>	<b>21 337 614 361</b>	<b>13 839 985 359</b>	<b>10 391 886 187</b>	<b>7 375 106 178</b>	<b>45 436 333</b>	<b>17 812 428 698</b>

### En Recettes

M06-Santé						
Programmes	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
P0601 Offre et qualité de soins	180 251 537	18 711 558	0	9 490 454	0	9 490 454
P0602 Prévention, veille, surveillance, expertise et alerte	36 300 000	51 129 848	33 300 000	0	0	33 300 000
P0604 Médipôle et hôpital de Koné	19 481 081 611	11 436 139 606	8 680 000 000	8 050 233 255	0	16 730 233 255
<b>Total Mission 06</b>	<b>19 697 633 148</b>	<b>11 505 981 012</b>	<b>8 713 300 000</b>	<b>8 059 723 709</b>	<b>0</b>	<b>16 773 023 709</b>

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>56 251 077 F</b>
		<b>Recettes :</b>	<b>9 490 454 F</b>
<b>Programme P0601</b>	<b>Mesures</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-106 025 016 F</b>
<b>Offres et qualité de soins</b>	<b>nouvelles</b>		
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-49 773 939 F</b>
		<b>Recettes :</b>	<b>9 490 454 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

Afin de permettre une sécurisation des conditions d'exercice des professionnels de santé et des établissements hospitaliers, il a été fait appel à l'expertise de l'Agence de Sécurité Nucléaire. Plusieurs prestataires en radioprotection sont en cours de consultation pour assurer une mission de contrôle externe de l'ensemble des structures disposant d'appareils émettant des rayonnements ionisants.

Dans un souci de maîtrise de l'évolution des dépenses de santé, d'optimisation du système de santé et d'évaluation des différentes politiques menées en ce sens, les travaux préparatoires aux Assises de la santé ont été relancés et ont pour objectif de proposer au Congrès un plan stratégique de santé, pluriannuel et surtout intersectoriel.

### Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme offre et qualité de soins est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0601-03</b> - Réglementation, suivi, financement des établissements hospitaliers publics	170 000 000	170 000 000	120 000 000	0	-110 000 000	10 000 000
<b>Action A0601-05</b> - Soutien financier aux établissements publics et à l'institut Pasteur	564 924 139	487 809 995	373 440 000	37 771 223	37 000 000	448 211 223
<b>Action A0601-06</b> - Elaboration et suivi de la réglementation des activités de santé	23 341 010	15 161 929	20 324 563	7 795 010	-11 860 976	16 258 597
<b>Action A0601-07</b> - Régulation et organisation de l'offre de soins	36 534 965	31 034 965	38 374 637	0	0	38 374 637
<b>Action A0601-08</b> - Aides, conseils et expertises	15 300 000	164 380	4 800 000	5 000 000	-9 116 925	683 075
<b>Action A0601-09</b> - Soutien et pilotage, fonctionnement global DASS (hors PJEJ)	118 798 071	108 769 873	111 797 356	5 684 844	-12 047 115	105 435 085
<b>Total</b>	<b>928 898 185</b>	<b>812 941 142</b>	<b>668 736 556</b>	<b>56 251 077</b>	<b>-106 025 016</b>	<b>618 962 617</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

En XPF	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	136 296 780	120 738 855	139 359 400	11 856 117	-25 784 580	125 430 937
012-Charges de personnel	82 500 000	82 491 383	50 000 000	0	0	50 000 000
65-Autres charges de gestion courante	578 408 451	551 367 653	476 440 000	5 000 000	-78 000 000	403 440 000
67- Charges exceptionnelles	48 898 633	20 000 000	0	28 898 633	0	28 898 633
Dépenses d'investissement	82 794 321	38 343 251	2 937 156	10 496 327	-2 240 436	11 193 047
<b>Total</b>	<b>928 898 185</b>	<b>812 941 142</b>	<b>668 736 556</b>	<b>56 251 077</b>	<b>-106 025 016</b>	<b>618 962 617</b>
Recettes (pour mémoire)	180 251 537	18 711 558	0	9 490 454	0	9 490 454

### Les compléments d'actions pour 2015

**Action A0601-03 – Réglementation, suivi, financement des établissements hospitaliers publics** Dépenses : - 110 MF

#### Fonctionnement : - 110 MF

Sur l'action A0601-3 réglementation et suivi du financement des établissements hospitaliers publics, il a été inscrit 120 MF au BP 2015 pour la participation au fonctionnement du programme de lutte contre la lèpre en NC (qui comprend notamment une partie du fonctionnement du centre anti-hansénien pour les patients hospitalisés).

Toutefois, et après une analyse du programme, il conviendrait de restituer au BS 2015, la somme de 110 MF ce en raison de l'absence de visibilité quant aux détails du programme de lutte, aux actions menées, à leur évaluation et eu égard aux moyens alloués.

Ne seront à verser à terme en 2015 que le reliquat, soit 10 MF de subvention au titre de la prise en charge des patients hospitalisés dans le centre anti-hansénien.

**Action A0601-05 – Soutien financier aux établissements publics et à l'institut pasteur** Dépenses : 37 MF

#### Fonctionnement : 37 MF

Une subvention de 37 MF est inscrite pour le financement de l'unité intégrative de la promotion des étudiants de l'IFPSS rentrant en février 2016.

**Action A0601-06 – Elaboration et suivi de la réglementation des activités de santé** Dépenses : - 11,9 MF

#### Fonctionnement : - 11,9 MF

Il est proposé de réduire les études sur les produits de santé et de radiothérapie ainsi que les prestations de services.

**Action A0601-08 – Aides, conseils et expertises** Dépenses : - 9,1 MF

**Fonctionnement : - 9,1MF**

Il est proposé de réduire les charges correspondantes dont 5 MF sur l'AE « Unité médico-judiciaire » :

- Les loyers des bâtiments
- Les honoraires médicaux
- La mise en place de l'unité médico judiciaire
- Les déplacements du comité d'éthique

<b>AE P0601-2011/2-UNITE MEDICO JUDICIA IRE</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	15 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>15 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	5 000 000
CP inscrits au BS	-5 000 000
<b>Total CP</b>	<b>0</b>
Reste à financer	15 000 000
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	5 000 000
CP 2017	5 000 000
CP 2018	5 000 000
CP 2019	0

**Action A0601-09 – Soutien et pilotage, fonctionnement global DASS** Dépenses : **- 12,04 MF**

**Fonctionnement : - 9,8 MF**

Il s'agit d'une diminution des charges de fonctionnement courantes (location, entretien, fourniture).

**Investissement : -2,2 MF**

Une diminution du poste d'achat de matériel technique et de l'outillage.

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>55 152 855 F</b>
<b>Programme P0602</b>			
<b>Prévention, veille,</b>	<b>Mesures</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-16 476 155 F</b>
<b>surveillance, expertise et</b>	<b>nouvelles</b>		
<b>alerte</b>			
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>38 676 700 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

Il s'agit de favoriser l'amélioration de l'état sanitaire de la population néo-calédonienne au travers :

- d'une meilleure connaissance de l'état sanitaire de la population qui permet de faire des propositions d'orientation dans l'évolution de la prise en charge sanitaire au gouvernement ;
- de la prise en compte de l'internationalisation des pathologies et de la perméabilité de nos frontières par le maintien d'un contrôle aux frontières permanent et performant pour permettre de limiter l'introduction de pathologie sur le territoire, de pouvoir se préparer activement à la lutte contre les maladies introduites telles que ce fut le cas lors de la pandémie A/H1N1 en 2009 ou du chikungunya plus récemment ;
- des campagnes de vaccination, de l'amélioration de la prise en charge des patients par les transports sanitaires et de l'information et de la sensibilisation de la population sur les pathologies à forte morbidité au travers d'outils de communication.

#### **Bilan 2015 à mi-parcours :**

- préparation du rapport annuel de la situation sanitaire 2014 ;
- surveillance épidémiologique par le suivi des maladies à déclaration obligatoire, des indicateurs non spécifiques, des décès, des cancers et du réseau de médecins sentinelles grippe et arboviroses et rédaction d'un bulletin épidémiologique mensuel ;
- réalisation et publication des résultats des études sur les facteurs de risque de méningite, de l'hépatite B, la séroprévalence des arboviroses, certaines maladies comme la filariose, la sporotrichose, l'épidémiologie des cancers au travers des données du registre du cancer ;
- finalisation de la future réglementation sur les transports sanitaires terrestres ;
- accentuation des contrôles inopinés en matière de transport sanitaire terrestre ;
- contrôle de l'application de la réglementation dans les établissements recevant du public ;
- surveillance des alertes internationales (100 000 fiches de déclaration sanitaire contrôlées, surveillance des arboviroses dans le pacifique, en Asie, en Afrique, en Australie, en Amérique du sud, au Moyen Orient, en Corée du sud et en Chine) ;
- information et prévention des voyageurs :
  - o au centre santé voyage (CSV) : 312 consultations et 376 vaccinations effectuées au CSV
  - o à Tontouta : documents d'information, mise à jour des messages sur les 5 écrans TV
- contrôle sanitaire aux frontières : suite au début de l'épidémie de chikungunya en Polynésie française (PF) mi-octobre 2014 et du fait d'une liaison aérienne hebdomadaire avec la NC, mise en place d'un contrôle sanitaire aux frontières du 31/10/2014 jusqu'au 01/04/2015 (déclaration de fin de l'épidémie en PF) ;
- contrôle sanitaire hebdomadaire à chaque arrivée de l'avion de PF à Tontouta ;

- 17 investigations de phénomènes potentiellement épidémiques : 4 autour de salmonella, 2 autour de diphtérie, 7 autour de TIAC, 2 autour de rougeole, 1 autour de légionellose, 1 pour un paludisme d'importation (Port-Vila) ;
- contrôles sanitaire des navires arrivant de l'international (15 inspections de navire) ;
- création d'un plan forte chaleur en voie de finalisation (retours des partenaires en cours d'analyse)
- plan Ebola en voie de finalisation et plan Arbovirose en cours
- mise en place du nouveau calendrier vaccinal

## Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme prévention, veille, sanitaire, expertise et alerte est la suivante :

En XPF	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0602-01</b> - Présentation de l'état sanitaire de la population	6 298 973	6 129 400	8 500 000	0	-465 625	8 034 375
<b>Action A0602-02</b> - Surveillance et urgence sanitaires	77 668 857	53 695 373	91 715 654	19 242 950	-8 610 530	102 348 074
<b>Action A0602-03</b> - Lutte contre les pathologies à forte morbidité	84 673 098	46 087 850	1 600 478	35 909 905	-6 900 000	30 610 383
<b>Action A0602-04</b> - Evaluation des programmes de prévention sanitaire	1 858 783	1 847 449	0	0	0	0
<b>Action A0602-05</b> - Information des professionnels de santé	3 400 000	2 570 290	12 858 000	0	-500 000	12 358 000
<b>Total</b>	<b>173 899 711</b>	<b>110 330 362</b>	<b>114 674 132</b>	<b>55 152 855</b>	<b>-16 476 155</b>	<b>153 350 832</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

En XPF	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	148 596 998	95 507 104	80 611 071	45 909 905	-14 476 155	112 044 821
65-Autres charges de gestion courante	14 672 713	13 647 258	21 000 217	0	0	21 000 217
Dépenses d'investissement	10 630 000	1 176 000	13 062 844	9 242 950	-2 000 000	20 305 794
<b>Total</b>	<b>173 899 711</b>	<b>110 330 362</b>	<b>114 674 132</b>	<b>55 152 855</b>	<b>-16 476 155</b>	<b>153 350 832</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	<i>36 300 000</i>	<i>51 129 848</i>	<i>33 300 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>33 300 000</i>

## Les compléments d'actions pour 2015

**Action A0602-01 - Présentation de l'état sanitaire de la population** Dépenses : - 0,47 MF

Fonctionnement : - 0,47 MF

Il est proposé de réduire les frais d'honoraires médicaux, les prestations de service, les impressions de surveillance sanitaire.

**Action A0602-02 – Surveillance et urgence sanitaires** Dépenses : - 8,6 MF

Fonctionnement : - 6,6 MF

Il est proposé une réduction des frais généraux de cette action

**Investissement : -2 MF**

Il s'agit de réduire les dépenses de matériel technique.

<b>Action A0602-03 – Lutte contre les pathologies à forte morbidité</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>- 6,9 MF</b>
---	-------------------	-----------------

---

**Fonctionnement : - 6,9 MF**

Il est proposé la réduction des charges à caractère général

<b>Action A0602-05 - Information des professionnels de santé</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>- 0,5 MF</b>
--	-------------------	-----------------

---

**Fonctionnement : - 0,5 MF**

Il est proposé la réduction du poste d'impression, et de diverses prestations.

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>124 320 072 F</b>
<b>Programme P0603</b> <b>Santé environnementale</b>	<b>Mesures</b> <b>nouvelles</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>167 225 204 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>291 545 276 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

#### Service Constructions - DITTT

L'intervention de la DITTT porte sur l'attribution d'une subvention en faveur de la SIC pour la rénovation urbaine du quartier de Saint Quentin et notamment sur la démolition des tours. Cette subvention devrait être versée au cours du second semestre 2015.

Au titre du programme relatif à l'amiante, trois actions de recherche et développement sur l'amiante environnemental sont actuellement en cours de réalisation : structuration et serpentinsation des péridotites (5,6 MF), analyse minéralogique cristallographique et isotopique de l'amiante dans les péridotites (3 MF) et élaboration de publications sur les systèmes de mesures géophysiques d'identification des pistes recouvertes de serpentine (3 MF). Une expérimentation est également en cours consistant à évaluer une méthode électromagnétique aéroportée de caractérisation des serpentines amiantifères (1,155 MF). Dans le cadre de la cartographie des pistes potentiellement amiantifères, les opérations de mesures par capteur géophysique tracté doivent par ailleurs débuter dans les semaines à venir, un géophysicien étant appelé à être recruté temporairement pour cette mission spécifique.

Enfin une réflexion est amorcée par la DIMENC sur le risque amiante lié à l'exploitation des matériaux des carrières, pour lesquels 15,8 MF sont inscrits en 2015, afin de définir, dans un premier temps, le périmètre de l'étude à lancer.

Le vecteur environnemental est une donnée essentielle dans l'amélioration de la santé de la population qui est de plus en plus demandeuse d'actions fortes et coordonnées dans ce domaine.

La Nouvelle-Calédonie s'est engagée dans cette voie par la prévention des risques sanitaires liés à l'environnement (eaux, air, amiante, lutte anti vectorielle, déchets non traités). Cet engagement doit être mené en collaboration avec les provinces et les communes.

Cette politique ne peut se concevoir que sur le moyen et long terme car il s'agit de concourir à la prise de conscience de chacun de l'absolue nécessité de préserver son environnement. Il est donc nécessaire de mettre en place des actions de sensibilisation mais également de passer par la mise en œuvre d'une réglementation adaptée au contexte néo-calédonien.

Le vecteur environnemental est une donnée essentielle dans l'amélioration de la santé de la population qui est de plus en plus demandeuse d'actions fortes et coordonnées dans ce domaine.

La Nouvelle-Calédonie s'est engagée dans cette voie par la prévention des risques sanitaires liés à l'environnement (eaux, air, amiante, lutte anti vectorielle, déchets non traités). Cet engagement doit être mené en collaboration avec les provinces et les communes.

Cette politique ne peut se concevoir que sur le moyen et long terme car il s'agit de concourir à la prise de conscience de chacun de l'absolue nécessité de préserver son environnement.

Il est donc nécessaire de mettre en place des actions de sensibilisation mais également de passer par la mise en œuvre d'une réglementation adaptée au contexte néo-calédonien.

- eaux de loisirs : réalisation de contrôles des piscines recevant du public (environ 95) et des eaux de baignade en mer (environ 75), et avis techniques donnés sur les projets de piscines, suivi des déclarations administratives, lancement de profils de baignade sur Koné, la gestion des non-conformités et l'élaboration de la base de données « BASEAU baignade » ;
- eaux de consommation : finalisation des Plans de Sécurité Sanitaire des Eaux (PSSE) : Koumac, Mont Dore, Nouméa et finalisation de l'audit de Hienghène ; élaboration des PSSE de Maré, Poya, SIGN grand tuyau, Houaïlou ; élaboration des audits de Sarraméa et de Farino ; participation aux réunions du Comité de Gestion de l'Eau sur la zone VKP sur la problématique de l'eau, contrôle du suivi de la qualité des eaux embouteillées, avis sanitaires donnés (autorisation de prélèvement d'eau et périmètres de protection des eaux), gestion d'alertes sanitaires liées à l'eau de consommation, mise en place de la base de données BAS'EAU avec la DTSI ;
- qualité de l'air : suivi et mise en œuvre du dispositif d'alerte en cas de pollution atmosphérique sur Nouméa, suivi de l'étude épidémiologique sur l'impact de la qualité de l'air sur la santé à Nouméa et gestion des alertes dans ce domaine (Composés Organiques volatiles dans une école, nuisances olfactives liées à une activité industrielle).
- amiante environnementale : réalisation des actions de réduction de l'exposition à l'amiante pour les populations vivant à proximité des sites amiantifères (signature de conventions avec les communes pour travaux de remédiation et lancement d'étude de faisabilité pour la remédiation de sites sur 4 nouvelles communes, prise en compte du risque amiante dans les opérations d'aménagements, information et sensibilisation des communes, sensibilisation des populations exposées à l'amiante environnementale).
- amiante bâtiment : élaboration d'un projet de présentation au gouvernement d'un plan d'action.
- gestion des déchets d'activité de soins : suivi réglementation DASRI, l'instruction des demandes d'agrément.
- lutte antivectorielle : finalisation du plan de lutte contre les arboviroses, l'organisation des comités de lutte contre les arboviroses, le bilan du dispositif PPIC, les visites dans les mairies pour effectuer un point sur la lutte contre les arboviroses, la mise en place d'une formation « lutte anti-vectorielle » pour les communes, la mise à jour du guide technique municipal de lutte contre les arboviroses, la poursuite de l'étude : « Evaluation d'une stratégie d'auto-dissémination du pyriproxyfène pour la lutte contre les moustiques Aedes aegypti en Nouvelle-Calédonie ».

## Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme santé environnementale est la suivante :

En XPF	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0603-01</b> - Améliorer les connaissances sur la ressource en eau et réglementer pour garantir sa qualité	100 097 774	70 578 568	59 700 000	10 535 950	-2 700 000	67 535 950
<b>Action A0603-02</b> - Lutte anti-vectorielle	91 495 548	78 640 392	51 225 499	8 028 000	-18 856 000	40 397 499
<b>Action A0603-03</b> - Consolidation et amélioration des connaissances sur la qualité de l'air et des risques sur la santé	8 583 321	2 832 514	3 000 000	5 750 807	0	8 750 807
<b>Action A0603-05</b> - Aide, conseil et expertise	4 493 467	3 546 900	15 850 000	0	-2 596 640	13 253 360
<b>Action A0603-06</b> - Amiante	110 599 729	7 912 114	87 010 000	100 005 315	191 377 844	378 393 159
<b>Total</b>	<b>315 269 839</b>	<b>163 510 488</b>	<b>216 785 499</b>	<b>124 320 072</b>	<b>167 225 204</b>	<b>508 330 775</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

En XPF	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	139 792 802	80 307 110	116 885 499	36 941 916	-12 296 640	141 530 775
012-Charges de personnel	75 552 523	70 783 369	39 900 000	0	-10 500 000	29 400 000
65-Autres charges de gestion courante	2 000 000	1 873 651	0	0	0	0
67- Charges exceptionnelles	45 980 743	8 624 743	0	37 356 000	-37 356 000	0
Dépenses d'investissement	51 943 771	1 921 615	60 000 000	50 022 156	227 377 844	337 400 000
<b>Total</b>	<b>315 269 839</b>	<b>163 510 488</b>	<b>216 785 499</b>	<b>124 320 072</b>	<b>167 225 204</b>	<b>508 330 775</b>
Recettes (pour mémoire)	0	0	0	0	0	0

## Les compléments d'actions pour 2015

**Action A0603-01 - Améliorer les connaissances sur la ressource en eau et réglementer pour garantir sa qualité**      **Dépenses : - 2,7 MF**

**Fonctionnement : - 2,7 MF**

Il est proposé les réductions sur les fournitures de petits équipements, les impressions diverses relatives à la publication de service sur les eaux de baignade

**Action A0603-02 - Lutte anti-vectorielle**      **Dépenses : - 18,86 MF**

**Fonctionnement : - 18,86 MF**

Il est proposé de réduire l'enveloppe allouée à la lutte contre la dengue sur les contrats PPIC et les subventions aux communes, ainsi que les dépenses de consommables.

<b>AE P0603-2014/1-PRISE EN CHARGE DES AUXILIAIRES DE LUTTE ANTI-VECTORIELLE</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	100 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>100 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	72 630 846
CP inscrits au BS	-10 500 000
<b>Total CP</b>	<b>62 130 846</b>
Reste à financer	37 869 154
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	37 869 154
CP 2017	0
CP 2018	0
CP 2019	0

**Action A0603-05 - Aide, conseil et expertise**

**Dépenses : - 2,6 MF**

**Fonctionnement : - 2,6 MF**

Le projet d'étude portant sur l'évaluation des risques d'amiante dans les matériaux des carrières a été diminué d'un montant de 2,6 MF destiné à être restituée au budget de la Nouvelle-Calédonie dans le respect de la circulaire du BS 2015.

**Action A0603-06 - Amiante**

**Dépenses : 191,38 MF**

**Fonctionnement : - 36 MF**

Une réduction de **30 MF** au titre du fond d'indemnisation des victimes de l'amiante est proposée, ainsi que pour diverses prestations de service pour un montant de **3 MF**. En outre, la somme de 3 MF est rendue sur le projet d'étude structurale de la serpentisation (**1 MF**) et sur les analyses des échantillons prélevés (**2 MF**).

**Investissement : 227,38 MF**

Il est proposé d'inscrire **240 MF** pour le désamiantage des tours de Saint Quentin.

<b>AP P0603-2015/1-SIC DESAMIANTAGE TOURS DE ST-QUENTIN</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	300 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>300 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	60 000 000
CP inscrits au BS	240 000 000
<b>Total CP</b>	<b>300 000 000</b>
Reste à financer	0

Par ailleurs, **12,6 MF** sont rendus, dont 8 MF de subventions à destinations des communes dans le cadre des travaux de rémunération de l'amiante.

<b>AP P0603-2012/2-TRAVAUX DE REMEDIATION AMIANTE</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	100 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>100 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	54 600 000
CP inscrits au BS	-12 622 156
<b>Total CP</b>	<b>41 977 844</b>
Reste à financer	58 022 156
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	58 022 156
CP 2017	0
CP 2018	0
CP 2019	0

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>7 139 382 174 F</b>
		<b>Recettes :</b>	<b>8 050 233 255 F</b>
<b>Programme P0604</b>	<b>Mesures</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>712 300 F</b>
<b>Médipôle et hôpital de Koné</b>	<b>nouvelles</b>		
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>7 140 094 474 F</b>
		<b>Recettes :</b>	<b>8 050 233 255 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

#### **COMPLEXE HOSPITALIER DU NORD A KONE (CHN)**

Le programme de l'opération concerne la **construction neuve d'un bâtiment hospitalier** de Médecine, Chirurgie, Obstétrique comprenant également une unité d'hémodialyse.

Cette opération offre une capacité 63 lits et places (58 lits et 5 places) sur une surface totale de 9 500 m<sup>2</sup>

#### Avancement du projet :

Revue de programme et approbation du dossier de consultation conception réalisation : mai à août 2012

Ordre de Service de démarrage des travaux : 8 juin 2015, réception contractuelle : 4 Octobre 2017

Point sur le financement du projet au 27 juillet 2015 :	
<b>Coût global de l'opération :</b>	<b>6 415 000 000</b>
<b>Total appel de fonds sur l'opération au 31/12/2014 :</b>	<b>477 000 000</b>
<i>Réalisé 2012</i>	<i>52 000 000</i>
<i>Réalisé 2013</i>	<i>75 000 000</i>
<i>Réalisé 2014</i>	<i>350 000 000</i>
<b>Reste à payer au 31/12/2014</b>	<b>5 938 000 000</b>
<b>Budget 2015 + reports :</b>	<b>2 265 699 166</b>
<b>Montant total des mandatements :</b>	<b>700 000 000</b>
<i>appel de fonds 2015</i>	<i>700 000 000</i>
Montant réellement payé :	700 000 000
Reste à payer	-
Disponible sur budget :	1 565 699 166

#### Point sur le financement du projet à fin juillet 2015 :

Budget 2015 de l'opération :	2.265.699.166 F CFP
Montant total des appels de fonds :	700.000.000 F CFP
<i>Montant total des mandatements :</i>	<i>700.000.000 F CFP</i>
<i>Reste à payer sur appels de fonds :</i>	<i>0 F CFP</i>
Disponible sur budget :	1.565.699.166 F CFP

Faisant suite au bouclage des études de conception, le démarrage effectif du chantier (terrassements) a été lancé le 8 juin.

A cette date, le marché signé avec le groupement de conception réalisation prévoit un délai de 27 mois pour la réception du chantier prévue pour le 8 septembre 2017.

Par ailleurs, ce programme nécessite une augmentation de 260 millions de manière à tenir compte de la décision du conseil d'administration du Centre Hospitalier du Nord visant à financer l'intégralité des travaux du centre de dialyse qui étaient inclus en tranche conditionnelle du projet. Cette modification sera formalisée par avenant à la convention financière cadre du 2 janvier 2014 qui lie les partenaires financiers (CHN, ASS, Province Nord, CHS) à la Nouvelle-Calédonie.

### **LE MEDIPOLE**

Cette opération a pour but de créer un véritable réseau de partenaires pour que l'Hôpital devienne un lieu de référence pour la prévention des maladies et addictions en prévoyant l'intégration au sein de la même structure : 12 blocs opératoires, les urgences, l'imagerie médicale, un Plateau Technique de Cancérologie (PTC) et l'Institut Pasteur de Nouvelle-Calédonie (IPNC).

Cette opération offre une capacité de 645 lits et places (557 lits et 71 places) sur une surface totale de 81 500 m<sup>2</sup>

#### **Avancement du projet :**

18 novembre 2004 décision de reconstruire le CHT Gaston Bourret

Ordre de Service de démarrage des travaux : 9 janvier 2012, délai : 48 mois, réception contractuelle le 9 janvier 2016

Les premières réceptions (OPR) ont débuté le 27/03/2015 et se poursuivent, à ce jour près de 50% des locaux ont été réceptionnés et les levées de réserve sont en cours.

Point sur le financement du projet au 27 juillet 2015 :	
<b>Coût global de l'opération :</b>	<b>49 980 000 000</b>
<b>Total appel de fonds sur l'opération au 31/12/2014 :</b>	<b>38 664 306 940</b>
<i>2005 à 2012</i>	<i>11 525 714 766</i>
<i>Réalisé 2013</i>	<i>11 831 388 118</i>
<i>Réalisé 2014</i>	<i>15 307 204 056</i>
<b>Reste à payer au 31/12/2014</b>	<b>11 315 693 060</b>
<b>Budget 2015 + reports :</b>	
<b>Montant total des mandatements :</b>	<b>8 402 268 608</b>
<i>Dernier appel de fonds 2014</i>	<i>3 001 912 806</i>
<i>1er et 2ème appels de fonds 2015</i>	<i>5 400 355 802</i>
Montant réellement payé :	6 802 268 608
Reste à payer	1 600 000 000
Disponible sur budget :	5 550 884 171

#### **Point sur le financement du projet à fin juillet 2015 :**

Coût global de l'opération :	49.980.000.000 F CFP
Total appel de fonds sur l'opération :	38.664.306.940 F CFP
Budget 2015 de l'opération :	13.953.152.779 F CFP
Montant total des appels de fonds :	8.402.268.608 F CFP
<i>Montant total des mandatements :</i>	<i>6.802.268.608 F CFP</i>
<i>Reste à payer sur appels de fonds :</i>	<i>1.600.000.000 F CFP</i>
Disponible sur budget :	5.550.884.171 F CFP

## Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme Médipôle et hôpital de Koné est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0604-03</b> - Financement et suivi de l'hôpital de Koutio	18 767 185 428	12 398 562 620	7 808 350 000	6 367 784 508	712 300	14 176 846 808
<b>Action A0604-04</b> - Financement et suivi du Médipôle de Koné	1 121 972 598	351 273 397	1 495 000 000	770 699 166	0	2 265 699 166
<b>Action A0604-05</b> - Projet culturel du médipôle de Koutio	30 388 600	3 367 350	88 340 000	898 500	0	89 238 500
<b>Total</b>	<b>19 919 546 626</b>	<b>12 753 203 367</b>	<b>9 391 690 000</b>	<b>7 139 382 174</b>	<b>712 300</b>	<b>16 531 784 474</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	35 362 598	17 611 283	15 990 000	11 190 230	712 300	27 892 530
65-Autres charges de gestion courante	300 000	0	0	300 000	0	300 000
Dépenses d'investissement	19 883 884 028	12 735 592 084	9 375 700 000	7 127 891 944	0	16 503 591 944
<b>Total</b>	<b>19 919 546 626</b>	<b>12 753 203 367</b>	<b>9 391 690 000</b>	<b>7 139 382 174</b>	<b>712 300</b>	<b>16 531 784 474</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	<i>19 481 081 611</i>	<i>11 436 139 606</i>	<i>8 680 000 000</i>	<i>8 050 233 255</i>	<i>0</i>	<i>16 730 233 255</i>

## Les compléments d'actions pour 2015

**Action 0604-03 - Financement et suivi de l'hôpital de Koutio**      Dépenses :      **0,7 MF**

**Fonctionnement : 0,7 MF**

0,7 MF sont inscrits pour des prestations de communication sur l'avancée des travaux du Médipôle.

### Synthèse des crédits par programme et par chapitre

En XPF		Programmes Dépenses				
Chapitre	P0601 Offres et qualité de soins	P0602 Prévention, veille, surveillance, expertise et alerte	P0603 Santé environnementale	P0604 Médipôle et hôpital de Koutio	Total	
<b>904</b>	-2 240 436	-2 000 000	227 377 844	0	223 137 408	
<b>Ss total Investissement</b>	<b>-2 240 436</b>	<b>-2 000 000</b>	<b>227 377 844</b>	<b>0</b>	<b>223 137 408</b>	
<b>934</b>	-140 784 580	-14 476 155	-60 152 640	712 300	-214 701 075	
<b>936</b>	37 000 000	0	0	0	37 000 000	
<b>Ss total Fonctionnement</b>	<b>-103 784 580</b>	<b>-14 476 155</b>	<b>-60 152 640</b>	<b>712 300</b>	<b>-177 701 075</b>	
<b>Total mesures nouvelles</b>	<b>-106 025 016</b>	<b>-16 476 155</b>	<b>167 225 204</b>	<b>712 300</b>	<b>45 436 333</b>	
<b>Pour mémoire Report</b>	56 251 077	55 152 855	124 320 072	7 139 382 174	7 375 106 178	
<b>Total BS 2015</b>	<b>-49 773 939</b>	<b>38 676 700</b>	<b>291 545 276</b>	<b>7 140 094 474</b>	<b>7 420 542 511</b>	

En XPF		Programmes Recettes				
Chapitre	P0601 Offres et qualité de soins	P0602 Prévention, veille, surveillance, expertise et alerte	P0603 Santé environnementale	P0604 Médipôle et hôpital de Koutio	Total	
<b>Total mesures nouvelles</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Pour mémoire Report</b>	9 490 454	0	0	8 050 233 255	8 059 723 709	
<b>Total BS 2015</b>	<b>9 490 454</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8 050 233 255</b>	<b>8 059 723 709</b>	

## Synthèse des crédits par regroupement des articles à trois chiffres (en Dépenses) :

XPF	CA 2013	CA 2014	Budget 2014	BP + Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	BS 2015	Budget 2015
<b>Fonctionnement</b>	<b>2 833 123 924</b>	<b>1 308 362 241</b>	<b>1 062 952 409</b>	<b>940 186 187</b>	<b>177 452 801</b>	<b>-177 701 075</b>	<b>-248 274</b>	<b>939 937 913</b>
602 - Achats stockés - Autres approvisionnements	0	10 862 000	0	41 849 697	10 000 000	0	10 000 000	51 849 697
606 - Achats non stockés de matières et fournitures	48 129 519	113 283 874	73 593 567	-4 123 653	35 909 905	-7 731 300	28 178 605	24 054 952
613 - Locations	57 902 513	61 067 890	60 744 953	67 020 300	0	-2 000 000	-2 000 000	65 020 300
614 - Charges locatives et de copropriété	5 172 000	9 826 058	8 020 559	14 480 982	1 805 499	-7 500 000	-5 694 501	8 786 481
615 - entretien et réparations	1 129 721	4 304 462	3 611 899	4 531 147	0	-345 834	-345 834	4 185 313
616 - Primes d'assurances	0	75 293	75 293	0	0	0	0	0
617 - études et recherches	14 431 964	53 248 667	20 601 293	41 275 499	29 850 807	-11 651 056	18 199 751	59 475 250
618 - Divers	1 519 433	1 091 266	1 086 536	4 947 762	0	0	0	4 947 762
621 - Personnel extérieur au service	0	158 052 523	153 274 752	89 900 000	0	-10 500 000	-10 500 000	79 400 000
622 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	106 998 048	149 662 467	102 644 937	118 890 454	26 076 349	-14 876 810	11 199 539	130 089 993
623 - Publicité, publications, relations publiques	16 738 348	29 667 316	19 718 724	34 292 321	1 100 000	-3 440 075	-2 340 075	31 952 246
624 - Transports de biens et transports collectifs	2 953 774	5 563 035	4 155 006	5 355 810	977 326	-3 500 000	-2 522 674	2 833 136
625 - Déplacements et missions	2 006 025	1 980 000	1 644 300	3 200 000	0	0	0	3 200 000
626 - Frais postaux et frais de télécommunications	9 424 073	11 368 124	10 911 503	10 670 500	0	0	0	10 670 500
628 - Divers	6 623 774	8 048 726	7 355 782	10 455 151	178 282	-800 000	-621 718	9 833 433
652 - Aides indirectes à la personne	18 000 000	18 000 000	18 000 000	23 000 000	0	0	0	23 000 000
655 - Contributions obligatoires	23 728 253	8 000 000	6 974 545	9 592 217	0	0	0	9 592 217
657 - Subventions	553 747 762	562 050 000	534 882 853	461 698 000	5 000 000	-78 000 000	-73 000 000	388 698 000
658 - Charges diverses de gestion courante	0	7 331 164	7 031 164	3 150 000	300 000	0	300 000	3 450 000
671 - Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	30 000 000	0	0	30 000 000	-30 000 000	0	0
674 - Subventions exceptionnelles	1 964 618 717	64 879 376	28 624 743	0	36 254 633	-7 356 000	28 898 633	28 898 633
<b>Investissements</b>	<b>12 057 336 800</b>	<b>20 029 252 120</b>	<b>12 777 032 950</b>	<b>9 451 700 000</b>	<b>7 197 653 377</b>	<b>223 137 408</b>	<b>7 420 790 785</b>	<b>16 872 490 785</b>
203 - Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion	1 260 000	10 630 000	1 176 000	7 000 000	9 242 950	-2 000 000	7 242 950	14 242 950
204 - Subventions d'équipement versées	24 948 375	164 736 614	84 174 025	60 000 000	64 812 589	232 000 000	296 812 589	356 812 589
205 - Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	0	0	0	300 000	0	0	0	300 000
214 - Constructions sur sol d'autrui	4 577 844	4 622 156	0	0	4 622 156	-4 622 156	0	0
215 - Installations, matériel et outillage techniques	1 043 058	2 773 092	2 170 590	8 024 760	394 620	-2 240 436	-1 845 816	6 178 944
216 - Collections et œuvres d'art	0	20 400 000	0	75 075 000	0	0	0	75 075 000
218 - Autres immobilisations corporelles	732 214	3 845 723	1 663 251	975 240	1 229 117	0	1 229 117	2 204 357
231 - Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	325 000	0	0	0	325 000
238 - Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles	11 906 388 118	19 786 444 029	12 669 092 084	9 300 000 000	7 117 351 945	0	7 117 351 945	16 417 351 945
456 - Opérations sous mandat (à subdiviser par mandat) (4)	118 387 191	35 800 506	18 757 000	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>14 890 460 724</b>	<b>21 337 614 361</b>	<b>13 839 985 359</b>	<b>10 391 886 187</b>	<b>7 375 106 178</b>	<b>45 436 333</b>	<b>7 420 542 511</b>	<b>17 812 428 698</b>

**Synthèse des crédits par regroupement des articles à trois chiffres (en Recettes) :**

XPF	CA 2013	CA 2014	Budget 2014	BP + Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	BS 2015	Budget 2015
<b>Fonctionnement</b>	<b>53 424 738</b>	<b>57 137 947</b>	<b>36 300 000</b>	<b>33 300 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>33 300 000</b>
706 - Prestations de services	70 000	295 000	300 000	300 000	0	0	0	300 000
707 - Ventes de marchandises	2 198 521	2 834 848	8 000 000	5 000 000	0	0	0	5 000 000
747 - Participations	0	48 000 000	28 000 000	28 000 000	0	0	0	28 000 000
748 - Compensations, attributions et autres participations	13 443 401	0	0	0	0	0	0	0
768 - Autres produits financiers	36 593 616	5 998 099	0	0	0	0	0	0
773 - Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	1 119 200	0	0	0	0	0	0	0
778 - Autres produits exceptionnels	0	10 000	0	0	0	0	0	0
<b>Investissements</b>	<b>11 495 109 024</b>	<b>11 448 843 065</b>	<b>19 661 333 148</b>	<b>8 680 000 000</b>	<b>8 059 723 709</b>	<b>0</b>	<b>8 059 723 709</b>	<b>16 739 723 709</b>
131 - Subventions d'équipement transférables	11 491 507 354	11 444 348 356	19 504 072 065	8 680 000 000	8 059 723 709	0	8 059 723 709	16 739 723 709
132 - Subventions d'équipement non transférables	0	0	0	0	0	0	0	0
204 - Subventions d'équipement versées	1 875 000	218 750	0	0	0	0	0	0
458 - Opérations sous mandat (à subdiviser par mandat)	1 726 670	4 275 959	157 261 083	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>11 548 533 762</b>	<b>11 505 981 012</b>	<b>19 697 633 148</b>	<b>8 713 300 000</b>	<b>8 059 723 709</b>	<b>0</b>	<b>8 059 723 709</b>	<b>16 773 023 709</b>

## Mission M07 Solidarité

REPORTS :	DEPENSES :	311 839 965 F
MESURES NOUVELLES :	DEPENSES :	-211 422 769 F
	RECETTES :	-13 991 330 F
TOTAL BS 2015 :	DEPENSES :	100 417 196 F
	RECETTES :	-13 991 330 F



Handicap et dépendance

Protection sociale

Protection judiciaire de  
l'enfance et de la jeunesse

L'amélioration de la prise en charge sanitaire de la population passe aussi par la modernisation et l'extension de notre système de protection sociale afin de favoriser un égal accès aux soins sans que la donnée financière ne devienne un frein à ce droit. La couverture complémentaire obligatoire, la modernisation de notre réglementation pour la rendre plus accessible, la politique de maîtrise de nos dépenses de santé, l'amélioration de notre dispositif conventionnel sont autant d'éléments concourant à cet objectif d'une protection sociale plus efficace et plus globale.

Il en va de même pour la prise en compte de la population la plus fragile qui éprouve le besoin d'être soutenue dans sa vie quotidienne : l'extension de la politique familiale, la possibilité pour toute personne âgée de bénéficier d'un niveau de revenu décent, l'ouverture de droits nouveaux pour les personnes porteuses d'un handicap ou les personnes âgées dépendantes, un accès au logement facilité sont les lignes directrices d'une politique de solidarité qui participera au développement de la qualité de vie de la population et à une meilleure prise en compte de son état sanitaire.

## Historique des moyens financiers

### En Dépenses

M07-Solidarité						
Programmes	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
P0701 Handicap et dépendance	2 140 722 823	2 087 467 293	2 124 082 025	41 290 275	-124 974 730	2 040 397 570
P0702 Protection sociale	4 197 274 668	3 945 398 456	1 085 584 948	225 045 795	-19 852 241	1 290 778 502
P0703 Protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse	1 635 459 774	1 502 356 150	1 547 205 117	45 503 895	-66 595 798	1 526 113 214
<b>Total Mission 07</b>	<b>7 973 457 265</b>	<b>7 535 221 899</b>	<b>4 756 872 090</b>	<b>311 839 965</b>	<b>-211 422 769</b>	<b>4 857 289 286</b>

### En Recettes

M07-Solidarité						
Programmes	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
P0701 Handicap et dépendance	49 750 000	24 729 952	13 750 000	0	-3 991 330	9 758 670
P0702 Protection sociale	83 902 099	18 485 594	40 000 000	0	-10 000 000	30 000 000
P0703 Protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse	44 169 167	10 848 408	0	0	0	0
<b>Total Mission 07</b>	<b>177 821 266</b>	<b>54 063 954</b>	<b>53 750 000</b>	<b>0</b>	<b>-13 991 330</b>	<b>39 758 670</b>

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>41 290 275 F</b>
<b>Programme P0701</b>	<b>Mesures</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>- 124 974 730 F</b>
<b>Handicap et dépendance</b>	<b>nouvelles</b>	<b>Recettes :</b>	<b>- 3 991 330 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>- 83 684 455 F</b>
		<b>Recettes :</b>	<b>- 3 991 330 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

Ce programme concerne l'instruction des demandes de reconnaissance et de prise en charge des personnes en situation de handicap et de dépendance. De janvier à avril 2015, 521 demandes ont été étudiées et présentées en commission. Les équipes pluridisciplinaires se sont déplacés 3 fois en province Sud, 10 fois en province Nord et 5 fois en provinces des Iles soit 42 jours de déplacements.

Ce programme concerne également la structuration et l'accompagnement du secteur médico-social. Un report des opérations d'investissement au Col de la pirogue et à Lifou sur 2016 est proposé pour permettre aux opérateurs concernés de finaliser leur projet.

Par ailleurs, compte tenu du souhait de la province Sud de renégocier l'ensemble des délégations de compétences du secteur, il est proposé de reporter l'engagement d'une partie des crédits sur 2016.

### Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme handicap et dépendance est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0701-01</b> - Accueillir les personnes handicapées et dépendantes, et reconnaître leur handicap ou leur dépendance	18 043 567	13 338 376	23 097 405	0	-8 624 065	14 473 340
<b>Action A0701-02</b> - Structurer le secteur médico-social	313 657 884	277 671 500	299 234 620	35 976 750	-113 100 000	222 111 370
<b>Action A0701-03</b> - Coordonner la mise en œuvre du dispositif de prise en charge du handicap	1 809 021 372	1 796 457 417	1 801 750 000	5 313 525	-3 250 665	1 803 812 860
<b>Total</b>	<b>2 140 722 823</b>	<b>2 087 467 293</b>	<b>2 124 082 025</b>	<b>41 290 275</b>	<b>-124 974 730</b>	<b>2 040 397 570</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	57 472 823	38 432 478	64 982 025	8 290 275	-24 974 730	48 297 570
65-Autres charges de gestion courante	1 958 100 000	1 958 100 000	1 958 100 000	0	0	1 958 100 000
Dépenses d'investissement	125 150 000	90 934 815	101 000 000	33 000 000	-100 000 000	34 000 000
<b>Total</b>	<b>2 140 722 823</b>	<b>2 087 467 293</b>	<b>2 124 082 025</b>	<b>41 290 275</b>	<b>-124 974 730</b>	<b>2 040 397 570</b>
<b>Recettes (pour mémoire)</b>	<b>49 750 000</b>	<b>24 729 952</b>	<b>13 750 000</b>	<b>0</b>	<b>-3 991 330</b>	<b>9 758 670</b>

## Les compléments d'actions pour 2015

**Action A0701-01 - Accueillir les personnes handicapées ou dépendantes, et reconnaître leur handicap et leur dépendance** Dépenses : -8,62 MF

---

**Fonctionnement : -8,62 MF**

Il est proposé les réductions suivantes :

-6,5 MF en prestations de service

-2,12 MF en hébergement d'intervenants extérieurs à la collectivité

**Action A0701-02 - Structurer le secteur médico-social** Dépenses : -113,10 MF

---

**Investissement : -100 MF**

Modernisation des établissements sociaux et sociaux médicaux :

La subvention d'équipement ESMS est réduite de 100 MF car l'opération du col de la pirogue est décalée (-70 MF), à l'instar du projet maison Pagoumen (-20 MF) et des études relatives au projet Lamélé (-10 MF).

<b>AP P0701-2012/1-MODERNISATION ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICO SOCIAUX</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	500 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>500 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	265 000 000
CP inscrits au BS	-100 000 000
<b>Total CP</b>	<b>165 000 000</b>
Reste à financer	335 000 000
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	117 500 000
CP 2017	207 500 000
CP 2018	0
CP 2019	0

**Fonctionnement : -13,10 MF**

Il est proposé les réductions suivantes :

-13 MF en délégation de compétences aux provinces (AE : nouvelle négociation en cours de la convention),

-0,10 MF de frais de déplacement.

AE P0701-2012/2-DELEGATION DE COMPETENCE AUX PROVINCES P. SOCIALE	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	100 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>100 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	37 000 000
CP inscrits au BS	-13 000 000
<b>Total CP</b>	<b>24 000 000</b>
Reste à financer	76 000 000
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	76 000 000
CP 2017	0
CP 2018	0
CP 2019	0

**Action A0701-03 - Coordonner la mise en œuvre du dispositif de prise en charge du handicap**

**Dépenses :** -3,25 MF  
**Recettes :** -3,99 MF

**Fonctionnement : -3,25 MF**

Il est proposé de réduire les frais de gestion courante.

*Il est proposé de réduire le recouvrement sur la protection sociale et sur les mutuelles.*

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>225 045 795 F</b>
<b>Programme P0702</b>	<b>Mesures</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-19 852 241 F</b>
<b>Protection sociale</b>	<b>nouvelles</b>	<b>Recettes :</b>	<b>-10 000 000 F</b>
	<b>Total BS 2014</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>205 193 554 F</b>
		<b>Recettes :</b>	<b>-10 000 000 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

Ce programme se décline principalement au travers de l'action sociale de la Nouvelle-Calédonie notamment en faveur des publics les plus fragiles. Au 31 mai 2015, 43 subventions ont été accordées pour un montant de 300 MF dont près de 184 MF pour assurer le service des tutelles aux majeurs protégés. Par ailleurs, 9,2 MF ont permis de prendre en charge les soins des ressortissants de l'aide médicale de Nouvelle-Calédonie (résidence de moins de 6 mois) et des ressortissants français du Vanuatu.

Ce programme se décline également au travers de l'accompagnement des organismes de protection sociale. 115 MF ont été engagés pour le financement du contrôle médical unifié à ce titre.

### Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme protection sociale est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0702-01</b> - Elaborer des normes réglementaires	1 799 172	1 727 976	0	0	0	0
<b>Action A0702-03</b> - Mettre en œuvre et évaluer les politiques de protection sociale et de maîtrise des dépenses de santé	3 484 000 000	3 484 000 000	544 600 000	0	0	544 600 000
<b>Action A0702-04</b> - Mettre en œuvre les actions sociales de la Nouvelle Calédonie	711 475 496	459 670 480	540 984 948	225 045 795	-19 852 241	746 178 502
<b>Total</b>	<b>4 197 274 668</b>	<b>3 945 398 456</b>	<b>1 085 584 948</b>	<b>225 045 795</b>	<b>-19 852 241</b>	<b>1 290 778 502</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	8 790 840	7 441 639	33 167 975	0	-8 500 000	24 667 975
65-Autres charges de gestion courante	1 388 483 828	1 137 956 817	1 052 416 973	225 045 795	-11 352 241	1 266 110 527
67- Charges exceptionnelles	2 800 000 000	2 800 000 000	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>4 197 274 668</b>	<b>3 945 398 456</b>	<b>1 085 584 948</b>	<b>225 045 795</b>	<b>-19 852 241</b>	<b>1 290 778 502</b>
<b>Recettes (pour mémoire)</b>	<b>83 902 099</b>	<b>18 485 594</b>	<b>40 000 000</b>	<b>0</b>	<b>-10 000 000</b>	<b>30 000 000</b>

### Les compléments d'actions pour 2015

<b>Action A0702-04 - Actions sociales et lutte contre les exclusions</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-19,85 MF</b>
	<b>Recettes :</b>	<b>-10,00 MF</b>

---

**Fonctionnement : -19,85 MF**

Il est proposé les réductions suivantes :

- 1,35 MF subvention associations CHRS,
- 8,00 MF frais d'audit SDSI CAFAT,
- 10,00 MF crédits des évasans résidents Français au Vanuatu,
- 0,50 MF frais divers de fonctionnement.

*Le recouvrement des dépenses d'aides sociales sur les autres collectivités publiques sont réduites de 10 MF.*

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>45 503 895 F</b>
<b>Programme P0703 Protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse</b>	<b>Mesures nouvelles</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>- 66 595 798 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>- 21 091 903 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

Le service de la PJEJ durant ce premier semestre ne disposait plus d'équipe de direction (mutation, congés de maternité et maladie) ce qui a impacté le suivi et la coordination des projets en cours et donc par conséquent la consommation effective des crédits de paiement. Néanmoins, l'activité des différents services/foyers a été constante, excepté pour le foyer d'action éducative de Paita, fermé pendant 2 mois (du fait du recrutement en cours de son directeur).

Pour précision, le versement des indemnités aux tiers dignes et familles d'accueil a été toutefois assuré.

A noter que le taux de réalisation du programme est bas, du fait de l'absence de transmission de justificatifs par les provinces Nord et Sud permettant le versement des crédits correspondants aux remboursements des frais de placement avancés par elles (soit 892 MF).

#### Service Constructions - DITTT

L'opération principale de cette action porte sur la restructuration des locaux du PJEJ Nouville, en vue d'abandonner des locaux en location. Cependant, l'absence d'interlocuteur à la DASS-PJEJ n'a pas encore permis de débiter les études de conception. Celles-ci pourraient démarrer au cours du second semestre 2015 avec l'arrivée de la future chef de service.

### Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0703-01</b> - Diversifier les propositions éducatives	1 437 431 622	1 355 265 511	1 459 081 656	19 046 265	-43 720 825	1 434 407 096
<b>Action A0703-02</b> - Adapter la prise en charge éducative des mineurs	24 490 816	17 095 141	13 539 000	5 744 000	-7 075 837	12 207 163
<b>Action A0703-03</b> - Coordonner les intervenants éducatifs et judiciaires	45 030 467	37 500 000	28 000 000	2 200 000	-10 200 000	20 000 000
<b>Action A0703-04</b> - Soutien et pilotage fonctionnement PJEJ	128 506 869	92 495 498	46 584 461	18 513 630	-5 599 136	59 498 955
<b>Total</b>	<b>1 635 459 774</b>	<b>1 502 356 150</b>	<b>1 547 205 117</b>	<b>45 503 895</b>	<b>-66 595 798</b>	<b>1 526 113 214</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

En XPF	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	1 105 668 912	1 058 927 895	1 093 254 428	8 745 908	-33 630 535	1 068 369 801
012-Charges de personnel	381 143	381 143	0	0	0	0
65-Autres charges de gestion courante	427 538 550	385 118 609	427 365 689	12 200 000	-15 338 674	424 227 015
67-Charges exceptionnelles	10 000	10 000	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	101 861 169	57 918 503	26 585 000	24 557 987	-17 626 589	33 516 398
<b>Total</b>	<b>1 635 459 774</b>	<b>1 502 356 150</b>	<b>1 547 205 117</b>	<b>45 503 895</b>	<b>-66 595 798</b>	<b>1 526 113 214</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	<i>44 169 167</i>	<i>10 848 408</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

### Les compléments d'actions pour 2015

#### Action A0703-01 - Diversifier les propositions éducatives

Dépenses : -43,72 MF

#### Investissement : -17,5 MF

Il est proposé la réduction de la subvention équipement pour le plateau sportif de Saint-Louis pour 7,5 MF ainsi que des études pour la construction d'un centre éducatif fermé pour 10 MF.

#### Fonctionnement : -26,22 MF

Il est proposé la réduction des charges à caractère générale.

#### Action A0703-02 - Adapter la prise en charge éducative des mineurs

Dépenses : -7,07 MF

#### Fonctionnement : -7,07 MF

Il est proposé la réduction des vacations des psychologues de l'PJEJ.

#### Action A0703-03 – Coordonner les intervenants éducatifs et judiciaires.

Dépenses : -10,20 MF

#### Fonctionnement : -10,20 MF

Il est proposé la réduction des prestations de coordination partenaires PJEJ.

#### Action A0703-04 - Soutien et pilotage fonctionnement PJEJ

Dépenses : -5,59 MF

#### Investissement : -0,12 MF

Il est proposé de supprimer les reliquats des CP disponibles alloués à l'AP « Garage PJEJ à Nouville ».

AP P0703-2008/1-GARAGE PJEJ NOUVILLE	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	80 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>80 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	65 968 737
CP inscrits au BS	-126 589
<b>Total CP</b>	<b>65 842 148</b>
Reste à financer	14 157 852
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	14 157 852
CP 2017	0
CP 2018	0
CP 2019	0

**Fonctionnement : -5,47 MF**

Il est proposé de réduire les charges de gestion courante de 5,47MF.

### Synthèse des crédits par programme et par chapitre

<i>En XPF</i>	Programme en dépenses			
Chapitre	P0701 Handicap et dépendance	P0702 Protection sociale	P0703 Protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse	Total
<b>905</b>	-100 000 000	0	-17 626 589	-117 626 589
<b>Sous total Investissement</b>	<b>-100 000 000</b>	<b>0</b>	<b>-17 626 589</b>	<b>-117 626 589</b>
<b>935</b>	-24 974 730	-19 852 241	-48 969 209	-93 796 180
<b>Sous total Fonctionnement</b>	<b>-24 974 730</b>	<b>-19 852 241</b>	<b>-48 969 209</b>	<b>-93 796 180</b>
<b>Total mesures nouvelles</b>	<b>-124 974 730</b>	<b>-19 852 241</b>	<b>-66 595 798</b>	<b>-211 422 769</b>
<b>Pour mémoire Report</b>	41 290 275	225 045 795	45 503 895	311 839 965
<b>Total BS 2015</b>	<b>-83 684 455</b>	<b>205 193 554</b>	<b>-21 091 903</b>	<b>100 417 196</b>

<i>En XPF</i>	Programmes recettes			
Chapitre	P0701 Handicap et dépendance	P0702 Protection sociale	P0703 Protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse	Total
<b>905</b>	0	0	0	0
<b>Ss total Investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>935</b>	-3 991 330	-10 000 000	0	-13 991 330
<b>943</b>	0	0	0	0
<b>Ss total Fonctionnement</b>	<b>-3991330</b>	<b>-10000000</b>	<b>0</b>	<b>-13991330</b>
<b>Total mesures nouvelles</b>	<b>-3 991 330</b>	<b>-10 000 000</b>	<b>0</b>	<b>-13 991 330</b>
<b>Pour mémoire Report</b>			0	0
<b>Total BS 2015</b>	<b>-3 991 330</b>	<b>-10 000 000</b>	<b>0</b>	<b>-13 991 330</b>

Solidarité  
Synthèse des crédits par article à trois chiffres

Synthèse des crédits par regroupement des articles à trois chiffres (en Dépenses) :

XPF	CA 2013	CA 2014	Budget 2014	BP + Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	BS 2015	Budget 2015
<b>Fonctionnement</b>	<b>2 063 809 120</b>	<b>7 746 446 096</b>	<b>7 386 368 581</b>	<b>4 629 287 090</b>	<b>254 281 978</b>	<b>-93 796 180</b>	<b>160 485 798</b>	<b>4 789 772 888</b>
606 - Achats non stockés de matières et fournitures	25 066 215	57 628 324	42 189 801	51 776 904	1 416 818	-8 251 603	-6 834 785	44 942 119
613 - Locations	13 705 552	26 635 403	19 831 418	27 483 352	0	-1 213 675	-1 213 675	26 269 677
614 - Charges locatives et de copropriété	192 000	282 000	282 000	430 000	0	0	0	430 000
615 - entretien et réparations	4 840 665	11 423 542	10 396 768	9 871 449	0	-2 240 462	-2 240 462	7 630 987
616 - Primes d'assurances	1 988 492	2 030 000	2 019 260	2 076 488	0	0	0	2 076 488
617 - études et recherches	0	903 000	903 000	0	0	0	0	0
618 - Divers	367 045	3 193 885	1 871 880	1 645 013	681 424	-1 013 693	-332 269	1 312 744
621 - Personnel extérieur au service	0	381 143	381 143	0	0	0	0	0
622 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	15 654 961	57 573 237	36 266 201	76 739 687	13 680 041	-24 782 162	-11 102 121	65 637 566
623 - Publicité, publications, relations publiques	83 920	7 389 623	6 007 586	1 400 000	0	-1 120 000	-1 120 000	280 000
624 - Transports de biens et transports collectifs	10 894 161	21 330 790	14 388 698	19 431 511	0	-6 890 670	-6 890 670	12 540 841
625 - Déplacements et missions	6 720 922	11 250 800	9 479 673	11 389 684	0	-2 012 550	-2 012 550	9 377 134
626 - Frais postaux et frais de télécommunications	6 101 913	9 981 583	8 640 641	9 204 766	0	-966 310	-966 310	8 238 456
628 - Divers	1 060 773 204	962 310 388	952 525 086	979 955 574	1 257 900	-18 614 140	-17 356 240	962 599 334
651 - Aides directes à la personne	208 687	3 544 856	507 500	6 328 625	0	-4 343 933	-4 343 933	1 984 692
652 - Aides indirectes à la personne	261 828 438	297 152 067	241 963 275	285 886 098	10 000 000	-13 294 741	-3 294 741	282 591 357
655 - Contributions obligatoires	72 147 978	2 432 380 468	2 322 000 000	2 214 600 000	110 380 468	0	110 380 468	2 324 980 468
656 - Participations	100 000	114 765 327	100 000	100 000	114 665 327	0	114 665 327	114 765 327
657 - Subventions	582 795 807	926 279 660	916 604 651	930 967 939	2 200 000	-9 052 241	-6 852 241	924 115 698
671 - Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	339 160	10 000	10 000	0	0	0	0	0
674 - Subventions exceptionnelles	0	2 800 000 000	2 800 000 000	0	0	0	0	0
<b>Investissements</b>	<b>125 063 556</b>	<b>227 011 169</b>	<b>148 853 318</b>	<b>127 585 000</b>	<b>57 557 987</b>	<b>-117 626 589</b>	<b>-60 068 602</b>	<b>67 516 398</b>
203 - Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion	0	9 235 929	1 176 000	12 200 000	3 824 000	0	3 824 000	16 024 000
204 - Subventions d'équipement versées	86 352 263	131 250 000	90 750 000	100 000 000	40 500 000	-107 500 000	-67 000 000	33 000 000
213 - Constructions	0	3 768 158	3 765 810	1 750 000	0	0	0	1 750 000
215 - Installations, matériel et outillage techniques	3 190 385	1 705 779	927 584	477 050	642 599	0	642 599	1 119 649
218 - Autres immobilisations corporelles	23 172 507	3 614 505	3 182 040	3 037 950	0	0	0	3 037 950
222 - Agencements et aménagements de terrains	0	0	0	120 000	0	0	0	120 000
231 - Immobilisations corporelles en cours	12 348 401	20 728 856	188 610	10 000 000	12 591 388	-10 126 589	2 464 799	12 464 799
238 - Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles	0	56 707 942	48 863 274	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>2 188 872 676</b>	<b>7 973 457 265</b>	<b>7 535 221 899</b>	<b>4 756 872 090</b>	<b>311 839 965</b>	<b>-211 422 769</b>	<b>100 417 196</b>	<b>4 857 289 286</b>

## Synthèse des crédits par regroupement des articles à trois chiffres (en Recettes) :

XPF	CA 2013	CA 2014	Budget 2014	BP + Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	BS 2015	Budget 2015
<b>Fonctionnement</b>	<b>37 496 324</b>	<b>51 947 109</b>	<b>133 652 099</b>	<b>53 750 000</b>	<b>0</b>	<b>-13 991 330</b>	<b>-13 991 330</b>	<b>39 758 670</b>
708 - Autres produits	99 000	0	0	0	0	0	0	0
751 - Recouvrements de dépenses d'aide sociale	36 097 901	42 586 137	133 652 099	53 750 000	0	-13 991 330	-13 991 330	39 758 670
768 - Autres produits financiers	0	8 731 563	0	0	0	0	0	0
771 - Produits exceptionnels sur opérations de gestion	944 590	0	0	0	0	0	0	0
773 - Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	354 833	629 409	0	0	0	0	0	0
<b>Investissements</b>	<b>2 290 736</b>	<b>2 116 845</b>	<b>44 169 167</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
138 - Autres subventions d'investissement non transférables	2 290 736	0	42 052 322	0	0	0	0	0
238 - Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles	0	2 116 845	2 116 845	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>39 787 060</b>	<b>54 063 954</b>	<b>177 821 266</b>	<b>53 750 000</b>	<b>0</b>	<b>-13 991 330</b>	<b>-13 991 330</b>	<b>39 758 670</b>

## Mission M08 Jeunesse et Sport

REPORTS :	DEPENSES :	289 507 617 F
MESURES NOUVELLES :	DEPENSES :	-66 538 252 F
TOTAL BS 2015 :	DEPENSES :	222 969 365 F



### Jeunesse

Le programme jeunesse conforte les actions déjà menées et les renforce par la mise en place d'un observatoire permettant de mieux comprendre les problématiques liées aux jeunes et ainsi, d'orienter plus efficacement l'action des collectivités.

### Sports

Le programme sports s'inscrit dans la continuité des actions mises en place en particulier dans le cadre des conventions d'objectifs avec les ligues et comités mais aussi de celles réalisées pour la protection de l'utilisateur, du sportif. Les objectifs liés à la lutte contre le dopage restent également prioritaires en 2015.

### Jeux du Pacifique

## Historique des moyens financiers

### En dépenses

M08-Jeunesse et sports						
Programmes	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
P0801 Jeunesse	86 810 507	77 628 195	86 164 657	8 351 277	-4 000 000	90 515 934
P0802 Sports	1 143 178 612	755 739 672	726 361 972	257 610 340	-38 992 252	944 980 060
P0803 Jeux du Pacifique 2011	33 651 559	403 200	0	23 546 000	-23 546 000	0
<b>Total Mission 08</b>	<b>1 263 640 678</b>	<b>833 771 067</b>	<b>812 526 629</b>	<b>289 507 617</b>	<b>-66 538 252</b>	<b>1 035 495 994</b>

### En recettes

M 08-Jeunesse et sports						
Programmes	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
P0801 Jeunesse	0	0	0	0	0	0
P0802 Sports	0	984 582	0	0	0	0
P0803 Jeux du Pacifique 2011	0	0	0	0	0	0
<b>Total Mission 08</b>	<b>0</b>	<b>984 582</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>8 351 277 F</b>
<b>Programme P0801 Jeunesse</b>	<b>Mesures nouvelles</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>- 4 000 000 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>4 351 277 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

89% des dépenses sont engagées, soit 83,9 MF.

La priorité a été donnée aux subventions aux associations, dont :

- CIJ-NC (15M)
- France Volontaires pour le service volontaire océanien (12M)
- Les associations de jeunesse et d'éducation populaire (19M)

### Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme jeunesse est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
Action A0801-02 – Règlementation et contrôle	21 000 000	17 000 000	20 000 000	4 000 000	-4 000 000	20 000 000
Action A0801-03 – Accompagnement des associations d'éducation populaire et de la jeunesse	19 000 000	19 000 000	19 000 000	0	0	19 000 000
Action A0801-04 – Accompagnement des collectivités	6 000 000	5 500 000	5 000 000	500 000	0	5 500 000
Action A0801-06 – Information jeunesse	15 000 000	15 000 000	15 000 000	0	0	15 000 000
Action A0801-07 – Initiatives de ou pour les jeunes	25 810 507	21 128 195	27 164 657	3 851 277	0	31 015 934
<b>Total</b>	<b>86 810 507</b>	<b>77 628 195</b>	<b>86 164 657</b>	<b>8 351 277</b>	<b>-4 000 000</b>	<b>90 515 934</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	26 810 507	19 128 195	20 164 657	-4 000 000	-4 000 000	12 164 657
65-Autres charges de gestion courante	54 000 000	53 000 000	61 000 000	1 000 000	0	62 000 000
67- Charges exceptionnelles	6 000 000	5 500 000	5 000 000	500 000	0	5 500 000
<b>Total</b>	<b>86 810 507</b>	<b>77 628 195</b>	<b>86 164 657</b>	<b>8 351 277</b>	<b>-4 000 000</b>	<b>90 515 934</b>
<b>Recettes (pour mémoire)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## Les compléments d'actions pour 2015

Action A0801-02 – Règlementation et contrôle

Dépenses :

- 4 MF

### Fonctionnement : - 4 MF

Il s'agit de reliquats de crédits inscrits en 2014 pour la délégation de compétences aux provinces concernant le contrôle des CVL. Ces crédits de 4 MF ont fait l'objet d'un report de 2014 à 2015 et sont annulés en attente de la signature de la convention avec la province Nord.

<b>AE P0801-2013/1-SECURISATION ENFANTS - CENTRE VACANCES-LOISIRS</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	51 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>51 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	41 000 000
CP inscrits au BS	-4 000 000
<b>Total CP</b>	<b>37 000 000</b>
Reste à financer	14 000 000
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	14 000 000
CP 2017	0
CP 2018	0
CP 2019	0

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>257 610 340 F</b>
<b>Programme P0802 Sports</b>	<b>Mesures nouvelles</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>- 38 992 252 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>218 618 088 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

Pour le Programme « P0802-Sports » l'objectif affiché était de verser rapidement les subventions aux comités et ligues sportives pour leur permettre de préparer dans les meilleures conditions les Jeux du Pacifique en Papouasie Nouvelle-Guinée prévus au mois de juillet 2015.

Ainsi les 48,06% de budget exécuté comprennent :

- La subvention au CTOS-NC pour le déplacement de la délégation en PNG (140M).
- La subvention relative à la préparation des jeux PNG pour les ligues (30M).
- La subvention aux grands événements internationaux (30M).

D'autre part le versement des subventions destinées au fonctionnement des pôles (natation et hand-ball) a été priorisé.

#### Service Constructions - DITTT

Les interventions de la DITTT sur ce programme concernent les prestations suivantes :

- Entretien et grosses réparations des installations sportives de la NC (fauchage et traçage des aires de jeu, maintenance des bâtiments, consommations électriques et eau, nettoyage des bâtiments). Ces prestations sont réalisées tout au long de l'année.
- Aménagement et gros entretien des infrastructures sportives, études de mise aux normes sécurité de la maison des sports, études pour la réfection de la toiture de la tribune Ouest du stade de Magenta. Les études ont été lancées et des travaux seront réalisés au second semestre 2015.
- Prestations de gardiennage des installations sportives, notamment pour le stade Numa DALY. Ces prestations sont réalisées tout au long de l'année.

## Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme sport est la suivante :

En XPF	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
Action A0802-01 - Soutien aux actions sportives	562 951 817	489 738 249	511 410 000	49 665 777	-15 472 456	545 603 321
Action A0802-02 - Certification (référentiel et agrément)	809 716	735 000	680 000	0	0	680 000
Action A0802-04 - Suivi médical et paramédical	5 572 234	3 297 814	2 042 869	2 000 000	-1 000 000	3 042 869
Action A0802-05 - Prévention et lutte contre le dopage	9 858 252	8 225 311	4 304 250	1 608 765	0	5 913 015
Action A0802-06 - Entretien et grosses réparations des installations sportives	105 288 222	57 010 337	68 377 123	0	-9 456 540	58 920 583
Action A0802-07 - Soutien aux infrastructures sportives pour en maintenir ou en accroître la valeur	412 239 267	155 046 863	105 697 251	201 500 000	-13 000 000	294 197 251
Action A0802-08 - Gardiennage des installations sportives et mise en place des équipements	4 419 116	3 845 106	4 250 000	0	-63 256	4 186 744
Action A0802-09 - Soutien et pilotage de la DJS NC	42 039 988	37 840 992	29 600 479	2 835 798	0	32 436 277
<b>Total</b>	<b>1 143 178 612</b>	<b>755 739 672</b>	<b>726 361 972</b>	<b>257 610 340</b>	<b>-38 992 252</b>	<b>944 980 060</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

En XPF	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	186 913 761	125 524 287	123 756 573	10 966 372	-13 892 252	120 830 693
65-Autres charges de gestion courante	668 964 361	600 443 594	571 577 025	44 972 975	-5 100 000	611 450 000
Dépenses d'investissement	287 300 490	29 771 791	31 028 374	201 670 993	-20 000 000	212 699 367
<b>Total</b>	<b>1 143 178 612</b>	<b>755 739 672</b>	<b>726 361 972</b>	<b>257 610 340</b>	<b>-38 992 252</b>	<b>944 980 060</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	0	984 582	0	0	0	0

## Les compléments d'actions pour 2015

### Action A0802-01 - Soutien aux actions sportives

Dépenses : - 15,5 MF

#### Fonctionnement : - 15,5 MF

Cette réduction concerne pour **12,1 MF** des reliquats de crédits 2014 qui ont fait l'objet de reports destinés à alimenter la ligne de « subventions » pour les ligues et comités sportifs en retard dans leur obligations administratives et statutaires (ligues de tir et de pétanque).

Par ailleurs, des crédits d'un montant de **3,4 MF** destinés au remboursement de la province Sud pour les interventions de leurs éducateurs sportif sont annulés.

Enfin, 12 MF sont inscrits au titre des aides aux sportifs de haut niveau calédonien Elite qui sont accompagnés dans leur quête de participation aux jeux olympiques 2016 (Rio) et 2020 (Tokyo), voir 2024 (Paris). Ces crédits proviennent d'un virement interne depuis l'opération MAOP (mission d'accompagnement olympique & para-olympique).

**Action A0802-04 - Suivi médical et paramédical**

Dépenses : - 1 MF MF

**Fonctionnement : - 1 MF**

Il s'agit d'une annulation de crédits reportés sur 2015 pour des vacances non réalisés en 2014.

**Action A0802-06 - Entretien et grosses réparations des installations sportives**

Dépenses : - 9,46 MF

**Fonctionnement : - 9,46 MF**

Les crédits d'entretien et de grosses réparations des installations sportives ont été réduits de 9,46 MF conformément à la circulaire sur la préparation du budget supplémentaire 2015, dont 53 900 F sur l'AE ouverte pour l'entretien des installations sportives.

AE P0802-2012/1-ENTRETIEN GENERAL INSTALLATIONS SPORTIVES DE LA NOUVELLE CALEDONIE	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	170 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>170 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	142 638 476
CP inscrits au BS	-53 900
<b>Total CP</b>	<b>142 584 576</b>
Reste à financer	27 415 424
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	13 415 424
CP 2017	14 000 000
CP 2018	0
CP 2019	0

**Action A0802-07 - Soutien aux infrastructures sportives pour en maintenir ou en accroître la valeur**

Dépenses : - 13 MF

**Investissement : - 20 MF**

20 MF de crédits 2014 étaient initialement prévus pour des travaux à l'hippodrome de l'Anse vata. Cette opération n'ayant pas été retenue par le nouvel exécutif municipal, les crédits y afférents sont annulés.

**Fonctionnement : 7 MF**

7 MF de crédits sont inscrits pour l'aide au fonctionnement de l'Arène de Païta (infrastructure d'intérêt territorial).

<b>AE P0802-2012/2-INFRASTRUCTURES SPORTIVES D'INTERET TERRITORIAL</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	370 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>370 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	258 250 000
CP inscrits au BS	7 000 000
<b>Total CP</b>	<b>265 250 000</b>
Reste à financer	104 750 000
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	27 938 000
CP 2017	27 938 000
CP 2018	27 938 000
CP 2019	20 936 000

**Action A0802-08 - Gardiennage des installations  
sportives et mise en place des équipements**

**Dépenses : - 0,1 MF**

**Fonctionnement : - 0,1 MF**

Les crédits de gardiennage des installations sportives ont été réduits conformément à la circulaire sur la préparation du budget supplémentaire 2015.

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>23 546 000 F</b>
<b>Programme P0803</b>	<b>Mesures</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-23 546 000 F</b>
<b>Jeux du Pacifique</b>	<b>nouvelles</b>		
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>0 F</b>

### Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme jeux du Pacifique est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0803-02 - Financement des infrastructures des Jeux du Pacifique</b>	33 651 559	403 200	0	23 546 000	-23 546 000	0
<b>Total</b>	<b>33 651 559</b>	<b>403 200</b>	<b>0</b>	<b>23 546 000</b>	<b>-23 546 000</b>	<b>0</b>

Par nature de dépenses, la répartition est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
Dépenses d'investissement	33 651 559	403 200	0	23 546 000	-23 546 000	0
<b>Total</b>	<b>33 651 559</b>	<b>403 200</b>	<b>0</b>	<b>23 546 000</b>	<b>-23 546 000</b>	<b>0</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	0	0	0	0	0	0

### Les compléments d'actions pour 2015

**Action A0803-02- Financement des infrastructures des jeux du Pacifique** **Dépenses : - 23,5 MF**

**Investissement : - 23,5 MF**

Il s'agit du reliquat de l'opération « Piscine de Koutio CARD » des jeux du Pacifique 2011. L'AP est révisée et sera proposée à la clôture au CA 2015.

<b>AP P0803-2008/1-INSFRASTRUCTURES SPORTIVES JP2011</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	4 482 130 000
Révision au BS	-73 614 566
<b>Total autorisation</b>	<b>4 408 515 434</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	4 432 061 434
CP inscrits au BS	-23 546 000
<b>Total CP</b>	<b>4 408 515 434</b>
Reste à financer	0

**Synthèse des crédits par programme et par chapitre**

En XPF	Programmes dépenses			
Chapitre	P 0801 Jeunesse	P 0802 Sport	P 0803 Jeux du pacifique	Total
<b>902</b>	0	0	0	0
<b>903</b>	0	-20 000 000	-23 546 000	-43 546 000
<b>Ss total Investissement</b>	<b>0</b>	<b>-20 000 000</b>	<b>-23 546 000</b>	<b>-43 546 000</b>
<b>933</b>	-4 000 000	-18 992 252	0	-22 992 252
<b>Ss total Fonctionnement</b>	<b>-4 000 000</b>	<b>-18 992 252</b>	<b>0</b>	<b>-22 992 252</b>
<b>Total mesures nouvelles</b>	<b>-4 000 000</b>	<b>-38 992 252</b>	<b>-23 546 000</b>	<b>-66 538 252</b>
<b>Pour mémoire Report</b>	8 351 277	257 610 340	23 546 000	289 507 617
<b>Total BS 2015</b>	<b>4 351 277</b>	<b>218 618 088</b>	<b>0</b>	<b>222 969 365</b>

**Synthèse des crédits par regroupement des articles à trois chiffres (en Dépenses) :**

XPF	CA 2013	CA 2014	Budget 2014	BP + Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	BS 2015	Budget 2015
<b>Fonctionnement</b>	<b>765 626 631</b>	<b>942 688 629</b>	<b>803 596 076</b>	<b>781 498 255</b>	<b>64 290 624</b>	<b>-22 992 252</b>	<b>41 298 372</b>	<b>822 796 627</b>
606 - Achats non stockés de matières et fournitures	25 004 519	31 420 877	23 775 766	24 482 510	0	-2 307 800	-2 307 800	22 174 710
612 - Redevances de crédit-bail	0	0	0	80 000	0	0	0	80 000
613 - Locations	9 148 387	9 643 791	9 214 658	9 238 449	0	0	0	9 238 449
614 - Charges locatives et de copropriété	503 000	492 000	492 000	314 880	0	0	0	314 880
615 - Entretien et réparations	46 375 683	67 279 381	31 144 045	39 141 441	678 786	-5 148 740	-4 469 954	34 671 487
616 - Primes d'assurances	1 056 506	855 469	793 999	400 000	0	0	0	400 000
618 - Divers	19 564 773	7 434 539	4 506 623	4 789 322	2 851 277	0	2 851 277	7 640 599
622 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	25 186 751	33 609 052	27 401 606	21 673 544	4 929 111	-2 000 000	2 929 111	24 602 655
623 - Publicité, publications, relations publiques	7 509 287	1 919 258	1 579 258	340 876	0	0	0	340 876
624 - Transports de biens et transports collectifs	11 411 596	9 279 127	7 268 958	2 506 713	1 986 019	0	1 986 019	4 492 732
625 - Déplacements et missions	5 842 812	6 305 560	5 623 960	5 705 156	0	0	0	5 705 156
626 - Frais postaux et frais de télécommunications	2 238 158	2 211 050	2 211 050	1 907 627	0	0	0	1 907 627
628 - Divers	40 950 238	43 274 164	30 640 559	33 340 712	7 372 456	-8 435 712	-1 063 256	32 277 456
651 - Aides directes à la personne	14 900 000	13 372 975	12 400 000	14 427 025	872 975	12 000 000	12 872 975	27 300 000
657 - Subventions	549 934 921	709 591 386	641 043 594	618 150 000	45 100 000	-17 100 000	28 000 000	646 150 000
674 - Subventions exceptionnelles	6 000 000	6 000 000	5 500 000	5 000 000	500 000	0	500 000	5 500 000
<b>Investissements</b>	<b>417 216 217</b>	<b>320 952 049</b>	<b>30 174 991</b>	<b>31 028 374</b>	<b>225 216 993</b>	<b>-43 546 000</b>	<b>181 670 993</b>	<b>212 699 367</b>
203 - Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion	210 000	10 173 250	0	0	10 000 000	0	10 000 000	10 000 000
204 - Subventions d'équipement versées	398 946 517	258 546 000	24 500 000	0	214 046 000	-43 546 000	170 500 000	170 500 000
205 - Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	56 800	13 000	13 000	0	0	0	0	0
212 - Agencements et aménagements de terrains	6 008 374	0	0	1 100 677	0	0	0	1 100 677
213 - Constructions	2 628 315	30 418 146	790 771	18 760 200	0	0	0	18 760 200
215 - Installations, matériel et outillage techniques	852 186	1 111 000	887 998	273 547	0	0	0	273 547
218 - Autres immobilisations corporelles	8 514 025	3 569 357	1 531 648	-154 424	1 170 993	0	1 170 993	1 016 569
231 - Immobilisations corporelles en cours	0	9 932 309	403 200	9 000 000	0	0	0	9 000 000
238 - Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles	0	7 188 987	2 048 374	2 048 374	0	0	0	2 048 374
<b>Total</b>	<b>1 182 842 848</b>	<b>1 263 640 678</b>	<b>833 771 067</b>	<b>812 526 629</b>	<b>289 507 617</b>	<b>-66 538 252</b>	<b>222 969 365</b>	<b>1 035 495 994</b>

**Synthèse des crédits par regroupement des articles à trois chiffres (en Recettes) :**

XPF	CA 2013	CA 2014	Budget 2014	BP + Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	BS 2015
<b>Fonctionnement</b>	<b>30 000</b>	<b>0</b>	<b>984 582</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
752 - Revenus des immeubles	30 000	0	57 600	0	0	0	0
773 - Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	0	0	926 982	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>30 000</b>	<b>0</b>	<b>984 582</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## Mission M09 Culture, condition féminine et citoyenneté

REPORTS : DEPENSES : 234 321 788 F

MESURES NOUVELLES : DEPENSES : -63 725 631 F

TOTAL BS 2015 : DEPENSES : 170 596 157 F



### Patrimoine, art et culture

### Condition féminine et citoyenneté

La direction de la culture, de la condition féminine et de la citoyenneté (DCCFC) a été créée par arrêté n° 2010-333/GNC du 12 janvier 2010 avec trois missions :

1. à la condition féminine
2. à la citoyenneté
3. au livre et à la lecture.

Le programme « *patrimoine, art et culture* » regroupe les activités de l'ensemble de la direction en matière culturelle, incluant notamment :

- la collection, le classement, la conservation et la diffusion du patrimoine documentaire ;
- la conservation, l'enrichissement, la protection et la transmission du patrimoine artistique et culturel ;
- le soutien à la création artistique et culturelle.

Le programme « condition féminine et citoyenneté » coordonne les actions décidées par le gouvernement.

## Historique des moyens financiers

### En Dépenses

M09 -Culture, condition féminine et citoyenneté						
Programmes	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
P0901 Patrimoine, art et culture	2 043 274 325	1 722 564 561	1 708 805 419	216 784 851	-59 227 281	1 866 362 989
P0902 Condition féminine et citoyenneté	78 949 336	37 816 670	30 120 757	17 536 937	-4 498 350	43 159 344
<b>Total Mission 09</b>	<b>2 122 223 661</b>	<b>1 760 381 231</b>	<b>1 738 926 176</b>	<b>234 321 788</b>	<b>-63 725 631</b>	<b>1 909 522 333</b>

### En Recettes

M09 -Culture, condition féminine et citoyenneté						
Programmes	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
P0901 Patrimoine, art et culture	7 400 000	3 830 425	5 800 000	0	0	5 800 000
<b>Total Mission 09</b>	<b>7 400 000</b>	<b>3 830 425</b>	<b>5 800 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 800 000</b>

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>216 784 851 F</b>
<b>Programme P0901</b> <b>Patrimoine, art et culture</b>	<b>Mesures</b> <b>nouvelles</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-59 227 281 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>157 557 570 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

#### Service Constructions - DITTT

Sur cette action, l'intervention de la DITTT porte sur trois opérations :

- la reconstruction de la case du musée avec des travaux sont programmés sur 2015 pour une durée de quatre mois.
- l'aménagement du quai FED : les crédits sollicités devaient permettre de réaliser une étude de préfiguration. Cette opération n'étant plus d'actualité, les crédits sont proposés à la restitution au BS 2015.
- l'extension du musée et l'aménagement des réserves de Païta : l'opération concerne principalement l'aménagement des docks de Païta destinés à stocker les œuvres du musée. Le recours à un prestataire extérieure spécialisée n'ayant été validé que fin avril 2015, l'établissement du programme de l'aménagement des locaux n'a débuté qu'en mai 2015. La consultation des travaux ne pourra être lancée qu'en 2016. Il a donc été proposé la restitution d'une grande partie des CP au BS 2015.

#### DCCFC

Le bilan se rapporte à la demande budgétaire faite. N'ayant pas sollicité de moyens financiers supplémentaires pour 2015 et ayant demandé à ses services de fonctionner avec les moyens proposés à partir des différents arbitrages, la direction a essayé de s'en tenir aux actions prévues. Les manifestations proposées dans le calendrier ont été mises en place comme le festival des Arts du pays avec le contexte de restriction budgétaire que l'on connaît sur certains postes de dépenses. Néanmoins, quelques difficultés ont été éprouvées dans l'exécution de certaines actions et notamment dans l'organisation de manifestations prévues en collaboration avec d'autres entités culturelles ou établissements dans un contexte de gestion des affaires courantes par le gouvernement. La réglementation des finances publiques n'a pas permis de participer et notamment de rembourser certains frais ou dépenses engagés par l'ALK pour des montants conséquents lors de la fête de l'Oralité, évènement qui s'est déroulé à Ouégoa en début d'année 2015. Le festival des Arts du pays, qui doit permettre de pérenniser certains évènements culturels sur l'ensemble des communes du pays et servir de tremplin aux sélections de troupes culturelles et d'artistes pour les festivals de la région Pacifique a dû restreindre son calendrier.

Pour le service des Musées, des réunions de travail ont été organisées dans le cadre du CD Etat-Nouvelle Calédonie, avec les services concernés (Smp, Dccfc, Dittt, Sap, Dbaf – cellule des marchés publics). La phase d'études est en cours de validation mais pourrait nécessiter une mobilisation financière de la part desdits services.

## Budget supplémentaire 2015 Culture, condition féminine et citoyenneté

### Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme patrimoine, art et culture est la suivante :

En XPF	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0901-01</b> - Gestion de l'offre des fonds documentaires et communicables	41 175 797	37 936 609	21 881 643	927 056	-470 155	22 338 544
<b>Action A0901-02</b> - Conseil et collaboration auprès des collectivités	50 780	0	798 466	0	0	798 466
<b>Action A0901-03</b> - Participation et communication du patrimoine documentaire	853 032	350 428	1 177 464	0	-270 000	907 464
<b>Action A0901-04</b> - Animer un centre de ressources et d'informations (recherches, études...)	2 079 849	1 597 469	4 513 322	0	-500 000	4 013 322
<b>Action A0901-05</b> - Enrichir, inventorier et conserver les collections du musée de Nouvelle Calédonie	21 463 350	13 862 629	13 269 400	7 201 701	0	20 471 101
<b>Action A0901-08</b> - Communiquer autour des collections	21 493 086	12 921 611	12 078 091	6 390 210	-5 000 000	13 468 301
<b>Action A0901-09</b> - Eduquer et sensibiliser	2 644 971	2 214 225	4 363 400	154 170	0	4 517 570
<b>Action A0901-10</b> - Promouvoir les savoirs faire et productions artistiques et culturelles	88 852 359	75 253 278	24 285 000	157 500	3 000 000	27 442 500
<b>Action A0901-11</b> - Accompagnement et soutien des associations et établissements publics culturels	1 723 531 765	1 522 771 612	1 489 720 000	192 320 043	-1 500 000	1 680 540 043
<b>Action A0901-12</b> - Soutien et pilotage	141 129 336	55 656 700	136 718 633	9 634 171	-54 487 126	91 865 678
<b>Total</b>	<b>2 043 274 325</b>	<b>1 722 564 561</b>	<b>1 708 805 419</b>	<b>216 784 851</b>	<b>-59 227 281</b>	<b>1 866 362 989</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

En XPF	Budget 2014	CA 2014	BP + DepI 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	200 728 649	153 293 751	116 205 980	18 976 861	-6 775 655	128 407 186
65-Autres charges de gestion courante	1 506 776 875	1 469 058 939	1 448 420 000	35 000 000	-1 500 000	1 481 920 000
67- Charges exceptionnelles	54 292 553	23 512 673	0	26 907 706	0	26 907 706
Dépenses d'investissement	281 476 248	76 699 198	144 179 439	135 900 284	-50 951 626	229 128 097
<b>Total</b>	<b>2 043 274 325</b>	<b>1 722 564 561</b>	<b>1 708 805 419</b>	<b>216 784 851</b>	<b>-59 227 281</b>	<b>1 866 362 989</b>
<b>Recettes (pour mémoire)</b>	<b>7 400 000</b>	<b>3 830 425</b>	<b>5 800 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 800 000</b>

### Les compléments d'actions pour 2015

**Action A0901-01 - Gestion de l'offre des fonds documentaires et communicables**

**Dépenses : -0,5 MF**

**Fonctionnement : -0,5 MF**

-0,4 MF de « frais d'impression et de reliure » : le projet de numérisation de la presse ancienne, sera réalisée en partie sur 2015, le reste de la prestation est décalée à 2016  
-0,1 MF de « fret et transport du matériel » : en effet la commande de matériel spécifique sera réduite de moitié.

---

**Action A0901-03 - Participation et communication du patrimoine documentaire** Dépenses : -0,3 MF

---

**Fonctionnement : -0,3 MF**

- 0,3 MF de « frais d'impression et de reliure ».

---

**Action A0901-04 - Animer un centre de ressources et d'informations (recherches, études...)** Dépenses : -0,5 MF

---

**Fonctionnement : -0,5 MF**

- 0,1 MF sur le poste « documentation générale et technique » : les abonnements ont été engagés

- 0,4 MF sur le poste « autres prestations de service ».

---

**Action A0901-08 - Communiquer autour des collections** Dépenses : -5 MF

---

**Fonctionnement : -5 MF**

-1,8 MF sur le poste « catalogues et publications expositions »

-0,4 MF sur le poste « fournitures de petit équipement, outillage pour expositions »

-0,4 MF sur le poste « missions »

-2,4 MF sur le poste « diverses prestations de service ».

---

**Action A0901-10 – Promouvoir les savoirs faire et productions artistiques et culturelles** Dépenses : 3,00 MF

---

**Fonctionnement : 3 MF**

Il est proposé d'inscrire 3 MF de « frais d'hébergement » pour l'opération festival des arts du pays 2015.

---

**Action A0901-11 – Accompagnement et soutien des associations et établissements publics culturels** Dépenses : -1,5 MF

---

**Fonctionnement : -1,5 MF**

La subvention à la Bibliothèque Bernheim est réduite de 1,5 MF.

---

**Action A0901-12 - Soutien et pilotage** Dépenses : -54,5 MF

---

**Investissement : -51 MF**

**Extension du musée :** l'opération concerne principalement l'aménagement des docks de Païta destinés à stocker les œuvres du musée. Le recours à un prestataire extérieur spécialisé n'ayant été validé que fin avril 2015, l'établissement du programme de

l'aménagement des locaux ne pourra être entrepris que dans les prochaines semaines. Par conséquent, les études de maîtrise d'œuvre devraient donc débiter au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2015. La consultation des travaux ne pourra être lancée qu'en 2016. Il est proposé la restitution de **48 MF** au BS 2015, les travaux ne devant se dérouler qu'à partir de mi-2016.

<b>AP P0901-2004/1-EXTENSION DU MUSEE (56/04)</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	310 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>310 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	179 305 729
CP inscrits au BS	-47 951 626
<b>Total CP</b>	<b>131 354 103</b>
Reste à financer	178 645 897
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	67 951 626
CP 2017	110 694 271
CP 2018	0
CP 2019	0

**Aménagement du quai FED :** Les crédits sollicités au BP devaient permettre de réaliser une étude de préfiguration. Cette opération n'étant plus d'actualité, il est proposé de restituer les crédits de paiement à hauteur de **3 MF** au BS 2015.

#### **Fonctionnement : -3,5 MF**

Les frais de fonctionnement sont réduits de 3,5 MF.

- 0,1 MF sur le poste « fournitures de bureau »
- 0,2 MF sur le poste « locations immobilières »
- 1,0 MF sur le poste « frais de télécommunications »
- 0,2 MF sur le poste « contrat prestations services entreprises »
- 0,2 MF sur le poste « entretien, réparation matériel de transport »
- 0,1 MF sur le poste « frais de nettoyage de locaux »
- 0,2 MF sur le poste « fournitures administratives »
- 0,3 MF sur le poste « autres services extérieurs »
- 0,2 MF sur le poste « transport de personnes extérieures à la collectivité »
- 1,0 MF sur le poste « autres honoraires, conseils juridiques ».

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>17 536 937 F</b>
<b>Programme P0902</b>			
<b>Condition féminine et</b>	<b>Mesures</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>- 4 498 350 F</b>
<b>citoyenneté</b>	<b>nouvelles</b>		
	<b>Total BS 2014</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>13 038 587 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

Condition féminine : les objectifs et programmes se maintiennent dans le calendrier autant évènementiel que de travaux (constructions des maisons de la femme prévues dans les deux provinces restantes). Le calendrier évènementiel se combinant aussi avec celui du festival pays, la mise en commun des moyens pourrait se concevoir à plus long terme. L'observatoire de la condition féminine quant à lui, réunit toujours quelques moyens budgétaires et humains depuis un certain nombre d'années. Le report continu de moyens aux budgets de chaque année pose la question de l'aboutissement du projet.

### Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme condition féminine et citoyenneté est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A0902-02</b> - Accompagner et participer aux actions du comité citoyenneté	10 192 141	9 530 856	10 056 700	0	0	10 056 700
<b>Action A0902-03</b> - Instances de coopération et coordination des politiques sur la condition féminine	5 222 418	2 237 767	5 041 483	378 800	-600 000	4 820 283
<b>Action A0902-04</b> - Accompagner et participer à la mise en œuvre des actions	63 534 777	26 048 047	15 022 574	17 158 137	-3 898 350	28 282 361
<b>Total</b>	<b>78 949 336</b>	<b>37 816 670</b>	<b>30 120 757</b>	<b>17 536 937</b>	<b>-4 498 350</b>	<b>43 159 344</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + DepI 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	34 506 006	22 558 555	30 064 057	2 505 285	-4 498 350	28 070 992
67- Charges exceptionnelles	92 141	92 141	56 700	0	0	56 700
Dépenses d'investissement	44 351 189	15 165 974	0	15 031 652	0	15 031 652
<b>Total</b>	<b>78 949 336</b>	<b>37 816 670</b>	<b>30 120 757</b>	<b>17 536 937</b>	<b>-4 498 350</b>	<b>43 159 344</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	0	0	0	0	0	0

### Les compléments d'actions pour 2015

<b>Action A0902-03 - Instances de coopération et coordination des politiques sur la condition féminine</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-0,6 MF</b>
--	-------------------	----------------

---

**Fonctionnement : -0,6 MF**

- 600.000 F sur le poste « annonces et insertions ».

<b>Action A0902-04 - Accompagner et participer à la mise en œuvre des actions</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-3,9 MF</b>
---	-------------------	----------------

---

**Fonctionnement : -3,9 MF**

Les frais de fonctionnement sont réduits de 3,9 MF.

- 0,5 MF sur le poste « fêtes et cérémonies »
- 0,4 MF sur le poste « fêtes et cérémonies reliquat JIF »
- 0,2 MF sur le poste « catalogues et imprimés »
- 1,0 MF sur le poste « autre frais divers »
- 1,2 MF sur le poste « autres services extérieurs »
- 0,3 MF sur le poste « autres honoraires, conseil »
- 0,3 MF sur le poste « frais d'hébergement et de séjour ».

**Synthèse des crédits par programme et par chapitre**

<i>En XPF</i>	<b>Programmes Dépenses</b>		
<b>Chapitre</b>	<b>P0901</b>	<b>P0902</b>	<b>Total Dépenses</b>
	<b>Patrimoine, art et culture</b>	<b>Condition féminine et citoyenneté</b>	
<b>903</b>	-50 951 626	0	-50 951 626
<b><i>Ss total Investissement</i></b>	<b>-50 951 626</b>	<b>0</b>	<b>-50 951 626</b>
<b>933</b>	-8 275 655	-4 498 350	-12 774 005
<b><i>Ss total Fonctionnement</i></b>	<b>-8 275 655</b>	<b>-4 498 350</b>	<b>-12 774 005</b>
<b>Total mesures nouvelles</b>	<b>-59 227 281</b>	<b>-4 498 350</b>	<b>-63 725 631</b>
<b>Pour mémoire Report</b>	216 784 851	17 536 937	234 321 788
<b>Total BS 2015</b>	<b>157 557 570</b>	<b>13 038 587</b>	<b>170 596 157</b>

Synthèse des crédits par regroupement des articles à trois chiffres (en dépense)

XPF	CA 2013	CA 2014	Budget 2014	BP + Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	BS 2015	Budget 2015
<b>Fonctionnement</b>	<b>1 801 196 927</b>	<b>1 796 396 224</b>	<b>1 668 516 059</b>	<b>1 594 746 737</b>	<b>83 389 852</b>	<b>-12 774 005</b>	<b>70 615 847</b>	<b>1 665 362 584</b>
606 - Achats non stockés de matières et fournitures	31 337 667	37 979 364	34 986 047	32 849 812	254 083	-742 877	-488 794	32 361 018
611 - Contrats de prestations de services	2 100 000	4 580 499	1 925 000	85 356	2 644 000	-160 350	2 483 650	2 569 006
613 - Locations	15 471 641	13 827 009	13 266 184	12 118 058	181 650	-250 000	-68 350	12 049 708
614 - Charges locatives et de copropriété	309 000	1 035 043	842 430	416 000	151 743	0	151 743	567 743
615 - Entretien et réparations	6 858 199	8 220 841	5 717 943	7 814 663	0	-200 000	-200 000	7 614 663
616 - Primes d'assurances	206 566	2 578 065	2 428 065	184 000	0	0	0	184 000
617 - études et recherches	7 974 750	5 134 000	1 134 000	0	0	0	0	0
618 - Divers	8 329 557	9 231 894	1 766 626	11 753 775	0	-1 500 000	-1 500 000	10 253 775
622 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	39 995 265	31 349 292	19 174 299	16 568 120	10 237 927	-4 049 818	6 188 109	22 756 229
623 - Publicité, publications, relations publiques	38 835 971	39 553 981	24 119 228	27 853 460	7 173 541	-4 141 525	3 032 016	30 885 476
624 - Transports de biens et transports collectifs	17 432 085	53 457 149	50 440 654	9 735 911	400 400	-296 500	103 900	9 839 811
625 - Déplacements et missions	4 245 263	4 607 100	2 106 470	5 208 057	265 502	-347 935	-82 433	5 125 624
626 - Frais postaux et frais de télécommunications	3 585 881	5 236 931	3 256 344	5 360 801	0	-1 000 000	-1 000 000	4 360 801
628 - Divers	12 389 692	18 443 487	14 689 016	16 322 024	173 300	1 415 000	1 588 300	17 910 324
656 - Participations	38 000 000	35 000 000	35 000 000	35 000 000	0	0	0	35 000 000
657 - Subventions	1 527 745 000	1 471 476 875	1 434 008 939	1 413 120 000	35 000 000	-1 500 000	33 500 000	1 446 620 000
658 - Charges diverses de gestion courante	5 048	300 000	50 000	300 000	0	0	0	300 000
671 - Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	92 141	92 141	56 700	0	0	0	56 700
674 - Subventions exceptionnelles	46 375 342	54 292 553	23 512 673	0	26 907 706	0	26 907 706	26 907 706
<b>Investissements</b>	<b>149 574 015</b>	<b>325 827 437</b>	<b>91 865 172</b>	<b>144 179 439</b>	<b>150 931 936</b>	<b>-50 951 626</b>	<b>99 980 310</b>	<b>244 159 749</b>
203 - Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion	10 770 874	60 711 907	20 765 183	26 000 000	0	-3 000 000	-3 000 000	23 000 000
204 - Subventions d'équipement versées	45 694 067	167 762 337	35 250 000	41 600 000	130 412 337	0	130 412 337	172 012 337
213 - Constructions	55 000 000	34 648 775	1 577 133	1 680 000	0	0	0	1 680 000
215 - Installations, matériel et outillage techniques	401 255	965 661	958 230	633 222	0	0	0	633 222
216 - Collections et œuvres d'art	34 724 036	37 332 454	31 889 131	11 907 813	5 350 247	0	5 350 247	17 258 060
218 - Autres immobilisations corporelles	2 983 783	1 569 885	1 425 495	4 406 778	137 700	0	137 700	4 544 478
231 - Immobilisations corporelles en cours	0	22 836 418	0	57 951 626	15 031 652	-47 951 626	-32 919 974	25 031 652
<b>Total</b>	<b>1 950 770 942</b>	<b>2 122 223 661</b>	<b>1 760 381 231</b>	<b>1 738 926 176</b>	<b>234 321 788</b>	<b>-63 725 631</b>	<b>170 596 157</b>	<b>1 909 522 333</b>

**Synthèse des crédits par regroupement des articles à trois chiffres (en recette)**

xpf	CA 2013	CA 2014	Budget 2014	BP + Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	BS 2015	Budget 2015
<b>Fonctionnement</b>	<b>4 037 108</b>	<b>7 400 000</b>	<b>3 830 425</b>	<b>5 800 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 800 000</b>
706 - Prestations de services	2 470 542	5 206 000	2 507 340	4 300 000	0	0	0	4 300 000
707 - Ventes de marchandises	1 063 200	1 994 000	904 860	1 300 000	0	0	0	1 300 000
708 - Autres produits	503 366	200 000	171 300	200 000	0	0	0	200 000
773 - Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	0	0	246 925	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>4 037 108</b>	<b>7 400 000</b>	<b>3 830 425</b>	<b>5 800 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 800 000</b>

## Mission M10 Affaires coutumières

REPORTS : DEPENSES : 235 258 977 F

MESURES NOUVELLES : DEPENSES : 2 844 000 F

TOTAL BS 2015 : DEPENSES : 238 102 977 F



### Patrimoine et terres coutumières

### Actes coutumiers

Chargée de la coordination et de la mise en œuvre des compétences de la Nouvelle-Calédonie, en matière de statut civil coutumier, de terres coutumières et de palabres coutumiers, la direction de la gestion et de la réglementation des affaires coutumières (DGRAC) assure également la gestion de toutes les dépenses de fonctionnement de la direction, du service, de ses bureaux et du corps des officiers publics coutumiers (OPC).

Elle a également en charge les crédits d'investissement prévus pour la construction des bureaux des OPC, des sièges d'aires coutumières et de l'extension du sénat coutumier.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 les OPC, agents de DGRAC ont pour attribution d'assurer les missions de fonctionnaires-huissiers.

## Historique des moyens financiers

### En Dépenses

M10-Affaires coutumières						
Programmes	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
P1001 Patrimoine et terres coutumières	199 142 632	111 419 215	39 729 088	9 632 861	-200 000	49 161 949
P1002 Actes coutumiers	598 584 614	276 647 476	197 726 550	225 626 116	3 044 000	426 396 666
<b>Total Mission 10</b>	<b>797 727 246</b>	<b>388 066 691</b>	<b>237 455 638</b>	<b>235 258 977</b>	<b>2 844 000</b>	<b>475 558 615</b>

### En recettes

M 10-Affaires coutumières						
Programmes	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
P1001 Patrimoine et terres coutumières	0	0	0	0	0	0
P1002 Actes coutumiers	400 000	471 333	42 400 000	0	0	42 400 000
<b>Total Mission 10</b>	<b>400 000</b>	<b>471 333</b>	<b>42 400 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>42 400 000</b>

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>9 632 861 F</b>
<b>Programme P1001</b>			
<b>Patrimoine et terres coutumières</b>	<b>Mesures nouvelles</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-200 000 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>9 432 861 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

Ce programme participe à la cohésion en milieu tribal.  
En 2015, 5,5 MF ont été engagés au titre de la rénovation de la maison de la tribu de Roh.  
Par ailleurs, le programme d'entretien des cours d'eaux est engagé à hauteur de 9,7 MF dont 3,3 MF au titre de la convention pour le nettoyage de La Thy à Saint Louis.

### Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme patrimoine et terres coutumières est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A1001-01</b> - Mise en valeur des terres coutumières	195 249 053	111 419 215	39 729 088	9 632 861	-200 000	49 161 949
<b>Action A1001-02</b> - Gestion des conflits coutumiers	700 000	0	0	0	0	0
<b>Action A1001-03</b> - Restructuration des chefferies	3 193 579	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>199 142 632</b>	<b>111 419 215</b>	<b>39 729 088</b>	<b>9 632 861</b>	<b>-200 000</b>	<b>49 161 949</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	49 614 425	10 047 500	9 729 088	4 168 000	-200 000	13 697 088
65-Autres charges de gestion courante	5 528 207	0	0	0	0	0
67- Charges exceptionnelles	7 000 000	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	137 000 000	101 371 715	30 000 000	5 464 861	0	35 464 861
<b>Total</b>	<b>199 142 632</b>	<b>111 419 215</b>	<b>39 729 088</b>	<b>9 632 861</b>	<b>-200 000</b>	<b>49 161 949</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	0	0	0	0	0	0

## Les compléments d'actions pour 2015

**Action A1001-01 - Mise en valeur des terres coutumières**

**Dépenses : -0,2 MF**

---

### **Fonctionnement : -0,2 MF**

La somme de 0,2 MF est restituée au titre de la gestion des cours d'eau.

L'article 44 alinéa 2 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 modifiée dispose que : « il (le domaine de la Nouvelle Calédonie) comprend également, sous réserve des droits des tiers et sauf lorsqu'ils sont situés dans les terres coutumières, les cours d'eaux, lacs, eaux souterraines et sources ».

Jusqu'à présent la gestion des cours d'eau s'est opérée sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie indépendamment du statut des terres. La zone d'application et de mise en œuvre d'un tel dispositif sur les terres coutumières exige le respect des « us et coutumes » et la prise en compte et en considération des autorités coutumières concernées, d'une part.

D'autre part, l'entretien de ces rivières qui ont façonné des paysages exceptionnels par leur diversité contribue à les mettre en valeur, participant ainsi aussi à la valorisation des terres coutumières.

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>225 626 116 F</b>
<b>Programme P1002 Actes Coutumiers</b>	<b>Mesures nouvelles</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>3 044 000 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>228 670 116 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

Les dépenses déjà engagées portent essentiellement sur les travaux relatifs à l'extension du Sénat Coutumier, pour un montant réalisé à ce jour de 446,7 MF sur l'AP1002-2005-02 de 581 MF.

Enfin à titre indicatif, il convient de noter la construction prévue dans le cours de l'année de la maison d'aire PAICI CEMUHI pour un coût estimé à 72M qui se répartit comme suit :

- 30 MF participation de la NC
- 42 MF participation des collectivités extérieures.

### Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme actes coutumiers est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A1002-02</b> - Mener la maîtrise d'ouvrage déléguée des investissements	497 037 829	219 374 504	125 183 688	216 953 187	0	342 136 875
<b>Action A1002-04</b> - Gérer les actes coutumiers (Etat civil et foncier)	50 747 386	43 268 444	27 775 976	2 901 617	-700 000	29 977 593
<b>Action A1002-05</b> - Soutien et pilotage	50 799 399	14 004 528	44 766 886	5 771 312	3 744 000	54 282 198
<b>Total</b>	<b>598 584 614</b>	<b>276 647 476</b>	<b>197 726 550</b>	<b>225 626 116</b>	<b>3 044 000</b>	<b>426 396 666</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depi 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	48 970 428	37 045 527	42 030 912	3 235 546	-1 956 000	43 310 458
Dépenses d'investissement	549 614 186	239 601 949	155 695 638	222 390 570	5 000 000	383 086 208
<b>Total</b>	<b>598 584 614</b>	<b>276 647 476</b>	<b>197 726 550</b>	<b>225 626 116</b>	<b>3 044 000</b>	<b>426 396 666</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	400 000	471 333	42 400 000	0	0	42 400 000

### Les compléments d'actions pour 2015

<b>Action A1002-04 - Gérer les actes coutumiers (Etat civil et foncier)</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>- 0,7 MF</b>
---	-------------------	-----------------

Fonctionnement : - 0,7 MF

Des crédits sont rendus sur les postes suivants :

- achats de carburants (- 0,250 MF).

*Budget supplémentaire 2015*  
**Affaires coutumières**

- loyers des bureaux et logements des OPC dans le cadre de leur mission (-0,250 MF).
- achat de matériel de transport (-0,2 MF).

**Action A1002-05 - Soutien et pilotage**

**Dépenses : 3,7 MF**

---

**Investissement : 5 MF**

La somme de 5 MF est inscrite pour les logiciels de gestion existants et le projet de création d'un site internet de la DGRAC.

**Fonctionnement : -1,3 MF**

Les dépenses de fonctionnement sont réduites de 1,3 MF.

**Synthèse des crédits par programme et par chapitre**

<i>En XPF</i>	<b>Programmes dépenses</b>		
<b>Chapitre</b>	<b>P1001 Patrimoine et terres coutumières</b>	<b>P1002 Actes coutumiers</b>	<b>Total</b>
<b>900</b>	0	5 000 000	5 000 000
<b><i>Ss total Investissement</i></b>	<b>0</b>	<b>5 000 000</b>	<b>5 000 000</b>
<b>930</b>	-200 000	-1 956 000	27 844 000
<b><i>Ss total Fonctionnement</i></b>	<b>-200 000</b>	<b>-1 956 000</b>	<b>-2 156 000</b>
<b>Total mesures nouvelles</b>	<b>-200 000</b>	<b>3 044 000</b>	<b>2 844 000</b>
<b>Pour mémoire Report</b>	9 632 861	225 626 116	235 258 977
<b>Total BS 2015</b>	<b>9 432 861</b>	<b>228 670 116</b>	<b>238 102 977</b>

Affaires coutumières  
Synthèse des crédits par article à trois chiffres

Synthèse des crédits par regroupement des articles à trois chiffres (en Dépenses)

XPF	CA 2013	CA 2014	Budget 2014	BP + Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	BS 2015	Budget 2015
<b>Fonctionnement</b>	<b>66 250 771</b>	<b>111 113 060</b>	<b>47 093 027</b>	<b>51 760 000</b>	<b>7 403 546</b>	<b>-2 156 000</b>	<b>5 247 546</b>	<b>57 007 546</b>
606 - Achats non stockés de matières et fournitures	13 667 409	9 536 199	8 364 096	7 978 292	129 738	-800 000	-670 262	7 308 030
613 - Locations	19 793 500	18 729 988	13 552 532	17 150 000	1 432 663	-300 000	1 132 663	18 282 663
614 - Charges locatives et de copropriété	368 850	430 800	359 500	412 156	0	0	0	412 156
615 - entretien et réparations	1 411 834	22 195 670	1 108 685	6 993 788	4 168 000	-500 000	3 668 000	10 661 788
617 - études et recherches	0	15 000 000	0	0	0	0	0	0
618 - Divers	165 797	300 000	0	300 000	0	-156 000	-156 000	144 000
622 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	580 378	10 958 240	10 686 478	766 022	44 000	0	44 000	810 022
623 - Publicité, publications, relations publiques	3 413 428	5 612 180	489 780	2 642 041	16 800	-200 000	-183 200	2 458 841
624 - Transports de biens et transports collectifs	8 095 106	4 349 787	1 645 468	3 095 567	1 417 745	0	1 417 745	4 513 312
625 - Déplacements et missions	1 901 510	1 964 580	1 817 580	583 680	119 000	0	119 000	702 680
626 - Frais postaux et frais de télécommunications	7 515 937	7 154 448	7 013 347	5 014 150	0	0	0	5 014 150
628 - Divers	2 337 022	2 352 961	2 055 561	6 824 304	75 600	-200 000	-124 400	6 699 904
657 - Subventions	0	5 528 207	0	0	0	0	0	0
674 - Subventions exceptionnelles	7 000 000	7 000 000	0	0	0	0	0	0
<b>Investissements</b>	<b>147 793 982</b>	<b>686 614 186</b>	<b>340 973 664</b>	<b>185 695 638</b>	<b>227 855 431</b>	<b>5 000 000</b>	<b>232 855 431</b>	<b>418 551 069</b>
203 - Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion	14 764 547	76 781 912	5 862 794	31 046 274	37 119 291	0	37 119 291	68 165 565
204 - Subventions d'équipement versées	0	27 000 000	1 371 715	0	5 464 861	30 000 000	35 464 861	35 464 861
205 - Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	0	4 425 776	0	0	0	5 000 000	5 000 000	5 000 000
213 - Constructions	0	242 079	233 500	0	0	0	0	0
214 - Constructions sur sol d'autrui	0	18 764 425	17 764 425	1 361 850	0	0	0	1 361 850
218 - Autres immobilisations corporelles	3 029 435	1 735 387	1 093 437	366 096	17 996	0	17 996	384 092
231 - Immobilisations corporelles en cours	0	434 560 741	214 647 793	80 921 418	185 253 283	0	185 253 283	266 174 701
238 - Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles	0	23 103 866	0	72 000 000	0	-30 000 000	-30 000 000	42 000 000
276 - Autres créances immobilisées	130 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>214 044 753</b>	<b>797 727 246</b>	<b>388 066 691</b>	<b>237 455 638</b>	<b>235 258 977</b>	<b>2 844 000</b>	<b>238 102 977</b>	<b>475 558 615</b>

**Synthèse des crédits par regroupement des articles à trois chiffres (en Recettes)**

<i>xpf</i>	CA 2013	CA 2014	Budget 2014	BP + Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	BS 2015	Budget 2015
<b>Fonctionnement</b>	<b>343 666</b>	<b>471 333</b>	<b>400 000</b>	<b>400 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>400 000</b>
708 - Autres produits	343 666	471 333	400 000	400 000	0	0	0	400 000
<b>Investissements</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>42 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>42 000 000</b>
131 - Subventions d'équipement transférables	0	0	0	42 000 000	0	0	0	42 000 000
<b>Total</b>	<b>343 666</b>	<b>471 333</b>	<b>400 000</b>	<b>42 400 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>42 400 000</b>

# Mission M11 Enseignement

REPORTS : DEPENSES : 442 091 323 F

MESURES NOUVELLES : DEPENSES : 649 628 741 F  
RECETTES :

TOTAL BS 2015 : DEPENSES : 1 091 720 064 F



Enseignement du premier degré

Formation enseignants

Enseignement supérieur, et autres actions de soutien à l'enseignement scolaire, soutien à la recherche

Enseignement technique agricole

Enseignement privé



Enseignement second degré public



La direction de l'enseignement de la Nouvelle-Calédonie (DENC) a pour mission :

- l'élaboration des programmes scolaires de l'école primaire publique, sous réserve de la compétence des provinces pour leur adaptation en fonction des réalités culturelles et linguistiques ;
- la formation initiale et continue des maîtres de l'enseignement primaire public ;
- le conseil et le contrôle pédagogiques de l'enseignement primaire public.

La Direction du Service d'Etat de l'Agriculture, de la Forêt et de l'Environnement (DAFE) :

Compétence transférée de l'Etat à la Nouvelle-Calédonie au 1<sup>er</sup> janvier 2012, **l'enseignement technique agricole** offre des formations générale, technologique ou professionnelle. Les métiers concernés relèvent de l'agriculture et de l'élevage, de l'horticulture, de la forêt, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles, de l'entretien de l'espace, de la gestion de l'eau et de l'environnement ainsi que des services aux personnes en milieu rural.

La Direction Générale de l'Enseignement : Conformément à l'article 56-1 de la loi organique du 19 mars 1999, l'Etat et la Nouvelle-Calédonie décident d'exercer au sein d'un service unique dénommé direction général des services les compétences respectives qu'ils détiennent en matière d'enseignement.

En ce qui concerne les compétences de la Nouvelle-Calédonie, le service unique est notamment chargé de :

#### 1°) Organisation des enseignements scolaires

- répartir les moyens que la Nouvelle-Calédonie consacre à l'éducation, afin d'assurer en particulier l'égalité d'accès au service public ;
- participer au contrôle et à l'évaluation des politiques éducatives, en vue d'assurer la cohésion d'ensemble du système éducatif, sans préjudice de la compétence de l'Etat en matière de contrôle pédagogique des enseignants ;
- planifier et organiser les formations ;
- organiser la concertation et la consultation locale dans le domaine de l'enseignement ;
- définir les modalités de la scolarisation dans les établissements scolaires, et notamment celles des élèves présentant un handicap ou un trouble de santé invalidant ;
- arrêter la carte scolaire de l'enseignement public du second degré ;
- informer, orienter et affecter les élèves de l'enseignement public du second degré.

#### 2°) En matière d'établissements d'enseignement du second degré public

- établir le programme prévisionnel des investissements relatifs aux lycées. À ce titre, il définit la localisation des établissements d'enseignement, leur capacité d'accueil, leur structure pédagogique et le mode d'hébergement des élèves ;
- assurer, en concertation avec la direction des infrastructures, de la topographie et des transports terrestres, la construction, la reconstruction, l'extension, les grosses réparations, l'équipement et le fonctionnement des lycées ;
- attribuer des aides au bénéfice des établissements pour les projets d'action éducative, la recherche et l'expérimentation pédagogiques, les projets d'établissements ou les projets relevant d'un programme national ou d'un programme de la Nouvelle-Calédonie.

#### 3°) Enseignement privé

- préparation et mise en œuvre des contrats passés entre les directions de l'enseignement privé et la Nouvelle-Calédonie ;
- gestion des aides financières à l'enseignement privé ;
- dans l'élaboration de la carte des formations, organisation de la concertation avec les enseignements privés.

#### 4°) Santé scolaire

- contribuer au bien-être des élèves et les aider à adopter des comportements qui préservent leur santé dans le respect d'eux-mêmes, des autres et de leur environnement ;
- organiser, au sein des établissements et en liaison avec les partenaires de la santé publique, des actions de prévention, notamment en matière de conduites à risque et de maltraitance.

## Historique des moyens financiers

### En dépenses

M11-Enseignement						
Programmes	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
P1101 Enseignement du premier degré	245 069 294	151 819 884	170 664 450	11 837 544	-3 150 000	179 351 994
P1102 Formation initiale des enseignants	339 401 143	337 410 217	329 634 250	0	5 000 000	334 634 250
P1103 Enseignement sup, autres actions de soutien à l'enseignement sco. Recherche	945 831 931	592 678 134	719 910 114	154 519 500	100 550 000	974 979 614
P1104 Enseignement technique agricole	175 251 510	140 213 535	170 437 500	11 570 000	-5 900 000	176 107 500
P1105 Enseignement privé	2 360 631 228	2 257 799 207	2 342 064 000	5 063 426	709 500 000	3 056 627 426
P1106 Enseignement second degré public	3 404 377 174	2 770 854 803	2 777 586 792	259 100 853	-156 371 259	2 880 316 386
<b>Total Mission 11</b>	<b>7 470 562 280</b>	<b>6 250 775 780</b>	<b>6 510 297 106</b>	<b>442 091 323</b>	<b>649 628 741</b>	<b>7 602 017 170</b>

### En recette

M 11-Enseignement						
Programmes	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
P1101 Enseignement du premier degré	0	6 971 401	0	0	0	0
P1106 Enseignement second degré public	0	409 481	0	0	0	0
<b>Total Mission 11</b>	<b>0</b>	<b>7 380 882</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## Budget supplémentaire 2015 Enseignement

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>11 837 544 F</b>
<b>Programme P1101 Enseignement du premier degré</b>	<b>Mesures nouvelles</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>- 3 150 000 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>8 687 544 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

Le programme P1101 est le programme permettant à la direction et aux écoles de travailler à la réussite des élèves et donc de mettre concrètement en œuvre les projets d'école et projets éducatifs proposés en année N-1.

Projets d'école : ils constituent un plan d'actions visant à améliorer les résultats scolaires par la maîtrise des fondamentaux, l'apport de références culturelles, artistiques, le développement des compétences relatives à l'hygiène de vie, à la santé, à la prévention routière et bien d'autres encore. Sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie et sous le contrôle de l'autorité pédagogique, 100 écoles ont élaboré leurs stratégies. Elles reçoivent, pour travailler tout au long de l'année, des matériels pédagogiques et éducatifs (livres de littérature jeunesse, matériels scientifiques, mathématiques...). Ces dotations en nature représentent une somme globale de 24 100 499 MF (reports compris).

Projets éducatifs : les projets initiés par la direction sont en cours d'exécution dans les écoles : 113 écoles (487 classes) y participent dans des domaines variés tels que la lutte contre l'illettrisme et la maîtrise de la langue (« les voix du poème », « conter en maternelle »), les sciences et techniques, les classes de mer, la culture et la langue anglaise (« spelling bee »)... Une dotation globale de 12 068 408 F a été, pour l'heure, dispensée aux écoles. D'autres projets faisant l'objet d'arrêté du gouvernement sont en cours de signature.

Par ailleurs, le report de crédits 2014, d'un montant de 3 271 570 F a permis la clôture de 4 dossiers relatifs notamment aux échanges scolaires, aux outils numériques pour les enfants en situation de handicap...

### Les moyens

La répartition par action des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme Enseignement du premier degré est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A1101-01</b> - Soutien aux actions éducatives, réussite scolaire	101 607 294	60 716 113	64 993 200	11 837 544	-2 880 200	73 950 544
<b>Action A1101-02</b> - Contrôle, accompagnement et formation continue des enseignants	1 500 000	1 315 390	2 151 500	0	0	2 151 500
<b>Action A1101-03</b> - Adaptation aux publics spécifiques	361 000	239 942	569 500	0	0	569 500
<b>Action A1101-04</b> - Soutien et pilotage	141 601 000	89 548 439	102 950 250	0	-269 800	102 680 450
<b>Total</b>	<b>245 069 294</b>	<b>151 819 884</b>	<b>170 664 450</b>	<b>11 837 544</b>	<b>-3 150 000</b>	<b>179 351 994</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	148 214 390	119 350 723	136 884 450	0	-3 150 000	133 734 450
65-Autres charges de gestion courante	58 188 494	30 701 836	32 250 000	11 837 544	0	44 087 544
67- Charges exceptionnelles	1 010 410	731 013	900 000	0	0	900 000
Dépenses d'investissement	37 656 000	1 036 312	630 000	0	0	630 000
<b>Total</b>	<b>245 069 294</b>	<b>151 819 884</b>	<b>170 664 450</b>	<b>11 837 544</b>	<b>-3 150 000</b>	<b>179 351 994</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	0	6 971 401	0	0	0	0

### Les compléments d'actions pour 2015

**Action A1101-01 – Soutien aux actions éducatives** Dépenses : **-2,90 MF**

**Fonctionnement : -2,9 MF**

Restitution 2,9 MF conformément à la circulaire du BS 2015.

**Action A1101-04 – Soutien et pilotage** Dépenses : **-0,30 MF**

**Fonctionnement : -0,3 MF**

Restitution 0,3 MF conformément à la circulaire du BS 2015.

**Programme P1102  
Formation initiale des  
enseignants**

**Mesures  
nouvelles**

**Dépenses : 5 000 000 F**

**Total BS 2015**

**Dépenses : 5 000 000 F**

**Contexte et bilan à mi-parcours**

La direction de l'enseignement assure ses obligations en matière d'organisation des examens et concours ainsi que le contrôle pédagogique des enseignants. A ce jour, à mi-année scolaire, les déplacements occasionnés par ces missions (jury, commissions...) s'élèvent à 758 513 F.

Il est vérifié que les dépenses de la direction en ces domaines se cumulent en fin d'année scolaire, période de passation des examens et concours ou de délivrance de diplômes.

La formation des maitres auxiliaires en vue de la préparation aux concours portant mesures exceptionnelles de recrutement dans le corps des professeurs certifiés et des professeurs de lycée professionnel a fait l'objet d'une convention entre l'ESPE (ex UNC) et la NC. Cette convention prévoit que ces modalités d'accompagnement soient prises en charge par la NC selon 2 versements : 50% à la signature de l'annexe financière annuelle et le solde à la fin de la formation sur production d'un compte-rendu pédagogique et financier. Elle prend fin le 31 décembre 2015. Les dépenses pour 2015 devraient s'élever à 3,5 MF (les montants antérieurs étaient de 33,3 MF pour 2012, 23,8 MF pour 2013 et 1,2 MF pour 2014).

**Les Moyens**

La répartition par action des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme de la direction de l'enseignement de la Nouvelle-Calédonie est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A1102-02</b> - Processus de certification et titularisation	3 699 000	3 291 431	4 634 250	0	0	4 634 250
<b>Action A1102-03</b> - Mise en œuvre de la formation initiale	335 702 143	334 118 786	325 000 000	0	5 000 000	330 000 000
<b>Total</b>	<b>339 401 143</b>	<b>337 410 217</b>	<b>329 634 250</b>	<b>0</b>	<b>5 000 000</b>	<b>334 634 250</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	3 699 000	3 291 431	4 634 250	0	0	4 634 250
012-Charges de personnel	23 120 000	23 118 786	0	0	0	0
65- Autres charges de gestion courantes	312 582 143	311 000 000	325 000 000	0	5 000 000	330 000 000
<b>Total</b>	<b>339 401 143</b>	<b>337 410 217</b>	<b>329 634 250</b>	<b>0</b>	<b>5 000 000</b>	<b>334 634 250</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	0	0	0	0	0	0

## Les compléments d'actions pour 2015

**Action A1102-03 - Mise en œuvre des programmes de la formation initiale**      **Dépenses : 5,00 MF**

---

### **Fonctionnement : 5 MF**

L'Ecole Supérieure du Professorat et de l'Education de l'Université de la Nouvelle-Calédonie (ESPE) a transmis le 23 février 2015 à la DRHFPNC son annexe financière à la convention relative à la formation des maîtres auxiliaires. Le montant des dépenses à engager au titre de l'année 2015 s'élève à 3 502 597 F. Il est donc proposé de réduire de 10 MF la subvention allouée au budget primitif 2015 (15 MF).

Il est par ailleurs proposé d'inscrire 15 MF pour l'accompagnement et le soutien de l'offre de master MEEF (formation des enseignants du 2<sup>nd</sup> degré à l'ESPE).

Budget supplémentaire 2015  
Enseignement

Programme P1103 Enseignement supérieur, recherche et autres actions de soutien à l'enseignement scolaire	Reports	Dépenses :	154 519 500 F
	Mesures nouvelles	Dépenses :	100 550 000 F
	Total BS 2015	Dépenses :	255 069 500 F

Contexte et bilan à mi-parcours

Direction de l'enseignement de la Nouvelle-Calédonie

Les opérations financées par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie pour ce qui concerne les actions de soutien à l'enseignement ou à la recherche sont en cours d'exécution.

Ainsi bon nombre de conventions ont été signées et les subventions allouées, conformément aux modalités de versements échelonnés sollicitées par la direction du budget et des affaires financières. On peut citer l'école du cirque, l'opération « Livre mon ami », l'association « Foyer tutorat MWA SUP' », l'association « Jules Garnier pour un Juvénat », la Croix Rouge (Pirops), le GIP « Maison de l'étudiant », l'UNC (filiales scientifiques). L'ensemble des mandatements s'élève à 102 766 399 MF.

Soutien à la recherche :

S'agissant du contrat Etat - inter collectivités 2011-2015 pour l'opération PRESICA (Pôle de Recherche, d'Enseignement Supérieur et d'Innovation Calédonien), la direction est en attente de la signature des conventions par les partenaires que sont l'UNC et l'IRD pour clore le dossier et délivrer une subvention globale de 106,85 MF.

Les dotations financières 2013/2014 de la Nouvelle-Calédonie stipulée dans la convention cadre apportant un soutien de 2,5 MF par année aux activités de recherche de l'institut Pasteur ont été attribuées.

Les moyens :

La répartition par action des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme de la direction de l'enseignement de la Nouvelle-Calédonie est la suivante :

En XPF	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
Action A1103-01 - Soutien à l'enseignement supérieur	309 886 618	244 191 012	223 464 113	53 101 396	41 800 000	318 365 509
Action A1103-02 - Autres actions de soutien à l'enseignement scolaire	190 890 000	180 500 000	122 966 000	8 590 000	5 600 000	137 156 000
Action A1103-03 - Soutien à la recherche	440 427 937	167 987 122	358 480 001	92 828 104	53 150 000	504 458 105
Action A1103-04 - projet éducatif de la Nouvelle-Calédonie	4 627 376	0	15 000 000	0	0	15 000 000
<b>Total</b>	<b>945 831 931</b>	<b>592 678 134</b>	<b>719 910 114</b>	<b>154 519 500</b>	<b>100 550 000</b>	<b>974 979 614</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

En XPF	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	35 034 701	4 555 990	15 150 200	17 000 000	0	32 150 200
012-Charges de personnel	12 500 000	0	0	0	0	0
65-Autres charges de gestion courante	780 624 480	584 909 284	568 059 914	137 519 500	79 900 000	785 479 414
67- Charges exceptionnelles	0	0	8 000 000	0	-8 000 000	0
Dépenses d'investissement	117 672 750	3 212 860	128 700 000	0	28 650 000	157 350 000
<b>Total</b>	<b>945 831 931</b>	<b>592 678 134</b>	<b>719 910 114</b>	<b>154 519 500</b>	<b>100 550 000</b>	<b>974 979 614</b>
Recettes (pour mémoire)	0	0	0	0	0	0

## Les compléments d'actions pour 2015

**Action A1103-01 - Soutien à l'enseignement supérieur** Dépenses : **41,80 MF**

### Fonctionnement : 21,9 MF

La délibération n° 254 du 28 décembre 2006 instituant en Nouvelle-Calédonie une bourse d'encouragement à la recherche universitaire précise dans son article 7 que « les bourses d'encouragement à la recherche sont attribuées par arrêté du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, dans la limite des crédits ouverts à cet effet, après avis d'un jury spécial présidé par le président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ou son représentant... ».

Conformément à la réduction des dépenses de -3,5 % hors masse salariale demandée, il est proposé de ramener les *crédits ouverts* ainsi que les reports de crédits 2014 pour les bourses d'encouragement à la somme de 35,7 MF et de remettre à la disposition du gouvernement un montant de **15,6 MF**, représentant les engagements de versements qui auraient été dus aux nouveaux attributaires 2015.

Cette disposition entraîne un moratoire d'un an dans l'attribution annuelle de bourses d'encouragement à la recherche universitaire.

Parallèlement une subvention de **37,5 MF** est attribué à l'université de la Nouvelle-Calédonie dans le cadre d'un projet de « cyber-université » avec notamment le projet de carte universitaire multiservices.

### Investissement : 19,9 MF

Le GIP « Maison de l'étudiant » a sollicité une subvention de 14,4 MF pour la construction d'une salle polyvalente en partenariat avec la Sic (50 %). Or, il s'avère qu'à ce jour la programmation de cette opération a été sensiblement retardée. Il est ainsi proposé de ramener les crédits ouverts à 8,4 MF.

Des crédits de paiement à l'UNC de 25,9 MF sont inscrits au titre du pôle numérique TIC sur l'AP ouverte en 2014 pour la création de l'IUT et du pôle numérique et technologique.

AP P1103-2014/1-IUT & POLE NTC	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	323 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>323 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	0
CP inscrits au BS	25 900 000
<b>Total CP</b>	<b>25 900 000</b>
Reste à financer	297 100 000
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	222 000 000
CP 2017	75 100 000
CP 2018	0
CP 2019	0

**Action A1103-02 – Autres actions de soutien à l'enseignement scolaire**

**Dépenses : 5,60 MF**

**Investissement : 5,6 MF**

Le centre de documentation pédagogique (CDP) souhaitant regrouper tous ses services, il est proposé de lui verser une subvention pour réaliser les travaux d'aménagement nécessaires (4 MF) et une subvention pour l'achat des mobiliers de bureau et petits matériels (1,6 MF).

**Action A1103-03 - Soutien à la recherche**

**Dépenses : 53,20 MF**

**Fonctionnement : 50 MF**

Il s'agit de la participation de la Nouvelle-Calédonie pour le fonctionnement de l'IAC dans le cadre du contrat de développement intercollectivités 2011/2015.

**Investissement : 3,15 MF**

Des crédits sont inscrits pour le règlement de travaux de géométrie sur l'ancien terrain.

AP P1103-2013/3-MAISON DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	521 500 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>521 500 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	3 212 860
CP inscrits au BS	3 150 000
<b>Total CP</b>	<b>6 362 860</b>
Reste à financer	515 137 140
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	0
CP 2017	0
CP 2018	0
CP 2019	0

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>11 570 000 F</b>
<b>Programme P1104</b>			
<b>Enseignement technique agricole</b>	<b>Mesures nouvelles</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>- 5 900 000 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>5 670 000 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

#### Rentrée scolaire

Par rapport aux prévisions établies en 2014, les effectifs enregistrés à la rentrée 2015 sont en nette augmentation au lycée agricole public (+ 10%) mais subissent en revanche une baisse au lycée agricole privé (- 20%).

Pour ce qui concerne l'enseignement privé à rythme alterné, trois des quatre maisons familiales rurales (MFR) sortent des très grandes difficultés dans lesquelles elles avaient été plongées en 2014 à la suite d'une erreur juridique liée à la liquidation judiciaire du comité territorial des MFR. Leur redressement s'est engagé dès la rentrée 2015 par l'accueil de nouveaux élèves. Toutefois, ce redémarrage ne connaît pas le même succès d'une MFR à l'autre et nécessite de maintenir les mesures de soutien et d'encadrement rapprochés décidées en concertation avec la province Nord, qui assure également le financement de ces structures. Une mission d'assistance pédagogique et administrative dont la mise en place a été budgétée pour 2015 est en cours de constitution pour les aider dans cette phase de redressement, qui devra préfigurer une consolidation et un accroissement de l'activité de chaque MFR, ainsi que, probablement, la mise en place d'une nouvelle structure de coordination.

Les actions d'information, de conseil et d'aide à l'insertion auprès des élèves de l'enseignement agricole et de leurs familles ont repris pour leur part à la rentrée 2015. Elles bénéficient tant au lycée agricole public de Nouvelle-Calédonie, via notamment l'appui d'une chargée de mission dédiée à cette action, qu'au lycée d'enseignement agricole privé Do Néva. Pour ces deux établissements, une attention particulière est portée aux élèves en difficulté.

Enfin, l'insertion des anciens élèves dans le monde du travail ou la poursuite de leurs études font l'objet d'un suivi régulier et d'une évaluation périodique.

## Les moyens :

La répartition par action des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme Enseignement technique agricole est la suivante :

En XPF	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
Action A1104-01 - Enseignement public	59 049 347	47 500 000	53 500 000	1 470 000	0	54 970 000
Action A1104-02 - Enseignement privé à plein temps	52 202 163	52 202 163	53 000 000	0	-5 900 000	47 100 000
Action A1104-03 - Enseignement privé rythme alterné	29 500 000	19 400 000	41 770 000	10 100 000	0	51 870 000
Action A1104-04 - Développement et ouverture sociale de l'élève	27 060 000	14 677 400	18 038 000	0	0	18 038 000
Action A1104-05 - Bourse pour stage à l'étranger	5 040 000	5 040 000	2 200 000	0	0	2 200 000
Action A1104-06 - Soutien et pilotage	2 400 000	1 393 972	1 929 500	0	0	1 929 500
<b>Total</b>	<b>175 251 510</b>	<b>140 213 535</b>	<b>170 437 500</b>	<b>11 570 000</b>	<b>-5 900 000</b>	<b>176 107 500</b>

Par nature de dépenses (chapitres globalisés), les propositions sont :

En XPF	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	23 349 347	1 393 972	18 165 500	1 470 000	0	19 635 500
65-Autres charges de gestion courante	145 902 163	132 819 563	139 272 000	10 100 000	-5 900 000	143 472 000
Dépenses d'investissement	6 000 000	6 000 000	13 000 000	0	0	13 000 000
<b>Total</b>	<b>175 251 510</b>	<b>140 213 535</b>	<b>170 437 500</b>	<b>11 570 000</b>	<b>-5 900 000</b>	<b>176 107 500</b>
Recettes (pour mémoire)	0	0	5 800 000	0	0	0

## Les compléments d'actions pour 2015

**Action A1104-02 – Enseignement privé à plein temps**      Dépenses :      **-5,90 MF**

**Fonctionnement : -5,9 MF**

Dotation de remplacement au lycée agricole privé de Do Neva :

Les remplacements d'enseignants en longue maladie, en formation longue ou les postes qui n'ont pas été pourvus sous contrat font l'objet d'une compensation en fonctionnement. Cette ligne est donc variable d'une année sur l'autre et ne prend un caractère définitif qu'à l'issue de l'année scolaire : elle fait l'objet d'un ajustement l'année suivante.

La dotation de remplacement dimensionnée lors de l'élaboration du BP 2015 (10 MF) correspondait par défaut à celle de l'année précédente, dans la mesure où le besoin réel n'était pas encore connu. A ce stade, il est possible de connaître sa valeur réelle, qui permet de procéder à une réduction de **5,9 MF** de la dotation telle qu'initialement prévue.

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>5 063 426 F</b>
<b>Programme P1105 Enseignement privé</b>	<b>Mesures nouvelles</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>709 500 000 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>714 563 426 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

L'année scolaire 2015 privilégie trois orientations majeures dans la mesure où l'autonomie des établissements et la responsabilité pédagogique des enseignants sont à même d'en faire des armes contre les inégalités: le numérique, la réduction des échecs en lecture, l'enseignement moral et civique.

L'exécution du budget 2015 a été freinée du fait des difficultés rencontrées en début de gestion: autorisation d'engagements et reports tardifs en raison des tensions sur la trésorerie, absence de signature des marchés ou des avenants.

Néanmoins, le taux d'exécution au 8 juin 2015 affiche un taux de 52% tous programmes confondus, soit au-dessus du taux attendu de 42% (100/12 \* 5 mois) après 5 mois d'exécution linéaire du budget. Ceci reflète des situations disparates selon les programmes et selon les sections.

Il est constaté 61% d'exécution en fonctionnement où la majorité des subventions et contributions obligatoires sont engagées et en partie exécutées, permettant ainsi aux établissements publics d'enseignement de fonctionner.

L'exécution est plus mesurée en investissement avec un taux de 35 %. Le taux d'exécution annuel sur les autorisations de programme (PPI) est quant à lui de 32%.

L'année 2015 doit également mettre en œuvre le projet éducatif et le service civique. L'exécution de cette action va débiter au second semestre avec notamment la venue d'un expert fin juin pour une mission d'assistance juridique.

### Les moyens :

La répartition par action des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme Enseignement privé public est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A1105-02 - Enseignement second degré privé</b>	2 360 631 228	2 257 799 207	2 342 064 000	5 063 426	<b>709 500 000</b>	3 056 627 426
<b>Total</b>	<b>2 360 631 228</b>	<b>2 257 799 207</b>	<b>2 342 064 000</b>	<b>5 063 426</b>	<b>709 500 000</b>	<b>3 056 627 426</b>

## Budget supplémentaire 2015

### Enseignement

Par nature de dépenses (chapitres globalisés), les propositions sont :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	16 685 140	9 097 494	16 372 000	5 063 426	0	21 435 426
65-Autres charges de gestion courante	2 070 254 000	2 054 590 935	2 063 692 000	0	-10 000 000	2 053 692 000
Dépenses d'investissement	273 692 088	194 110 778	262 000 000	0	720 000 000	982 000 000
<b>Total</b>	<b>2 360 631 228</b>	<b>2 257 799 207</b>	<b>2 342 064 000</b>	<b>5 063 426</b>	<b>710 000 000</b>	<b>3 057 127 426</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	0	0	0	0	0	0

### Les compléments d'actions pour 2015

**Action A1105-02 – Enseignement second degré privé**      **Dépenses : 709,50 MF**

**Fonctionnement : -10,5 MF**

Il s'agit d'une diminution des contributions aux établissements d'enseignement privée dans le cadre des économies à réaliser.

**Investissement : 720 MF**

Une inscription de 20 MF est sollicitée pour des subventions diverses au profit de l'enseignement privé, ainsi que 700 MF destinés aux travaux et installations dans les établissements privés de l'ASEE et de la FELP. Ces deux organismes n'ayant pu contracter d'emprunt directement, la Nouvelle-Calédonie a intégré leur besoin dans sa propre demande de financement auprès de l'AFP.

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>259 100 853 F</b>
<b>Programme P1106 Enseignement second degré public</b>	<b>Mesures nouvelles</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>- 156 371 259 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>102 729 594 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

L'année scolaire 2015 privilégie trois orientations majeures dans la mesure où l'autonomie des établissements et la responsabilité pédagogique des enseignants sont à même d'en faire des armes contre les inégalités: le numérique, la réduction des échecs en lecture, l'enseignement moral et civique.

L'exécution du budget 2015 a été freinée du fait des difficultés rencontrées en début de gestion: autorisation d'engagements et reports tardifs en raison des tensions sur la trésorerie, absence de signature des marchés ou des avenants.

Néanmoins, le taux d'exécution au 8 juin 2015 affiche un taux de 52 % tous programmes confondus, soit au-dessus du taux attendu de 42 % ( $100/12 * 5$  mois) après 5 mois d'exécution linéaire du budget. Ceci reflète des situations disparates selon les programmes et selon les sections.

Il est constaté 61% d'exécution en fonctionnement où la majorité des subventions et contributions obligatoires sont engagées et en partie exécutées, permettant ainsi aux établissements publics d'enseignement de fonctionner.

L'exécution est plus mesurée en investissement avec un taux de 35 %. Le taux d'exécution annuel sur les autorisations de programme (PPI) est quant à lui de 32%. Il ne sera pas possible de rattraper le retard pris notamment sur le pôle des sciences au lycée Jules Garnier ou sur le bâtiment BTS du lycée La Pérouse, laissant donc augurer une exécution de 60 à 65 % du budget en investissement. Il est proposé de réduire les crédits de paiements en investissement au budget supplémentaire pour tenir compte de cette réalité.

L'année 2015 doit également mettre en œuvre le projet éducatif et le service civique. L'exécution de cette action va débiter au second semestre avec notamment la venue d'un expert fin juin pour une mission d'assistance juridique.

## Budget supplémentaire 2015 Enseignement

### Les moyens :

La répartition par action des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme Enseignement second degré public est la suivante :

En XPF	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
Action A1106-01 - Enseignement général en collège	89 569 131	86 170 003	83 459 752	0	-75 000	83 384 752
Action A1106-02 - Enseignement général et technologique	195 570 432	189 978 550	176 595 231	0	0	176 595 231
Action A1106-03 - Enseignement professionnel sous statut scolaire	96 302 349	96 302 349	89 410 040	0	0	89 410 040
Action A1106-04 - Enseignement post-bac en lycée	4 500 000	4 500 000	0	0	0	0
Action A1106-05 - Besoins éducatifs particuliers	10 986 904	6 637 494	12 159 488	4 300 000	0	16 459 488
Action A1106-06 - Information et orientation	6 046 493	5 599 818	9 539 108	128 100	-145 649	9 521 559
Action A1106-07 - Vie de l'élève	616 243 202	486 006 522	534 003 549	38 210 500	-1 430 403	570 783 646
Action A1104-08 - Soutien et pilotage	2 362 022 846	1 883 487 532	1 851 482 774	214 114 978	-152 812 676	1 912 785 076
Action A1104-09 - Enseignement des langues et de la culture Kanak	23 135 817	12 172 535	20 936 850	2 347 275	-1 907 531	21 376 594
<b>Total</b>	<b>3 404 377 174</b>	<b>2 770 854 803</b>	<b>2 777 586 792</b>	<b>259 100 853</b>	<b>-156 371 259</b>	<b>2 880 316 386</b>

Par nature de dépenses (chapitres globalisés), les propositions sont :

En XPF	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	228 388 007	158 631 350	175 932 007	28 831 081	2 790 592	207 553 680
012-Charges de personnel	30 875	30 875	0	0	0	0
65-Autres charges de gestion courante	1 245 929 781	1 088 156 724	1 091 600 069	37 071 950	-8 549 008	1 120 123 011
67- Charges exceptionnelles	252 724	244 322	100 000	0	0	100 000
Dépenses d'investissement	1 929 775 787	1 523 791 532	1 509 954 716	193 197 822	-150 612 843	1 552 539 695
<b>Total</b>	<b>3 404 377 174</b>	<b>2 770 854 803</b>	<b>2 777 586 792</b>	<b>259 100 853</b>	<b>-156 371 259</b>	<b>2 880 316 386</b>
Recettes (pour mémoire)	0	0	0	0	0	0

### Les compléments d'actions pour 2015

**Action A1106-01 – Enseignement en collège**

**Dépenses : -0,08 MF**

**Fonctionnement : -0,08 MF**

Une diminution des subventions pédagogiques est proposée à hauteur de 0,08 MF.

**Action A1106-06 – Information et orientation** Dépenses : -0,15 MF

**Fonctionnement : -0,15 MF**

Une réduction des frais de déplacement est envisagée sur cette action pour un montant de 0,15 MF.

**Action A1106-07 – Vie de l'élève** Dépenses : -1,40 MF

**Fonctionnement : -1,4 MF**

Une diminution des frais de déplacement est proposée à hauteur de 430 403 F ainsi des frais relatifs aux visites médicales d'orientation pour un montant de 1 MF.

**Action A1106-08 – Soutien et pilotage** Dépenses : -152,80 MF

**Fonctionnement : -2,2 MF**

Pour le fonctionnement, la diminution est proposée sur les frais de déplacements (transport et frais de mission des personnels), sur les subventions d'interventions aux associations et établissements scolaires ainsi que sur les subventions octroyées aux transports scolaires, soit - 9,8 MF.

La somme de **7,2 MF** est inscrite sur l'AE P1106-2014/4 pour les dépenses d'entretien des lycées.

<b>AE P1106-2014/4-TRAVAUX D'ENTRETIEN DES LYCEES- FONCTIONNEMENT</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	40 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>40 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	11 547 564
CP inscrits au BS	7 153 845
<b>Total CP</b>	<b>18 701 409</b>
Reste à financer	21 298 591
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	5 360 194
CP 2017	6 000 000
CP 2018	6 000 000
CP 2019	3 938 397

La somme de **0,4 MF** est inscrite sur l'AE P1106-2014/3 pour les dépenses de fonctionnement (maintenance) liées à l'opération développement numérique scolaire.

AE P1106-2014/3-DEVELOPEMENT NUMERIQUE SCOLAIRE-FONC	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	32 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>32 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	26 062 306
CP inscrits au BS	401 625
<b>Total CP</b>	<b>26 463 931</b>
Reste à financer	5 536 069
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	5 536 069
CP 2017	0
CP 2018	0
CP 2019	0

**Investissement : -150,6 MF**

Concernant l'investissement, après recalibrage des calendriers de travaux de l'année et re-ventilation entre opérations, un montant de 150,6 MF de crédits de paiements peut être restitué. Ce point apparaît plus réalisable, du fait des retards pris pour la notification des marchés de décembre 2014 à mars 2015.

Des crédits sont donc rendus sur le PPI des lycées dont **47,9 MF** pour les lycées Garnier et Touho.

AP P1106-2013/1-RENOVATION LYCEES GARNIER ET TOUHO	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	2 963 076 321
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>2 963 076 321</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	2 302 567 041
CP inscrits au BS	-47 888 340
<b>Total CP</b>	<b>2 254 678 701</b>
Reste à financer	708 397 620
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	360 000 000
CP 2017	348 397 620
CP 2018	0
CP 2019	0

La somme de **102,7 MF** est restituée pour les autres lycées.

<b>AP P1106-2013/4-RENOVATION DES LYCEES 2013-2017</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	3 797 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>3 797 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	1 072 202 559
CP inscrits au BS	-102 724 503
<b>Total CP</b>	<b>969 478 056</b>
Reste à financer	2 827 521 944
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	612 110 392
CP 2017	576 689 370
CP 2018	838 722 182
CP 2019	800 000 000

C'est l'occasion de réviser l'AP ouverte au titre des travaux 2012 en vue de sa clôture au CA 2015. L'objectif est, en effet, de suivre le PPI des lycées sur une AP unique. Pour autant, des engagements sont toujours en-cours sur cette AP qui nécessiteront peut-être de réajuster les CP d'ici là. Cela explique le reste à financer de 22,6 MF.

<b>AP P1106-2011/1-PROGRAMME 2012 TRAVAUX DES LYCEES</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	1 080 000 000
Révision au BS	-222 053 767
<b>Total autorisation</b>	<b>857 946 233</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	835 350 803
CP inscrits au BS	0
<b>Total CP</b>	<b>835 350 803</b>
Reste à financer	22 595 430

**Action A1106-09 – Enseignement des langues et de la culture Kanak**      **Dépenses :**      **-1,9 MF**

**Fonctionnement : -1,9 MF**

Une diminution des frais de déplacement et de fonctionnement est proposée à hauteur de 1,9 MF.

Enseignement  
Synthèse des crédits par programme et par chapitre

Synthèse des crédits par programme et par chapitre

En XPF		Programme Dépenses						
Chapitre	P1101 Enseignement du 1 <sup>er</sup> degré	P1102 Formation initiale des enseignants du 1 <sup>er</sup> degré public	P1103 Enseignement supérieur, recherche et autres actions de soutien à l'enseignement scolaire	P1104 Enseignement technique agricole	P1105 Enseignement privé	P1106 Enseignement général et technologique en lycée	Total	
902	0	0	28 650 000	0	720 000 000	-150 612 843	598 037 157	
<b>Total Investissement</b>	0	0	28 650 000	0	720 000 000	-150 612 843	598 037 157	
932	-3 150 000	5 000 000	21 900 000	-5 900 000	-10 500 000	-5 758 416	1 591 584	
939	0	0	50 000 000	0	0	0	50 000 000	
<b>Total Fonctionnement</b>	-3 150 000	5 000 000	71 900 000	-5 900 000	-10 500 000	-5 758 416	51 591 584	
<b>Total mesures nouvelles</b>	-3 150 000	5 000 000	100 550 000	-5 900 000	709 500 000	-156 371 259	649 628 741	
<b>Pour mémoire Report</b>	11 837 544	0	154 519 500	11 570 000	5 063 426	259 100 853	182 990 470	
<b>Total BS 2015</b>	8 687 544	5 000 000	255 069 500	5 670 000	714 563 426	102 729 594	1 091 720 064	

## Synthèse des crédits par regroupement des articles à trois chiffres

En dépense :

XPF	CA 2013	CA 2014	Budget 2014	BP + Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	BS 2015	Budget 2015
<b>Fonctionnement</b>	<b>4 898 424 222</b>	<b>5 105 765 655</b>	<b>4 522 624 298</b>	<b>4 596 012 390</b>	<b>248 893 501</b>	<b>51 591 584</b>	<b>300 485 085</b>	<b>4 896 497 475</b>
606 - Achats non stockés de matières et fournitures	35 386 220	37 636 534	31 910 393	28 131 380	0	0	0	28 131 380
611 - Contrats de prestations de services	0	0	0	3 000 000	0	-500 000	-500 000	2 500 000
612 - Redevances de crédit-bail	2 362 522	1 677 182	1 677 182	862 800	0	0	0	862 800
613 - Locations	46 252 632	55 571 258	50 419 097	54 440 649	212 700	-130 403	82 297	54 522 946
614 - Charges locatives et de copropriété	8 259 837	11 284 567	11 048 450	10 557 200	0	0	0	10 557 200
615 - Entretien et réparations	19 396 437	93 657 300	49 277 508	44 071 229	10 758 081	7 555 470	18 313 551	62 384 780
616 - Primes d'assurances	580 009	464 170	463 170	199 832	0	0	0	199 832
617 - études et recherches	0	0	0	17 210 000	0	0	0	17 210 000
618 - Divers	3 338 904	26 241 532	10 877 853	21 538 593	6 408 425	-242 100	6 166 325	27 704 918
621 - Personnel extérieur au service	0	35 620 000	23 118 786	0	0	0	0	0
622 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	29 398 413	117 920 971	49 056 724	57 527 311	32 582 126	-4 469 381	28 112 745	85 640 056
623 - Publicité, publications, relations publiques	12 319 287	11 370 567	7 303 125	22 015 502	1 213 000	-885 200	327 800	22 343 302
624 - Transports de biens et transports collectifs	16 877 514	23 016 381	17 240 745	26 958 224	1 190 175	-1 028 387	161 788	27 120 012
625 - Déplacements et missions	33 231 579	32 973 886	29 372 097	41 081 028	0	-1 159 407	-1 159 407	39 921 621
626 - Frais postaux et frais de télécommunications	25 307 176	28 987 432	25 370 643	23 699 639	0	0	0	23 699 639
628 - Divers	7 829 306	14 568 805	12 303 973	15 839 220	0	0	0	15 839 220
635 - Autres impôts, taxes et versements assimilés (administration des impôts).	0	0	0	5 800	0	0	0	5 800
647 - Autres charges sociales	0	30 875	30 875	0	0	0	0	0
651 - Aides directes à la personne	22 040 000	36 580 000	29 152 000	43 900 000	7 428 000	-15 600 000	-8 172 000	35 728 000
652 - Aides indirectes à la personne	20 358	400 800	400 800	0	0	0	0	0
655 - Contributions obligatoires	2 547 393 566	2 701 045 351	2 597 223 428	2 625 301 764	0	-15 900 000	-15 900 000	2 609 401 764
656 - Participations	158 700 000	174 000 000	124 070 228	140 000 000	48 929 772	50 000 000	98 929 772	238 929 772
657 - Subventions	1 874 695 357	1 701 443 710	1 451 331 886	1 410 422 219	140 171 222	41 950 992	182 122 214	1 592 544 433
658 - Charges diverses de gestion courante	11 200	11 200	0	250 000	0	0	0	250 000
671 - Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 137 174	1 263 134	975 335	1 000 000	0	0	0	1 000 000
673 - Titres annulés (sur exercices antérieurs)	9 560 000	0	0	0	0	0	0	0
674 - Subventions exceptionnelles	44 326 731	0	0	8 000 000	0	-8 000 000	-8 000 000	0
<b>Investissements</b>	<b>1 273 240 505</b>	<b>2 364 796 625</b>	<b>1 728 151 482</b>	<b>1 914 284 716</b>	<b>193 197 822</b>	<b>598 037 157</b>	<b>791 234 979</b>	<b>2 705 519 695</b>
203 - Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion	81 628 275	100 055 566	55 460 705	102 478 930	19 316 273	3 150 000	22 466 273	124 945 203
204 - Subventions d'équipement versées	218 221 167	486 737 703	398 879 193	603 153 325	0	745 500 000	745 500 000	1 348 653 325
205 - Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	896 580	42 267 948	5 635 126	5 098 000	835 322	0	835 322	5 933 322
212 - Agencements et aménagements de terrains	6 414 045	31 297 140	28 408 140	2 656 700	1 518 684	0	1 518 684	4 175 384
213 - Constructions	145 905 689	163 999 078	134 069 393	57 322 664	24 591 821	0	24 591 821	81 914 485
215 - Installations, matériel et outillage techniques	6 799 252	40 640 677	29 258 988	36 267 925	0	0	0	36 267 925
218 - Autres immobilisations corporelles	119 142 801	188 830 000	146 076 721	127 166 202	25 833 385	0	25 833 385	152 999 587
231 - Immobilisations corporelles en cours	694 232 696	1 310 968 513	930 363 216	980 140 970	121 102 337	-150 612 843	-29 510 506	950 630 464
<b>Total</b>	<b>6 171 664 727</b>	<b>7 470 562 280</b>	<b>6 250 775 780</b>	<b>6 510 297 106</b>	<b>442 091 323</b>	<b>649 628 741</b>	<b>1 091 720 064</b>	<b>7 602 017 170</b>

## Enseignement

### Synthèse des crédits par programme et par chapitre

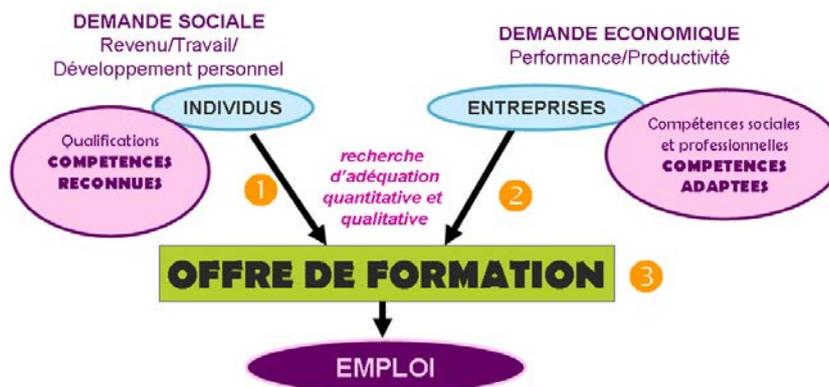
En recette :

<i>xpf</i>	CA 2013	CA 2014	Budget 2014	BP + Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	BS 2015	Budget 2015
<b>Fonctionnement</b>	<b>17 529 458</b>	<b>7 336 251</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
708 - Autres produits	1 790 200	0	0	0	0	0	0	0
771 - Produits exceptionnels sur opérations de gestion	15 648 653	0	0	0	0	0	0	0
773 - Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	90 605	7 136 251	0	0	0	0	0	0
778 - Autres produits exceptionnels	0	200 000	0	0	0	0	0	0
<b>Investissements</b>	<b>1 142 073</b>	<b>44 631</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
231 - Immobilisations corporelles en cours	1 142 073	44 631	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>18 671 531</b>	<b>7 380 882</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

# Mission M12

## Formation professionnelle continue

REPORTS :	DEPENSES :	1 334 342 471 F
	RECETTES :	116 506 190 F
MESURES NOUVELLES :	DEPENSES :	-102 000 000 F
TOTAL BS 2015 :	DEPENSES :	1 232 342 471 F
	RECETTES :	116 506 190 F



① Information, orientation, accompagnement

② Former pour l'emploi

③ Animer et piloter la politique de formation professionnelle continue

Assurer l'adéquation entre les attentes des individus et les besoins en compétences des entreprises calédoniennes est l'un des enjeux de la formation professionnelle continue. C'est autour de cette logique que nous avons structuré la mission formation professionnelle en trois programmes. Les deux premiers programmes sont orientés en direction des principaux « clients » de la formation que sont les individus (informer, orienter accompagner) et les entreprises (former pour l'emploi). Le troisième programme concentre quant à lui les moyens destinés à satisfaire aux exigences qualitatives et réglementaires pour une mise en œuvre optimum des deux premiers programmes.

Budget supplémentaire 2015  
Formation professionnelle continue

Historique des moyens financiers

En Dépenses

M12-Formation professionnelle						
Programmes	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
P1201 Information, orientation, accompagnement	1 553 487 070	1 336 134 603	1 000 084 661	193 865 467	-33 000 000	1 160 950 128
P1202 Former pour l'emploi	1 221 995 120	923 599 560	812 290 992	253 673 473	-33 500 000	1 032 464 465
P1203 Animer et piloter la politique de formation professionnelle continue	2 322 909 622	1 322 736 299	975 769 827	886 803 531	-35 500 000	1 827 073 358
<b>Total Mission 12</b>	<b>5 098 391 812</b>	<b>3 582 470 462</b>	<b>2 788 145 480</b>	<b>1 334 342 471</b>	<b>-102 000 000</b>	<b>4 020 487 951</b>

En Recettes

M 12-Formation professionnelle						
Programmes	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
P1201 Information, orientation, accompagnement	0	14 956 174	0	1 506 190	0	1 506 190
P1202 Former pour l'emploi	0	4 644 687	0	0	0	0
P1203 Animer et piloter la politique de formation professionnelle continue	2 021 055 606	357 002 329	220 000 000	115 000 000	0	335 000 000
<b>Total Mission 12</b>	<b>2 021 055 606</b>	<b>376 603 190</b>	<b>220 000 000</b>	<b>116 506 190</b>	<b>0</b>	<b>336 506 190</b>

<b>Programme P1201 Information, orientation, accompagnement</b>	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>193 865 467 F</b>
		<b>Recettes</b>	<b>1 506 190 F</b>
	<b>Mesures nouvelles</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>- 33 000 000 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>160 865 467 F</b>
		<b>Recettes</b>	<b>1 506 190 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

Ce programme vise à promouvoir les dispositifs de formation professionnelle auprès des publics cibles, à les orienter vers les parcours de formation et d'insertion les plus adaptés et à les accompagner, y compris financièrement, tout au long de leur formation ; voire à les inscrire dans des dispositifs préparatoires à l'entrée en formation. Les crédits alloués à ce programme sont essentiellement affectés à deux actions clés : la prise en charge des bénéficiaires et la mise en œuvre d'actions préqualifiantes. Au vu des caractéristiques des publics, de plus en plus éloignés de l'emploi, il a été décidé de ne pas réduire les crédits affectés aux opérations préqualifiantes. Par contre, un certain nombre d'actions de formation étant annulées pour rentrer dans l'épure du BS 2015, il s'ensuit mécaniquement une baisse des indemnités servies aux stagiaires, ce qui constitue la plus grande part de l'effort de réduction consenti sur ce programme. Il faut enfin noter que l'internalisation d'actions d'accompagnement permet de générer 10 millions d'économie.

### Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme information, orientation, accompagnement est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A1201-01</b> - Informer et promouvoir la formation	15 872 467	10 519 864	10 000 000	4 135 065	-1 000 000	13 135 065
<b>Action A1201-02</b> - Accueillir, orienter et positionner les bénéficiaires	6 149 353	4 376 131	34 148 223	1 771 122	-10 000 000	25 919 345
<b>Action A1201-03</b> - Connaître et analyser les publics	0	0	5 150 000	0	-2 000 000	3 150 000
<b>Action A1201-04</b> - Prendre en charge les bénéficiaires	1 230 449 715	1 068 818 423	775 505 325	139 363 930	-20 000 000	894 869 255
<b>Action A1201-05</b> - Préparer l'entrée en formation	301 015 535	252 420 185	180 768 649	48 595 350	0	229 363 999
<b>Total</b>	<b>1 553 487 070</b>	<b>1 336 134 603</b>	<b>1 005 572 197</b>	<b>193 865 467</b>	<b>-33 000 000</b>	<b>1 166 437 664</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + DepI 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	490 660 674	357 359 641	312 382 636	131 835 395	-16 000 000	428 218 031
65-Autres charges de gestion courante	1 060 846 912	976 795 478	693 189 561	62 030 072	-17 000 000	738 219 633
67- Charges exceptionnelles	1 979 484	1 979 484	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>1 553 487 070</b>	<b>1 336 134 603</b>	<b>1 005 572 197</b>	<b>193 865 467</b>	<b>-33 000 000</b>	<b>1 166 437 664</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	0	14 956 174	0	1 506 190	0	1 506 190

## Les compléments d'actions pour 2015

L'AE P1201-2014/1 est financée sur plusieurs actions. Au BS, 6 MF sont rendus dont 1 MF depuis l'action 1201-01 et 5 MF depuis l'action 1201-04.

AE P1201-2014/1- INFORMATION ORIENTATION A COMPAGNEMENT	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	3 485 862 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>3 485 862 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	1 980 251 975
CP inscrits au BS	-6 000 000
<b>Total CP</b>	<b>1 974 251 975</b>
Reste à financer	1 511 610 025
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	1 172 753 397
CP 2017	323 192 500
CP 2018	10 176 592
CP 2019	0

**Action A1201-01 – Informer et promouvoir la formation** Dépenses : - 1,00 MF

---

**Fonctionnement : - 1MF**

Il s'agit d'un réajustement des crédits des campagnes de communication (AE).

**Action A1201-02 - Accueillir, orienter et positionner les bénéficiaires** Dépenses : - 10,00 MF

---

**Fonctionnement : - 10 MF**

Cette diminution concerne l'internalisation de l'appui au dispositif des bourses territoriales de formation.

**Action A1201-03 - Connaître et analyser les publics** Dépenses : - 2,00 MF

---

**Fonctionnement : - 2MF**

Il s'agit d'un réajustement des crédits alloués à l'étude sur les bénéficiaires.

**Action A1201-04 – Prendre en charge les bénéficiaires** Dépenses : - 20,00 MF

---

**Fonctionnement : - 20 MF**

Il s'agit d'un réajustement des postes suivants :

- suivi des stagiaires du dispositif mobilité : - 2 MF (AE),
- réévaluation de l'intendance des stagiaires de la FPC : - 3 MF (AE)
- réévaluation des indemnités des bourses territoriales de formation : - 15 MF.

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>253 673 473 F</b>
<b>Programme P1202</b> <b>Former pour l'emploi</b>	<b>Mesures nouvelles</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-33 500 000 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>220 173 473 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

Ce programme représente le cœur de l'activité de la DFPC en termes de volume de crédits d'intervention, puisqu'il concerne la commande publique en matière de formation professionnelle continue, qu'elle soit de nature structurelle (besoins en emplois pérennes et financement intégral par la collectivité) ou conjoncturelle (besoins immédiats en emplois et cofinancements collectivité/entreprises). C'est donc ce programme qui supporte la plus grande diminution de moyens : cinq actions de formation sont annulées ou reportées à 2016, dont la seule action commandée au CFTMC de Poro pour 2015.

Cette nouvelle réduction de la commande, après celle opérée au BP 2015, va contribuer à une fragilisation accrue des organismes de formation émergeant à la commande publique. Il faut s'attendre à des difficultés financières et à des réductions d'effectifs au sein de ces structures. En effet, la plupart d'entre elles n'ont pas encore opéré une réorientation de leurs sources de financement vers la sphère privée, y compris paradoxalement les organismes privés adossés à des branches professionnelles. De plus, la commande privée de formation dans certains secteurs comme la mine est conjoncturellement en forte baisse du fait des aléas supportés par certains opérateurs majeurs.

Le dispositif des bourses avec affectation spéciale présente un taux d'exécution, au 30 juin, de 45,28%. Le recensement des besoins en ressources justifiant l'octroi d'une bourse avec affectation spéciale a été réalisé. La commission d'attribution devrait rendre un avis le 31 juillet et les propositions seront soumises au gouvernement ensuite pour une date d'effet à la rentrée de septembre. Il est prévu de limiter le nombre de bourses accordées pour l'année scolaire 2015-2016 à 12.

### Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme former pour l'emploi est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A1202-01</b> - Qualifier pour l'emploi (demandeurs d'emploi formés sur la commande publique)	882 095 975	685 650 804	654 152 571	152 843 216	-12 000 000	794 995 787
<b>Action A1202-02</b> - Soutenir les initiatives sectorielles	223 567 420	149 049 516	106 457 423	74 517 904	-40 500 000	140 475 327
<b>Action A1202-03</b> - Accompagner le développement des actifs et des publics	110 719 907	86 093 331	38 879 293	23 506 444	19 000 000	81 385 737
<b>Action A1202-04</b> - Evaluer les besoins et les réalisations	5 611 818	2 805 909	12 801 705	2 805 909	0	15 607 614
<b>Total</b>	<b>1 221 995 120</b>	<b>923 599 560</b>	<b>812 290 992</b>	<b>253 673 473</b>	<b>-33 500 000</b>	<b>1 032 464 465</b>

## Budget supplémentaire 2015 Formation professionnelle continue

Par nature de dépenses, les propositions sont :

En XPF	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	1 096 476 521	812 353 597	729 940 992	245 425 027	-52 500 000	922 866 019
65-Autres charges de gestion courante	125 518 599	111 245 963	82 350 000	8 248 446	19 000 000	109 598 446
<b>Total</b>	<b>1 221 995 120</b>	<b>923 599 560</b>	<b>812 290 992</b>	<b>253 673 473</b>	<b>-33 500 000</b>	<b>1 032 464 465</b>
Recettes (pour mémoire)	0	4 644 687	0	0	0	0

### Les compléments d'actions pour 2015

L'AE P1202-2014/1 est financée sur plusieurs actions du programme. Au BS, 36 MF sont rendus sur les actions A1202-01 et A1202-02 et 9 MF sont inscrits sur l'action 1202-03.

AE P1202-2014/1-FORMER POUR L'EMPLOI	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	3 371 750 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>3 371 750 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	1 522 732 928
CP inscrits au BS	-27 000 000
<b>Total CP</b>	<b>1 495 732 928</b>
Reste à financer	1 876 017 072
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	833 024 575
CP 2017	529 350 000
CP 2018	411 949 949
CP 2019	101 692 548

**Action A1202-01 – Qualifier pour l'emploi** **Dépenses : - 12,00 MF**

**Fonctionnement : - 12 MF**

Deux actions qualifiantes dans le domaine du BTP sont reportées à 2016 à savoir les formations BP JEPS (DJS/CISE) et conducteur de poids lourds et de transport de marchandises prises en charge par l'ETFPA (- 34 MF).

22 MF sont inscrits pour le financement d'une formation de caristes. Les crédits proviennent d'une diminution de la subvention de fonctionnement à l'ETFPA (A1203-04).

**Action A1202-02 – Soutenir les initiatives sectorielles** **Dépenses : -40,50 MF**

**Fonctionnement : - 40,5 MF**

Il s'agit d'annulations concernant le soutien aux initiatives sectorielles, comprenant notamment une diminution de -17 MF au titre de la formation CPHCP-TP, unique formation du secteur mines commandée au CFTMC de Poro pour 2015 et d'un virement de - 6 183 140 F pour abonder la subvention au CNAM.

Par ailleurs deux virements sont proposés :

- Virement de 10 MF pour abonder une subvention à l'UNC pour la coordination des DAEU et le financement du DAEU Nouméa.
- Virement de 6,5 MF pour une subvention à l'association « Communication, Culture et Dynamisation (CCD) au bénéfice d'une action d'insertion de personnes sourdes.

**Action A1202-03 – Accompagner le développement des actifs spécifiques**      **Dépenses : 19,00 MF**

---

**Fonctionnement : 19 MF**

Ces crédits vont permettre de réajuster la subvention au CNAM (9MF) dont seuls 3,3 MF avaient été inscrits au budget primitif 2015 et de financer une subvention de 10MF à l'UNC pour la coordination des DAEU et le financement du DAEU Nouméa.

Budget supplémentaire 2015  
Formation professionnelle continue

<b>Programme P1203</b> <b>Animer et piloter la</b> <b>politique de formation</b> <b>professionnelle continue</b>	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>886 803 531 F</b>
		<b>Recettes :</b>	<b>115 000 000 F</b>
	<b>Mesures nouvelles</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-35 500 000 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>851 303 531 F</b>
		<b>Recettes :</b>	<b>115 000 000 F</b>

Contexte et bilan à mi-parcours

Financièrement, ce programme s'articule essentiellement autour d'une politique d'investissement visant à doter les opérateurs de formation d'infrastructures de qualité et, plus marginalement, de la mise en œuvre d'un cadre favorable au développement de la formation professionnelle : adaptation de la réglementation, contrôle des opérateurs et audits des réalisations pour une mise en œuvre sécurisée et de qualité, création de certifications locales adaptées aux besoins des acteurs économiques. Ces actions doivent répondre à des objectifs de simplification administrative et de communication auprès des partenaires concernés. Les opérations de réduction de crédits de fonctionnement sur ce programme sont donc minimales.

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme animer et piloter la politique de formation professionnelle continue est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A1203-01</b> - Adapter les moyens humains et les infrastructures de formation et de péri-formation	1 417 155 258	502 981 765	292 086 229	831 487 493	6 500 000	1 130 073 722
<b>Action A1203-02</b> - Réglementer et contrôler le dispositif de la formation professionnelle	66 556 774	64 891 810	5 648 295	1 285 800	0	6 934 095
<b>Action A1203-03</b> - Animer et piloter le dispositif de formation et de certification	97 977 531	84 862 724	93 035 303	10 959 763	-10 000 000	93 995 066
<b>Action A1203-04</b> - Soutien des établissements publics	741 220 059	670 000 000	585 000 000	43 070 475	-32 000 000	596 070 475
<b>Total</b>	<b>2 322 909 622</b>	<b>1 322 736 299</b>	<b>975 769 827</b>	<b>886 803 531</b>	<b>-35 500 000</b>	<b>1 827 073 358</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + DepI 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	335 364 335	308 677 204	152 498 627	24 877 266	-10 000 000	167 375 893
012-Charges de personnel	8 149 584	0	11 371 200	0	0	11 371 200
65-Autres charges de gestion courante	471 086 764	445 791 600	559 700 000	1 880 000	-25 500 000	536 080 000
67- Charges exceptionnelles	212 006 885	210 000 000	0	2 006 885	0	2 006 885
Dépenses d'investissement	1 296 302 054	358 267 495	252 200 000	858 039 380	0	1 110 239 380
<b>Total</b>	<b>2 322 909 622</b>	<b>1 322 736 299</b>	<b>975 769 827</b>	<b>886 803 531</b>	<b>-35 500 000</b>	<b>1 827 073 358</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	<i>2 021 055 606</i>	<i>357 002 329</i>	<i>220 000 000</i>	<i>115 000 000</i>	<i>0</i>	<i>335 000 000</i>

## Les compléments d'actions pour 2015

**Action A1203-01 – Adapter les moyens humains et les infrastructures de formation et de péri-formation**      Dépenses :      **6,5 MF**

### Investissement : 0 MF

Il est proposé d'inscrire une subvention d'1 MF au collège d'Ouvéa au titre du « PES pêche d'Ouvéa » (AP P1203-2011/1) pour le financement d'une dalle pour le bateau.

<b>AP P1203-2011/1-PLATEAUX TECHNIQUES FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE X ème FED</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	1 220 500 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>1 220 500 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	466 900 605
CP inscrits au BS	1 000 000
<b>Total CP</b>	<b>467 900 605</b>
Reste à financer	752 599 395
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	174 099 395
CP 2017	278 500 000
CP 2018	300 000 000
CP 2019	0

En contrepartie, les crédits de l'opération « études et ingénierie du pôle d'excellence industrie » financée sur l'AP Appui mise en œuvre pêche est diminuée pour 1 MF.

<b>AP P1203-2014/3-APPUI MISE EN OEUVRE PES</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	123 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>123 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	91 000 000
CP inscrits au BS	-1 000 000
<b>Total CP</b>	<b>90 000 000</b>
Reste à financer	33 000 000
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	32 000 000
CP 2017	1 000 000
CP 2018	0
CP 2019	0

### Fonctionnement : 6,5 MF

Il s'agit d'une subvention de 6,5 MF à l'association CCD pour la mise en œuvre d'un dispositif d'aide à l'insertion sociale et professionnelle des adultes sourds (AISPAS).

**Action A1203-03 – Animer et piloter le dispositif de formation et de certification** Dépenses : - 10,00 MF

---

**Fonctionnement : -10 MF**

La somme de **5 MF** est inscrite pour le règlement des loyers de la direction (le besoin réel en frais de fonctionnement calculé est de 15 MF).

Des crédits sont rendus pour un montant de **15 MF**. Il s'agit d'un virement à la DRH pour le financement de CDI de techniciens dédiés au développement de l'outil « séfora ».

<b>AE P1203-2014/2-ANIMER PILOTER LA POLITIQUE DE FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	352 500 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>352 500 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	202 824 611
CP inscrits au BS	-15 000 000
<b>Total CP</b>	<b>187 824 611</b>
Reste à financer	164 675 389
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	99 502 684
CP 2017	64 335 000
CP 2018	837 705
CP 2019	0

**Action A1203-04 – Soutien des établissements publics** Dépenses : - 32,00 MF

---

**Fonctionnement : - 32 MF**

Les subventions de fonctionnement à l'IDCNC et à l'ETFPA sont réduites respectivement de **2 MF** et **30 MF** dont 22 MF serviront à financer une formation de caristes (CP sur A1202-01).

### Synthèse des crédits par programme et par chapitre

En XPF		Programmes Dépenses			
Chapitre	P1201 Information, orientation, accompagnement	P1202 Former pour l'emploi	P1203 Animer et piloter la politique de formation professionnelle continue	Total	
<b>936</b>	-33 000 000	-33 500 000	-35 500 000	-102 000 000	
<b>Ss total fonctionnement</b>	-33 000 000	-33 500 000	-35 500 000	-102 000 000	
<b>Total mesures nouvelles</b>	-33 000 000	-33 500 000	-35 500 000	-102 000 000	
<b>Pour mémoire Report</b>	193 865 467	253 673 473	886 803 531	1 334 342 471	
<b>Total BS 2015</b>	160 865 467	220 173 473	851 303 531	1 232 342 471	

En XPF		Programmes Recettes			
Chapitre	P1201 Information, orientation, accompagnement	P1202 Former pour l'emploi	P1203 Animer et piloter la politique de formation professionnelle continue	Total	
<b>936</b>	0	0		0	
<b>Ss total fonctionnement</b>	0	0	0	0	
<b>Total mesures nouvelles</b>	0	0	0	0	
<b>Pour mémoire Report</b>	1 506 190	0	115 000 000	116 506 190	
<b>Total BS 2015</b>	1 506 190	0	115 000 000	116 506 190	

Synthèse des crédits par regroupement des articles à trois chiffres (en dépenses)

XPF	CA 2013	CA 2014	Budget 2014	BP + Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	BS 2015	Budget 2015
<b>Fonctionnement</b>	<b>3 891 584 926</b>	<b>3 802 089 758</b>	<b>3 224 202 967</b>	<b>2 535 945 480</b>	<b>476 303 091</b>	<b>-102 000 000</b>	<b>374 303 091</b>	<b>2 910 248 571</b>
606 - Achats non stockés de matières et fournitures	5 079 792	3 314 649	3 229 610	3 154 550	0	0	0	3 154 550
613 - Locations	36 272 152	39 741 552	37 033 686	26 104 487	2 210 180	5 000 000	7 210 180	33 314 667
614 - Charges locatives et de copropriété	7 569 230	11 433 748	11 306 294	10 692 413	0	0	0	10 692 413
615 - entretien et réparations	1 946 533	1 440 124	1 440 124	1 015 500	0	0	0	1 015 500
617 - études et recherches	9 936 000	17 390 263	13 798 554	20 400 000	3 591 709	-2 000 000	1 591 709	21 991 709
618 - Divers	1 519 231 425	1 581 051 036	1 226 529 128	1 004 528 782	318 647 600	-70 500 000	248 147 600	1 252 676 382
622 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	151 551 932	228 208 609	162 065 061	76 717 262	65 968 199	-11 000 000	54 968 199	131 685 461
623 - Publicité, publications, relations publiques	11 304 760	5 400 930	4 170 044	4 303 073	0	0	0	4 303 073
624 - Transports de biens et transports collectifs	13 609 298	24 903 128	10 082 925	36 083 204	11 720 000	0	11 720 000	47 803 204
625 - Déplacements et missions	2 308 591	2 592 159	2 513 075	1 167 404	0	0	0	1 167 404
626 - Frais postaux et frais de télécommunications	5 154 375	4 573 344	4 330 661	3 033 880	0	0	0	3 033 880
628 - Divers	2 882 296	2 451 988	1 891 280	3 244 700	0	0	0	3 244 700
641 - Rémunérations du personnel	0	8 149 584	0	11 371 200	0	0	0	11 371 200
651 - Aides directes à la personne	493 057 416	331 190 256	317 107 160	257 346 507	2 458 150	-15 000 000	-12 541 850	244 804 657
652 - Aides indirectes à la personne	796 425 112	795 233 255	721 763 267	491 732 518	58 100 368	-2 000 000	56 100 368	547 832 886
656 - Participations	59 000 000	56 000 000	56 000 000	46 000 000	0	0	0	46 000 000
657 - Subventions	484 625 000	475 028 764	438 962 614	539 050 000	11 600 000	-6 500 000	5 100 000	544 150 000
671 - Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	631 014	1 979 484	1 979 484	0	0	0	0	0
674 - Subventions exceptionnelles	291 000 000	212 006 885	210 000 000	0	2 006 885	0	2 006 885	2 006 885
<b>Investissements</b>	<b>339 649 647</b>	<b>1 296 302 054</b>	<b>358 267 495</b>	<b>252 200 000</b>	<b>858 039 380</b>	<b>0</b>	<b>858 039 380</b>	<b>1 110 239 380</b>
203 - Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion	0	49 806 500	6 930 000	60 000 000	39 806 500	-1 000 000	38 806 500	98 806 500
204 - Subventions d'équipement versées	137 638 301	939 733 880	332 050 000	191 000 000	531 103 880	1 000 000	532 103 880	723 103 880
205 - Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	25 000	3 193 500	1 064 500	339 475	2 129 000	0	2 129 000	2 468 475
213 - Constructions	2 055 900	227 224	0	0	0	0	0	0
218 - Autres immobilisations corporelles	930 446	2 340 950	2 222 995	860 525	0	0	0	860 525
458 - Opérations sous mandat (à subdiviser par mandat) (1)	199 000 000	301 000 000	16 000 000	0	285 000 000	0	285 000 000	285 000 000
<b>Total</b>	<b>4 231 234 573</b>	<b>5 098 391 812</b>	<b>3 582 470 462</b>	<b>2 788 145 480</b>	<b>1 334 342 471</b>	<b>-102 000 000</b>	<b>1 232 342 471</b>	<b>4 020 487 951</b>

Synthèse des crédits par regroupement des articles à trois chiffres (en recettes)

xpf	CA 2013	CA 2014	Budget 2014	BP + Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	BS 2015	Budget 2015
<b>Fonctionnement</b>	<b>1 090 413 071</b>	<b>369 103 190</b>	<b>1 781 055 606</b>	<b>220 000 000</b>	<b>1 506 190</b>	<b>0</b>	<b>1 506 190</b>	<b>221 506 190</b>
738 - Autres impôts et taxes	280 966 391	331 389 022	200 000 000	220 000 000	0	0	0	220 000 000
747 - Participations	775 656 325	0	1 581 055 606	0	0	0	0	0
758 - Produits divers de gestion courante	0	0	0	0	332 500	0	332 500	332 500
771 - Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	2 165 894	0	0	0	0	0	0
773 - Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	33 790 355	30 619 958	0	0	1 173 690	0	1 173 690	1 173 690
778 - Autres produits exceptionnels	0	4 928 316	0	0	0	0	0	0
<b>Investissements</b>	<b>4 928 316</b>	<b>7 500 000</b>	<b>240 000 000</b>	<b>0</b>	<b>115 000 000</b>	<b>0</b>	<b>115 000 000</b>	<b>115 000 000</b>
204 - Subventions d'équipement versées	4 928 316	0	0	0	0	0	0	0
458 - Opérations sous mandat (à subdiviser par mandat) (1)	0	7 500 000	240 000 000	0	115 000 000	0	115 000 000	115 000 000
<b>Total</b>	<b>1 095 341 387</b>	<b>376 603 190</b>	<b>2 021 055 606</b>	<b>220 000 000</b>	<b>116 506 190</b>	<b>0</b>	<b>116 506 190</b>	<b>336 506 190</b>

## Mission M13 Economie et emploi

REPORTS :	DEPENSES :	823 885 938 F
	RECETTES :	5 650 000 F
<b>MESURES NOUVELLES :</b>	<b>DEPENSES :</b>	<b>321 877 292 F</b>
	<b>RECETTES :</b>	<b>8 385 301 F</b>
TOTAL BS 2015 :	DEPENSES :	1 145 763 230 F
	RECETTES :	14 035 301 F



### Travail et emploi

Le programme travail et emploi concerne exclusivement les actions et interventions de la direction du travail et de l'emploi (DTE). La mise en œuvre de ce programme s'effectue d'une part par l'action opérationnelle des différents services (conseils au public, rédactions de projets de textes, contrôle...), et d'autre part, par des interventions en direction des partenaires sociaux (formations, séminaires, rencontres, soutien à la négociation collective ou encore l'attribution de subventions).

L'ensemble de ces actions contribue au développement de l'économie calédonienne en régulant les relations de travail, en promouvant une politique de qualité des relations professionnelles, en favorisant le règlement amiable des conflits du travail. Cette politique contribue à améliorer la productivité et la compétitivité des entreprises et le bien être et l'efficacité au travail.

### Marché intérieur

La Nouvelle-Calédonie est compétente en matière de droit de la concurrence, de répression des fraudes, de réglementation des prix et de réglementation des professions commerciales.

Cette mission a pour finalité la régulation économique du marché intérieur et la protection physique et économique du consommateur.

### Etudes économiques et sociales

L'institut de la statistique et des études économiques de la Nouvelle-calédonie (ISEE NC) est l'acteur principal de ce programme. Il collecte, produit, analyse et diffuse des informations sur l'économie et la 'société' calédonienne. L'ISEE NC réalise des études pérennes mais participe également à des opérations exceptionnelles comme l'ont été la préparation du

nouvel indice des prix et le redressement-exploitation du recensement de la population.

### Soutien au secteur agricole

Le secteur agricole calédonien est aujourd'hui confronté à la concurrence du marché extérieur qui n'est pas toujours soumis aux mêmes contraintes, d'insularité, d'étroitesse du marché intérieur ou d'aléas en climat tropical. Le soutien au secteur agricole est un programme dont les enjeux ne sont plus uniquement quantitatifs mais se présentent aussi en termes de diversité et de qualité des produits.

### Pêche

C'est la direction des affaires maritimes (DAM) qui est en charge de ce programme qui concerne l'exploration, l'exploitation, la gestion et la conservation des ressources naturelles biologiques de la ZEE et la gestion du parc naturel de la mer de Corail. Le présent projet permet une économie de 19 200 000 F par rapport au budget initial, constituée par une diminution des dépenses de 13 500 000 F et une augmentation des recettes de 5 700 000 F.

### Mines et carrières

L'activité de la mine et la métallurgie est au coeur des anticipations de l'ensemble des acteurs de l'économie. La loi organique a confié des compétences et responsabilités à la Nouvelle-Calédonie comme le schéma de mise en valeur des richesses minières.

Ce programme a pour objet la mise en oeuvre de politiques publiques susceptibles de garantir le caractère durable du développement de la Nouvelle-Calédonie.

### Economie numérique et communication

La cellule économie numérique assure la coordination et le pilotage de ce programme qui a pour objectif de mettre en oeuvre les politiques publiques relatives au développement du numérique. Ce programme s'appuie sur le Plan Stratégique pour l'Economie Numérique (PSEN), dont les orientations ont été votées par le congrès de la Nouvelle-Calédonie (délib. n°321 du 28/10/2013).

## Historique des moyens financiers

### En Dépenses

M13-Economie et emploi						
Programmes	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
P1301 Travail et emploi	1 590 959 901	997 869 172	1 292 064 378	440 859 565	-171 000 000	1 561 923 943
P1302 Marché intérieur	829 575 625	298 153 058	417 276 150	199 552 532	-10 997 644	605 831 038
P1303 Etudes économiques et sociales	350 675 000	339 272 212	332 000 000	8 606 250	0	340 606 250
P1304 Soutien au secteur agricole	2 287 809 194	2 012 040 235	1 647 627 419	106 254 546	526 558 000	2 280 439 965
P1305 Pêche	56 713 367	42 914 164	71 923 100	4 822 048	-13 500 000	63 245 148
P1306 Mines et carrières	323 294 494	209 004 096	146 414 000	40 728 565	-2 373 699	184 768 866
P1307 Economie numérique et communication	1 026 139 440	546 369 322	378 991 150	23 062 432	-6 809 365	395 244 217
<b>Total Mission 13</b>	<b>6 465 167 021</b>	<b>4 445 622 259</b>	<b>4 286 296 197</b>	<b>823 885 938</b>	<b>321 877 292</b>	<b>5 432 059 427</b>

### En Recettes

M13-Economie et emploi						
Programmes	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
P1301 Travail et emploi	22 500 000	17 485 798	22 000 000	0	0	22 000 000
P1302 Marché intérieur	27 340 000	95 165 210	75 340 000	0	0	75 340 000
P1303 Etudes économiques et sociales	8 000 000	542 797	8 000 000	0	0	8 000 000
P1304 Soutien au secteur agricole	8 000 000	0	0	1 900 000	4 655 000	6 555 000
P1305 Pêche	137 300 193	110 651 841	123 099 356	3 750 000	3 730 301	130 579 657
<b>Total Mission 13</b>	<b>203 140 193</b>	<b>223 845 646</b>	<b>228 439 356</b>	<b>5 650 000</b>	<b>8 385 301</b>	<b>242 474 657</b>

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>440 859 565</b>	<b>F</b>
<b>Programme P1301</b>	<b>Mesures</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-171 000 000</b>	<b>F</b>
<b>Travail et emploi</b>	<b>nouvelles</b>			
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>269 859 565</b>	<b>F</b>

## Contexte et bilan à mi-parcours

Le budget supplémentaire s'inscrit dans un contexte de rigueur budgétaire qui conduit à une forte diminution des crédits votés au budget initial.

Compte tenu des enjeux sur l'emploi, le choix fait consiste à sauvegarder les crédits destinés à l'emploi et à diminuer voire supprimer les crédits affectés à d'autres actions.

La Nouvelle-Calédonie s'est en effet engagée dans une action forte en direction de l'emploi local et de l'insertion, en cohérence avec les objectifs déclinés dans le cadre du XIème FED.

S'agissant des actions en matière de santé et de sécurité au travail, l'essentiel des crédits a déjà été utilisé et les actions réalisées. Par ailleurs, toutes les subventions sont soit déjà versées aux bénéficiaires, soit en cours de versement. En revanche, la subvention aux provinces au titre du placement des demandeurs d'emploi reste à répartir. Quant aux subventions au bénéfice des organisations syndicales, leur versement est imminent. Le montant initialement prévu étant suffisant, aucune demande supplémentaire n'a à être formulée au titre du budget supplémentaire, contrairement aux années précédentes.

## Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme travail et emploi est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A1301-01</b> - Elaborer, moderniser et rendre accessible le droit du travail	31 446 607	19 230 300	14 088 400	627 375	0	14 715 775
<b>Action A1301-03</b> - Animer, mesurer et piloter la politique publique du travail et de l'emploi	138 575 374	90 102 606	102 569 178	3 811 500	-4 000 000	102 380 678
<b>Action A1301-04</b> - Contribuer à la progression de la qualité des relations individuelles et collectives au travail	40 731 842	37 431 842	31 786 000	2 200 000	0	33 986 000
<b>Action A1301-05</b> - Contribuer au développement du dialogue social	216 744 087	190 718 439	192 690 700	0	0	192 690 700
<b>Action A1301-06</b> - Participer à l'animation de la prévention des risques professionnels	41 164 119	31 338 776	17 905 000	101 850	0	18 006 850
<b>Action A1301-07</b> - Conduire à faire diminuer les accidents du travail et les maladies professionnelles	21 689 232	7 750 029	32 825 000	525 000	-7 000 000	26 350 000
<b>Action A1301-08</b> - Contribuer à la protection et l'accès à l'emploi	1 100 608 640	621 297 180	900 200 100	433 593 840	-160 000 000	1 173 793 940
<b>Total</b>	<b>1 590 959 901</b>	<b>997 869 172</b>	<b>1 292 064 378</b>	<b>440 859 565</b>	<b>-171 000 000</b>	<b>1 561 923 943</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	324 976 026	178 682 706	183 192 878	8 441 190	-11 000 000	180 634 068
65-Autres charges de gestion courante	1 219 000 000	795 000 000	1 091 398 500	424 000 000	-160 000 000	1 355 398 500
67- Charges exceptionnelles	2 430 000	979 336	38 000	0	0	38 000
Dépenses d'investissement	44 553 875	23 207 130	17 435 000	8 418 375	0	25 853 375
<b>Total</b>	<b>1 590 959 901</b>	<b>997 869 172</b>	<b>1 292 064 378</b>	<b>440 859 565</b>	<b>-171 000 000</b>	<b>1 561 923 943</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	<i>22 500 000</i>	<i>17 485 798</i>	<i>22 000 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>22 000 000</i>

### Les compléments d'actions pour 2015

**Action A1301-03 - Animer, mesurer et piloter la politique publique du travail et de l'emploi** Dépenses : **-4,00 MF**

**Fonctionnement : -4 MF**

Il s'agit d'une réduction des charges de gestion courantes

**Action A1301-07 - Conduire à faire diminuer les accidents du travail et les maladies professionnelles** Dépenses : **-7,00 MF**

**Fonctionnement : -7 MF**

L'étude portant sur la mise en place d'un laboratoire d'analyses de prélèvements amiante est reporté, compte tenu de l'état d'avancement du dossier.

**Action A1301-08 - Contribuer à la protection et l'accès à l'emploi** Dépenses : **-160,00 MF**

**Fonctionnement : -160 MF**

La restitution porte exclusivement sur le financement des parcours d'insertion par le travail dont les crédits de 2015 ne seront pas totalement consommés vu la mise en œuvre tardive du dispositif.

<b>AE P1301-2013 / 1-PLAN EMPLOI SIT 2013-2015</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	675 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>675 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	286 548 500
CP inscrits au BS	-160 000 000
<b>Total CP</b>	<b>126 548 500</b>
Reste à financer	548 451 500
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	127 000 000
CP 2017	127 000 000
CP 2018	127 000 000
CP 2019	167 451 500

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>199 552 532 F</b>
<b>Programme P1302</b> <b>Marché intérieur</b>	<b>Mesures</b> <b>nouvelles</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-10 997 644 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>188 554 888 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

La Nouvelle-Calédonie souhaite poursuivre son effort de soutien fort à l'économie et définir les axes nouveaux et prioritaires de sa politique pour ce secteur, en s'inscrivant notamment dans le cadre des objectifs de l'Agenda Partagé, afin notamment de travailler sur la compétitivité des filières pour favoriser une baisse des prix, promouvoir la production locale en contrepartie de contrats de performances et poursuivre son action sur le processus concurrentiel.

Ces actions s'accompagneront d'une modernisation de la Direction des affaires économique et de ses actions, et une simplification des démarches.

Elle veillera également à favoriser l'amélioration du pouvoir d'achat des calédoniens, et notamment des plus démunis, et garantir un haut degré de protection physique et économique des consommateurs.

### Objectifs

Les objectifs poursuivis s'inscrivent clairement dans la mise en œuvre des actions décidées dans le cadre de l'Agenda Partagé, et notamment :

- Compétitivité : participer activement aux travaux permettant d'aboutir à la signature de contrats de compétitivité par filières. Les travaux préparatoires ont été entamés dès la fin de l'année 2014 et se continuent avec l'aide de cabinets de consultants, intervenant dans le processus dès le mois de mai 2015.
- Guichets uniques : participer activement à la constitution de guichets uniques intégrant les démarches relatives au RCS, afin de faciliter et simplifier les démarches des entreprises. Ces travaux s'inscriront dans la continuité des travaux d'ores et déjà engagés durant l'année 2015, qui ont permis l'accueil du RCS avec succès, depuis le 2 mars 2015.
- Autorité de la concurrence : participer activement à la création de l'autorité de la concurrence. Les travaux ont été entamés dès la fin de l'année 2014 (lancement des AVP relatifs aux membres et agents de l'autorité, adoption par le gouvernement d'une délibération sur la rémunération ...) et se continueront durant l'année 2015.
- Contrats de performance : introduire les contrats de performance dans le dispositif législatif afin de conditionner les protections de marchés à des contreparties (économiques, sociales et favorisant la compétitivité). Trois premiers contrats de performances ont d'ores et déjà été négociés durant les premiers mois de l'année 2015.
- Moderniser le droit des assurances : participer activement à la modernisation du droit des assurances. A l'occasion de la venue d'un spécialiste métropolitain, la DAE a activement participé aux discussions, en octobre 2014 et avril 2015, afin de moderniser le droit applicable aux entreprises et intermédiaires d'assurance.
- Observatoire des prix et des marges : réactiver le dispositif. La réactivation du dispositif est tout d'abord passée par le recrutement de 6 agents polyvalents, grâce au renouvellement des postes afférents à l'observatoire pour un an. Leur recrutement a permis de remettre à jour les données du site internet et de l'enrichir.

Les objectifs liés à l'Agenda Partagé seront complétés par plusieurs objectifs stratégiques permettant de garantir une sortie du Protocole de fin de conflit vie chère maîtrisée au regard des outils à disposition du gouvernement, dans le cadre d'un plan d'actions coordonnées

## Budget supplémentaire 2015

### Economie et emploi

(réévaluation des dispositifs de contrôle des prix, veille des prix grâce à l'Observatoire des prix, mise en œuvre des outils de régulation concurrentielle des marchés, garantir un haut degré de protection des consommateurs ...). Ces différents travaux ont d'ores et déjà été entamés, dans la continuité des accords interprofessionnels signés en décembre 2014 et validés par le gouvernement. Le gouvernement a ainsi adopté un projet de délibération l'habilitant à réglementer les prix actuellement au congrès, qui lui permettra de modifier les réglementations relatives à certains secteurs, au regard des contrôles et analyses effectuées.

Afin de garantir une participation efficace de la Direction des affaires économiques pour la poursuite de ces objectifs, des actions de modernisation et de simplification de la structure et du fonctionnement de la direction seront mises en œuvre.

### Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme marché intérieur est la suivante :

En XPF	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A1302-01</b> - Enquêter, réglementer et contrôler le marché intérieur	3 060 000	983 038	1 225 280	92 700	23 750	1 341 730
<b>Action A1302-04</b> - Enquêter, réglementer et contrôler pour protéger le consommateur	17 491 850	2 606 118	3 481 321	176 160	17 750	3 675 231
<b>Action A1302-05</b> - Améliorer la protection du consommateur	293 495 728	49 215 561	34 120 000	43 817 389	0	77 937 389
<b>Action A1302-07</b> - Veille économique, études et enquêtes exploratoires	53 076 974	4 769 496	63 715 500	38 285 224	-15 000 000	87 000 724
<b>Action A1302-08</b> - Soutien et pilotage	191 289 250	155 330 034	145 443 114	7 664 806	7 124 018	160 231 938
<b>Action A1302-09</b> - Gestion administrative et financière des subventions accordées	103 333 920	64 140 780	84 000 000	34 193 140	10 000 000	128 193 140
<b>Action A1302-10</b> - Autorité de la concurrence	39 246 000	0	32 602 800	0	-8 000 000	24 602 800
<b>Action A1302-11</b> - Observatoire des prix	12 202 150	2 632 910	7 516 330	3 518 000	-1 000 000	10 034 330
<b>Action A1302-12</b> - Accompagnement financier à la politique du logement social	39 701 753	601 753	5 604 819	37 042 613	0	42 647 432
<b>Action A1302-13</b> - Observatoire Stratégie économique	66 513 000	17 868 875	23 955 500	33 000 000	0	56 955 500
<b>Action A1302-14</b> - Registre des commerces et des sociétés	10 165 000	4 493	15 611 486	1 762 500	-4 163 162	13 210 824
<b>Total</b>	<b>829 575 625</b>	<b>298 153 058</b>	<b>417 276 150</b>	<b>199 552 532</b>	<b>-10 997 644</b>	<b>605 831 038</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

En XPF	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	332 393 256	116 019 486	216 796 150	116 132 779	-20 997 644	311 931 285
65-Autres charges de gestion courante	431 146 420	181 953 280	186 000 000	44 193 140	10 000 000	240 193 140
67- Charges exceptionnelles	9 200 000	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	56 835 949	180 292	14 480 000	39 226 613	0	53 706 613
<b>Total</b>	<b>829 575 625</b>	<b>298 153 058</b>	<b>417 276 150</b>	<b>199 552 532</b>	<b>-10 997 644</b>	<b>605 831 038</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	<i>27 340 000</i>	<i>95 165 210</i>	<i>75 340 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>75 340 000</i>

## Les compléments d'actions pour 2015

**Action A1302-01 – Enquêter, réglementer et contrôler le marché intérieur** Dépenses : 0,02 MF

---

Compte tenu de l'augmentation de la charge de travail induite par les nouvelles réglementations en matière de concurrence, et afin de pouvoir réaliser les missions de contrôle et de suivi des relations commerciales entre professionnels prévues fin 2015, il est proposé d'augmenter de 23 750 F le budget alloué aux déplacements.

**Action A1302-04 - Enquêter, réglementer et contrôler pour protéger le consommateur** Dépenses : 0,02 MF

---

Compte tenu de la programmation nécessaire d'importante tournées liées aux enquêtes programmées fin 2015, il est proposé d'augmenter de 17 750 F le budget alloué aux déplacements, et afin de garantir un degré suffisant de protection des consommateurs situés en dehors du Grand Nouméa au regard des manquements constatés lors des précédents contrôles.

**Action A1302-07 - Veille économique, études et enquêtes exploratoires** Dépenses : -15,00 MF

---

**Fonctionnement : -15 MF**

Afin de répondre aux objectifs stratégiques fixés dans le cadre de l'Agenda Partagé, et dans le cadre de l'effort demandé au titre du BS 2015 une réduction de 15 MF est proposée.

**Action A1302-08 – Soutien et pilotage** Dépenses : 7,10 MF

---

**Fonctionnement : 7,1 MF**

Compte tenu de l'évolution des charges de location de bureaux, il est proposé une augmentation 7,1 MF, ce qui permettra de couvrir les charges jusqu'à la fin de l'année 2015.

**Action A1302-09 – Gestion administrative et financière des subventions accordées** Dépenses : 10,00 MF

---

**Fonctionnement : 10,00 MF**

Il est proposé une subvention de fonctionnement pour Celeco BTP.

**Action A1302-10 – Autorité de la concurrence** Dépenses : -8,00 MF

---

**Fonctionnement : -8 MF**

Une réduction de 8 MF est proposée, compte tenu de l'impossibilité de mise en place de l'Autorité de la concurrence au cours du premier semestre de l'année 2015.

**Action A1302-11 – Observatoire des prix** Dépenses : -1,00 MF

---

**Fonctionnement : -1 MF**

Une réduction de 1 MF est proposée concernant la convention de prestation de service relative au développement du système d'information et à la redéfinition des modalités d'actions.

**Action A1302-14 – Registre des commerces et des sociétés**

**Dépenses : -4,20 MF**

---

**Fonctionnement : -4,2 MF**

Au 1<sup>er</sup> mars 2015, le service du registre du commerce et des sociétés (RCS) a physiquement été transféré dans les locaux de la direction des affaires économiques (ancien bâtiment ex Douane). Un effort de réduction de 4,2 MF est donc proposé sur les crédits alloués au BP 2015 pour la location du rez-de-chaussée de la Minoterie (où devait initialement être hébergé le RCS).

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>8 606 250 F</b>
<b>Programme P1303 Etudes économiques et sociales</b>	<b>Mesures nouvelles</b>	<b>Dépenses :</b>	
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>8 606 250 F</b>

## Contexte et bilan à mi-parcours

### Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme Etudes économiques et sociales est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
Action A1303-01 - Soutien financier à l'ISEE	350 675 000	339 272 212	332 000 000	8 606 250	0	340 606 250
<b>Total</b>	<b>350 675 000</b>	<b>339 272 212</b>	<b>332 000 000</b>	<b>8 606 250</b>	<b>0</b>	<b>340 606 250</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
65-Autres charges de gestion courante	334 775 000	332 693 750	332 000 000	2 081 250	0	334 081 250
67- Charges exceptionnelles	15 900 000	6 578 462	0	6 525 000	0	6 525 000
<b>Total</b>	<b>350 675 000</b>	<b>339 272 212</b>	<b>332 000 000</b>	<b>8 606 250</b>	<b>0</b>	<b>340 606 250</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	0	0	0	0	0	0

### Les compléments d'actions pour 2015

Le programme Etudes économiques et sociale n'a aucune inscription nouvelle au budget supplémentaire 2015.

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>106 254 546 F</b>
<b>Programme P1304</b>	<b>Mesures</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>526 558 000 F</b>
<b>Soutien au secteur agricole</b>	<b>nouvelles</b>		
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>632 812 546 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

Les premiers mois 2015 et le retour significatif des pluies ont marqué la fin de la sécheresse. Il est à noter que 6 incidents climatiques ont été enregistrés (cyclone OLA 30 janvier au 1er février ; pluies 16-18 février ; pluies 23-25 février ; cyclone PAM 13-15 mars ; pluies du 2-3 avril ; dépression SOLO 11-12 avril), rendant encore plus complexe l'équation offre / demande dans le cadre de la régulation du marché des fruits et légumes. En termes d'activités, l'application informatique dédiée à la gestion de l'identification bovine et à moyen terme de la filière, débutée en 2012, entre en production à la mi-juin. Le dernier document lié au recensement général de l'agriculture de 2012, intitulé « inventaire communal » est quasi-finalisé. Un bilan de l'agriculture calédonienne de 2004-2013 est à l'impression et sera diffusé très prochainement, complété par l'édition du mémento agricole, données 2014.

### Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme soutien au secteur agricole est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A1304-02 - Gestion des aides au secteur agricole</b>	2 172 182 674	1 963 075 681	1 576 465 591	105 748 091	526 940 000	2 209 153 682
<b>Action A1304-03 - Production statistiques d'intérêt pour la Nouvelle-Calédonie</b>	25 555 070	16 433 264	27 800 000	0	0	27 800 000
<b>Action A1304-04 - Efficience des fonctions support et de direction</b>	90 071 450	32 531 290	40 901 323	506 455	-382 000	41 025 778
<b>Total</b>	<b>2 287 809 194</b>	<b>2 012 040 235</b>	<b>1 645 166 914</b>	<b>106 254 546</b>	<b>526 558 000</b>	<b>2 277 979 460</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	76 024 611	48 012 444	87 294 814	248 091	-382 000	87 160 905
65-Autres charges de gestion courante	1 822 500 000	1 772 144 815	1 341 800 000	8 000 000	582 440 000	1 932 240 000
67- Charges exceptionnelles	157 303 611	124 069 769	156 600 000	0	-5 500 000	151 100 000
Dépenses d'investissement	231 980 972	67 813 207	59 472 100	98 006 455	-50 000 000	107 478 555
<b>Total</b>	<b>2 287 809 194</b>	<b>2 012 040 235</b>	<b>1 645 166 914</b>	<b>106 254 546</b>	<b>526 558 000</b>	<b>2 277 979 460</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	8 000 000	542 797	8 000 000	0	0	8 000 000

## Les compléments d'actions pour 2015

Action A1304-02 – Gestion des aides au secteur agricole

Dépenses : 526,90 MF

### Fonctionnement : 576,9 MF

Une réduction de dépenses relatives à l'aide à l'énergie (-2,1 MF) et la prime à la vache allaitante (-20,9 MF) est effectuée.

600 MF de CP supplémentaires sont inscrits pour le fonctionnement de l'ERPA pour la couverture totale de l'AE ouverte au BP 2015. En 2014, la subvention de l'ERPA était de 118MF sur une AE de 1 350 MF. Par rapport à 2014, la subvention à l'ERPA a augmenté de 27%.

<b>AE P1304-2015/1-FINANCEMENT</b>	
<b>FILIERE ERPA 2015</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	1 500 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>1 500 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	900 000 000
CP inscrits au BS	600 000 000
<b>Total CP</b>	<b>1 500 000 000</b>
Reste à financer	0
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	0
CP 2017	0
CP 2018	0
CP 2019	0

### Investissement : -50 MF

Les crédits prévus en 2015 (50 MF) pour la rénovation des installations de la foire de Bourail (AP P1304-2014/2) sont reportés sur l'exercice 2016.

<b>AP P1304-2014/2-A MENAGEMENT DU</b>	
<b>SITE DE TENE (FEAAB)</b>	
<b>Autorisation</b>	
Montant de l'autorisation	110 000 000
Révision au BS	0
<b>Total autorisation</b>	<b>110 000 000</b>
<b>Crédits de paiement</b>	
CP inscrits avant BS	110 000 000
CP inscrits au BS	-50 000 000
<b>Total CP</b>	<b>60 000 000</b>
Reste à financer	50 000 000
<b>Echéancier prévisionnel</b>	
CP 2016	50 000 000
CP 2017	0
CP 2018	0
CP 2019	0

**Action A1304-04 - Efficience des fonctions support et de direction**      **Dépenses :**      **-0,40 MF**

---

**Fonctionnement : -0,4 MF**

Il s'agit d'une réduction des dépenses de télécommunication.

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>4 822 048 F</b>
		<b>Recettes :</b>	<b>1 900 000 F</b>
<b>Programme P1305</b>	<b>Mesures</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-13 500 000 F</b>
<b>Pêche</b>	<b>nouvelles</b>	<b>Recettes :</b>	<b>4 655 000 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>725 063 426 F</b>
		<b>Recettes :</b>	<b>6 555 000 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

La gestion du parc naturel de la mer de Corail par la Nouvelle-Calédonie s'est concrétisée par la création du comité de gestion du parc en mars 2015 puis par l'installation de ce comité le 28 mai sous la coprésidence du haut-commissaire de la République et du président du gouvernement.

Le deuxième semestre 2015 devrait être celui de la montée en puissance du comité de gestion, animé par la DAM, avec la création d'un bureau du parc (fin juin) et les premières réunions de travail sur le futur plan de gestion du parc naturel.

A la demande de son comité de pilotage, l'observatoire économique de la pêche hauturière devrait proposer fin 2015 un nouveau cahier des charges pour mieux cibler et alléger les travaux de synthèse réalisés chaque année pour la filière hauturière. Le temps agent ainsi récupéré sera réorienté vers le suivi et la gestion du parc naturel de la mer de Corail.

Les actions de suivi de la pêche hauturière, de l'état des îles éloignées, de la fréquentation humaine devraient se poursuivre et se renforcer en tant que de besoin pour aider à mieux préparer le plan de gestion du parc naturel de la mer de Corail.

### Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme pêche est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A1305-01</b> - Gestion des zones inscrites au patrimoine mondial de l'Unesco	3 360 000	2 099 229	6 681 000	0	-1 200 000	5 481 000
<b>Action A1305-02</b> - Création et gestion du parc marin de la mer de corail	18 368 100	11 710 584	28 256 000	2 925 000	-10 300 000	20 881 000
<b>Action A1305-03</b> - Fonctionnement des moyens nautiques	16 472 000	14 287 581	18 080 051	235 536	0	18 315 587
<b>Action A1305-05</b> - Soutien et pilotage	18 513 267	14 816 770	18 906 049	1 661 512	-2 000 000	18 567 561
<b>Total</b>	<b>56 713 367</b>	<b>42 914 164</b>	<b>71 923 100</b>	<b>4 822 048</b>	<b>-13 500 000</b>	<b>63 245 148</b>

Par nature de dépenses, la répartition est la suivante :

En XPF	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	54 348 100	41 308 034	63 083 100	4 822 048	-12 300 000	55 605 148
65-Autres charges de gestion courante	315 000	0	6 200 000	0	-1 200 000	5 000 000
67- Charges exceptionnelles	50 000	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	2 000 267	1 606 130	2 640 000	0	0	2 640 000
<b>Total</b>	<b>56 713 367</b>	<b>42 914 164</b>	<b>71 923 100</b>	<b>4 822 048</b>	<b>-13 500 000</b>	<b>63 245 148</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	<i>8 000 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>1 900 000</i>	<i>4 655 000</i>	<i>6 555 000</i>

### Les compléments d'actions pour 2015

**Action A1305-01 - Gestion des zones inscrites au patrimoine mondial de l'Unesco** Dépenses : **-1,20 MF**

**Fonctionnement : -1,2 MF**

Dans le cadre du plan de gestion de l'aire protégée des atolls d'Entrecasteaux créé en 2013, une exposition sur le parc devait être montée en collaboration avec l'école primaire de Belep pour sensibiliser et mieux informer la population de Bélep de l'intérêt des atolls d'Entrecasteaux. Compte tenu de difficultés d'organisation imprévues, cette action ne pourra pas se concrétiser avant 2016. Le montant prévu pour cette opération (1,2 MF) est par conséquent retiré du budget 2015.

**Action A1305-02 – Création et gestion du parc marin de la mer de corail** Dépenses : **-10,30 MF**

**Fonctionnement : -10,3 MF**

En avril 2014, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a créé le Parc naturel de la mer de Corail dont le plan de gestion sera développé sur trois ans. La réalisation de campagnes de recherches géologiques, par des méthodes sismiques, nécessite l'installation d'appareillage acoustique et la présence d'observateurs à bord des navires menant ce genre d'opérations. Ces observateurs collectent des informations et permettent de réduire les nuisances sur les mammifères marins. Par recherches d'économie et de prestataires mieux disant, ainsi qu'en remplaçant un observateur extérieur par un agent travaillant au sein de la direction des affaires maritimes il est possible de réduire sensiblement le cout prévisionnel pour la Nouvelle-Calédonie des observateurs embarqués sur l'ATALANTE (navire de l'IFREMER) de 13,455 MF à 3,155 MF.

**Action A1305-03 – Fonctionnement des moyens nautiques** Recettes : **4,70 MF**

*Il s'agit des recettes relatives à la mise à disposition des provinces Nord et Sud d'un navire pour effectuer des missions en 2014.*

Action A1305-05 - Soutien et pilotage

Dépenses : -2,00 MF

---

**Fonctionnement : -2 MF**

Une enveloppe de 5,1 MF avait été prévue pour financer la campagne de sécurité des loisirs nautiques 2015/2016. Une réduction de 2 MF est proposée dans le cadre du budget supplémentaire 2015.

Budget supplémentaire 2015  
Economie et emploi

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>40 728 565 F</b>
		<b>Recettes :</b>	<b>3 750 000 F</b>
<b>Programme P1306</b>	<b>Mesures</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>-2 373 699 F</b>
<b>Mines et carrières</b>	<b>nouvelles</b>	<b>Recettes :</b>	<b>3 730 301 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>38 354 866 F</b>
		<b>Recettes :</b>	<b>7 480 301 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

Le programme 1306 couvre les dépenses liées à l'acquisition et à la structuration des connaissances géologiques et minières de la Nouvelle-Calédonie ainsi que les frais de fonctionnement de la DIMENC.

Actuellement, plusieurs projets sont engagés dans le cadre du programme de géologie : observatoire du littoral (OBLIC), géosciences marines avec l'IFREMER (15 MF), réseau sismique de Nouvelle-Calédonie avec l'IRD (5 MF), assistance du BRGM (7,8 MF). Pour le secteur de la mine, le marché d'hébergement de l'observatoire du Nickel et du Cobalt est en cours de signature (10 MF).

Ainsi, le programme 1306, hors frais de fonctionnement, est actuellement mobilisé à hauteur de 53% des inscriptions budgétaires et totalise 18 % de réalisation.

Il convient de noter qu'en raison des efforts budgétaires demandés en 2015, le lancement de certains projets a été différé au mois d'avril, c'est-à-dire après l'approbation des reports, afin de s'assurer de la capacité de la DIMENC à prendre en charge les opérations lancées avant 2015.

Les frais généraux de la DIMENC sont quant à eux engagés à 44% et réalisés à 35 %.

### Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme mines et carrières est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A1306-01</b> - Amélioration de la connaissance géologique et hydrogéologique de la Nouvelle-Calédonie	195 347 130	122 820 301	77 541 000	25 508 612	-1 100 000	101 949 612
<b>Action A1306-03</b> - Evaluation et mise à jour de la réglementation en matière d'exploitation des mines et des carrières et du schéma de mise en valeur des	12 645 514	0	5 000 000	10 608 592	-5 000 000	10 608 592
<b>Action A1306-05</b> - Contrôle des impacts environnementaux et socio économiques des travaux miniers via la délivrance des autorisations mines et	15 000 000	15 000 000	0	0	0	0
<b>Action A1306-09</b> - Collecte et suivi des données statistiques en matière de production d'échanges de moyens engagés et d'emplois par le secteur mine	3 280 000	3 280 000	0	0	0	0
<b>Action A1306-11</b> - Suivi et compréhension des évolutions du marché mondial du Nickel et du cobalt	12 992 661	9 975 537	10 000 000	2 992 661	0	12 992 661
<b>Action A1306-12</b> - Prestations du laboratoire	22 878 468	15 598 831	15 458 429	1 618 700	0	17 077 129
<b>Action A1306-14</b> - Qualité et respect des normes pour le laboratoire	5 967 989	5 622 553	3 400 716	0	0	3 400 716
<b>Action A1306-18</b> - Améliorer l'efficacité des fonctions supports, de direction et organiser le système de qualité	55 182 732	36 706 874	35 013 855	0	3 726 301	38 740 156
<b>Total</b>	<b>323 294 494</b>	<b>209 004 096</b>	<b>146 414 000</b>	<b>40 728 565</b>	<b>-2 373 699</b>	<b>184 768 866</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

En XPF	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	167 205 937	105 120 935	116 174 420	32 530 100	-9 893 328	138 811 192
012-Charges de personnel	0	0	0	0	3 730 301	3 730 301
65-Autres charges de gestion courante	93 000 000	86 420 235	26 400 000	6 579 765	3 789 328	36 769 093
67- Charges exceptionnelles	8 000	0	9 580	0	0	9 580
Dépenses d'investissement	63 080 557	17 462 926	3 830 000	1 618 700	0	5 448 700
<b>Total</b>	<b>323 294 494</b>	<b>209 004 096</b>	<b>146 414 000</b>	<b>40 728 565</b>	<b>-2 373 699</b>	<b>184 768 866</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	<i>137 300 193</i>	<i>110 651 841</i>	<i>123 099 356</i>	<i>3 750 000</i>	<i>3 730 301</i>	<i>130 579 657</i>

### Les compléments d'actions pour 2015

**Action A1306-01 - Amélioration de la connaissance géologique et hydrogéologique de la Nouvelle-Calédonie**      **Dépenses : -1,10 MF**

**Fonctionnement : -1,1 MF**

**0,7 MF** sont redéployés vers l'action A0405-03 « Elaboration d'une réglementation en matière de qualité de l'air et participation au suivi de la qualité de l'air » en complément des 2 MF de crédits prélevés sur le programme P0406 « Energie », afin d'honorer la participation 2015 de la Nouvelle-Calédonie à l'association Scal-Air de 17,1MF.

Par ailleurs une réduction de **4,2MF** sur les frais d'études et de recherche est proposée.

**Collaboration en géosciences marines dans la ZEE avec l'IFREMER (+ 3,79 MF).**

Suite à la signature d'un accord-cadre entre le gouvernement et l'IFREMER, une convention technique concernant les ressources minérales marines de la ZEE est en cours de signature. Cette convention définit les conditions du partenariat entre l'IFREMER et le service Géologie de la DIMENC (SGNC) pour progresser dans la connaissance des formations géologiques marines de la ZEE et de ses potentialités minérales. Elle détaille les opérations à effectuer en partenariat et chiffre le montant à la charge de la Nouvelle-Calédonie à un total de 19,7 MF pour trois années : 2013, 2014 et 2015.

**Action A1306-03 - Evaluation et mise à jour de la réglementation en matière d'exploitation des mines et des carrières et du schéma de mise en valeur des richesses minières**      **Dépenses : -5,00 MF**

**Fonctionnement : -5 MF**

La DIMENC a inscrit au BP 2015 5MF pour la réalisation d'une étude permettant la compréhension et l'évaluation du risque amiante dans la filière matériaux. En parallèle, le gouvernement a inscrit des crédits sur l'action Amiante.

Ces 5 MF se retrouvent en doublon et sont donc restitués au budget de la Nouvelle-Calédonie.

<b>Action A1306-18 - Améliorer l'efficacité des fonctions supports, de direction et organiser le système de qualité</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>3,70 MF</b>
	<b>Recettes :</b>	<b>3,70 MF</b>

---

**Fonctionnement : 3,7 MF**

Le service des mines et carrières de la direction de l'industrie, des mines et de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie (DIMENC) compte aujourd'hui 15 agents réparties en deux sections : la section du contrôle des exploitations (9 inspecteurs) et la section en charge du domaine minier, des recherches et des statistiques (4 agents dont trois inspecteurs). L'accomplissement de l'ensemble de ces missions génère une charge importante de travail en matière de secrétariat. Or, depuis le 1er décembre 2014, le service n'a plus de ligne budgétaire pour ce secrétariat et n'a pas pu inscrire, compte tenu de la situation financière de la Nouvelle-Calédonie, la création d'un poste au budget 2015. Cette situation est particulièrement pénalisante pour le service mais pour la direction en général car le secrétariat du service des mines et carrières est assurée provisoirement par la secrétaire du service en charge de l'industrie (12 inspecteurs).

Compte tenu des difficultés de fonctionnement rencontrées au quotidien, la province Sud a bien voulu accorder une subvention de fonctionnement afin de financer le recrutement d'une assistante administrative en contrat à durée déterminée, pour une durée de 12 mois. Cet accord a été formalisé par une délibération du bureau de l'assemblée de la province Sud le 30 juin 2015. La convention de financement est actuellement présentée à la signature du président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. Dès la certification exécutoire de la convention, la province Sud versera à la Nouvelle-Calédonie la totalité de la subvention en une seule fois, soit 3 730 301 F.

Par ailleurs, 4.000 F ont été prélevés par la DBAF pour une amende impayée par la DIMENC.

*Les recettes proviennent de la prise en charge par la province Sud d'une assistante administrative en contrat à durée déterminée de 12 mois.*

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>23 062 432 F</b>
<b>Programme P1307 Economie numérique et communication</b>	<b>Mesures nouvelles</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>- 6 809 365 F</b>
		<b>Recettes :</b>	<b>0 F</b>
	<b>Total BS 2015</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>16 253 067 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

La cellule économie numérique assure la coordination et le pilotage de ce programme qui a pour objectif de mettre en œuvre les politiques publiques relatives au développement du numérique.

Les crédits inscrits au budget primitif 2015 doivent permettre de mettre en œuvre des projets prioritaires numériques dans le domaine de l'économie, de l'éducation, de la modernisation de l'administration, de la lutte contre la fracture numérique, de la confiance et en matière de gouvernance et de socle juridique. Le taux d'exécution budgétaire de ce programme est de 19%. Hormis la continuité des aides financières versées aux bénéficiaires dans le cadre du dispositif « Education numérique pour tous » (ENPT) et à l'Observatoire du numérique, seulement deux projets ont été lancés à ce jour : le portail des administrations « service-public.nc » et la mise en œuvre des cases numériques expérimentales.

En effet, la cellule économie numérique fonctionne depuis juillet 2014 avec un effectif en réduction de 30 % à 37% et dont les postes n'ont toujours pas été pourvus. Elle a continué de gérer les opérations en cours mais certains projets prévus ont dû être suspendus ou reportés, notamment dans le cadre de la confiance numérique, de l'administration électronique et de l'éducation numérique.

### Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme économie numérique et communication audiovisuelle est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A1307-01</b> - Economie numérique	761 439 440	368 869 322	227 741 150	14 037 432	-1 809 365	239 969 217
<b>Action A1307-02</b> - Soutien à la production et à la diffusion audiovisuelle	138 800 000	57 500 000	53 750 000	9 025 000	-5 000 000	57 775 000
<b>Action A1307-03</b> - Soutien à la diffusion radiophonique	125 900 000	120 000 000	97 500 000	0	0	97 500 000
<b>Total</b>	<b>1 026 139 440</b>	<b>546 369 322</b>	<b>378 991 150</b>	<b>23 062 432</b>	<b>-6 809 365</b>	<b>395 244 217</b>

Par nature de dépenses, les propositions sont :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	95 713 981	4 108 393	30 446 150	6 960 245	-1 809 365	35 597 030
65-Autres charges de gestion courante	281 246 029	207 489 571	172 500 000	4 300 000	-5 000 000	171 800 000
Dépenses d'investissement	649 179 430	334 771 358	176 045 000	11 802 187	0	187 847 187
<b>Total</b>	<b>1 026 139 440</b>	<b>546 369 322</b>	<b>378 991 150</b>	<b>23 062 432</b>	<b>-6 809 365</b>	<b>395 244 217</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	0	0	0	0	0	0

### Les compléments d'actions pour 2015

#### Action A1307-01 – Economie numérique

Dépenses : -1,80 MF

#### Fonctionnement : -1,8 MF

Dans la continuité des actions mises en place dans le cadre du PSEN et du schéma directeur de l'administration électronique (SDAE) il est envisagé, sur l'exercice 2015, de mener plusieurs actions visant à développer le numérique en Nouvelle-Calédonie, parmi lesquelles :

- Etude relative à la création d'une structure de gouvernance (GIP e-Calédonie);
- Audit légal et réglementaire ;
- Etude relative à la régulation et à l'organisation du marché des communications électronique ;

Le périmètre de ces actions ayant été réexaminé à la baisse, il est demandé au titre du budget supplémentaire 2015 une diminution de 1,8 MF correspondant aux études et prestations pour l'élaboration et la mise en œuvre projet EcoNum.

#### Action A1307-02 - Soutien à la production et à la diffusion audiovisuelle

Dépenses : -5,00 MF

#### Fonctionnement : -5 MF

Une baisse de 5 MF est prévue au BS 2015 concernant les subventions octroyées d'aide à la production audiovisuelle.

## Economie et emploi

### Synthèse des crédits par programme et par chapitre

En XPF		Programme des dépenses						
Chapitre	P1301 Travail et emploi	P1302 Marché intérieur	P1303 Etudes économiques & sociales	P1304 Soutien au secteur agricole	P1305 Pêche	P1306 Mines & carrières	P1307 Economie numérique et communication	Total Dépenses
909	0	0	0	-50 000 000	0	0	0	-50 000 000
<b>Ss total Investis</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-50 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-50 000 000</b>
936	-171 000 000	0	0	0	0	0	0	-171 000 000
937	0	0	0	0	-11 500 000	0	0	-11 500 000
939	0	-10 997 644	0	576 558 000	-2 000 000	-2 373 699	-6 809 365	554 377 292
<b>Ss total Fonctionnem ent</b>	<b>-171 000 000</b>	<b>-10 997 644</b>	<b>0</b>	<b>576 558 000</b>	<b>-13 500 000</b>	<b>-2 373 699</b>	<b>-6 809 365</b>	<b>371 877 292</b>
<b>Total mesures nouvelles</b>	<b>-171 000 000</b>	<b>-10 997 644</b>	<b>0</b>	<b>526 558 000</b>	<b>-13 500 000</b>	<b>-2 373 699</b>	<b>-6 809 365</b>	<b>321 877 292</b>
<b>Pour mémoire Report</b>	<b>440 859 565</b>	<b>199 552 532</b>	<b>8 606 250</b>	<b>106 254 546</b>	<b>4 822 048</b>	<b>40 728 565</b>	<b>23 062 432</b>	<b>823 885 938</b>
<b>Total BS 2015</b>	<b>269 859 565</b>	<b>188 554 888</b>	<b>8 606 250</b>	<b>632 812 546</b>	<b>-8 677 952</b>	<b>38 354 866</b>	<b>16 253 067</b>	<b>1 145 763 230</b>

En XPF		Programme des recettes						
Chapitre	P1301 Travail et emploi	P1302 Marché intérieur	P1303 Etudes économiques & sociales	P1304 Soutien au secteur agricole	P1305 Pêche	P1306 Mines & carrières	P1307 Economie numérique et communication	Total Recettes
939	0	0	0	4 655 000	3 730 301	0	0	8 385 301
<b>Ss total Fonctionnem ent</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 655 000</b>	<b>3 730 301</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8 385 301</b>
<b>Total mesures nouvelles</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 655 000</b>	<b>3 730 301</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8 385 301</b>
<b>Pour mémoire Report</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 900 000</b>	<b>3 750 000</b>	<b>0</b>	<b>5 650 000</b>
<b>Total BS 2015</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 655 000</b>	<b>5 630 301</b>	<b>3 750 000</b>	<b>0</b>	<b>14 035 301</b>

## Synthèse des crédits par regroupement des articles à trois chiffres (en dépenses)

XPF	CA 2013	CA 2014	Budget 2014	BP + Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015	Budget 2015
<b>Fonctionnement</b>	<b>3 155 264 610</b>	<b>5 417 535 971</b>	<b>4 000 581 216</b>	<b>3 991 254 092</b>	<b>664 813 608</b>	<b>371 877 292</b>	<b>1 036 690 900</b>	<b>5 027 944 992</b>
606 - Achats non stockés de matières et fournitures	66 542 713	93 651 431	66 414 326	77 095 673	0	-772 720	-772 720	76 322 953
611 - Contrats de prestations de services	0	300 000	0	1 020 750	0	0	0	1 020 750
613 - Locations	38 227 745	70 499 618	64 707 115	59 997 409	1 817 758	-4 648 162	-2 830 404	57 167 005
614 - Charges locatives et de copropriété	9 094 749	25 964 428	22 682 866	21 860 434	3 055 938	7 073 738	10 129 676	31 990 110
615 - entretien et réparations	13 667 685	24 098 303	15 941 035	18 284 761	464 039	-100 000	364 039	18 648 800
616 - Primes d'assurances	959 340	1 110 092	678 918	1 291 722	0	0	0	1 291 722
617 - études et recherches	113 289 726	229 453 939	66 373 085	103 510 530	68 162 439	-11 598 693	56 563 746	160 074 276
618 - Divers	15 956 281	14 411 858	7 704 666	6 115 130	1 435 850	-242 000	1 193 850	7 308 980
622 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	95 258 723	242 476 801	91 214 931	205 470 178	55 128 039	-35 000 000	20 128 039	225 598 217
623 - Publicité, publications, relations publiques	54 265 128	152 316 713	89 760 603	55 244 909	37 343 421	-2 000 000	35 343 421	90 588 330
624 - Transports de biens et transports collectifs	7 756 957	19 068 296	2 497 123	10 707 966	40 000	-264 500	-224 500	10 483 466
625 - Déplacements et missions	19 502 708	23 139 227	17 673 022	21 641 830	439 360	0	439 360	22 081 190
626 - Frais postaux et frais de télécommunications	18 100 544	29 917 641	17 088 918	21 972 307	0	-1 230 000	-1 230 000	20 742 307
628 - Divers	73 296 716	124 253 564	30 515 390	74 094 413	1 247 609	-7 600 000	-6 352 391	67 742 022
641 - Rémunérations du personnel	0	0	0	0	0	3 730 301	3 730 301	3 730 301
651 - Aides directes à la personne	325 575 000	307 000 000	300 410 000	307 000 000	0	-20 899 744	-20 899 744	286 100 256
652 - Aides indirectes à la personne	0	169 000 000	0	117 548 500	169 000 000	-160 000 000	9 000 000	126 548 500
654 - Pertes sur créances irrécouvrables	0	0	0	1 600 000	0	0	0	1 600 000
655 - Contributions obligatoires	98 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	100 000 000
656 - Participations	0	224 000 000	24 000 000	12 000 000	0	0	0	12 000 000
657 - Subventions	2 069 026 789	3 381 982 449	2 951 291 651	2 618 150 000	320 154 155	607 589 328	927 743 483	3 545 893 483
671 - Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	15 000	438 000	3 000	39 580	0	0	0	39 580
672 - Restitutions sur taxes	0	50 000	0	0	0	0	0	0
673 - Titres annulés (sur exercices antérieurs)	500 000	2 000 000	976 336	8 000	0	0	0	8 000
674 - Subventions exceptionnelles	136 228 806	182 403 611	130 648 231	156 600 000	6 525 000	-2 160 256	4 364 744	160 964 744
<b>Investissements</b>	<b>749 432 357</b>	<b>1 047 631 050</b>	<b>445 041 043</b>	<b>276 362 605</b>	<b>159 072 330</b>	<b>-50 000 000</b>	<b>109 072 330</b>	<b>385 434 935</b>
203 - Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'in	4 927 000	107 494 600	9 575 489	12 699 975	406 455	0	406 455	13 106 430
204 - Subventions d'équipement versées	698 475 090	748 524 910	365 598 839	213 000 000	144 240 303	-50 000 000	94 240 303	307 240 303
205 - Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, p	22 830 404	122 410 686	24 821 019	13 384 605	7 669 497	0	7 669 497	21 054 102
215 - Installations, matériel et outillage techniques	9 932 452	11 164 496	9 023 867	4 860 563	1 618 700	0	1 618 700	6 479 263
216 - Collections et œuvres d'art	590 000	850 000	350 000	0	0	0	0	0
218 - Autres immobilisations corporelles	4 683 699	13 660 284	1 249 079	7 762 272	100 000	0	100 000	7 862 272
231 - Immobilisations corporelles en cours	7 393 712	4 065 949	0	117 390	0	0	0	117 390
232 - Immobilisations incorporelles en cours	600 000	39 460 125	34 422 750	22 940 600	5 037 375	0	5 037 375	27 977 975
276 - Autres créances immobilisées	0	0	0	1 597 200	0	0	0	1 597 200
<b>Total</b>	<b>3 904 696 967</b>	<b>6 465 167 021</b>	<b>4 445 622 259</b>	<b>4 267 616 697</b>	<b>823 885 938</b>	<b>321 877 292</b>	<b>1 145 763 230</b>	<b>5 413 379 927</b>

### Synthèse des crédits par regroupement des articles à trois chiffres (en recettes)

XPF	CA 2013	CA 2014	Budget 2014	BP + Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Fonctionnement</b>	<b>146 746 145</b>	<b>223 845 646</b>	<b>203 140 193</b>	<b>228 439 356</b>	<b>5 650 000</b>	<b>8 385 301</b>	<b>14 035 301</b>	<b>242 474 657</b>
703 - Redevances et recettes d'utilisation du domaine	0	0	9 935 837	5 000 000	0	0	0	5 000 000
706 - Prestations de services	29 818 234	29 699 385	51 340 000	38 340 000	0	0	0	38 340 000
708 - Autres produits	4 769 600	1 192 200	9 550 000	65 035 000	1 900 000	4 655 000	6 555 000	71 590 000
736 - Amendes	0	68 967 810	0	0	0	0	0	0
747 - Participations	81 064 356	81 064 356	92 314 356	80 064 356	3 750 000	0	3 750 000	83 814 356
758 - Produits divers de gestion courante	0	416 697	8 000 000	8 000 000	0	0	0	8 000 000
771 - Produits exceptionnels sur opérations de gestion	30 934 842	40 928 485	32 000 000	32 000 000	0	0	0	32 000 000
773 - Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	159 113	1 576 713	0	0	0	0	0	0
774 - Subventions exceptionnelles	0	0	0	0	0	3 730 301	3 730 301	3 730 301
<b>Investissements</b>	<b>11 933 174</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
131 - Subventions d'équipement transférables	11 933 174	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>158 679 319</b>	<b>223 845 646</b>	<b>203 140 193</b>	<b>228 439 356</b>	<b>5 650 000</b>	<b>8 385 301</b>	<b>14 035 301</b>	<b>242 474 657</b>

## Mission M15 Mouvements financiers

REPORTS :	DEPENSES :	319 140 000 F 0 F
MESURES NOUVELLES :	DEPENSES :	7 642 152 872 F
	RECETTES :	19 378 435 987 F
TOTAL BS 2015 :	DEPENSES :	7 961 292 872 F
	RECETTES :	19 378 435 987 F



### Dette et Trésorerie

### Provisions

### Mouvements financiers divers

La mission M15 dédiée aux mouvements financiers vise trois finalités :

- proposer des solutions de financement sincères et soutenables à moyen terme et s'assurer des disponibilités financières,
- maîtriser les risques financiers et prévoir les charges futures ;
- contribuer à la qualité et à la sincérité des comptes.

Il s'agit de développer une gestion dynamique de la dette et de la trésorerie par une meilleure connaissance des produits financiers et par une optimisation des disponibilités de la Nouvelle-Calédonie.

Il s'agit de participer au maintien de la qualité du service public par une meilleure maîtrise des risques financiers et une meilleure anticipation des charges futures.

Les actions inscrites concourent à l'orthodoxie comptable de la Nouvelle-Calédonie. Elles traduisent la sincérité des comptes, la fluidité et la régularité des paiements dans les délais.

Budget supplémentaire 2015  
Mouvements financiers

Historique des moyens financiers

Dépenses :

M15-Mouvements financiers						
Programmes	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
P1501 Dette et trésorerie	5 073 108 335	1 452 131 372	5 160 833 000	0	0	11 404 182 693
P1502 Provisions	0	0	0	0	2 667 051 025	0
P1503 Mouvements financiers divers	32 509 091 509	24 782 748 942	27 602 759 750	319 140 000	4 975 101 847	44 658 853 294
<b>Total Mission 15</b>	<b>37 582 199 844</b>	<b>26 234 880 314</b>	<b>32 763 592 750</b>	<b>319 140 000</b>	<b>7 642 152 872</b>	<b>40 724 885 622</b>

Recettes :

M 15-Mouvements financiers						
Programmes	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
P1501 Dette et trésorerie	9 129 770 808	5 575 252 148	13 400 000 000	0	-1 995 817 307	11 404 182 693
P1502 Provisions	2 264 520 853	0	0	0	0	0
P1503 Mouvements financiers divers	46 064 009 588	27 480 998 790	23 284 600 000	0	21 374 253 294	44 658 853 294
<b>Total Mission 15</b>	<b>57 458 301 249</b>	<b>33 056 250 938</b>	<b>36 684 600 000</b>	<b>0</b>	<b>19 378 435 987</b>	<b>56 063 035 987</b>

**Programme P1501  
Dette et Trésorerie**

**Mesures  
nouvelles**

**Recettes : - 1 995 817 307 F**

**Total BS 2015**

**Recettes : - 1 995 817 307 F**

**Bilan à mi parcours**

Au BP 2015, l'équilibre de la section d'investissement a nécessité l'inscription de 10,220 Mds F de recettes d'emprunt. Au regard de l'équilibre du budget supplémentaire et du montant qu'il semble réaliste d'emprunter en 2015, il est proposé de réduire la prévision d'emprunt de près de 2 Mds F.

L'agence française de développement (AFD) a marqué le 10 juillet un accord, sous condition suspensive, pour un emprunt de 48 M€ (c/v. 5,7 Mds F) sur 20 ans et la caisse des dépôts et consignation (CDC) est toujours en cours d'instruction pour un montant de l'ordre de 2,5 Mds F.

Par ailleurs la Nouvelle-Calédonie continue en 2015 à connaître de fortes tensions de trésorerie et à gérer les priorités de paiements.

**Les moyens**

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2015 pour le programme dette et trésorerie est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
Action A1501-01 - Gestion de la dette	5 073 108 335	1 452 131 372	5 160 833 000	0	0	5 160 833 000
<b>Total</b>	<b>5 073 108 335</b>	<b>1 452 131 372</b>	<b>5 160 833 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 160 833 000</b>

Par nature de dépenses (chapitres globalisés), les propositions sont :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
66-Charges financières	444 275 000	366 758 339	453 000 000	0	0	453 000 000
Dépenses d'investissement	4 628 833 335	1 085 373 033	4 707 833 000	0	0	4 707 833 000
<b>Total</b>	<b>5 073 108 335</b>	<b>1 452 131 372</b>	<b>5 160 833 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 160 833 000</b>
<i>Recettes (pour mémoire)</i>	9 129 770 808	5 575 252 148	13 400 000 000	0	-1 995 817 307	11 404 182 693

### Les compléments d'actions pour 2015

Action A1501-01 – Gestion de la dette

Recettes : -1 995,80 MF

---

**Investissement : -1 995,8 MF**

Cette diminution correspond à l'ajustement de la recette d'emprunt pour l'exercice 2015 ce qui porte à 8 224MF le montant ajusté de l'emprunt 2015.

**Programme P1502  
Provisions**

**Mesures  
nouvelles**

**Dépenses : 2 667 051 025 F**

**Total BS 2014**

**Dépenses : 2 667 051 025 F**

### Contexte et bilan à mi-parcours

Des provisions n'ayant pu être constatés ces dernières années, leur niveau a considérablement baissé. Au vu des restes à recouvrés sur les impôts et taxes, il conviendrait de reconstituer ces provisions pour risques financiers (ANV soit admission en non valeurs).

### Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2014 pour le programme « provisions » est la suivante :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
Action A1502-02 - Provision pour charges	0	0	0	0	2 667 051 025	2 667 051 025
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 667 051 025</b>	<b>2 667 051 025</b>

Par nature de dépenses (chapitres globalisés), les propositions sont :

<i>En XPF</i>	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
042-Personnel et comptes rattachés	0	0	0	0	2 667 051 025	2 667 051 025
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 667 051 025</b>	<b>2 667 051 025</b>
Recettes (pour mémoire)	2 264 520 853	0	0	0	0	0

### Les compléments d'actions pour 2015

**Action A1502-02 - Provision pour charges**

**Dépenses : 2 667,10 MF**

Le principe de prudence contenu dans le plan comptable général (PCG), repris dans la M52 adaptée, impose la constitution d'une provision pour dépréciation de compte de redevables. Le tableau ci-après reprend les sommes qui restent à recouvrer au titre des recettes 2014 et antérieures et les provisions qu'il conviendrait de passer sur ces créances non recouvrées.

En 2008, la Nouvelle-Calédonie présentait à son compte administratif un niveau de provisions particulièrement élevé à près de 11 Mds FCFP. Si les provisions liées aux Jeux du Pacifique ont logiquement disparu, celles liées aux provisions pour admission en non valeurs ont sans raison été divisées par deux passant de 4,2 Mds FCFP à 2 Mds FCFP au bilan 2014. Or les risques potentiels liés à l'irrecouvrabilité des créances est plus proche de 5 Mds FCFP. Il est donc proposé d'inscrire une nouvelle provision pour risque de créances irrecouvrables pour un

*Budget supplémentaire 2015*  
**Mouvements financiers**

montant de 2 667 051 025 FCFP, ce qui portera au bilan le montant total de la provision à 4 701 262 610 F couvrant la quasi-totalité du risque.

	<b>Reports</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>319 140 000 F</b>
<b>Programme P1503</b>	<b>Mesures</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>4 975 101 847 F</b>
<b>Mouvements financiers</b>	<b>nouvelles</b>	<b>Recettes :</b>	<b>21 374 253 294 F</b>
<b>divers</b>			
	<b>Total BS 2014</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>5 294 241 847 F</b>
		<b>Recettes :</b>	<b>21 374 253 294 F</b>

### Contexte et bilan à mi-parcours

A mi-année, les restitutions de taxes locales ont été consommées à 84%, quant aux admissions en non valeurs, elles seront présentées lors de la session budgétaire.

Les dotations aux amortissements des biens et subventions versées n'ayant pu être inscrits au BP 2015 constituent une dépense obligatoire du BS 2015.

### Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2014 pour le programme « mouvements financiers divers » est la suivante :

#### En dépenses :

En XPF	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A1503-02</b> - Admission en non valeur, restitution et remise gracieuse	6 499 606 590	5 427 263 520	4 747 274 690	0	2 629 346 290	7 376 620 980
<b>Action A1503-03</b> - Mouvements d'ordre	24 383 638 227	19 058 505 991	22 438 000 000	0	2 339 718 057	24 777 718 057
<b>Action A1503-04</b> - Opération de clôture et autres mouvements financiers	1 209 143 674	3 539 004	2 497 055	319 140 000	1 037 500	322 674 555
<b>Action A1503-05</b> - Intérêts moratoires	5 332 265	4 894 406	3 722 945	0	5 000 000	8 722 945
<b>Action A1503-06</b> - Achats et gestion des tabacs	411 370 753	288 546 021	411 265 060	0	0	411 265 060
<b>Total</b>	<b>32 509 091 509</b>	<b>24 782 748 942</b>	<b>27 602 759 750</b>	<b>319 140 000</b>	<b>4 975 101 847</b>	<b>32 897 001 597</b>

#### En recettes :

En XPF	Budget 2014	CA 2014	BP/Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
<b>Action A1503-02</b> - Admission en non valeur, restitution et remise gracieuse	7 000 000	130 003 660	-	0	0	0
<b>Action A1503-03</b> - Mouvements d'ordre	24 383 638 227	19 058 505 991	22 438 000 000	0	2 339 718 057	24 777 718 057
<b>Action A1503-04</b> - Opération de clôture et autres mouvements financiers	21 273 371 361	7 975 834 418	446 600 000	0	19 034 535 237	19 481 135 237
<b>Action A1503-06</b> - Achats et gestion des tabacs	400 000 000	316 654 721	400 000 000	0	0	400 000 000
<b>Total</b>	<b>46 064 009 588</b>	<b>27 480 998 790</b>	<b>23 284 600 000</b>	<b>0</b>	<b>21 374 253 294</b>	<b>44 658 853 294</b>

## Budget supplémentaire 2015

### Mouvements financiers

Par nature de dépenses (chapitres globalisés), les propositions sont :

En XPF	Budget 2014	CA 2014	BP + Depl 2015	RP 2015	MesNelles 2015 - BS 2015	Budget 2015 (dont BS)
011- Charges à caractère général	12 664 748	10 881 735	12 023 060	0	0	12 023 060
012- Charges de personnel et frais assimilés	1 100 000	1 083 091	1 242 000	0	0	1 242 000
023- Virement à la section de fonctionnement	2 093 118 910	0	1 530 000 000	0	0	1 530 000 000
042- Opérations d'ordre	3 241 912 159	3 116 197 365	400 000 000	0	2 339 718 057	2 739 718 057
65- Autres charges de gestion courante	603 629 848	326 031 008	704 000 000	0	320 000 000	1 024 000 000
66- Charges financières	209 507	209 507	160 000	0	0	160 000
67- Charges exceptionnelles	5 794 098 230	5 106 232 923	4 005 755 523	0	2 196 037 500	6 201 793 023
Dépenses d'investissement	20 762 358 107	16 222 113 313	20 949 579 167	319 140 000	119 346 290	21 388 065 457
<b>TOTAL</b>	<b>32 509 091 509</b>	<b>24 782 748 942</b>	<b>27 602 759 750</b>	<b>319 140 000</b>	<b>4 975 101 847</b>	<b>32 897 001 597</b>

Recettes (pour mémoire)	46 064 009 588	27 480 998 790	23 284 600 000	0	21 374 253 294	44 658 853 294
-------------------------	----------------	----------------	----------------	---	----------------	----------------

### Les compléments d'actions pour 2015

**Action A1503-02 – Admission en non-valeur, restitution et remise gracieuse**

**Dépenses : 2 629,35 MF**

#### Fonctionnement : 2 510 MF

Annuellement, la Nouvelle-Calédonie inscrit à son budget des crédits lui permettant de procéder au remboursement d'impôts et taxes qui viennent en diminution du montant des impôts et taxes constatés. Il s'agit de restitutions qui interviennent suite à un trop versé d'impôts ou de taxes par les contribuables.

Après avoir engrangé de fortes rentrées fiscales en 2012, la Nouvelle-Calédonie a dû procéder à des remboursements conséquents en 2013 (+46%). Malgré de meilleures rentrées fiscales en 2014, les restitutions restent élevées (+15% par rapport à 2012). Pour 2015, les prévisions nécessitent une inscription complémentaire à hauteur de **83 MF**.

Les dégrèvements d'impôts et taxes sont une décharge d'impôt accordée à un contribuable. Le dégrèvement peut intervenir à la suite d'une réclamation ou d'un recours gracieux du contribuable, ou être décidé d'office par l'administration fiscale pour corriger une erreur. Compte tenu du montant annuel des dégrèvements (1 242 MF) et de la situation sur deux dossiers en cours (dégrèvements à hauteur de 1 208 MF), une inscription budgétaire complémentaire à hauteur de **2 082 MF** est nécessaire.

Tout tiers débiteur envers la collectivité peut formuler une demande de remise gracieuse afin d'atténuer partiellement ou totalement les sommes dues. L'octroi de la remise gracieuse est soumis à délibération du congrès. Compte tenu des dossiers en cours d'instruction et dans la mesure où aucun crédit n'a été inscrit au budget 2015, **25 MF** sont proposés au budget supplémentaire.

Concernant les admissions en non valeur, les moyens humains limités au sein de la paierie n'ont pas permis ces dernières années de mettre en œuvre une véritable politique d'apurement des créances. Depuis septembre 2014, les services de la paierie se sont néanmoins renforcés avec l'arrivée de 2 agents chargés du contentieux ce qui devrait entraîner l'accélération de la

présentation des dossiers en ANV et par conséquent une consommation plus importante des crédits inscrits.

D'ores et déjà, les services de la paierie et de la DSF prévoient de présenter des dossiers en ANV pour 1Mds FCFP (contre 700 MF CFP seulement de crédits inscrits au BP 2015). C'est pourquoi un montant supplémentaire de **320 MF** d'ANV est proposé afin de pouvoir répondre au besoin.

### Investissement : 119,3 MF

Il s'agit d'une réserve de crédits constituée par les économies proposées par les directions et destinée à pallier à des situations imprévues des directions et institutions de la Nouvelle-Calédonie.

<b>Action A1503-03 - Mouvements d'ordre</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>2 339,72</b>	<b>MF</b>
	<b>Recettes :</b>	<b>2 339,72</b>	<b>MF</b>

### Fonctionnement : 2 339,7 MF

L'instruction budgétaire et comptable M52 oblige la collectivité à une gestion patrimoniale, qui était auparavant effectuée uniquement par le comptable public. Cette gestion patrimoniale doit permettre à la collectivité de connaître son actif et de suivre son évolution : acquisition, cession, dépréciation.

Les biens sont intégrés dans l'actif de la collectivité soit par reprise, soit par transfert, soit par acquisition. L'amortissement est l'une des opérations d'ordre budgétaire liée à cette gestion patrimoniale, qui traduit une dépréciation définitive d'un élément de l'actif immobilisé de la collectivité. L'amortissement contribue à la sincérité des comptes dans la mesure où il permet de constater comptablement la dépréciation des biens et de dégager des ressources d'autofinancement pour leur renouvellement. Il concourt au respect du principe comptable de prudence. La sincérité du bilan et du compte de résultat de l'exercice exige que cette dépréciation soit constatée, et constitue donc pour la collectivité une dépense d'ordre budgétaire obligatoire (article 84 de la loi organique).

Aucune inscription n'ayant été faite au BP 2015 pour constater la dépréciation des actifs, il convient de prévoir cette dépense sur le budget supplémentaire, par l'inscription d'une dépense d'ordre de fonctionnement de 2 339 MF couvrant les dotations d'amortissement de l'exercice 2015 et d'une recette d'ordre d'investissement du même montant couvrant les amortissements de l'actif.

<b>Action A1503-04 - Opération de clôture et autres mouvements financiers</b>	<b>Dépenses :</b>	<b>1,00</b>	<b>MF</b>
	<b>Recettes :</b>	<b>19 034,40</b>	<b>MF</b>

### Fonctionnement : 1 MF

En dépenses, 1 MF sont proposés pour permettre le règlement d'amendes.

*En recettes, il s'agit de constater :*

- le résultat excédentaire de fonctionnement reporté (16 005,6 MF) ;
- le résultat d'investissement reporté (3 100,4 MF) ;
- la diminution annoncée du montant des dividendes reversés par la BCI (- 71,5 MF).

**Action A1503-05 - Intérêts moratoires**

**Dépenses : 5 MF**

---

**Fonctionnement : 5 MF**

Compte tenu du taux d'exécution de 91,79% au 30 avril 2015 en matière d'intérêts moratoires, il est proposé d'inscrire des crédits complémentaires pour 5 MF. Il est à noter que le montant annuel des intérêts moratoires est variable d'un exercice à l'autre (6,6 MF en 2012, 4,8 MF en 2013 et 2014).

### Synthèse des crédits par programme et par chapitre

En XPF	Programme dépenses			
Chapitre	P1501 Dettes et trésorerie	P1502 Provisions	P1503 Mouvements financiers divers	Total
<b>001</b>	0	0	119 346 290	119 346 290
<b>Ss Total Investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>119 346 290</b>	<b>119 346 290</b>
<b>930</b>	0	0	26 037 500	26 037 500
<b>938</b>	0	0	20 000 000	20 000 000
<b>940</b>	0	0	2 465 000 000	2 465 000 000
<b>943</b>	0	0	5 000 000	5 000 000
<b>945</b>	0	2 667 051 025	0	2 667 051 025
<b>946</b>	0	0	2 339 718 057	2 339 718 057
<b>Ss Total Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>2 667 051 025</b>	<b>4 855 755 557</b>	<b>7 522 806 582</b>
<b>Total mesures nouvelles</b>	0	2 667 051 025	4 975 101 847	7 642 152 872
<b>Pour mémoire report</b>	0	0	319 140 000	319 140 000
<b>Total BS 2015</b>	<b>0</b>	<b>2 667 051 025</b>	<b>5 294 241 847</b>	<b>7 961 292 872</b>

En XPF	Programme recettes			
Chapitre	P1501 Dettes et trésorerie	P1502 Provisions	P1503 Mouvements financiers divers	Total
<b>001</b>	0	0	3 100 417 190	3 100 417 190
<b>923</b>	-1 995 817 307	0	0	-2 319 774 416
<b>926</b>	0	0	2 339 718 057	2 339 718 057
<b>Ss Total Investissement</b>	<b>-1 995 817 307</b>	<b>0</b>	<b>5 440 135 247</b>	<b>3 444 317 940</b>
<b>002</b>	0	0	16 005 618 047	16 005 618 047
<b>930</b>	0	0	0	606 896 500
<b>943</b>	0	0	-71 500 000	-71 500 000
<b>Ss Total Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>15 934 118 047</b>	<b>15 934 118 047</b>
<b>Total mesures nouvelles</b>	-1 995 817 307	0	21 374 253 294	19 378 435 987
<b>Pour mémoire report</b>	0	0	0	0
<b>Total BS 2015</b>	<b>-1 995 817 307</b>	<b>0</b>	<b>21 374 253 294</b>	<b>19 378 435 987</b>

Mouvements financiers  
Synthèse des crédits par article à trois chiffres

Synthèse des crédits par regroupement des articles à trois chiffres (en dépenses)

XPF	CA 2013	CA 2014	Budget 2014	BP + Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	BS 2015	Budget 2015
<b>Fonctionnement</b>	<b>10 046 643 234</b>	<b>12 191 008 402</b>	<b>8 927 393 968</b>	<b>7 106 180 583</b>	<b>0</b>	<b>7 522 806 582</b>	<b>7 522 806 582</b>	<b>14 628 987 165</b>
603 - Variation des stocks (approvisionnements et marchandises)	394 638 889	400 000 000	278 651 034	400 000 000	0	0	0	400 000 000
606 - Achats non stockés de matières et fournitures	6 607 216	8 671 637	7 876 287	8 826 250	0	0	0	8 826 250
613 - Locations	19 000	90 000	44 345	150 000	0	0	0	150 000
615 - Entretien et réparations	312 806	664 551	538 784	485 000	0	0	0	485 000
618 - Divers	64 256	100 000	66 474	75 000	0	0	0	75 000
621 - Personnel extérieur au service	0	1 100 000	1 083 091	1 242 000	0	0	0	1 242 000
622 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2 211 184	1 330 000	1 159 185	972 000	0	0	0	972 000
623 - Publicité, publications, relations publiques	0	0	0	50 000	0	0	0	50 000
624 - Transports de biens et transports collectifs	0	100 000	0	65 500	0	0	0	65 500
625 - Déplacements et missions	244 860	238 560	238 560	238 560	0	0	0	238 560
626 - Frais postaux et frais de télécommunications	401 994	600 000	322 406	438 000	0	0	0	438 000
627 - Services bancaires et assimilés.	10 739 857	0	0	0	0	0	0	0
628 - Divers	526 720	870 000	635 694	722 750	0	0	0	722 750
654 - Pertes sur créances irrécouvrables	1 003 718 259	603 629 848	326 031 008	704 000 000	0	300 000 000	300 000 000	1 004 000 000
658 - Charges diverses de gestion courante	0	0	0	0	0	20 000 000	20 000 000	20 000 000
661 - Charges d'intérêts	285 193 844	380 000 000	312 431 076	395 000 000	0	0	0	395 000 000
666 - Pertes de change	1 093 261	209 507	209 507	160 000	0	0	0	160 000
668 - Autres charges financières	62 635 699	64 275 000	54 327 263	58 000 000	0	0	0	58 000 000
671 - Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 868 429	5 332 265	4 894 406	3 782 945	0	6 037 500	6 037 500	9 820 445
672 - Restitutions sur taxes	4 980 046 183	5 637 890 118	4 974 313 316	3 962 480 000	0	2 165 000 000	2 165 000 000	6 127 480 000
673 - Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0	10 148 992	9 063 440	297 055	0	0	0	297 055
674 - Subventions exceptionnelles	74 188 155	127 888 928	117 855 756	37 900 000	0	25 000 000	25 000 000	62 900 000
675 - Valeurs comptables des immobilisations cédées	75 495 749	2 907 233	2 907 233	0	0	0	0	0
678 - Autres charges exceptionnelles	0	12 837 927	106 005	1 295 523	0	0	0	1 295 523
681 - Dotations aux amortissements et aux provisions - Charges de fonctionnement	3 143 636 873	2 839 004 926	2 834 639 098	0	0	5 006 769 082	5 006 769 082	5 006 769 082
023 - Virement à la section de fonctionnement	0	2 093 118 910	0	1 530 000 000	0	0	0	1 530 000 000
<b>Investissements</b>	<b>22 906 092 730</b>	<b>25 391 191 442</b>	<b>17 307 486 346</b>	<b>25 657 412 167</b>	<b>319 140 000</b>	<b>119 346 290</b>	<b>438 486 290</b>	<b>26 095 898 457</b>
164 - Emprunts auprès des établissements de crédit	4 998 614 736	4 628 833 335	1 085 373 033	4 707 833 000	0	0	0	4 707 833 000
192 - Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations (réalisations postérieures au 1er janvier 2012)	57 845 749	2 607 158	2 090 158	0	0	0	0	0
203 - Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion	0	107 316 782	0	41 579 167	0	119 346 290	119 346 290	160 925 457
204 - Subventions d'équipement versées	140 745 182	130 000 000	59 833 800	1 735 000 000	0	0	0	1 735 000 000
205 - Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	12 234 988	50 000 000	0	50 000 000	0	0	0	50 000 000
212 - Agencements et aménagements de terrains	2 722 532	2 000 000	0	2 000 000	0	0	0	2 000 000
213 - Constructions	21 290 982	151 000 000	0	121 000 000	0	0	0	121 000 000
214 - Constructions sur sol d'autrui	984 900	0	0	0	0	0	0	0
215 - Installations, matériel et outillage techniques	9 769 442	162 000 000	0	162 000 000	0	0	0	162 000 000
218 - Autres immobilisations corporelles	9 547 751	5 000 000	0	5 000 000	0	0	0	5 000 000
231 - Immobilisations corporelles en cours	17 584 336 462	18 976 000 000	16 159 035 702	18 833 000 000	0	0	0	18 833 000 000
238 - Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles	68 000 006	426 000 000	1 153 653	0	0	0	0	0
261 - Titres de participation	0	319 140 000	0	0	319 140 000	0	319 140 000	319 140 000
001 - Résultat d'investissement	0	431 294 167	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>32 952 735 964</b>	<b>37 582 199 844</b>	<b>26 234 880 314</b>	<b>32 763 592 750</b>	<b>319 140 000</b>	<b>7 642 152 872</b>	<b>7 961 292 872</b>	<b>40 724 885 622</b>

## Mouvements financiers

### Synthèse des crédits par article à trois chiffres

#### Synthèse des crédits par regroupement des articles à trois chiffres (en recettes)

xpf	CA 2013	CA 2014	Budget 2014	BP + Dpl 2015	RP 2015	Mesures nouvelles BS 2015	BS 2015	Budget 2015
<b>Fonctionnement</b>	<b>4 326 204 737</b>	<b>911 077 728</b>	<b>15 983 994 143</b>	<b>846 600 000</b>	<b>0</b>	<b>15 934 118 047</b>	<b>15 934 118 047</b>	<b>16 780 718 047</b>
603 - Variation des stocks (approvisionnements et marchandises)	278 651 034	316 654 721	400 000 000	400 000 000	0	0	0	400 000 000
761 - Produits de participations	431 500 000	446 500 000	450 000 000	446 500 000	0	-71 500 000	-71 500 000	375 000 000
766 - Gains de change	1 386 476	29 030	0	0	0	0	0	0
768 - Autres produits financiers	0	0	6 000 000	0	0	0	0	0
771 - Produits exceptionnels sur opérations de gestion	66 854 163	130 053 674	7 000 000	0	0	0	0	0
773 - Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	28 665	6 300	0	0	0	0	0	0
776 - Différences sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat	57 845 749	2 090 158	2 607 158	0	0	0	0	0
778 - Autres produits exceptionnels	140 059 577	15 743 845	0	100 000	0	0	0	100 000
781 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits de fonctionnement courant)	3 349 879 073	0	2 264 520 853	0	0	0	0	0
002 - Résultat de fonctionnement	0	0	12 853 866 132	0	0	16 005 618 047	16 005 618 047	16 005 618 047
<b>Investissements</b>	<b>36 214 730 867</b>	<b>32 145 173 210</b>	<b>41 474 307 106</b>	<b>35 838 000 000</b>	<b>0</b>	<b>3 444 317 940</b>	<b>3 444 317 940</b>	<b>39 282 317 940</b>
021 - Virement de la section de fonctionnement	0	0	2 093 118 910	1 530 000 000	0	0	0	1 530 000 000
106 - Réserves	9 206 447 695	7 513 505 229	7 513 505 229	0	0	0	0	0
131 - Subventions d'équipement transférables	0	0	30 000 000	0	0	0	0	0
164 - Emprunts auprès des établissements de crédit	6 117 215 832	5 575 252 148	9 129 770 808	13 400 000 000	0	-1 995 817 307	-1 995 817 307	11 404 182 693
203 - Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion	109 528 069	0	873 000 000	873 000 000	0	0	0	873 000 000
211 - Terrains	116 572 500	59 840 800	130 007 000	150 000 000	0	0	0	150 000 000
213 - Constructions	12 373 599	0	0	0	0	0	0	0
215 - Installations, matériel et outillage techniques	3 058 140	0	0	0	0	0	0	0
218 - Autres immobilisations corporelles	84 236 692	2 900 233	2 900 233	0	0	0	0	0
231 - Immobilisations corporelles en cours	6	0	0	0	0	0	0	0
238 - Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles	17 531 283 988	16 159 035 702	18 443 000 000	18 300 000 000	0	0	0	18 300 000 000
276 - Autres créances immobilisées	17 630 384	0	0	0	0	0	0	0
280 - Amortissements des immobilisations incorporelles	2 655 271 437	2 468 431 713	2 472 766 763	0	0	1 841 176 488	1 841 176 488	1 841 176 488
281 - Amortissements des immobilisations corporelles	293 112 525	366 207 385	366 238 163	0	0	498 541 569	498 541 569	498 541 569
458 - Opérations sous mandat (à subdiviser par mandat) (1)	68 000 000	0	420 000 000	1 585 000 000	0	0	0	1 585 000 000
001 - Résultat d'investissement	0	0	0	0	0	3 100 417 190	3 100 417 190	3 100 417 190
<b>Total</b>	<b>40 540 935 604</b>	<b>33 056 250 938</b>	<b>57 458 301 249</b>	<b>36 684 600 000</b>	<b>0</b>	<b>19 378 435 987</b>	<b>19 378 435 987</b>	<b>56 063 035 987</b>